



Chambre  
des Députés  
GRAND-DUCHÉ  
DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances publiques  
n<sup>os</sup> 36, 37 et 38 p. 10-79

Questions au  
Gouvernement p. 79-99

2023-2028

n° 15



## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-09

Séances publiques ..... p. 10-79

36<sup>e</sup> séance du mercredi 3 juillet 2024 ..... p. 10-21

37<sup>e</sup> séance du mercredi 10 juillet 2024 ..... p. 21-60

38<sup>e</sup> séance du jeudi 11 juillet 2024 ..... p. 60-79

Questions au Gouvernement ..... p. 79-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

#### Impression :

Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

#### Date d'impression :

02/09/2024

#### Concept et layout :

brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg



## Décès de M. Max Hengel, député



La triste nouvelle du décès de M. Max Hengel, membre de la Chambre des Députés, succombé à une longue maladie, nous est parvenue le 17 août 2024.

M. Hengel a été député depuis le 11 janvier 2022, date à laquelle il avait pris la succession de Mme Françoise Hetto-Gaasch à la Chambre des Députés. Le Président de la section Osten du CSV avait été réélu aux élections législatives de 2023. Membre de plusieurs commissions parlementaires, il a présidé la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale. De novembre 2017 jusqu'en novembre 2020, il avait été maire de Wormeldange, mandat qu'il a occupé à nouveau suite aux élections de 2023. Son dévouement et son engagement ont été exemplaires.

La Chambre des Députés gardera de lui un souvenir ému et inaltérable et exprime ses sincères condoléances à son épouse, ses enfants, à ses proches et à toute sa famille.

## Trois nouveaux députés à la Chambre des Députés

Mme Djuna Bernard (déi gréng), M. Jean-Paul Schaaf (CSV) et M. Dan Hardy (ADR) ont prêté serment au début de la séance publique du 11 juillet 2024. M. Hardy, attaché parlementaire de l'ADR depuis 2019, remplace M. Fernand Kartheiser qui a intégré les

rangs du Parlement européen. M. Schaaf remplace M. Christophe Hansen, lui aussi élu au Parlement européen. M. Schaaf était député de 2004 à 2013 et de 2020 à 2023. Mme Bernard réintègre la Chambre des Députés suite à la démission de M. François Bausch

pour raisons personnelles. Mme Bernard était membre de la Chambre des Députés de 2018 à 2023 et Vice-Présidente de 2019 à 2023.



*M. Dan Hardy prète serment pour la première fois en tant que député pour remplacer M. Fernand Kartheiser.*



*M. Jean-Paul Schaaf réintègre la Chambre en remplacement de M. Christophe Hansen.*



*Mme Djuna Bernard, élue pour la première fois en 2018, remplace M. François Bausch.*

## Mme Corinne Cahen désignée rapportrice pour le budget de l'État 2025



*Mme Corinne Cahen chapeautera les travaux parlementaires sur le projet de budget 2025.*

Les membres de la Commission des Finances ont désigné Mme Corinne Cahen comme rapportrice pour le projet de budget 2025. Elle chapeautera les travaux parlementaires y relatifs à la Chambre qui débutent traditionnellement avec le dépôt du projet de budget par le Ministre des Finances en début du mois d'octobre et qui se terminent avec le débat et le vote en séance publique à la mi-décembre.

Les intitulés et les numéros attribués aux deux projets de loi qui composent le budget 2025 sont les suivants :

8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025

8445 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028

Le budget est considéré comme étant la « loi la plus importante de l'année ». Cette loi fixe le cadre budgétaire qui permet à l'État de fonctionner pour toute une année.

Le budget est la loi qui établit et autorise l'ensemble des recettes et dépenses prévisionnelles de l'État. Les travaux parlementaires sur le budget suivent une procédure bien précise entre le dépôt en octobre et les débats et le vote en séance publique à la mi-décembre.

Exceptionnellement, à la suite des élections législatives de fin 2023, deux budgets ont été adoptés en 2024 : un budget provisoire appelé communément les « douzièmes provisoires » couvrant la période jusqu'au 30 avril et le budget 2024 s'appliquant sur la période du 1<sup>er</sup> mai 2024 au 31 décembre 2024.

## Rentrée des députés européens



De gauche à droite : M. Christophe Hansen, M. Charles Goerens, M. Marc Angel, Mme Tilly Metz, Mme Isabel Wiseler-Lima, M. Fernand Kartheiser

À la suite des élections européennes qui s'étaient tenues du 6 au 9 juin 2024, les 720 députés européens élus dans les 27 États membres de l'Union européenne, parmi lesquels six eurodéputés luxembourgeois, se sont réunis à Strasbourg le 16 juillet pour entamer la nouvelle législature 2024-2029. Lors de la première séance plénière, les principaux points à l'ordre du jour ont été l'élection de la présidence du Parlement européen ainsi que celle de la Commission européenne.

Le Luxembourg est représenté au Parlement européen par :

- M. Marc Angel (LSAP) – Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen
- M. Charles Goerens (DP) – Groupe Renew Europe
- M. Christophe Hansen (CSV) – Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)
- M. Fernand Kartheiser (ADR) – Groupe des Conservateurs et Réformistes européens

- Mme Tilly Metz (déi gréng) – Groupe des Verts/ Alliance libre européenne
- Mme Isabel Wiseler-Lima (CSV) – Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

### Un nouveau visage au Parlement européen (PE)

Jusqu'au 10 juillet 2024, MM. Fernand Kartheiser et Christophe Hansen ont été tous les deux membres de la Chambre des Députés, mandat qui est incompatible avec celui de député européen. Pour M. Kartheiser, siéger dorénavant au Parlement européen constitue une nouvelle expérience. Quant à M. Hansen, il y était déjà membre au cours de la législature précédente. La Chambre leur a rendu un hommage lors de leur dernière séance au Parlement luxembourgeois.

### Présidence du PE et de la Commission européenne

La séance plénière a débuté le mardi 16 juillet à 10.00 heures. Le premier point à l'ordre du jour a été l'élection du Président du Parlement européen. Mme Roberta Metsola a été réélue à ce poste.

L'élection du Président de la Commission européenne a eu lieu le 18 juillet et a été remportée par la Présidente sortante, candidate à sa propre succession, Mme Ursula von der Leyen.

### Quel est le lien entre les six députés européens et la Chambre ?

Les députés européens participent régulièrement aux réunions de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région ainsi qu'à celles de la Sous-commission des Affaires européennes. Au début de l'année, lors de son déplacement officiel à Bruxelles, le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, avait plaidé pour un renforcement de la collaboration avec les députés européens.

## 71<sup>e</sup> séance plénière du CPI

### La gestion de l'eau au cœur des débats

Le 21 juin 2024 s'est tenue à Montabaur en Rhénanie-Palatinat la 71<sup>e</sup> séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI), dont la triple mission est de promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région à travers une coopération étroite entre ses membres, de contribuer au développement de la coopération transfrontalière et d'accompagner les activités du Sommet des Exécutifs de la Grande Région.

Lors de cette session, M. Maurice Bauer, Président de la Commission « Environnement et agriculture » du CPI, a présenté les conclusions des travaux menés en avril avec des experts en gestion et qualité de l'eau au sein du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES). Ces discussions ont été enrichies par l'intervention de M. Christophe Hansen, qui, en tant qu'eurodéputé, a été rapporteur de la nouvelle directive européenne sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Suite à ces échanges, la commission a élaboré 13 recommandations concrètes, adoptées en plénière. Ces propositions portent notamment sur la sûreté et la qualité de l'eau, la protection des bassins-versants ainsi

que le rôle de l'agriculture dans les zones de protection de l'eau. Dans son intervention, M. Bauer a mis l'accent sur la dimension transfrontalière de ces enjeux, soulignant que « l'eau ne connaît pas de frontières » et transcende les intérêts nationaux ou régionaux.

Un autre temps fort a été l'élection à l'unanimité du député Claude Haagen au Conseil de radiodiffusion du Saarländischer Rundfunk, renforçant ainsi la voix du CPI au sein de cette instance médiatique importante pour la région.

Le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a présenté le rapport financier du CPI, saluant la stabilité financière de l'institution pour 2024 et 2025 rendue possible grâce aux contributions de tous les parlements membres et à une gestion prudente.

La session du 21 juin a également abordé d'autres enjeux majeurs pour la Grande Région, tels que la protection de l'enfance et de la jeunesse, le paysage médiatique, le soutien des jeunes à l'intégration au marché du travail ainsi que la lutte contre la prostitution forcée et la traite des êtres humains.

Les travaux du CPI ont démontré une fois de plus la vitalité et l'importance de la coopération interparlementaire dans la Grande Région et ont illustré l'engagement des parlementaires à œuvrer ensemble sur des sujets cruciaux qui transcendent les frontières nationales.



M. Maurice Bauer (1<sup>ère</sup> rangée, à gauche) est intervenu, en tant que Président de la Commission « Environnement et agriculture » du CPI, sur le sujet de la gestion et de la qualité de l'eau.

## Recherche scientifique au Parlement

# La pandémie Covid-19 au Luxembourg : analyses et rapports de l'impact des mesures sociopolitiques et sanitaires

Le document de recherche publié le 5 août 2024 compile les études, analyses et rapports sur la pandémie Covid-19 au Luxembourg, en mettant en avant leurs messages clés.

Les éléments de synthèse majeurs s'articulent comme suit :

– Des échanges multidisciplinaires, tant au niveau national qu'international, ont permis d'évaluer les bases et les impacts juridiques, épidémiologiques, éthiques ou encore sociaux des mesures pharmaceutiques et non pharmaceutiques de lutte contre la Covid-19, visant à protéger la population.

– La veille épidémiologique, les études prospectives et les projets scientifiques à l'échelle nationale ont guidé la prise de décision politique et ont servi d'outil de prévision.

– Il est crucial que les mesures sanitaires et financières ciblent particulièrement les personnes vulnérables face à la crise.

– Certains dispositifs, réduisant efficacement la propagation du virus, peuvent être légitimes temporairement, même s'ils suspendent des libertés fondamentales et entraînent des répercussions sur la santé mentale, l'équilibre social/sociétal, l'éducation ou l'économie.

– La crise sanitaire a exacerbé les inégalités socio-économiques, entraînant entre autres des impacts mesurables sur la santé physique et mentale ainsi que les chances scolaires des jeunes issus de milieux défavorisés.

– Les mécanismes de maintien dans l'emploi ont entraîné une reprise rapide de l'activité économique post-confinement. Une analyse approfondie de l'évolution des conditions de vie et de travail au Luxembourg est cependant difficile pour une situation réelle post-pandémie comparée à un scénario potentiel sans pandémie ou sans mesures socio-économiques.

– Les résultats des recherches en cours et achevées sur les conséquences à moyen et long terme de la pandémie permettent de mesurer l'impact des mesures sociopolitiques et sanitaires. Les enseignements tirés peuvent être traduits envers la préparation d'un cadre juridique et de lignes directrices pour les futures urgences sanitaires.

**Résumé de la note de recherche scientifique de M. Pauly et C. Penny, « La pandémie Covid-19 au Luxembourg : analyses et rapports de l'impact des mesures sociopolitiques et sanitaires », Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 5 août 2024.**

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



## Appel à candidatures

# Membre du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (m/f/d)

La Chambre des Députés lance un appel à candidatures pour le siège au titre du Luxembourg au sein du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), vacant à partir de décembre 2025.

Le mandat du membre à élire au titre du Luxembourg aura une durée de quatre ans. Il s'agit d'un mandat d'expert-e et non pas d'un emploi à plein temps.

En vertu de la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, les membres du Comité, qui siège à Strasbourg, sont choisis parmi des personnalités de haute moralité, connues pour leur compétence en matière de droits de l'homme ou ayant une expérience professionnelle dans les domaines dont traite la Convention en question. L'indépendance, l'impartialité, les compétences, la disponibilité ainsi que l'expérience antérieure sont essentielles pour assurer la qualité et l'autorité des travaux du CPT.

Toute expérience professionnelle en tant qu'agent des forces de l'ordre, procureur ou professionnel de santé (médecin pénitentiaire, médecin légiste, psychiatre, psychothérapeute, psychologue) sera considérée comme un atout. Une bonne compréhension du milieu pénitentiaire en général, des établissements psychiatriques ou du travail avec des mineur-e-s privé-e-s de liberté en particulier est également souhaitée. Les candidat-e-s doivent démontrer une excellente maîtrise d'au moins une des langues officielles du Conseil de l'Europe (anglais ou français) ainsi qu'une connaissance passive de la deuxième langue officielle.

Pour de plus amples renseignements sur le mandat et le modus operandi du Comité, les personnes intéressées sont priées de se référer aux textes de la Convention susmentionnée ainsi qu'aux résolutions 1323 (1997), 1248 (2001), 1540 (2007), 1808 (2011) et 2160 (2017) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et au 33<sup>e</sup> rapport général d'activité du CPT ([www.cpt.coe.int](http://www.cpt.coe.int)).

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur candidature, accompagnée du formulaire normalisé de curriculum vitae (modèle disponible sur demande à l'adresse courriel suivante : [cscarpellini@chd.lu](mailto:cscarpellini@chd.lu)), à M. le Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, pour le 15 octobre 2024 au plus tard.

Après une sélection sur dossier, les candidat-e-s retenu-e-s seront invité-e-s à un entretien d'évaluation devant un comité de sélection avant la transmission de la liste des candidat-e-s à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Contact : Service des relations européennes et internationales et du protocole

Adresse : Chambre des Députés, Service des relations européennes et internationales et du protocole, 26, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg

Numéro de téléphone : 466 966 237

Adresse électronique : [cscarpellini@chd.lu](mailto:cscarpellini@chd.lu)

## Nouvelles dispositions relatives au bail à usage d'habitation

**7642 – Projet de loi portant modification :  
1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;  
2° de l'article 1714 du Code civil**

En raison de la situation difficile sur le marché locatif au Grand-Duché et des imprécisions et abus légaux existants, il est nécessaire de réviser la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil.

Le texte initial du présent projet de loi, déposé en juillet 2020, a subi de nombreuses modifications suite à trois séries d'amendements gouvernementaux. La dernière série d'amendements, introduite le 19 avril 2024, vise à tenir compte des observations formulées par le Conseil d'État dans ses avis consécutifs, d'une part, et de la situation actuelle du marché de l'immobilier, d'autre part, qui souffre des taux d'intérêt élevés en raison desquels bon nombre d'acquéreurs potentiels s'abstiennent à investir dans l'immobilier. Or, le retour des investisseurs sur le marché de l'immobilier est indispensable pour répondre à la demande croissante en matière de logements. D'un autre côté, il importe de protéger les locataires contre des loyers abusifs.

La plupart des modifications proposées dans le projet de loi en cours depuis juillet 2020 ont été approuvées par les organismes consultés, sauf la réforme du plafond des loyers telle que proposée par les amendements gouvernementaux introduits le 14 octobre 2022, qui a été fortement critiquée par de nombreux acteurs concernés.

Afin de trouver un juste équilibre entre les intérêts des locataires et propriétaires, le Gouvernement, entré en fonction suite aux élections du 8 octobre 2023, a décidé de supprimer du présent projet de loi le volet relatif à ladite réforme du plafond des loyers. Les dispositions relatives au plafond du loyer (loyer annuel limité à 5 pour cent du capital investi, réévalué et décoté, dans le logement) prévues par l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 précitée, restent toutefois en vigueur.

Le présent projet de loi prévoit les modifications suivantes :

- les frais de commission d'agence immobilière sont payés à parts égales (50/50) entre le bailleur et le locataire, si le bailleur est à l'origine de l'engagement d'un agent immobilier pour trouver un locataire pour un logement donné. Ceci en se basant surtout sur le principe du commanditaire : les frais de l'intervention d'une agence immobilière sont à moitié pris en charge par la partie qui en est à la base de la demande de la prestation ;
- le montant maximal légal de la garantie locative est réduit de trois à deux mois de loyer, puisque ce montant est suffisant pour garantir les obligations du locataire ;
- des modalités précises sont définies pour la restitution de la garantie locative à la fin du bail, avec des sanctions en cas de non-respect des délais, afin d'éviter les désaccords potentiels entre les parties. Il est notamment prévu qu'en fin de bail, si tous les loyers et charges dus ont été payés par le locataire et si aucune dégradation n'est constatée par le bailleur au moment de la remise des clés, le bailleur rend 50 pour cent de la garantie locative endéans un mois, les autres 50 pour cent sont à restituer endéans le mois qui suit la réception des décomptes relatifs aux charges ;
- des dispositions légales spécifiques sont introduites pour la colocation, qui désigne la location d'un même logement par plusieurs locataires, appelés colocataires, qui optent, avec l'accord exprès du bailleur, pour l'application des règles spécifiques de la colocation en signant, au plus tard à la date de signature du contrat de bail de colocation, un pacte de colocation afin de formaliser les aspects de la vie en communauté et les modalités pratiques de cette forme de location. Ce pacte de colocation permet de clarifier les responsabilités et la solidarité entre colocataires. Le bailleur doit être informé de l'identité des colocataires et tout changement nécessite son accord.

Finalement, et contrairement au cadre légal en vigueur, le présent projet de loi prévoit que tout contrat de bail à usage d'habitation devra à l'avenir être obligatoirement fait par écrit, un contrat oral n'aura plus de valeur légale s'il est conclu après l'entrée en vigueur de la loi en projet.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 31/07/2020  
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement  
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

03/12/2020 Présentation et examen du projet de loi  
06/10/2022 Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux suite à l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire  
(Président : M. Gilles Baum) :

02/05/2024 Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux supplémentaires  
28/06/2024 Désignation d'un rapporteur  
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
04/07/2024 Examen des avis des organes consultatifs  
Examen d'une proposition d'amendement parlementaire  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/07/2024

Loi du 23 juillet 2024

Mémorial A : 2024, n° 311, page 1

## Tâches du personnel éducatif et psycho-social

**8163 – Projet de loi fixant la tâche du personnel éducatif et psycho-social des services et administrations de l'Éducation nationale et modifiant :  
1° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;  
2° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;  
3° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale**

Le projet de loi a pour objectif de mettre en œuvre l'accord conclu le 16 novembre 2021 entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'une part, et trois syndicats, à savoir l'Association luxembourgeoise des éducateurs et éducatrices, le Syndicat luxembourgeois des éducateurs gradués et le Syndicat du personnel de l'Éducation nationale œuvrant spécifiquement dans l'intérêt des élèves à besoins éducatifs spécifiques, affiliés à la CGFP.

L'objectif est d'harmoniser, d'adapter et d'uniformiser les dispositions légales concernant les tâches du personnel éducatif et psycho-social. En même temps, le texte vise à ancrer dans la loi certaines pratiques déjà existantes.

Dans le but d'apporter davantage de clarté sur les différentes missions du personnel éducatif et psycho-social, ce projet de loi propose de distinguer les deux catégories d'agents suivantes :

La première catégorie vise tous les agents effectuant des missions pour la réalisation desquelles la présence des élèves est indispensable, étant donné qu'ils assurent des prises en charge directes des élèves, à savoir :

- les agents du personnel éducatif et psycho-social assurant des prises en charge spécialisées des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée ;
- les agents intervenant au sein d'une équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB), assurant des prises en charge d'élèves à besoins éducatifs spécifiques ;
- les agents assurant la fonction d'assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (ci-après « A-EBS »).

Le projet de loi prévoit de mieux concilier le nombre de leçons consacrées à la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques avec le nombre d'heures mises à disposition pour d'autres tâches et fonctions, désormais précisées et quantifiées. Pour cette première catégorie, le projet de loi vise à établir des règles spécifiques concernant les tâches et les conditions de travail.

La deuxième catégorie vise :

- les agents assurant des missions de diagnostic et de conseil au sein d'un centre de compétences en psychopédagogie spécialisée ;
- les agents intervenant au sein du service psycho-social et d'accompagnement scolaires et du service socio-éducatif ;
- les agents intervenant au sein d'une cellule d'orientation et d'intégration scolaires ;
- le chef du département éducatif et psycho-social.

Les agents visés par cette deuxième catégorie réalisent, contrairement aux agents de la première catégorie, des missions qui n'exigent que partiellement

la présence d'élèves et qui ne doivent donc pas forcément avoir lieu en période scolaire.

De plus, le texte introduit une formation continue obligatoire tout au long de l'année scolaire. Les agents sont tenus de suivre 16 heures de formation continue obligatoire au cours de chaque année scolaire.

Enfin, le projet de loi prévoit de modifier la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ainsi que la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, afin de permettre le recrutement d'une nouvelle catégorie d'agents, à savoir les A-EBS.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 27/02/2023

Rapporteuse : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président : M. Gilles Baum) :

22/02/2023 Présentation du projet de loi

28/02/2023 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

08/02/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

22/02/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

22/05/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

03/07/2024 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/07/2024

Loi du 23 juillet 2024

Mémorial A : 2024, n° 328, page 1

## Crédits non performants

**8185 – Projet de loi relative au transfert de crédits non performants, et portant :**

**1° transposition de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE ;**

**2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2036 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 et la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale selon une stratégie de résolution à points d'entrée multiples et des méthodes pour la souscription indirecte d'instruments éligibles pour l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;**

**3° modification :**

**a) du Code de la consommation ;**

**b) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**

**c) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;**

**d) de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; – la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; – la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires ; – la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu ; – la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ; – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;**

**e) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;**

**f) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit national les dispositions de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits,

et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE (ci-après, la « directive 2021/2167 »).

La directive 2021/2167 établit un cadre européen pour le transfert des droits du créancier au titre d'un contrat de crédit non performant et pour la cession du contrat de crédit non performant lui-même afin de permettre aux établissements de crédit de traiter le problème des crédits non performants figurant à leur bilan. La résorption d'encours excessifs de crédits non performants et la prévention de leur possible accumulation future sont essentielles pour préserver la stabilité financière et d'encourager l'activité de prêt.

Elle établit de ce fait un cadre pour permettre aux établissements de crédit, si leurs encours de crédits non performants devenaient malgré tout trop élevés, d'être en mesure de vendre, sur des marchés secondaires, ces crédits non performants à d'autres opérateurs ayant la propension au risque et l'expertise nécessaires pour les gérer.

Les acheteurs de crédits non performants devront respecter certaines obligations, dont notamment l'obligation de nommer un gestionnaire de crédits afin d'effectuer la gestion de contrats de crédits conclus avec des consommateurs. La CSSF exerce une surveillance à l'égard des acheteurs de crédits dans la mesure où elle doit veiller au respect par eux d'un certain nombre d'obligations figurant dans le projet de loi.

La directive 2021/2167 réglemente également l'activité des gestionnaires de crédits. Ainsi le projet de loi introduit les gestionnaires de crédits en droit luxembourgeois. Il s'agit d'un nouveau type de professionnel du secteur financier (PSF) qui est soumis à une procédure d'agrément et à la surveillance prudentielle par la Commission de surveillance du secteur financier.

Le projet de loi apporte également des modifications ciblées aux dispositions existantes du Code de la consommation permettant un renforcement du cadre légal actuel par le biais de la transposition de la directive précitée. Ces modifications ciblées ont trait, entre autres, aux contrats de crédit aux consommateurs ainsi qu'aux contrats de crédit immobilier.

En second lieu, le projet de loi vise encore à mettre en œuvre le règlement (UE) 2022/2036 en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale.

Finalement, les amendements gouvernementaux au projet de loi poursuivent plusieurs objectifs. Ils complètent de manière ciblée des dispositions en matière de transfert des droits de créanciers au titre de contrats de crédit non performants et de cession de contrats de crédit non performants. Ils introduisent également des modifications ciblées de plusieurs lois.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

17/07/2023 Présentation du projet de loi

15/03/2024 Désignation d'un rapporteur

Nouvelle présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux

18/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/07/2024

Loi du 15 juillet 2024

Mémorial A : 2024, n° 292, page 1

## Changements concernant la CHFEP

**8199 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective**

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter sur plusieurs points celles des dispositions de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective qui concernent la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

Lors de la séance plénière constitutive de la Chambre des fonctionnaires et employés publics du 25 juin 2020, le Ministre de la Fonction publique (le « ministre ») avait, comme son prédécesseur cinq ans plus tôt, demandé aux membres

nouvellement élus d'entamer des réflexions sur une réforme et une simplification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective et du règlement grand-ducal modifié du 17 janvier 1984 portant réglementation de la procédure électorale pour la Chambre des fonctionnaires et employés publics (la « Chambre ») et de lui soumettre une proposition de texte dans l'année.

La Chambre a transmis ses propositions au ministre en date du 28 mars 2022, qui ont ensuite fait l'objet de concertations entre des représentants de la Chambre et du Ministère de la Fonction publique.

Les adaptations proposées concernent principalement la refonte de la composition de la Chambre, la précision des missions de celle-ci, la modernisation de la procédure électorale, ainsi que la mise à jour de certaines dispositions désuètes, dont celles qui font encore référence aux anciennes dénominations des carrières et fonctions utilisées avant les réformes de 2015 dans la fonction publique.

Ainsi, notamment les dispositions traitant de la composition de ladite Chambre sont mises à jour afin de tenir compte du réagencement et de l'introduction des nouvelles dénominations des carrières et fonctions par les lois du 25 mars 2015 relatives aux réformes dans la fonction publique, telles qu'elles ont été modifiées par la suite. Au vu du réagencement des carrières et de l'évolution des effectifs dans la fonction publique, le projet de loi procède en outre à l'adaptation du nombre des catégories de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur lesquelles sont répartis ses ressortissants électeurs ainsi que du nombre des mandats pour certaines de ces catégories, ceci en garantissant la mixité et une représentation équitable de tous les groupes de personnel affiliés à la Chambre.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 18/04/2023

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Maurice Bauer) :

28/03/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis de la CHFEP

Examen de l'avis du Conseil d'État

07/05/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

24/06/2024 Examen des avis complémentaires du Conseil d'État et de la CHFEP

02/07/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2024

Loi du 24 juillet 2024

Mémorial A : 2024, n° 338, page 1

## Modification du code de la consommation

### 8255 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation

Dans le cadre d'une veille des dispositions du Code de la consommation, le projet de loi sous rubrique prévoit de le modifier afin de garantir une application plus claire et efficace de ce code. À cette fin, le projet de loi vise :

1. la simplification du recrutement des officiers de police judiciaire : en adaptant les procédures de recrutement pour pallier les difficultés rencontrées et améliorer l'efficacité du service ;
2. la précision des sanctions : en clarifiant la nature pénale des sanctions afin d'éviter toute confusion avec des sanctions administratives ;
3. des clarifications sur les clauses abusives : en renforçant la liste des clauses abusives en précisant leur caractère irréfragable, en incluant les clauses pénales disproportionnées dans cette liste et en instaurant une obligation pour les juges de vérifier d'office le caractère abusif des clauses contractuelles.

Ces modifications ont pour objectif de garantir une meilleure protection juridique des consommateurs et d'assurer une application plus cohérente et efficace des dispositions du Code de la consommation.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 27/06/2023

Rapporteur : M. Jeff Boonen

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

(Président : M. Jeff Boonen) :

28/03/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

04/07/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/07/2024

## Modalités pour les compteurs d'eau froide et d'eau chaude

### 8293 – Projet de loi portant sur les compteurs d'eau en service dans le secteur de la métrologie légale

Ce projet de loi a pour objet de fixer les modalités de performance minimale, d'étalement et de remplacement des compteurs d'eau froide et d'eau chaude. Il détermine également les obligations du propriétaire du compteur et de l'abonné en ce qui concerne les contrôles effectués par l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS).

Jusqu'à présent, un règlement ministériel de 1992 définissait le cadre pour le fonctionnement des compteurs d'eau froide. Ce règlement ne dispose plus de base légale.

Ainsi, ce projet de loi vise à :

1. inclure les compteurs d'eau chaude ;
2. fixer les procédures d'installation et de vérification des compteurs ;
3. déterminer le cadre d'intervention de l'ILNAS ;
4. définir les critères de performance minimale des compteurs et les marges d'erreur tolérées.

Le projet de loi prévoit le remplacement des compteurs d'eau par leur propriétaire après dix ans. Toutefois, il est possible de prolonger la période de fonctionnement du compteur de cinq ans en cas d'étalement.

L'abonné et le propriétaire du compteur auront la possibilité de solliciter à tout moment l'ILNAS afin de vérifier le compteur.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22/08/2023

Rapporteuse : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

06/06/2024 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

27/06/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

03/07/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/07/2024

Loi du 15 juillet 2024

Mémorial A : 2024, n° 303, page 1

## Recrutement dans la magistrature

### 8299A – Projet de loi portant création de postes d'attaché de justice et modification de :

1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;

en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027

Dans sa version initiale, le projet de loi n° 8299 relatif au programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire prévoyait la création de 194 nouveaux postes de magistrat. Il était proposé d'échelonner la création de ces postes sur une période de six années judiciaires.



Suite aux avis du Conseil national de la justice (ci-après « CNJ »), des Chefs de corps de l'ordre judiciaire et à l'évaluation du Groupe d'action financière (ci-après « GAFI »), le projet de loi n° 8299 a été scindé en deux projets de loi distincts, à savoir le projet de loi n° 8299A sur le programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et le projet de loi n° 8299B sur la création d'un pool de réserve de postes de magistrat auprès du CNJ. La création totale de 194 postes, telle qu'elle était prévue dans le projet de loi initial, est toutefois maintenue sous une forme adaptée.

Le projet de loi n° 8299A couvre une période de référence plus courte que celle initialement prévue. Le programme de recrutement, tel qu'amendé le 2 mai 2024, prévoit la création de 94 nouveaux postes de magistrat de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024-2025 (32 nouveaux postes), 2025-2026 (31 nouveaux postes) et 2026-2027 (31 nouveaux postes).

Les 94 nouveaux postes de magistrat de l'ordre judiciaire sont attribués comme suit :

- Cour d'appel : 10 postes
- Parquet général : 7 postes
- Tribunal d'arrondissement de Luxembourg : 32 postes
- Parquet du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg : 22 postes
- Tribunal d'arrondissement de Diekirch : 11 postes
- Parquet du Tribunal d'arrondissement de Diekirch : 5 postes
- Cellule de renseignement financier : 6 postes
- Justice de paix de Diekirch : 1 poste

Les amendements du 10 mai 2024 visent à garantir des perspectives de carrière raisonnables aux membres de la magistrature de l'ordre judiciaire. Parmi les 94 nouveaux postes de magistrat, il y aura cinq postes du grade M6, neuf postes du grade M5, 31 postes du grade M4, 23 postes du grade M3 et 26 postes du grade M2. En outre, trois postes existants de magistrat sont transformés et classés dans un grade supérieur.

L'Office des procureurs européens délégués, qui comprend actuellement 2 magistrats, sera également renforcé. Son effectif maximum sera de 7 postes de procureur européen délégué. Il appartiendra au Conseil national de la justice de fixer le nombre effectif des procureurs européens délégués dans le cadre de la fourchette déterminée par le législateur.

À noter que l'augmentation des effectifs de la magistrature dépend d'une réforme du recrutement et de la formation professionnelle des attachés de justice. Comme la réforme des conditions d'accès à la magistrature est une priorité politique du Gouvernement, un projet de réforme de la législation relative aux attachés de justice sera introduit dans le processus législatif.

Dans l'actuelle session de recrutement, 37 candidats ont postulé pour la fonction d'attaché de justice à titre provisoire, qui est une condition préalable à l'accès aux fonctions de juge et de substitut. Il s'agit d'une forte augmentation des candidatures par rapport aux années précédentes, où l'on comptait en moyenne une quinzaine de candidatures pour 25 postes vacants. Sans attendre la réforme de la législation sur les attachés de justice, l'effectif légal du pool des attachés de justice passe de 30 à 50 postes.

Dépôt du projet de loi n° 8299 par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 23/08/2023

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

- 02/05/2024 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi n° 8299  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
Scission du projet de loi n° 8299 en deux projets de loi distincts : n° 8299A et n° 8299B
- 27/06/2024 Échange de vues avec les autorités judiciaires sur le projet de loi n° 8299A
- 04/07/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2024

Loi du 24 juillet 2024

Mémorial A : 2024, n° 336, page 1

## Nouveau bureau au sein de l'AED

### 8340 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Lors des évaluations du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, en 2021-2022 par le Conseil de l'Europe dans le cadre du rapport d'évaluation quant à l'implémentation concrète et l'application effective des dispositions de la 4<sup>e</sup> directive européenne de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et, d'autre part, en 2022-2023 lors de l'évaluation mutuelle du Luxembourg par le GAFI, des réserves ont été émises par les évaluateurs quant à l'efficacité des contrôles anti-blanchiment sur place de l'administration, en raison de ressources humaines limitées.

Afin d'augmenter l'efficacité de contrôle, le présent projet de loi prévoit de mettre fin au cumul des tâches et de créer au sein des services opérationnels de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, un bureau de contrôle distinct, entièrement spécialisé dans la lutte contre le blanchiment, contre le financement du terrorisme et dans la surveillance de l'application des sanctions financières internationales, à l'égard des professionnels pour lesquels elle agit comme autorité de contrôle et qui relèvent de secteurs économiques toujours plus nombreux. Il est clair que la spécialisation de la structure de contrôle devra aller de pair avec une augmentation des contrôleurs en nombre. La nouvelle structure organisationnelle mettra la lutte anti-blanchiment au même niveau d'importance interne que les matières traditionnelles de l'administration.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

- 19/01/2024 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 14/05/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption de deux amendements parlementaires
- 28/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2024

Loi du 15 juillet 2024

Mémorial A : 2024, n° 287, page 1

## Ressortissants de pays tiers en tant que travailleurs saisonniers

### 8391 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Le projet de loi sous rubrique vise à apporter deux modifications à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration afin de parfaire la transposition de la directive 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi en tant que travailleur saisonnier.

Le projet de loi s'inscrit dans la suite d'une procédure d'infraction engagée par la Commission européenne à l'égard du Grand-Duché de Luxembourg sur base de l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 05/06/2024

Rapporteur : M. Marc Lies

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président : M. Marc Lies) :

- 04/07/2024 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2024

## Sommaire

- |   |   |   |
|---|---|---|
| <p><b>1. Ouverture de la séance publique</b><br/>M. Claude Wiseler, Président</p> <p><b>2. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring</b><br/>Exposé : Mme Joëlle Welfring</p> <p><b>3. Ordre du jour</b><br/>M. Claude Wiseler, Président</p> <p><b>4. 8185 – Projet de loi relative au transfert de crédits non performants, et portant :</b></p> <p><b>1° transposition de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE ;</b></p> <p><b>2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2036 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 et la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale selon une stratégie de résolution à points d'entrée multiples et des méthodes pour la souscription indirecte d'instruments éligibles pour l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;</b></p> <p><b>3° modification :</b></p> <p><b>a) du Code de la consommation ;</b></p> <p><b>b) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;</b></p> <p><b>c) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;</b></p> <p><b>d) de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; – la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; – la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires ; – la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à</b></p> | <p><b>p. 10</b></p> <p><b>p. 10</b></p> <p><b>p. 10</b></p> | <p><b>l'impôt sur le revenu ; – la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ; – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;</b></p> <p><b>e) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;</b></p> <p><b>f) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement</b></p> <p style="text-align: right;"><b>p. 11</b></p> <p>Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer</p> <p>Discussion générale : M. Maurice Bauer (intervention de Mme Sam Tanson)   M. André Bauler   M. Franz Fayot   M. Fred Keup   Mme Sam Tanson (dépot de l'amendement 1)   M. Laurent Mosar   M. François Bausch (parole pour fait personnel)   Mme Sam Tanson (interventions de M. Laurent Mosar)   M. Marc Goergen   M. David Wagner   M. Maurice Bauer</p> <p>Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances   Mme Sam Tanson (parole après ministre)   M. le Ministre Gilles Roth (interventions de Mme Sam Tanson)   M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Gilles Roth)   M. le Ministre Gilles Roth   M. David Wagner (parole après ministre)   M. le Ministre Gilles Roth</p> <p>Amendement 1 : Mme Sam Tanson   M. Franz Fayot</p> <p>Vote sur l'amendement 1 (rejeté)</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8185 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p><b>5. Question élargie n° 14 de Mme Mandy Minella relative aux ressources humaines qualifiées fournies aux fédérations agréées, favorisant le développement du secteur sportif au Luxembourg</b></p> <p style="text-align: right;"><b>p. 20</b></p> <p>Mme Mandy Minella   M. Georges Mischo, Ministre des Sports</p> <p>Présidence : M. Claude Wiseler, Président</p> <p>Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, M. Georges Mischo, Ministres</p> |
|---|---|---|

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

### 2. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

Ech hunn direkt am Ufank eng Wuertmeldung vun der Madamm Welfring, fir eng Motioun ze deposéieren. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

#### Exposé

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Gudde Mëtteg, Dir Dammen an Dir Hären. Et gëtt an dësen Deeg bekanntlech un de Budgetspropositione fir d'Joer 2025 geschafft, an dofir ass och elo de richtege Moment, fir eist Uleies mat Tech ze deelen.

Et geet heibäi ëm de Prinzip vum der Additionnalitét an der Kooperatioun. Dësen ass gekoppelt un dat international gültegt Engagement, fir op d'mannst 0,7 % vum RNB an déi ëffentlech Entwécklungsze-summenaarbecht ze ginn. D'Iddi vun der Additionnalitét ass déi, dass aner ëffentlech Ausgaben, wéi zum Beispill den Accueil hei am Land vu Leit, déi bei eis Asyl sichen, oder fir d'Upassung un d'Klimaverännerungen an Entwécklungslänner, sollen als zousätzlech ugesi ginn an och getrennt kontabiliséiert ginn. Dëst ass e wichtege Prinzip, deen op d'mannst säit de 70er-Joren aus dem leschte Joerhonnert als international Leitlinn an der Entwécklungsarbecht gëllt an

deen och am Koalitionsprogramm vun der vieregter Regierung explizitt verankert war.

Obwuel den Engagement vu Lëtzebuerg, fir iwwer 1 % vum RNB fir d'Aide publique au développement ze reservéieren, bäibehale gëtt, ass den Additionnalitétsprinzip net méi am Accord de coalition vun der aktueller Regierung ze fannen.

Mir sinn awer der Meenung – an ech denken och, dass déi allermeescht heibannen dat och esou gesinn –, dass eng Unerkennung vun dësem Prinzip haut, grad an engem Kontext vun der Klimakris an hiren Auswirkungen, awer och wéinst den internationale Spannungen an den nationalisteschen Tendenzen, méi wichteg ass wéi jee. Well souwuel de Kampf géint d'Klimakris wéi och déi offiziell APD, also déi ëffentlech Entwécklungsze-summenaarbecht, brauchen adequat finanziell Moyenen.

A mir fuerderen dofir d'Regierung mat dëser Motioun op, den Additionnalitétsprinzip och an der aktueller Legislaturperiod unzewenden, a mir géifen eis iwwer eng breet Zoustëmmung freeën.

Merci. Voilà.

#### Motion

« concernant le principe d'additionnalité par rapport à l'aide publique au développement »

*La Chambre des Députés,*

– considérant que les travaux sur le projet de budget d'État pour l'année 2025 et la programmation financière pluriannuelle 2025-2028 sont en plein cours ;

– saluant que le Luxembourg figure toujours parmi les rares pays à maintenir une aide publique au

développement de 1 % du revenu national brut et que selon le programme gouvernemental « [l']objectif de consacrer un pour cent du revenu national brut à l'aide publique au développement (APD), y compris l'aide humanitaire, sera maintenu » ;

– constatant que le principe d'additionnalité, c'est-à-dire la comptabilisation en dehors de l'APD des coûts d'accueil des réfugié.e.s et des financements climatiques internationaux, ne fait pas partie du programme gouvernemental actuel ;

– considérant que dans le programme gouvernemental, une section dédiée au « [s]outien des pays partenaires dans la protection du climat et de l'environnement » est incluse dans le chapitre sur la coopération au développement,

invite le Gouvernement

– à maintenir le principe de l'additionnalité du financement climatique international et des coûts d'accueil des réfugié.e.s par rapport à l'APD pour le reste de la législature 2023-2028.

(s.) Joëlle Welfring, Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring.

### 3. Ordre du jour

Ech ginn dervunner aus, datt Dir d'accord sidd, datt mer dat elo haut net méi traitéieren, mee datt mer et d'nächst Woch op den Ordre du jour huelen.

(Assentiment)

Ok, villmools merci.

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Ech kréie se dann erëm.

(Hilarité)

Et ass gutt, merci.

#### 4. 8185 – Projet de loi relative au transfert de crédits non performants, et portant :

1<sup>o</sup> transposition de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE ;

2<sup>o</sup> mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2036 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 modifiant le règlement (UE) n<sup>o</sup> 575/2013 et la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale selon une stratégie de résolution à points d'entrée multiples et des méthodes pour la souscription indirecte d'instruments éligibles pour l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;

3<sup>o</sup> modification :

a) du Code de la consommation ;

b) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

c) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

d) de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; – la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; – la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires ; – la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu ; – la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ; – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

e) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;

f) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

An da komme mer zum nächste Punkt – oder zum éischte Punkt – vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 8185 iwwert den Transfert vun net performante Kreditter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk hu 7 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Deputéierte Maurice Bauer, fir de Rapport ze maachen. Här Bauer.

#### Rapport de la Commission des Finances

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer haut eng grouss Freed, Iech als Rapporteur de Projet de loi 8185 iwwert den Transfert an de Verkaf vu Crédit-non-performanten ze presentéieren, e Projet, deem

nach vun der viregter Regierung de 24. März 2023 an der Chamber hannerluecht ginn ass.

Mat dësem Projet de loi gëtt d'Direktiv 2021/2167 an nationaalt Recht ëmgesat, andeems e gesetzliche Kader geschafe gëtt, fir den Transfert an de Verkaf vun net performante Kreditter ze organiséieren an esou de Banken ze erlaben, de Problem vun net performanten oder faule Kreditter aus hire Bilanen erauszehuelen. Dës Direktiv schafft deemno den europäesche Kader fir den Transfert an d'Verkafe vun dësen net performante Kreditter.

An der ganzer Europäescher Unioun si Banken mat dëser Zort vu Kreditter confrontéiert, déi e grouss Risiko kënnen duerstellen, zemoos wa se ufänken, eng méi grouss Mass duerzestellen. Fir hir finanziell Stabilitéit ze garantéieren, mussen d'Banken fir all net performante Kredit finanziell Reserven, sougenannte Provisiounen, uleeën. Och sinn d'Banken obligéiert, zousätzlech Kapital op d'Säit ze setzen, wann e Kredit méi laang net performant ass. Well dës Situatioun seriö Risike fir déi eenzel Banken an den europäesche Memberstaaten an domadder fir de ganze Bankena Finanzsystem an der Europäescher Unioun kann duerstellen, huet d'Europäesch Unioun dës Direktiv ausgeschafft mat enger globaler Strategie, fir esou de Problem unzegoen am Respekt vun de Rechter vun alle concernéierten Acteuren.

Haaptzil vun der Direktiv an domadder och vun dësem Projet de loi ass, enger Akkumulatioun vu faule Kreditter entgéintzewierken, déi eng Gefor fir d'Stabilitéit am Finanzsektor kënnen duerstellen. Dës Direktiv ziilt also dorop of, dem Problem vun de Crédit-non-performanten am EU-Bankensektor entgéintzewierken, a schafft fir dee Fall, wou eng Bank ze vill där fauler Kreditter hätt, en eenheetleche, reguléierte Marché secondaire, fir dës Zort vu Kreditter kënnen ze verkafen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, hei schafe mer e Kader, en harmoniséiert EU-Regelwierk, wou d'Banken, déi Problemer mat faule Kreditter hunn, dës Kreditter ënner gewëssene Konditiounen un aner Operateure mat der néideger Expertis an deem Domän kënnen verkafen. Domadder gëtt net nëmme dat besteënd europäesch Reegelwierk komplettéiert, mee et ass och wichteg, fir d'Finanzstabilitéit ze garantéieren. Esou ka verhénnert ginn, dass d'Banken ze vill där schlechter Kreditter unhäufen a riskéieren, dorobber setzen ze bleiwen. Dës Kader erlaabt nämlech de betraffene Banken, duerch de Verkaf vun de faule Kreditter erëm op méi stabile Féiss kënnen ze stoen, respektiv et gëtt hinnen erméiglecht, erëm déi néideg Ressourcen ze mobiliséieren, fir nei Kreditter kënnen ze ginn.

De Verkaf vun de Crédit-non-performantë geschitt awer net am lofftfräie Raum. Esou gesäit d'Direktiv eng Rei vu Reegelen an Obligatiounen vir, déi beim Weiderverkaf vun net performante Kreditter sécherstellt a respektéiert mussen ginn. Et geet hei dorëms, d'Rechter vun alle concernéierten Acteuren ze garantéieren, dem Keefer vun dëse Kreditter, mee awer och a virun allem der Persoun, déi de Kredit gefrot huet, an esou en transparente Kader ze schaffen, deem allen eng Rechtssécherheet gëtt. Dëst si virun allem Reegelen a punkto Kontrakter, Dateschutz a Confidentialitéit vu Clientsinformatiounen wéi och um Niveau vun Konsumentenschutz, wou mat dësem Projet de loi cibléiert Ännerungen am Code de la consommation virgeholl ginn.

Esou verlaangt de Projet de loi, dass an de Relatiounen tëscht der Bank, dem Keefer oder Acheteur vun dësem Kredit an der Persoun, déi de Kredit opgeholl huet, muss op eng professionell, loyal a korrekt

Manéier gehandelt ginn, dass de Keefer net däréif falsch, obskur oder irreféierend Informatiounen ginn an dass de Keefer nimools däréif iergendwellechen Drock ausüben, harceléieren oder influenzéieren.

Doriwwer eraus kritt de Keefer eng Rei Verpflichtungen operluecht, déi hien erfëlle muss, soss kann de Verkaf vun engem net performante Kredit net ofgeschloss ginn. Esou muss de Keefer zum Beispill e Gestionnaire de crédits mat der Verwaltung vun deene Kreditter beoptragen. D'Relatiounen tëscht dem Keefer an dem Gestionnaire de crédits ginn duerch d'Gesetz gereegelt.

Dësé Gestionnaire de crédits ass en neien Acteur um Finanzmaart, deem et esou an eiser Legislatioun nach net gëtt. Duerfir gëtt de Gestionnaire de crédits an d'Lëtzebuurger Recht ageschriwwen. Et handelt sech ëm eng nei Zort vu PSF – Professionnel du secteur financier –, an dësé Gestionnaire de crédits kann och eng nei Opportunitéit fir d'Lëtzebuurger Finanzplatz duerstellen. Well deem neie PSF en europäesche Statutt ass, huet hien och de Passeport europäen, fir seng Servicer vu Lëtzebuerg aus an anere Memberstaaten kënnen ze prestéieren.

Et ass nach ervirzehiewen, dass deem nei geschafene Gestionnaire de crédits enger Agreementsprozedur wéi och der Surveillance vun der CSSF ënnerläit. Déi selwecht CSSF gëtt och als Opsichtsautoritéit designéiert. Dofir gëtt d'Gesetz vun 1993 iwwert de Finanzsektor wéi och d'Loi organique vun der CSSF aus dem Joer 1998 ofgeännert.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mam Gesetzesprojet gëtt och nach dat europäesch Reglement 2022/2036 am Beräich vun der Bankereglementatioun ëmgesat. Et kënn dofir zu punktuellen Upassungen am 2015er Gesetz iwwert d'Resolutioun, den Assainissement an d'Liquidatioun vu Bankinstituter. Dës Upassung sinn néideg, fir internationale Standarder Rechnung ze droen. Konkreet gëtt d'Berechnungsmethod ugepasst, wivill Eegekapital verschidde Bankegruppe mussen halen, fir datt se konform mat de Reegelen zur Bankeresolutioun sinn.

Des Weidere gëtt mat dësem Gesetzesprojet d'Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsektor licht geännert, wat noutwendeg gouf duerch e Feeler bei engem Wuert an der offizieller franséischer Iwwersetzung vun der Direktiv 2021/338, an d'Gesetz vum 5. August 2005 iwwert d'Contrats de garantie financière mat enger Klarifikatioun iwwert d'Applikabilitéit vum Gesetz.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech kommen elo dann zu den Avisa vun der Chambre de Commerce a vum Staatsrot an zu den Aarbechte vun der Finanzkommissioun.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 8. Juni 2023 ofginn. Den 19. Abrëll 2024 huet si en Avis complémentaire geschriwwen, dee sech op der Regierung hir Amendementer vum 6. März 2024 bezitt. Am Allgemengen ass d'Chambre de Commerce d'accord mat der Aart a Weis, wéi d'Direktiv an nationaalt Recht ëmgesat gëtt. An hirem Avis huet si awer op e puer Punkten opmierksam gemaach, déi an hiren Aen hätte klarifizéiert solle ginn. Dat waren engersäits Froen zur Applikatioun vum Bankgeheimnis an der Situatioun vun engem Verkaf vu performante Kreditter an anerersäits Froen iwwert den Austausch respektiv d'Kommunikatioun vu Clientsinformatiounen u potenziell Keefer. D'Chambre de Commerce begréisst och an hirem Avis, dass den Artikel 1699 net applikabel ass am Fall vum Transfert oder dem Verkaf vun net performante Kreditter.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 5. Dezember 2023 nient eng Rei legistesche Remarken dräi

Opposition-formellë wéinst enger Transposition incorrecte soulevéiert an eng Rei Suggestioune gemaach, fir d'Dispositionen nei a besser ze formuléieren. De Staatsrot huet sech a sengem Avis derfir ausgeschwat, dass soll méi den Text vun der Direktiv iwwerholl ginn, an huet och déi nei Reegelen an Obligationen analyséiert.

De Staatsrot gouf doropshin de 6. Mäerz mat siwe Regierungsamendementer saiséiert an huet de 7. Mee en Avis complémentaire ofginn. Déi meescht Amendementer betreffe punktuell Ännerungen, a mat engem Amendement gëtt proposéiert, dass den Artikel 1699 vum Code civil net applikabel ass beim Verkauf vun net performante Kreditter, an dëst par analogie zu dem Gesetz vun 2004 iwwert d'Titrisation, wou dësen Artikel och net applikabel ass.

An hirem Avis stellt déi héich Kierperschaft fest, dass hiren dräi Opposition-formellë Rechnung gedroe gouf. An dësem Avis complémentaire ginn déi siwe Regierungsamendementer analyséiert a fir sechs vun de siwen Amendementer gëtt de Staatsrot säin Accord oder huet keng Remarken. Bei deem siwenten Amendement gëtt eng Opposition formelle soulevéiert am Zesammenhang mat engem Effet rétroactif vun enger Disposition.

D'Finanzkommissioun huet de 15. Mäerz den Text vum Projet de loi presentéiert kritt an och d'Avis vum Staatsrot an der Chambre de Commerce analyséiert, zesumme mat de Regierungsamendementer.

Den 18. Juni goufen déi complémentaire Avisa vun dem Staatsrot a vun der Chambre de Commerce analyséiert. Den Text gouf esou amendéiert, dass allen Opposition-formellë vum Staatsrot konnt Rechnung gedroe ginn, an de Projet vum schrëftleche Rapport gouf ugeholl. Fir all weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

### Discussion générale

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, no der Presentatioun vum Projet de loi als Rapporteur wëll ech elo am Numm vu menger Fraktioun Stellung huelen zu dësem Gesetzsprojet.

Ech kënnegen heimadder den Accord vu menge Kolleege vun der Fraktioun vun der CSV un. Dëst ass e wichtege Projet fir eis Finanzplaz, dee sech an eng kohärent europäesch Politick aschreift, déi d'Léieren aus der Finanzkris gezunn huet. Et ass e Projet, deem eis et erlaabt, eng nei Aktivitéit fir d'Finanzplaz ze schafen an domat d'Finanzplaz weider ze diversifiéieren a weider Aarbechtsplazen ze schafen.

Mir hunn alt mat Zäiten an der Europäescher Unioun méi Banken, déi Suergen hu mat net performante Kreditter, mat faule Kreditter, wou Mënschen, déi e Kredit gefrot hunn, deem net méi kënnen zrëckbezuelen, aus wéi engem Grund och ëmmer. Fir ze evitéieren, dass d'Banken op dese Kreditter sätze bleiwen a risquéieren, duerch en ze vill héije Bedarf un Egekapital a finanziell Schwierigkeeten ze geroden, ass et wichtege, mat dësem Projet de loi d'Méiglechkeet ze schafen, am Respekt vun de Rechter an an der Transparenz kënnen dës faul Kreditter weiderzeverkafen.

Mir haten an der Finanzkommissioun Diskussiounen, well an engem Regierungsamendement proposéiert gouf, d'Applikatioun vum Artikel 1699 vum Code civil net ze applizéieren am Fall vun dem Transfert oder dem Verkauf vun net performante Kreditter, genau sou wéi dat schonns 2004 mat dem Gesetz iwwert

d'Titrisation gemaach ginn ass, wou och schonns decidéiert gouf, dësen Artikel 1699 net ze applizéieren.

Firwat ass dat esou ugeduecht? Erlaabt mer, dat unhand vun engem Beispill ze erklären. Wann een e Kredit vun 100.000 Euro ophëlt a bei 80.000 Euro net méi säi Kredit kann zrëckbezuelen, da kann d'Bank dësen net performante Kredit fir 40.000 Euro – soe mer als Beispill – un en anere Keefer weiderverkafen. Wann den Artikel 1699 géif spillen, géif dat dem Kreditneemer erlaben, sech mam Zrëckbezuere vun deene 40.000 Euro aus dem Kredit un de Keefer erauszekafen, obwuel hien eigentlech nach misst seng 80.000 Euro zrëckbezuelen. Domadder géif eigentlech jiddereen ugehale ginn, säi Kredit net ze bezuelen an dann iwwert dese Wee manner herno ze bezuelen. Dat wier net fair a virun allem géife mer de facto dës Aktivitéit domadder total oninteressant maachen, well de Keefer vun esou net performante Kreditter iwwerhëlt jo och de volle Risiko dovunner.

Duerch d'Ëmsetze vun dëser Direktiv schafe mir en europäesche legale Kader, deem all déi concernéiert Acteure schützt, hinnen déi noutwendeg Garantie gëtt an deem et erlaabt, derfir ze suergen, dass de Finanzsystem weiderhi gutt fonctionéiert, deem esou eminent wichtege ass fir eise Wuesstem an eng gutt fonctionéierend Wirtschaft, déi mir brauchen, fir kënnen all eis aner Politicken ëmzesetzen.

Mir hunn eis Finanzplaz haut ganz gutt a virsichteg opgestallt. Iwwert déi lescht Jore konnte mir eng sécher a gutt opgestallte Finanzplaz schafen. Mat enger vun den niddregsten Zuelen un net performante Kreditter an deene beschte Kapitalratioen ass eise Bankesektor haut gutt opgestallt. Op deem Wee musse mir weiderfuere, an dese Projet de loi erlaabt eis, op eng konstruktiv a verantwortungsvoll Aart a Weis mat dësen net performante Kreditter ëmzegoen, andeems en europäesche Kader geschafe gëtt, wou all Acteur genee weess, wat seng Rechter sinn, awer och seng Flichten.

Vill vun eis hunn dat hässlecht Bild am Kapp vum Inkassoschlëier, dee mam Baseballschlëier virun der Dier steet. Grad mat dësem Text schütze mir déi Mënschen, déi an eng Situatioun kommen, wou se e Kredit opgeholl hunn a leider Gottes duerch eng schwierig Situatioun net méi kënnen deem zrëckbezuelen, a mir erlaben de Banken, dës Kreditter aus hire Bicher erauszehuelen a se ze verkaafen an engem sécheren, transparenten a legale Kader. Dofir ënnerstëtze mir dese Projet de loi.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauer. Ech hunn eng Wuertmeldung vun der Madamm Tanson, déi Iech warscheinlech wëll eng Fro stellen. Sidd Dir d'accord domadder, Här Bauer?

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Jo.

**M. Claude Wiseler**, Président | Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech wollt den Här Bauer no sengen Erklärungen iwwert den Artikel 1699 froen, ob e wësst, wat d'Konditiounen wäeren, fir dass deem Artikel géing spillen.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Wéi eng Konditiounen?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Majo, et muss e Litige viru Geriicht amgaange sinn.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Jo.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat heescht, dat Beispill, wat Dir ginn hutt, ass irrefürend, well et ass net deem, deem einfach dann dovunner profitéiert,

fir zu engem méi bëllegen Tariff säin eegene Kredit zrëckbezuelen. Et geet just ëm déjéineg Debitueren, déi schonn e Rechtssträit ugefaangen hunn um Geriicht, dat heescht déi am Fong – ech wäert herno nach drop agoen – e Sträit hu mat hirer Bank, firwat se de Kredit net wëllen zrëckbezuelen. Dat heescht, dat Beispill, wat Der ginn hutt, ass net richtig.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Et spillt awer an där Hinsicht, dass et duerch de 1699 déi Persoun, déi de Kreditneemer ass, an eng aner Situatioun setzt, wéi d'Situatioun eigentlech normalerweis gewiescht wär. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauer, fir Äre mëndlechen a fir Äre schrëftleche Rapport. An dann ass den nächsten geschriwwene Riedner den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech wollt fir d'Éischt dem Maurice Bauer fir säin ausféierleche mëndleche Rapport felicitéieren an nach eng kéier betounen, dass mat dësem Gesetz eeben e Kader geschaf gëtt, fir dass d'Kreditinstituter matzäit hir net performant Kreditter ofbauen a se eventuell och restrukturéieren.

Et ass aus eiser Siicht séier wichtege, fir Situatiounen ze vermeiden, an deene sech esou Kreditter a Bankhaiser heefen an en ze groust Gewiicht an hirem Bilan duerstellen. Dëst ass wichtege, fir déi finanziell Stabilitéit vun eise Finanzsystem ze garantéieren. Et soll also e Kader gesat ginn, fir dass d'Kreditinstituter am Fall, wou et zu enger exzessiver, iwwerdriwwener, Unheefung vun net performante Kreditter géif kommen, dës un de sougenannte Marché secondaire verkaft kënnen ginn. D'Entwécklung vum Marché secondaire soll duerch dese Gesetzesprojet ënnerstëtzt ginn.

D'Operateuren, déi dës Scholden iwwerhuelen, hunn an deem Beräich déi néideg Erfahrung, déi néideg Expertis, fir d'Risiko richtig anzuschätzen an eeben déi respektiv Scholden nees anzedriewen. Ma dës Operateure ginn, wéi scho gesot, wéi schonn ugeklongen, e gewëssene Risk an: de Risk, dass dës Suen net erakommen, well den Debiteur seng Scholden net zrëckbezilt oder net zrëckbezuele kann.

Wéi de Rapporteur, de Maurice Bauer, preziséiert huet, handelt et sech hei ëm eng spezifesch, awer och ëm eng komplex Matière an der Finanzindustrie, wou et eeben ëm d'Gestioun vun de Risiko geet. Et gëtt Acteuren, déi bereet sinn, am Finanzsektor Risiko vun den Instituter ewechzehuelen, wat eng gutt Saach ass, andeems se eebe sougenannt – fir dat mol méi salopp ze soen – „faul“ Kreditter opkafen. Si maachen dëst natierlech nëmme, wa se Kreditter zu gönschtege Präisser kënnen akafen, well d'Probabilitéit, d'Warscheinlechkeet, dass se dës Suen agedriwwer kréien, deemno wéi relativ kleng, geréng, ass.

Als DP begrësse mer, dass dann elo e kloer Kader hei geschaf gëtt, e Kader, dee seet, wéi dat ka stattfannen. A mir wëssen, dat huet och d'Finanzkris vun 2008 gewisen, dass mer esou prezis Reegele brauchen, fir d'Gestioun vu risikoräiche Kreditter, déi deelweis net méi rembourséiert ginn, ze handhaben.

Och wann nëmme – dat krute mer an der zoustänneger Finanzkommissioun gesot – ongeféier 1,4 % vun de Kreditter zu Lëtzebuerg als sougenannt Crédits non performants agestuft ginn, sou begrësse mer, dass dese spezifesch Zenario reglementéiert gëtt, fir dass déi rechtlech Sécherheet kann assuréiert ginn.

An ech géif och domadder den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert fir den Här Franz Fayot. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, net performant Kreditter sinn e reelle Problem fir all Bank. Dat ass vun de Virriedner och scho gesot ginn. Engersäits muss d'Bank da méi Provisionen op d'Säit leeën, anerersäits mobiliséiert en net performante Kreditte och méi Mataarbechter vun der Bank. Mëttel-fristeg kann eng Bank, déi vill där fauler Kreditter op hire Bicher huet, och manner nei Kreditter beispillsweis u mëttelstännesch Betriber verginn, wat dann natierlech och e Problem ass fir déi reell Economie an hir Entwécklung.

Dëse gesetzleche Kader ass awer och wichteg fir déi ganz Economie, well wann een dat aus enger Makroperspektiv kuckt, hëlleft dat hei eis och, fir d'Stabilitéit vum Finanzsecteur ze verstärken.

De Problem vun net performante Kreditter ass en europäesche Problem, deen no europäesche Léisung freet. Mir brauchen eng global Strategie fir net performant Kreditter op EU-Niveau, well déi meescht Banken an der EU sinn a méi wéi just engem Memberstaat present, an dofir geet et och drëms, d'Contagioun ze vermeide vun enger Bank an engem Land op aner Banken am selwechte Grupp an anere Länner. An et gëtt kee Land, wat dëse Problem an dës Gefor vun deem Dominoeffekt besser kennt an och méi, mengen ech, drënner gelidden huet, och am Kader vun der Finanzkris, wéi Lëtzebuerg. Dofir ass dës Direktiv, déi mer haut transposéieren, och e wichteg Element vun esou enger globaler Strategie.

Dës Direktiv gräift mat deem Aktiounspiang aneneen, fir d'Montante vun net performante Kreditter an der EU ze reduzéieren, deen op d'Joer 2017 zeréckgeet. Dat hei betrëfft de Volet vum Verfaaf vun net performante Kreditter um Zweetmarché. Hei kënnen d'Banken hir net performant Kreditter un aner Operateure verkafen, déi eng besser Expertise doranner hunn an dann och natierlech méi effikass doranner sinn.

Wann ee sech elo de leschte Rapport ukuckt vun der Europäescher Bankenopsicht, der EBA, da stellt ee fest, dass d'Situatioun ronderëm net performant Kreditter sech net dramatesch verschlechtert huet, wat de prime abord e bësse kann iwwerraschen, wann ee sech d'Evolutioun vun der Economie an Europa iwwert déi lescht zwee Jore virun Aen hält. Tëschent dem drëtten an dem véierten Trimester 2023 ass den Taux vun net performante Kreditter nëmme ganz liicht vun 1,8 % op 1,9 % eropgaangen. De Rapport vun der EBA mécht allerdéngs gläichzäitig drop opmierksam, dass d'Banken ëmmer méi net performante Kreditter ausgat sinn, déi vu kommerziellen Immobilie garantéiert sinn. Hei ass natierlech d'Kris am Immobiliensektor iwwerall an Europa an och d'Chute vun de Präisser op deem Marché schold.

Wann een e Bléck op de Lëtzebuurger Marché geheet, da konnt een de rezenten Aussoe vum Generaldirekter vun der CSSF enthuelen, dass beispillsweis 1,8 % vun den Immobilitätkreditter den Ament net méi kéinten zeréckbezuelt ginn. Dat ass nëmme liicht méi héich wéi déi europäesch Moyenne vun 1,5 %, awer historesch ronn dat Duebelt vun deem, wat mer zu Lëtzebuerg bis elo kann hunn.

Här President, op där anerer Säit vun engem net performantem Kreditte steet awer och e Schëldner, deen aus ganz verschiddene Grënn net zeréckbezuele kann: well e seng Aarbecht verluer huet, well seng Liewenskäschte mat der Inflation esou staark an d'Luucht gaange sinn, dass en net méi kann zeréckbezuelen, dass en einfach net méi eens gëtt oder awer och well de Kreditte, deen e krut, vun Ufank un

ze vill héich war. An an deem Kontext wollt ech och op déi Diskussioun zeréckkommen, déi mer an der Kommissioun hatten an déi mer hei och wichteg schéngt, fir nach eng kéier dorobber anzegoen. Et geet ëm d'Aussetze vum Artikel 1699 vun eisem Code civil duerch den Amendement gouvernemental, deen am Mäerz erabruucht gouf.

Den Artikel 1699 vum Code civil seet am Kär – an de Rapporteur ass och schonn drop agaangen –, dass e Schëldner, deem seng Schold un en neie Gleeweger iwwerdroe gouf, also eng sougenannt Cession de créance, sech kann zu de Konditiounen an zum Präis vun dem Transfert tëschent den Hänn vun neie Gleeweger entlaaschten. Fir e Beispill ze ginn: Wann e Prêt vun 10.000 Euro fir 5.000 Euro un en Drëtter verkaaft gëtt, da kéint den Debitteur, also de Schëldner, sech vun senger Schold befreien, andeems en déi 5.000 Euro géif un deen Drëtter bezuelen.

D'Bedéngung, fir dass dësen Artikel spillt, ass éischens, dass et e Rechtssträit gëtt ëm d'Schold, deen der Cessioun virausgeet, also e Prozess, deen ugefaangen huet, ier d'Schold cedéiert gouf, an zweetens, dass de Schëldner de Prinzipal vun der Schold contestéiert an net just de Montant dovunner.

Dëst ass en ale Rechtsprinzip – op Franséisch gëtt vum „droit de retrait litigieux“ geschwat –, deen dofir do war, fir d'Opkaf vu Prozesser ze vermeiden, eng Aart „loto judiciaire“. De grouse franséische Jurist Pothier, e Jurist aus dem 18. Joerhonnert, deen all déi vun Iech, déi Droit gemaach hunn, gutt kennen, huet vun den „odieux acheteurs de procès“ geschwat, net recommandabelen Acteuren, déi d'Rechter vu Gleeweger a Procèsen opkaf hunn – et ass vun „Inkassoschleier“ geschwat ginn, et kann een och vu „vautours de dette“ schwätzen –, géint déi den Artikel 1699 de Schëldner erlaabt, sech ze verteidegen.

Et ass also dëse Mechanismus, deen elo ausser Kraaft gesat soll ginn am Kontext vun dësem Gesetz, fir net performant Prête kënnen ze iwwerdreen, erabruucht, wéi gesot, duerch en Amendement vu Mäerz dëst Joer.

Et ass effektiv net fir d'éischt, wou dat gemaach gëtt. Dat ass och scho mam Gesetz iwwert d'Titrisatioun vun 2004 geschitt. An engem Sënn kann een et och verstoen, well natierlech ass dëst quasi eng Konditioun, fir dass dëse Modèle d'affaires och ka funktionéieren. Dat ass esou beim Affacturage, beim Factoring, a bei der Titrisatioun. An dat hei, wat mir haut hei maache mat deenen Non-performing Loans, gehéiert zu där selwechter Famill vu Finanztransaktiounen. Ausserdeem, muss een och soen, ass et warscheinlech esou, dass déi Garantien, déi mer haut hunn, wat de Seriö vun de Keefer ugeet, déi jo strikt reglementéiert a superviséiert sinn, den „odieux commerce de procès“ vum Pothier manner probabel mécht.

An trotzdem, Här President, léif Kolleegen, fanne mir dat net gott. Well wann e Rechtssträit besteet, misst et dem Schëldner am Fong méiglech sinn, vun der Risikoprämie, déi de Keefer krut, och ze profitéieren a sech zu de selwechte Konditiounen kënnen fräizekafen a sech géint d'Andriewen zu 100 % vun enger Schold, déi nach, a mengem Beispill, op 50 %, mee awer oft éischter op 20 oder 10 % valoriséiert gëtt a wéinst där en och um Geriicht ass, wieren.

D'Finanzialiséierung vun eiser Economie huet dës Schutzmechanisme geschwächt, Schutzmechanismen, déi d'Redacteurs vum Code civil mat vill Reflexioun an och oft mat ganz vill Weisheit a mat vill Bon sens fir de Schutz vun der schwächerer Partei vun engem Kontrakt geschriwwen hunn. An et wier heiansdo erëm ganz gutt, sech dorobber ze besënnen, och wa

mer dës Gesetzer maachen am Beräich vum Finanzsecteur.

Et wier och an deem Kontext interessant ze wëssen – an dat géif ech Iech, Här Minister, och haut gäre froen –, wéi vill vun deenen 1,8 % net performante Prête, déi eis Banken an hire Bicher hunn, zurzäit schonn um Geriicht sinn. Da kréie mer och e bessert Gefill dofir, wat d'Relevanz ass vun dësem Aussetze vum Artikel 1699.

An da stellt sech och nach d'Fro, déi bis elo net diskutéiert ginn ass, déi awer, mengen ech, wichteg ass: d'Fro vun de Cautiounen. Laut Artikel 1692 vum Code civil ginn nämlech all d'Accessoire vum enger Schold mat iwwer, wann esou eng Cession de créance gemaach gëtt, also och d'Cautiounen. Laut enger rezenter franséischer Jurisprudenz vu Februar dëst Joer vun der Cour de cassation gouf confirméiert, dass d'Cautiounen och vum Droit de retrait litigieux, also vum Artikel 1699, kënnen beneficiéieren. Dofir hätt een also, wann een hei hätt wëlle komplett sinn, missen higoen an d'Recht vun de Cautiounen an dësem Gesetz och aussetzen. Do bleift also, wann een heibäi bleift, bei deem Aussetze vum Artikel 1699, elo eng juristesche Onsicherheit. An och do géif ech den Här Finanzminister gäre froen, wéi e gären domadder ëmgeet an ob en déi da wëll behiewen an engem zukünftege Projet de loi.

Nach eng kéier, Här President: Et wär eis vill léiwer gewiescht als LSAP, wann dësen Artikel 1699 och am Kader vun dësem Projet de loi weider gespilt hätt. An duerfir hu mer och den Amendement ënnerstëtzt, deen d'Madamm Tanson duerno wäert erabrëngen. Mee trotzdem si mer der Meenung, dass fir d'Stärkung a fir d'Resilienz vun eisem Finanzsecteur dëse Projet de loi e Schrëtt an déi richteg Richtung ass. An duerfir wäerte mer en och matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et ass grad gesot ginn: „Stärkung vun der Finanzplaz“. Ech mengen, et ass och am Fong dat, wourëms et geet, net nëmme elo hei ëm dat Gesetz, jo oder nee, mee et geet am Fong drëms, ob mer fir eis Finanzplaz sinn oder ob mer net fir eis Finanzplaz sinn. Mir sinn natierlech kloer fir eis Finanzplaz, an duerfir ënnerstëtze mer dat heiten och.

Et ass och esou, dass hei eng Direktiv kënn ... Bon, et muss een net ëmmer averstane sinn, mee wa mer Direktiven unhuelen, da solle mer och nëmme d'Direktiven unhuelen, „rien que la directive“. Dat ass hei geschitt, dat ass gutt.

Da gouf hei de Spillraum vun der Direktiv bei der Schafung vun de sougenannte Gestionnaires de crédits an hire Kompetenzen och esou ausgeluecht, dass et en faveur ass vun eiser Finanzplaz, an dat ass eng gutt Saach fir d'Lëtzebuurger Legislatioun am internationale Konkurrenzmaart.

An da bréngt dësen Text och kloer e rechtliche Kader fir all d'Acteuren, menge mer, um Marché, dass se gläichermosse vun der CSSF erfaasst ginn.

A schlussendlech menge mer och, dass dat heiten ënnert dem Stréch eppes Guddes ass fir de Konsumenteschutz fir de Fall, wou een e Prêt ophëlt. D'Finanzplaz ass wichteg. Mir liewe vun der Finanzplaz. An duerfir stëmme mer natierlech als ADR dëse Gesetzesprojet mat.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Dann ass et un der Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn dankbar, dass de Franz Fayot den Terrain schon deblayéiert huet. De Retrait litigieux ass de Juristen ënner Iech warscheinlech e Begrëff. Ech hätt allerdéngs net geduecht, dass ech eng Kéier géing hei op der Chambertribün doriwwe schwätzen. Mee heiansdo si Politick a Recht ganz enk matenee verbonnen. An dat ass hei definitiv esou e Fall, wou een awer gesäit, a wéi eng politesch Richtung dës Regierung zitt an och wéi se dobäi virgeet.

Fir vläicht eng Kéier kuerz ze erklären, wéi dat heiten alles opkomm ass: Mir haten de 15. Mäerz eng Kommissiounssëtzung mam Ordre du jour: „Presentatioun vum Gesetzesprojet 8185 a Presentatioun vun der Regierungsamendement vum 6. Mäerz“. Den Text mam lackelegen Titel „Projet de loi relative au transfert de crédits non performants“ an engem ganze Paragraph hannendrun un Texter, déi ofgeännert solle ginn, huet trotz dem Duktus vun der Regierung „la directive, rien que la directive“ – an do sinn ech net mat mengem Virriedner d'accord – dach eng Iwwerraschung iwwreg gehat, déi op den éischte Bléck vläicht elo als Detail erschénkt, mee awer vill ausseet iwwert d'politesch Richtung, déi ageschloe gëtt.

Et war mer opgefällt, dass an deene Regierungsamendementen en Artikel aus dem Code civil ausser Kraaft gesat gëtt, fir dës Direktiv ze transposéieren. Op den Detail vun der Direktiv ginn ech elo aus Zäitgrënn net méi an, mee ech schlësse mech awer ganz villem un, wat de Franz Fayot virdrun hei gesot huet. Mir ënnerstëtzen d'Direktiv per se, mee duerch déi Lëtzebuerger Ëmsetzung dovunner kënnen mer awer net mat deem Gesetzesprojet hei esou d'accord sinn. De concernéierten Artikel, ëm deen et geet, ass de 1699 aus dem Code civil, deen also de faméise Retrait litigieux consacréiert. Ech ginn och nach eng Kéier méi am Detail dorobber an.

Ech hu mech dunn awer op d'Sich gemaach, wou deen Amendement hierkënn. Dat ass jo eng Fro, déi ee sech da stellt. Stoung eppes heizou am Avis vun Staatsrot? Stoung eppes heizou an engem Avis vun enger Berufskummer oder a soss engem Avis? Ech hunn näischt fonnt. Wann awer mir nichts, dir nichts en uralen Artikel – e geet op d'réimescht Recht zréck – aus dem Code civil ausser Kraaft gesat gëtt, gëtt een natierlech hellhöreg.

Ech hunn dunn nogefrot, wou et hierkéim. De Finanzminister huet mer geäntwert, dat wier no Echangé mat Professionellen aus dem Secteur drakomm. Wien dat war, konnt en ons net soen. An ech soen awer direkt och gär zu senger Entschëllegung: Dat war net ab dem Moment vu senger Assermentatioun, mee déi Echangé waren do virdrun. Ech wäert dat och nach soen. An am Registre des entrevues vun der Regierung, dee jo souwuel de Regierungsmemberen hir Entrevuë wéi och déi vun héije Beamten opweist, do hu mer och näischt, séance tenante, driwwer fonnt. Dat heescht, mir waren am Mäerz mat engem Amendement befaasst, deen eendeiteg, och no den Aussoe vun de Verrieder vum Ministère, op Lobbyaarbecht vun de Professionellen zréckgoung, a mir konnten awer weeder novollzéien, wien dat war, nach wierklech, wisou et geschitt ass.

Eng Äntwert hätt ons vläicht e Bléck an d'Ausland bruecht, well och d'Fransousen an d'Belsch hunn en Artikel 1699 mat deem selwechte Wording an hire Coden, mee op meng Fro hin, wéi dann déi aner Länner domat ëmgoung bei der Transpositioun vun

dëser Direktiv, krut ech de 15. Mäerz keng Äntwert. Déi eenzeg Ausso, déi mer kruten, war: „Et ass indispensabel, dat esou ze maachen. Et geet ëm d'Rechtssécherheet.“ An dann, wéi de Franz Fayot scho sot, am Gesetz vun 2004 iwwert d'Titrisatioun wier dat och schon esou gehandhaabt ginn. Bon, do kann een driwwer diskutéieren, ob dat wierklech e Parallelismus ass.

Mir kruten Opklärung versprach. Déi ass awer net komm, bis dann de Rapport ugeholl gouf den 18. Juni, well bis dohinner war de Projet net méi um Ordre du jour. Ech weess, mir haten och Budgetdiskussionen dotéschent, mee trotzdem ass dat alles e bëssen onglécklech gewiescht. Dunn hunn ech nach eng Kéier nogefrot, wéi et dann elo wär. Do krut ech als Äntwert, déi Demande wier scho virum Depot vum Projet de loi an engem Haut comité de la place financière am Februar 2023 opkomm, do, wou den Echange mat den Acteuren vun der Place financière stattfënnt. Se wier awer dunn net berücksichtegt ginn, well den Depot vum Projet imminent war. Niewebäi bemierkt: De Projet gouf Enn Mäerz 2023 deposéiert an et handelt sech ëm e butzegen Alinea, deen ee wuel an enger Stonn hätt kënnen redigéieren, wann deemools déi Volontéit esou eendeiteg existéiert hätt.

Déi Demande wier du bei enger Entrevue mat der ABBL am Oktober 2023 nach eemol virbruecht ginn an ass eeben dunn am Mäerz 2024 an déi Regierungsamendement gefloss. Ob elo déi Entrevuen am Regëster dra markéiert goufen, dat ass am Moment net nozevollzéien. Ech hunn op alle Fall dee Regëster net méi fonnt vun der vieregter Regierung. Dat geet och alles net op Är Kap, Här Minister, mee et ass einfach wichteg, dass mir als Chamber kënnen retracéieren, wisou Texter amendéiert ginn. Well dat ass eigentlech grad de Punkt vum sougenannte „Lobbyregëster“: dass ee kann novollzéien, wann Afloss op d'Gesetzter geholl gëtt.

Wat ass dann elo de faméise Retrait litigieux? Et geet, wéi gesot, ëm e ganz aalt réimescht Recht, wat et deemjénigen, deen eng Schold huet an deen déi – an duerfir hunn ech virdrun insistéiert, Här Bauer – och bei Geriicht schon ugefecht huet zu deem Moment, wou déi Schold verkaf gëtt, et erlaabt, se zum selwechte Präis zréckzekafen, fir déi se vum Prêteur un en Drëtze verkaf gouf. Den Här Fayot huet Iech schon e Rechebeispill ginn. Et geet am Fong wierklech drëm, dass deejénigen da kann déi Schold zu deem ganz nidderegen Taux nees zréckkafen, wou se selwer verkaf ginn ass.

An de Mechanismus heescht „Retrait litigieux“, ganz einfach well et nämlech muss e Litige ginn. Mir kruten an der leschter Finanzkommissioun virun zéng Deeg – oder zwou Wochen – gesot, et géing sech hei an eisem groussen Nopeschland Frankräich ëm e kontestéierte Mechanismus handelen, also insgesamt dee Prinzipp vum Retrait litigieux, och wa Frankräich manifestement net de Choix gemaach huet, de Mechanismus an der Direktiv ausser Kraaft ze setzen, an och wa Frankräich 2016 eng Reform vu sengem Obligatiounsrecht gemaach huet, wou den Artikel en connaissance de cause – et war awer och driwwer diskutéiert ginn – stoe bliwwen ass. En huet och definitiv seng Daseinsberechtigung, déi och haut net vill méi falsch kléngt wéi ënnert dem réimesche Recht.

Laut der Doktrinn goung et bei de Réimer drëm, zwou Suerge Rechnung ze droen: där, dass, wann eng Schold verkaf gëtt, Bedruch oder Spekulation kéint an d'Spill kommen, an der Angscht, dass deen, deem seng Schold et ass, nom Verkaf wäert confrontéiert gi mat engem staarke Géigner, deem seng Haaptaufgab d'Andreiwé vun der Schold ass an

dee prett ass, och ganz wäit do derfir ze goen, fir net op senge Fraise sëtzen ze bleiwen. Datt dës Suerge och haut net onberechtigt ass, weist eleng d'Direktiv, déi ganz oft drop hiweist, wann ee se liest, dass deejénigen, deem seng Schold verkaf gëtt, net dierf harceléiert oder bedru gi vun deem, deen d'Schold keeft.

De Mechanismus vum Artikel 1699 ass een, dee bei Wäitem net an all Prêt spillt, mee eeben nëmmen, wann et e Rechtssträit ronderëm de Prêt gëtt. An der franséischer Jurisprudenz betrëfft de Sträitpunkt allerdéngs ganz oft – den Här Fayot huet et schon ugeschwat – d'Kautioun vun engem Prêt, déi grad kann och vum Retrait litigieux profitéieren. An do och meng Fro: Wéi ass et dann elo hei am Lëtzebuerger Recht, wat dat doten ubelaangt?

Et geet also kengesweeës ëm Leit, déi muttwëlleg hire Prêt net zréckbezuelen – där kennen ech souwiso keng; ech kennen der just, déi se net kënnen zréckbezuelen –, mee et geet ëm Leit, déi de Prêt net zréckbezuelen, well se net d'accord si mat der Interpretatioun oder mat der Aart a Weis, wéi et exekutéiert gëtt, well se der Meenung sinn, dass et net richtig ass, wat do grad gemaach gëtt. A vu dass dee Rechtssträit och muss virum dem Verkaf vum Prêt existéiert hunn, ass et also net een, deen dee Rechtssträit ufänkt, fir da kënnen vum Retrait litigieux ze profitéieren. Au contraire: Et ass en Drockmechanismus, deen herno kann ausgeübt ginn, fir dass een dat net exercéiert, well gesot gëtt – oder riskéiert, gesot ze ginn –: „Wann s de dat dote méchs, verkafen ech et un een, deen elo alles wäert maachen, fir déi Suen erëmezkréien!“

An da mäi leschte Punkt – et deet mer leed, ech iwwerzéien –: Ass d'Ausserkraaftsetze vum Artikel 1699 eng Noutwendegkeet vun der Direktiv? Voire, ass déi Dispositioun an der Direktiv virgesinn? Nee, ass se net! Au contraire, et gëtt e puer Elementer, déi de Géigendeel beleeden. Ech hunn et schon erwäant: Weeder Frankräich nach d'Belsch setzen den Artikel 1699 ausser Kraaft. Mee vill méi frappant: D'Direktiv schreift explizit, ...

*(Interruption par la présidence)*

... dass a verschiddene Länner Protektiounsmechanismen existéieren, déi net duerch d'Direktiv ausser Kraaft géinge gesat ginn. Dat steet am Artikel-2-Text do dran.

Ech schlëssen doraus, dass Är gëlle Reegel vu „la directive, rien que la directive“ virun allem da spillt, wann et engem kommerziellen Interêt zeguttkënn. Wann awer de kommerziellen Interêt dora läit, méi wäit ze goe wéi d'Direktiv, an dobäi, wéi an dësem Fall, d'Rechter vun deem méi Schwaachen an der kontraktueller Relatioun auszehielegen, dann hutt Der kee Problem domat, méi wäit ze goe wéi d'Direktiv. De grouse Prinzipp „la directive, rien que la directive“ ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Madamm Tanson, Dir misst zum Schluss kommen!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... spillt also nëmmen dann, wann et am Sënn ass vum Big Business, wann et am Sënn ass vu Persounen, déi an der schwacher Positioun sinn, déi hei géife riskéieren, e klengen Deel vun deem Big Business auszebremen, da gi mer méi wäit wéi d'Direktiv an da gi mer och méi wäit wéi eis Nopeschlänner.

An duerfir deposéieren ech en Amendement, fir dass mer dee klengen Alinea 2 vum Paragraph 2 vum Artikel 2 nees eraushuelen. En ass ënnerschriften vun der LSAP, deene Lénken an de Piraten. Wannechglift.

**Amendement 1**

Amendement au projet de loi n° 8185 relative au transfert de crédits non performants (...)

Amendement unique

À l'article 2, paragraphe 2, du projet de la loi, l'alinéa 2 est supprimé.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Franz Fayot, Marc Goergen, Meris Sehovic, David Wagner, Joëlle Welfring.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Mosar, deen Iech wëll eng Fro stellen. Sidd Dir domat d'accord, Madamm Tanson?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Natierlech.

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn, wéi ech dat ëmmer maachen, der Madamm Tanson mat ganz vill Opmierksamkeit nogelasschert. Ech wollt hir awer zwou Froe stellen.

Si huet nämlech beim Regimm vun der Titrisatioun gesot, do kéint ee kee Parallelismus maachen. Wann ech awer soen ..., an et ass och déi Fro, déi ech stellen: Dee Régime de titrisation, dee geet vill méi wäit u sech, dat heescht, hei sinn net nëmme zwou Persounen oder dräi Persounen concernéiert, mee hei kënnen der vill, vill méi concernéiert sinn. Dat heescht, eigentlech ass dat e Regimm, deen, wann een dann der Meenung ass, dass dat kéint kontraproduktiv sinn, eigentlech vill méi schiedlech wär wéi deen, iwwert dee mer elo de Mëtten diskutieren. Dee Regimm ass awer deemools, Dir hutt et richtig gesot, 2004, mat der Stëmm vun Ärem Fraktiounskolleeg François Bausch adoptéiert ginn. An duerfir wollt ech awer nach eng Kéier froen, ob Dir wierklech der Meenung sidd, dass dee Regimm, deen Dir oder Är Vertrieeder deemools gutt fonnt hunn, also manner grav war wéi elo dee Punkt, dee mer hei diskutieren.

An dann déi zweet Fro: Madamm Tanson, ech hunn och vill gelies an Dir hutt en exzellente Exposé hei gehalen. Dir hutt awer eppes net gesot, an dat wollt ech Iech froen, dass zum Beispill déi ganz Doktrin ..., d'Belsch, Dir liest jo vill, u sech der Meenung ass, dass dat hei e Principe millénaire ass, dee längstens depasséiert ass, an deen eigentlech keng Existenzberechtigung méi huet.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann hunn ech, Madamm Tanson, nach eng Wuertmeldung fir Fait personnel vum Här Bausch. Mee ganz kuerz, e Rectificatif vun eppes, wat net richtig war!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, ech wëll just dem Här Mosar soen, dass mir keng Zack aus der Kroun fält, dass ech vill bäigeléiert hunn iwwert d'Interventioun vun der Madamm Tanson, an dass ech dat, wat 2004 vläicht richtig war, haut net méi richtig fannen.

**Plusieurs voix** | O!

**D'autres voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, dee Rectificatif gemaach, huet elo d'Madamm Tanson d'Wuert fir ze äntweren.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Bon, ech mengen, dass mer hei elo net nach méi an den Detail musse goen, den Här Bausch huet Iech jo op déi éischt Fro geäntwert.

Wat déi zweet ubelaangt: Domat hunn ech mech vill ausenanergesat, well mer jo och e Prozess ugeleiert haten, fir d'Reform vum Code civil hei zu Lëtzebuerg unzustoussen. A mir inspiréieren eis un de Fransousen, mir inspiréieren eis un de Belsch. Déi zwee hu Reformprozesser amgaangen, an dat, wat mech elo particulièrement hei interesséiert huet, well dat och esou gesot gi war an der Kommissioun, ass dee franséischen Deel. An do ass sech ganz vill domadder ausenanergesat ginn. Deen Deel vun dem franséische Code civil ass iwwerschaaft gi virun aacht Joer, an den Artikel ass no Reflexiounen dra stoe bliwwen, aus deenen Ursachen, déi ech virdu gesot hunn. Well et ass éischtens e limitéierte Protektiounsmechanismus an et ass e Protektiounsmechanismus, dee seng Friichte gedroen huet.

An ech si perséinlech der Meenung, ech weess net, wéi Dir dat gesitt, mee dass een eppes, wat esou laang Bestand huet – a mir schwätzen hei vun iwwer 2.000 Joer Bestand – soll scho mat enger gewëssener Virsicht oder à la main tremblante ugoen, wann een dat wëll aus dem Code eraushuelen. An dat ass eeben hei net geschitt. Mir hate mol net d'Geleeënheet – an dat hunn ech jo virdu probéiert ze erklären – an der Kommissioun, dat do, esou wéi et sech eigentlech prêtéiert hätt, auszediskutieren.

Wéi gesot, ech hu Froe gestallt, ech krut d'Äntwerten deen Dag, wou et um Ordre du jour war, fir de Rapport unzehuelen. Do ware justifiéiert Froen iwwert den Droit international privé, iwwert d'Retroaktivitéit. Ech hat keng Zäit, soss wier ech och nach dorobber agaangen, op d'Fro vun der Cautioun, déi hei am allermeeschte concernéiert ass, wann een déi franséisch Jurisprudenz hëlt. Meeschtens geet et ëm eng Cautioun, déi de Retrait litigieux spille léisst.

Duerfir, ech bedauern, wéi dat heite gaangen ass. Ech verstinn, et geet bei Wäitem net alles op Är Kap, Här Roth. Dat ass guer net mäi Punkt. Mee ech bedauere wierklech, dass hei ... An ech froe mech och – an duerfir och d'Fro, déi ass ganz pertinent, vum Här Fayot –, wivill där Litigen et iwwerhaupt gëtt, ob dat hei wierklech noutwendeg war, ob et wierklech néideg war, deen heite Mechanismus ausser Kraaft ze setzen, fir dass de Modell soll fonctionéieren, an ech hunn do meng gréissten Zweifel.

An duerfir, wann Der net mat eisem Amendement d'accord sidd, wäerte mir eis enthalten. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass deen nächsten ... Här Mosar, wollt Dir elo nach eng Fro stellen?

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Nee, ech wëll just constatéieren, dass d'Madamm Tanson op déi éischt Fro net geäntwert huet.

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | An zweetens, Madamm Tanson, ech hätt Iech – dat maache mer awer elo net – hei kënnen ganz vill franséisch Jurisprudenz zitieren, déi genauou argumentéiert wéi dat am Projet de loi. Maachen ech awer net. Mee ech kann Iech et awer gär weisen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Mosar, ech géif mengen, Dir hätt Äre Punkt gemaach. D'Madamm Tanson huet hire Punkt gemaach.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et steet keen Argument am Projet de loi!

**M. Claude Wiseler**, Président | An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech waarden nach, bis d'Opreegung an der CSV fäerdeg ass.

Mir wäerten dese Projet haut och net matstëmmen, well et ass elo esou e puermol esou ganz dréche gesot ginn: „net performant Kreditter“. Wat heescht dat dann a Wierklechkeet? Ma dat heescht a Wierklechkeet, dass do meeschtens e perséinlecht Schicksal hannendrusteet, wou een de Kredit net konnt bezuelen a wou innerhalb vun 90 Deeg dee Kredit zu vill méi schlechte Konditioune wäert verkaf ginn.

Also, ech sinn elo scho laang ënnerwee, sief dat en Office social, sief dat e Jugendhaus, wou ech vill där Dossiere gesinn hunn, an ech kann Iech soen: D'Banke sinn net déi Gespréichspartner, och net wann den Office social urufft, fir an engem Dossier ze hëllefen, well ee vläicht seng Aarbecht verluer huet, vläicht de REVIS gekierzt kritt huet oder en net méi ausbezelt gëtt an een awer herno Recht kritt, mee dat méi wéi 90 Deeg dauert, well vläicht de Brëif vun der ADEM ni ukomm ass, deen anscheinend als Recommandé geschéckt ginn ass, dat dann awer net gemaach ginn ass an een dann och erëm iwwert deenen 90 Deeg läit.

Dat heescht, Dir schwätzt hei vun net performante Kreditter an Dir maacht Iech Suergen ëm d'Bilane vun de Banken. Also mir gëtt et schwindeleg, wann ech ëmmer liesen, wat eng Bank fir Benefisser mécht! Déi mussen jo och enzwousch hierkommen.

An elo gitt Der hin, den Här Bauer huet et virdu ganz gutt erkläert: En 80.000-Euro-Kredit gëtt dann un ee verkaf fir 40.000. Mee déi Persoun, mam perséinleche Schicksal hannendrun, kritt net d'Chance, fir dat ze maachen! Dat heescht, e Banquier geet hin an e verkeeft no deenen 90 Deeg dee Kredit. Déi ginn dat dann nach andreiwen op hir Aart a Weis. Do kënnen mir an den Text schreiben, wat mer wëllen. Mir wësse jo alleguerte, wéi et fonctionéiert. Déi ginn herno andreiwen, déi maachen nach méi Benefiss drop – dat ass Äre Projet! –, während dee Client, deen doheim sëtzt, deem säin Haus vläicht versteet gëtt, d'Chance net kritt huet fir déi 40.000 Euro. Deen huet déi Chance net kritt!

Dir gitt de Banke se an Dir schwätzt hei iwwert de Bilan vun de Banken. Also, déi hunn esou vill Benefiss, et ka kee mer soen, dass déi 1,4 % faul Kreditter, déi Der an der Finanzkommissioun genannt hutt, d'Banken elo ëmgeheien, et deet mer leed! Déi Riedner, déi soen, dat wär eppes géint Finanzplaz ... Mee dann huet eis Finanzplaz e seriöse Problem, wann 1,4 % faul Kreditter, déi 90 Deeg net bezelt gi sinn ..., mee wou vläicht déi Leit, wa se muer de Chômage kréichen oder wa se muer erëm eng Aarbecht hätten, kéinte bezuelen, a wou se hiert Haus nach hätten, wou se net hiert perséinlecht Schicksal zerstiërt kritt hätten, well iergenden aneren et fir den hallwe Präis opkaf hätt!

Also mir kënnen déi Direktiv hei net matstëmmen an dat Gesetz och net, well eis sozial Oder seet, dass dat doten eng Sauerei ass! Merci.

**Une voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. An deen nächste Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Voilà. Merci, Här President. Jo, mir wäerten natierlech och dergéint stëmmen. Mir hunn natierlech och den Amendement vun der Madamm Tanson mat ënnerschriwwen an deen ënnerstëtze mer och.

An et muss een awer och scho soen, dass et e bësse komesch ofgelaf ass. Den Här Goergen huet dat och relativ plastesch beschriwwen, wat hei virgesi ginn ass. D'Madamm Tanson huet dat och souguer

historesch beluecht op eng ganz interessant Aart a Weis.

Mir haten déi Diskussioun och an der Finanzkommis-  
sion a mir sinn tatsächlech elo an enger Situatioun,  
fir dat och e bèsse plastesch duerzestellen ... Et ass e  
bëssem erstaunlech, datt grad justement och d'CSV ...,  
a souguer de Finanzminister Roth, dee meeschtens  
jo och – an, ech mengen, och mat grousser Iwwer-  
zeegung, zemoos wéi en nach an der Oppositoun  
war, mee warscheinlech och elo nach ëmmer – dee  
grousse Verdeedeger vun der Mëttelschicht ass. Hien  
inkarnéiert souguer d'Mëttelschicht, huet en eng  
Kéier emol erklärt.

*(Interruption)*

A justement dat heiten, dat ass awer grad e Projet  
de loi, deen eng Partie vun deene Leit, déi e Prêt  
gemaach hunn, déi dee Prêt net méi kennen zréck-  
bezuelen, am Ree stoe léisst. An de Finanzministère  
huet u sech de Choix gemaach, Banken, déi keng  
seriö Prêtpolitik, Kredittpolitik, maachen, éischer  
an de Schutz ze huelen, fir duerno och nach en anere  
Business opzestellen.

Well d'Realitéit ass jo déi, datt tatsächlech eng Famill,  
déi duerno an engem Litige ass an e Prêt net méi  
kann zréckbezuelen, dann deem an e Prêt net méi  
sech kënnen ze verteidegen – e Bréif kritt vun engem  
Scholdenandriwer, well dee Kredit vläicht och  
deemno wéi nach un en US-Hedgefonds weiderver-  
kaaft ginn ass. A si ka sech net dergéint verdeedegen.  
Si kann och justement kee Reglement fanne mat der  
Bank, där se de Kredit net méi kann zréckbezuelen.  
An do gétt wierklech e Prinzipp a Fro gestallt. Dat ass  
d'Essenz vun deem, wouriwwer mir amgaange sinn,  
hei ofzestëmmen.

Natierlech gouf gesot: „Jo, déi Scholdenandriwer,  
déi musse sech och un de Code de la consommation  
halen.“ Mir wëssen och, datt dee Projet de loi hei u  
sech och net direkt d'Aart a Weis adresséiert, wéi ee  
soll ëmgoe mat lusche Methoden. Do gétt verweisen  
op d'Justizautoritéiten. Dat heescht, déi kréie vläicht  
och nach e bèsse méi Aarbecht. Mee mir hunn awer  
e Problem domadder, och mat der Logik, fir ze soen,  
dass een d'Banke muss protegéieren, well um Enn  
ass et jo awer och eng Fro vun der Responsabilitéit  
vun der Bank. Well et ass jo einfach: Engersäits ka  
se hire Bilan propper maachen, anersäits ass se  
och befreit vun de Provisiounen, déi se huet. A wa se  
faul Kreditter unhäuft, amplaz aner Léisungen ze fan-  
nen, déi frëndlech si fir justement déi, déi eng Schold  
hunnen, gétt einfach eng aner Method fonnt. Dat war jo  
och déi Diskussioun, déi mer an der Chamber haten;  
d'Madamm Tanson ass drop agaangen.

Mee et fillt ee sech e bëssem ugeschmiert vum Finanz-  
ministère, wann een an enger éischer Phas gesot  
kritt: „Dat huet mat der Sécurité juridique ze dinn,  
datt d'Fransousen an d'Belsch dat net maachen, esou  
wéi mir dat maachen“, well mir anscheinend déi bes-  
ser Juriste sinn an ëmmer alles besser wësse wéi all  
déi aner, „Mir ginn en anere Wee.“ An duerno, lues  
a lues, huet sech dat awer sou e bëssem decantéiert  
a mir kruten dann awer och kloer gesot, datt u sech  
gewësse Milieue ronderëm d'ABBL jo awer wierklech  
Drock gemaach hunn, fir eeben dee Wee ze goen, fir  
u sech en neie Businessmodell op d'Been ze bréngen.

An et gouf jo och ganz kloer gesot: De Business-  
modell, justement fir datt Scholdandriwer kënnen  
och grenziwwerschreidend funktionéieren an datt se  
och zu Lëtzebuerg hei wierklech kënnen e Standbee  
kréien, dee steet a fällt mam Artikel 1699. Hei geet et  
also u sech op jiddwer Fall guer net ëm d'Protektioun  
vu Leit, déi e Prêt hunn an déi Schwierigkeeten hunn,  
dee Prêt rëm zréckbezuelen. Hei geet et u sech

och ëm den Opbau vun engem neie Businessmodell  
op Käschte vun de Leit, déi e Prêt net kënnen zréck-  
bezuelen, wou et mech och ... Vlächtt hutt Dir dat  
net richtig verstehen an der ADR, well normalerweis  
misst Der dergéinstëmme. Mee vlächtt sidd Der  
wierklech op der Säit vun de Banken a géint d'Leit.

*(Interruption)*

Mee voilà, datt ass u sech dat, wat mir elo hei wäerte  
maachen. Dofir wäerte mir natierlech och géint dese  
Projet de loi hei stëmme. Vlächtt kéint een awer  
trotzdeem nach eng Fro stellen, ausser eng Majori-  
téit vun deser Chamber géif sech besënnen a géif  
dann och deen Amendement matstëmme, deen  
deposéiert gouf vun der Madamm Tanson. Mee huele  
mer un, dat géif net geschéien an d'Majoritéit hätt  
dann eeben decidéiert, d'Banke méi ze beschütze  
wéi d'Leit, da misst sech awer och d'Fro stellen, wéi  
et ausgesäit bei enger Bank, wou de Staat Aktionär  
ass, wéi der Spuerkeess, wou dann awer och de Staat  
kann intervenéieren, ob och déi Bank do awer trotz-  
deem weiderhi wäert versichen, de Retrait litigieux  
aneschters ze léise wéi iwwer den automatesche Ver-  
kaf iwwer eng Recouvrementsgesellschaft.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.  
Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här  
Bauer. Vu datt d'CSV nach Zäit iwwereng huet, kritt den  
Här Bauer nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Maurice Bauer** (CSV) | Merci villmools, Här  
Präsident. Ech wollt op e puer Saachen zréckkom-  
men, well ech wierklech awer fannen, dass hei den  
Debat och amgaangen ass, an där Hisiicht net an eng  
falsch Richtung ze lafen, mee mir schwätzen hei just  
vun engem legale Kader, dee mir maachen, fir dass  
d'Banke kënnen där doter Kreditter, där non-perfor-  
ming Kreditter, verkafen.

Et geet guer net ëm d'Qualitéit vun dem Debituer  
hei. Et geet einfach nëmme drëm, ënner wéi enge  
Konditiounen där Kreditter do vun enger Bank  
bei eng aner Entitéit oder bei een aneren kënnen  
iwwermëttelt ginn oder verkaf ginn. A grad des  
Direktiv ass jo grad dofir do, fir nach eng Kéier do  
alles kloerzestellen, wat fir Rechter de Consomma-  
teur, den Debituer, huet, dass deem seng Situatioun  
a kenger Sekonn méi schlecht ka gemaach ginn, wéi  
se et virdru war. Et geet just drëms, dass mer hei e  
Mechanismus maachen, deen et soll erlaben, dass  
d'Banken déi Saachen aus hire Bilanen vlächtt kënnen  
eraushuelen, fir domadder och net déi Banque respek-  
tiv dann dee ganze Finanzsystem vlächtt à terme en  
périsel ze setzen. An dorëmmer geet et hei.

Hei sinn e ganze Koup Leit, déi probéieren, op eng  
sozialkritesch Schinn hei an deem Dossier ze goen,  
wat absolut net de Sujet hei ass. Dee Sujet ass ...  
A wann ech do dierf eng kleng Remark maachen:  
Wann iwwert déi lescht zéng Joer eng Rëtsch Leit  
manner gutt Kreditter konnten zréckbezuelen, ass et  
bestëmmt net deser Majoritéit hir Schold, voilà!

Ech wollt dowéinsten ganz kloer soen an och dem Här  
Fayot an der Madamm Tanson äntweren, ...

*(Interruptions)*

... dass et u sech eng Saach ass, ...

*(Interruption)*

... dass et eng Situatioun ass, dass mer eeben anescht  
si wéi zu deem Zäitpunkt, wéi de Retrait litigieux ge-  
schriwwen ginn ass. Haut sinn nämlech alleguerten  
déi Situatiounen duerch enorm vill Gesetzestexter,  
duerch enorm vill Garantien encadréiert, soudass

alleguerten déi Leit, déi Debituer sinn, souwisou an  
engem immens héije Protektiounssystem si vis-à-vis  
vun deene Banken. Se kënnen alleguerten hir Rech-  
ter wouerhuelen. Dowéinsten, och alleguerten déi  
Geschichte vun Här Goergen, fir hei ze soen, et wier  
elo bëssem de Wëlle Westen, dat ass jo alles awer  
net richtig. Hei gétt alles encadréiert an et geet just  
drëms, e System ze definéieren, wéi een déi Kreditter  
do kann transferéieren.

Ech wollt dat just nach eng Kéier kloerstellen an ech  
soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauer.

A vu datt elo keng aner Wuertmeldung do ass, huet  
d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister. Här  
Minister.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Här Präsident,  
Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt virun allem den  
Orateurs fir d'éischt emol Merci soe fir déi ganz argu-  
mentéiert Positiounen, déi jiddwieren duerbruecht  
huet. Dat dréit zur Qualitéit ...

*(Interruption)*

Jo, jo, dat dréit zur Qualitéit vun enger Debatt zu  
engem technesch schwierige Gesetzesprojet, deen  
awer eng grous Wichtegkeet huet, bäi. An duerfir  
soen ech jiddwerengem Merci, well een dat net ein-  
fach esou aus dem Aarm rëselt, mee well ee weess,  
dass ee sech och duerfir muss virbereeden. Ech  
akzeptéieren och jiddwerengem seng Meinung. Ech  
wéll just versichen, an deene 14 Minuten, déi mer  
bleiwen, ze soen, firwat dass d'Regierung bei der  
Ëmsetzung vun deser Direktiv dese Choix geholl huet.

Wéi ech Iech wollt soen, ass et effektiv d'Ëmsetzung  
vun enger Direktiv. An ëm wat geet et hei? Et geet  
drëms, bei der Ëmsetzung vun deser Direktiv Rechtssé-  
cherheet ze schafen, Rechtssécherheet fir ee vun eise  
wichtigste Wirtschaftszweiger, nämlech eis Banken-  
a Finanzwelt. An des Regierung steet zur Attraktivitéit  
vun eiser Finanz- a Bankewelt. Dat hu mer offe gesot  
an dozou sti mer, well mir wëssen, dass mer déi Re-  
venue vun eiser Banken- a Finanzwelt ënner anerem  
brauchen, fir dass de Sozialstaat och zu Lëtzebuerg  
weiderhin op engem héijen Niveau ka gefouert ginn.

An an där Logik, Dir Dammen an Dir Hären, ass  
natierlech ganz kloer, dass mer léiwer eng reglemen-  
téiert Finanzaktivitéit hunn am Interessi vun de  
Banken, mee och vun de Konsumenten, och vun  
de Kreditneemer – wat net nëmme d'Konsumen-  
te sinn, dat soll een och emol eng Kéier soen; ech  
féieren dat herno nach aus –, a virun allem am  
Interessi vun der Stabilitéit vun eisem ganze Finanz-  
system hei zu Lëtzebuerg. An aus deem Grond sinn  
ech och frou, dass mer zu Lëtzebuerg am Verglach  
zur internationaler Banken- a Finanzwelt 1,8 % vun  
Non-performing Loans hunn, dat heescht, déi net  
reegelgerecht zréckbezumelt ginn. Ech kann also dee  
Chiffer, dee vun dem Här Fayot ugefouert ass, hei  
nach eng Kéier confirméieren.

Et geet hei ëm Finanzstabilitéit. An et geet hei net –  
an ech si ganz sensibel, ech si ganz sensibel! – ëm  
déi Schwierigkeeten, déi eenzel Privatpersounen  
hunnen, fir hir Kreditter zréckbezuelen. Et ass jo an  
den allermeeschte Fäll net einfach de Wëllen: „Ech  
bezuelen elo dee Kredit net zréck“, mee dat heescht,  
dass déi Leit duerch eng berufflech Situatioun,  
duerch eng familiär Situatioun an eng Situatioun  
komm sinn, wou se net à même sinn zréckbezuelen.

An ëm déi geet et net hei! Ëm déi geet et och net, wa  
mer den Artikel 1699 hei ausschalten, wat eng iwwer-  
luechte Positioun vun deser Regierung war.



An et ass hei d'Situatioun vun der Spuerkeess ugefuert ginn. D'Spuerkeess gëtt hei am Land 40 % vun den Immobiliekreditter. An, ech mengen, déi Bank, déi jo och an hirer Loi organique déi Sozialmissioun huet, déi weess, wéi se mat eenzelne Leit hirer Situatioun ëmgeet, fir dass se net an déi Situatioun falen, wou se musse géint eng Spuerkeess prozesséieren, fir ze hoffen, dass hiert Haus net versteet gëtt, an dass se dann eventuell géife vu sou engem Mechanismus vun dem Artikel 1699 privéiert ginn.

Hei geet et wäit doriwwer eraus, well wann d'Finanzstabilität vun eiser Plaz a Fro gestallt ass, vun eenzelne Banken a Fro gestallt gëtt, mee da sinn et haaptsächlech déi grouss Kreditter, Corporatekreditter, déi hei bezweckt sinn, a fir déi mer mussen eng Léisung fannen. Well wat hu mer dann dervun, wann enger Bank hire Bilan belascht ass mat Corporatekreditter an déi därer net ka lassginn? Dann ass d'Stabilitéit vun där Bank a Fro gestallt. An Dir wësst, dass dat oft kann en Effet boule de neige hunn, aner Länner beweisen dat.

An duerfir musse mer kucken, op deem Punkt ze agéieren, op deem Punkt Previsibilitéit ze ginn. A fir Previsibilitéit ze ginn, maache mer näischt aneschters wéi dat. An et ass richtegerweis dorobber higewise ginn, wat 2004 an engem Gesetz mat 58 Jo-Stëmmen an der Titrisatioun ... An den Här Mosar huet drop higewisen: Dat geet vill, vill méi wäit – vill, vill méi wäit! – wéi dat hei, wat eng europäesch Direktiv ass!

An ech kann eigentlech nëmmen dat, wat den Här Bausch ... Et ass eigentlech schued, dass Der gitt!

*(Hilarité)*

Ech kann eigentlech nëmme begréissen, ...

*(Interruption par M. François Bausch)*

... datt Dir Iech vun der Madamm Tanson beléiere gelooss hutt. Also, ech kann Iech soen: Ech war frou, wéi Dir do stoungt, d'Nordstrooss anzeweien, well déi Leit, déi am Éislek wunnen, déi hunn alleguerten e Plus do dervun!

**M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!**

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances |** An duerfir kann ee seng Meenung ëmmer nëmmen am positive Sënn ...

*(Hilarité)*

Pardon, ech si lo rëm seriö.

**M. Claude Wiseler, Président |** Elo komme mer erëm zum Sujet zrëck!

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances |** Ech wëll awer och soen, dass awer och e Garde-fou an der Direktiv schonns agebaut ass, nämlech dee vun engem sougenannte „Gestionnaire d'actifs“. Deejeinegen, deen e Kredit ofkeeft, dee muss iwwer e sougenannte „Gestionnaire d'actifs“ fueren. Dat ass also eng nei Professioun oder eng nei Aktivitéit, déi och iwwert dës Direktiv, dës Legislatioun, agefuert gëtt.

An dee Gestionnaire d'actifs, deen also deen Ukaf vun deem Kredit begleet, deen ënnerläit der Surveillance vun der Bankenopsicht. An och do ass e weidere Kritter agebaut, fir déi Stabilitéit, wouvun ech virdu geschwat hunn, kënn sécherstellen.

Da kommen ech zu deene Froen, déi opgeworf goufen um Niveau vun dem Artikel 1699. An do muss ech e puer Saachen awer vläicht berichtegen.

Madamm Tanson, wann ech mech gutt kann erënnern: An där Finanzkommissioun, wou ech als Minister zesumme mat de Beamten dee Projet virgestallt hunn, mengen ech, hunn ech selwer drop higewisen, dass hei eng Derogatioun par rapport zum Artikel

1699 géif virgeholl ginn. Dir sot dat dann e bëssen nebulös – dat ass awer Äert Recht als Oppositioun, an ech wëll Iech awer och do ganz roueg eng Äntwert drop ginn.

Richtig ass, dass ënnert där viregter Regierung dese Projet deposéiert gouf. An iert de Projet deposéiert ginn ass, huet effektiv an deem Kontext de Groupe de travail Activités de crédit vun dem Haut comité de la place financière – wat also kee fräischwiewend Organ ass, mee wat hëlleft, de Secteur, de Finanzministère, den Economiesministère ze begleeden, fir eng kompetitiv Legislatioun auszuschaffen – op dee Punkt higewisen.

Déi Demande ass den 2. Oktober 2023 nach eng Kéier reiteréiert ginn, fir den Artikel 1699 vum Code civil aus dem Champ d'application vun deem Gesetz erauszehuelen. Ech soen dat a voller Transparenz. An ech soen och a voller Transparenz, dass ech duerchaus kann novollzéien, dass een am warscheinlech leschte Regierungsrat, dee virun de Wale war – wann ech hei den 2. Oktober 2023 soen –, dann net méi dee ganzen Ordre du jour op d'Kopp geheit, fir dat hei nach an dee Regierungsrat ze bréngen. Dat, wat deemools net gemaach ginn ass, dat ass ënnert där neier Regierung hei agefuert ginn. Souvill zur Transparenz.

Dir sot, Dir hutt näischt an engem Regëster fonnt. Mee dat ass ganz normal, dass Der do näischt fannt. An ech ginn Iech och do d'Explikatioun, déi Iech, wann ech mech doru gutt kann erënnern, och schonns deemools an der Finanzkommissioun vun deene betreffende Beamte gi ginn ass. Déi Kontakter zwëschent dem Haut comité de la place financière – dem betreffende Groupe de travail – respektiv der ABBL sinn nämlech souwuel iwwer E-Mail wéi och vu Beamte gemaach ginn, déi keng „conseillers qui sont adjoints au Gouvernement“ sinn an net an där Carrière sinn. Dat waren also Conseillere aus der Filière administrative, an déi brauche keng Mentiounen an dem Regëster ze maachen. D'autant plus, wou keng Reunione waren, wou dat hei zousätzlech iwwer E-Mail geschitt ass. Also, ech mengen, souwuel ënnert där fréierer Regierung wéi och ënnert deser Regierung sinn hei all déi Reegele respektéiert ginn.

An ech si frou, dass mer deen Input vun dem Secteur kréien, well mir kënnen, op jidde Fall, wat de Finanzministère ubelaangt, jo net an engem Vase clos do liewen. Mir musse jo am Echange mat dem Secteur sinn.

**M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!**

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances |** Well wéi wëllt Der soss Gesetzer maachen? Wéi wëllt Der kucken, wann Der net d'Praxis kennt, wat op dem Terrain ass, wat Der sollt an e Gesetz schreiwen a wat Der net sollt an e Gesetz schreiwen? Ech mengen, dat ass awer hei sou, mee dat ass am Ausland och sou.

An déi Politick vun deene kuerze Weeër, Dir Dammen an Dir Hären – am Interessi vun der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft, am Interessi vun der Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz –, déi ass nun emol den Atout vu Lëtzebuerg. An ech komme jo relativ vill, gewollt oder ongewollt, ronderëm, mee et ass ëmmer dat, wat geschat gëtt, wat déi Leit verlaange vun engem klenge Land, vun engem vun deene förende Finanzplaze vun deser Welt: dass se Vorausschaubarkeet hunn, dat heescht Previsibilitéit, an dass se wëssen, wuer et histéiert, an dass se am Virfeld wëssen, wéi d'Gesetzer am Interessi vun dem Land an am Interessi vun engem Secteur ëmgesat ginn.

*(Interruption)*

An da kommen ech zu dem Punkt vun dem Artikel 1699: Ass dee justifiéiert oder net? Abee, ech wëll Iech soen: Mir leien an der Linn vun deem, wat mer an dem Titrisatiounsgesetz gemaach hunn, wou, wéi gesot, 58 vun 59 Leit dat deemools gestëmmt hunn.

Deen zweete Punkt ass awer och deen, dass am Kontext vun der Direktiv ... Et ass jo oft op den Historique higewise gi vun dem Artikel 1699 vun dem Code civil, mee d'Direktiv, déi seet hei ganz kloer – dat ass de Considerant (9); et muss ee jo ëmmer kucken, wann een eng Direktiv liest, dass een net nëmmen déi Artikele liest, déi an dem Dispositif stinn, mee dass een dat Ganzt kuckt –: „La présente directive devrait favoriser le développement dans l'Union de marchés secondaires des prêts non performants, en supprimant les obstacles et en établissant des mesures de protection concernant le transfert de prêts non performants par les établissements de crédit à des acheteurs de crédits, tout en protégeant les droits des emprunteurs.“

Mee hei gëtt soss näischt gemaach, wéi dass séchergestallt gëtt, dass d'Bilane vun de Banken, déi léinen, net iwwerbelaascht gi mat faule Kreditter, dass si sech därer kënnen entleedegen an dass da gekuckt gëtt, fir dass déi Banke kënnen, am Sënn vun der Stabilitéit, normal weider evoluéieren.

An dann ass och ganz kloer an där Doktrinn – jo, si hu mir och d'Doktrinn hei bruecht –, dass et an där Diskussioun a Frankräich jo net einfach heescht: „Mir maachen dat elo esou“, mee déi ass och contestéiert! Dat heescht, et gëtt zumindest d'Fro gestallt: „Ass et nach ubruucht, dass déi Mechanisme vun dem Code civil vu virun 220 Joer, nämlech vun 1804, besonnesch wat d'Cession de droits litigieux ass ..., ob déi sech nach op déi nei Finanzlegislatiounen kënnen, also an engem gudden Sënn, applizéieren oder net?“ An d'Äntwert vun der Regierung ass hei: „Am Sënn vun der Rechtssécherheet deplacéiere mir eis vun de Reegele vun dem Code civil, fir eng Legislatioun, déi et bis elo gouf, weider kënnen ze applizéieren, dat, wéi gesot, am Interessi vun der Stabilitéit vun eiser Finanzplaz.“

An dee leschte Punkt, dat ass dee vun der Cautioun. Den Här Fayot huet drop higewisen, dass dat en Arrêt vun eiser Cour de cassation ass. Dir wësst, dass de Finanzminister ...

*(Interruption)*

Vun der franséischer Cour de cassation. Mir musse kucken, wéi d'Rechtssituation um Niveau vun der Kautioun bei eis an der Lëtzebuurger Jurisprudenz ass. An ech verschléisse mech net, wa mussen Adaptatiounen an der Linn vun deem Choix, deen elo hei gemaach gëtt ... Dofir soen ech och der sozialistescher Partei Merci, dass se mat hirer gudder Argumentatioun jo awer seet: „Mir stëmmen dese Projet de loi mat“, dass mer kucken, fir dass mer, wann Adaptatiounen um Niveau vun der Kautioun ..., well och d'Kautioun ass en Deel vun dem Code civil, wann do missten Nobesserunge gemaach ginn, fir dat ze klarifizéieren, da wäerte mir dat och an Zesummenaarbecht mat der Justizministesch maachen.

Duerfir nach eng Kéier: Villmools merci fir déi breet Ënnerstützung. Am Sënn vun der Stabilitéit vun eiser Finanzplaz maache mer dat. Mir maachen et am Sënn vun der Rechtssécherheet. Mir setzen dës Direktiv eent zu eent am Sënn vun enger Vereinfachung vun de Prozeduren ëm, an ouni dass de Kreditneemer, wat besonnesch déi hei ugeklonge Sozialfäll, fir déi an deem Fall kënnen ..., zu Schued géing kommen.

Well, ganz éierlech, Här Baum an Här Goergen, déi Situatiounen, wou Der ugefaangen hutt ..., ech mengen net, dass een, deen e Kredit vu 50.000 Euro net kann zrëckbezuelen, och d'Mëttelen hätt – wat

eng aner Diskussioun ass –, fir da viru Geriicht ze goen an dat ze contestéieren. An ech mengen och net, dass déi Lëtzebuurger Banken, déi hei sinn, mat hirer sozialer Missioun, déi Einzelner och hunn, esou Fäll géifen einfach ausser Uecht looslen.

Hei geet et drëms, aus de Feeler vun der Vergaangenheet ze léieren, wou a grouse Länner d'Stabilitéit vun de Finanzplazen a Fro gestallt goufen, fir dass dat net zu Lëtzebuerg ass. Dat war och d'Absicht vun dëser Direktiv, an duerfir setze mir se op dësem Wee em.

An duerfir soen ech Iech alleguerte Merci, déi dësem Gesetzesprojet zoustëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Dann: Ech hunn nach dräi Deputéierter, déi Iech wollten eng Fro stellen, wann Der domat d'accord sidd.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Jo.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat sinn d'Madamm Tanson, den Här Goergen an den Här Baum. Dat ass jo esou?

(Assentiment)

Gutt. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, also et ass Parole après ministre, wou ech froen, Här President, well awer elo verschidde Saache gesot ginn, déi ech awer nach eng Kéier muss an dee richtege Kontext réckelen.

Dat Éischt ass: Wat mech virun allem frappéiert huet, dat ass, dass mer hu missen nofuerschen an och net wierklech eng Äntwert kruten, wou dat Ganzt géing hierkommen. An et huet kee Mënsch e Problem domat – also ech jiddefalls net an, ech denken, déi meescht heibannen och net –, dass Dir en Austausch hutt mat de Verantwortlechen, mat de Responsable vum deene grouse Banken, mat anere Leit aus dem Secteur.

Dat, wat fir eis wichteg ass – an duerfir gétt et jo déi Registeren, an duerfir hätt ech jo och gär, dass mer deen hei an der Chamber, zum Beispill, och besser gestalten –, dat ass, dass ee ka retracéieren, wie wat vun engem gären hätt, wie wat fret. An eeben hei war dat e bëssen eng Sisyphusaarbecht a mir kruten déi Äntwerten eréischt de Moment, wou de Rapport ugeholl ginn ass. An dat fannen ech bedauerlech.

Dat Zweet ass: Dir schwätzt elo déi ganz Zäit dovun, et géing guer net em déi aarme kleng Leit goen, et géing just em déi grouss Entreprisè goen. Mee dat geet awer net aus dem Text ervir! An et geet och net ... Et ass jo net ... An dat ass eeben e bëssen deen Denkfeeler, deen och virun am Här Bauer sengen Erklärunge war. Ech weess ..., also, ech wëll elo kengem ennerstellen, dass en dat bewosst mécht, mee: Em wat geet et? Et geet jo net drëm, dass een net bezilt, well een net ka bezuelen, an dann e Rechtssträit mécht. Mee et geet drëm, dass een eppes contestéiert, dass een zum Beispill seet: „Déi Zénzhausa, déi elo do komm ass, déi ass net gerechtfäerdigt, déi ass net kontraktuell virgesinn“, oder: „En Andreiwe vun engem Kredit geet net aus dem Kontrakt ervir“, an dass een duerfir net bezilt an dat dann och um Geriicht fret.

An deene Leit – ob dat elo eng aarm Persoun ass, ob dat eng Entreprisa ass, wien och ëmmer dat ass – huele mir elo dat Recht ewech, wat et net eréischt säit dem Aféiere vum Code civil gétt, mee wat, wéi gesot, aus dem réimesche Recht ervirgeet, wat och an eisen Nopeschlänner existéiert, déi dat hei net ausser Kraaft gesat hunn. Nach eng Kéier: Mir huelen

elo dat Recht ewech, dann de Kredit zu deem ganz niddregen Taux, zu deem Präis, zu deem déi Kreditter spekulativ verkaaft ginn, kënnen zeréckzebeuelen. An dat ass en zousätzlech Drockmëttel, dat natierlech d'Bank dann op den Debituer huet fir ze soen: „A, mee wann s de mech elo och nach usichs, da wäerts de emol gesinn: Dee Prêt hei, deen ass méi séier verkaaft, wéi s de kucke kanns!“

An dat Lescht zu der Direktiv – an et ass am Fong dat, wat mech nawell am meeschten irritéiert –, dat ass, dass den Artikel 2 seet: „En ce qui concerne les contrats de crédit qui relèvent de son champ d'application, la présente directive ne porte atteinte ni aux principes du droit des contrats, ni aux principes de droit civil applicables, en vertu du droit national, au transfert des droits du créancier au titre d'un contrat de crédit ou à la cession du contrat de crédit lui-même.“ Dat heescht ganz kloer: Dir maacht hei net „la directive, rien que la directive“, Dir gitt méi wäit wéi d'Direktiv!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Dir kënnt selbstverständlech Stellung huelen.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Ech verstinn, wann een eppes eterniséiert, mee ech sinn elo ganz zen.

Ech hunn der Chamber hei op dëser Tribün erkläert, ganz genee, wat fir eng Kontakter am Virfeld vun dëser Direktiv waren – iwwregens ënnert där fréierer Regierung! Mee ech maachen absolutt kee Reproche – au contraire! –, dass déi Kontakter waren, souwuel deenen, déi de Kontakt gesicht hunn, wéi och deenen, déi de Kontakt opgeholl hunn. Ech wëll dat ganz kloer soen!

An Dir kënnt mech an all Chamberskommissioun, wann e Projet de loi deposéiert ass, froen, wou Kontakter waren. Ech soen Iech just, dass ech gesinn, wat fir en zousätzleche Wäert den Haut comité de la place financière huet. An et war eng vu mengen éischten Amtshandlungen ... Well do sinn 80 Leit vun enger extremer héijer Expertis, déi sech do zesummefannen, wou ënnerschiedlech Interesse sinn, an déi en Input kënnen ginn, wéi een Direktive kann am Interessi vun eiser Plaz ëmsetzen, wéi nei Creneauv kënnen dobausse gesicht ginn, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz weider ze stärken.

An et kënnen – an dat soen ech, dat ass den Ennerscheed – Propositione gemaach ginn, mee de Choix politique vun deem, wat an d'Gesetz stoe kënnt, dat ass dee vun dem Finanzministère an enger éischer Phas a vun dem Regierungsrat an enger zweeter Phas. A letztendlech ass dat de Wonsch an de Choix vun enger Majoritéit vun dem éischte Pouvoir.

Mee wat hunn ech do ze verstoppen? Glat a guer näischt! Ech fannen, dass et an der Politick am Beschte funktionéiert mat Transparenz, an déi wäert ech an deem Punkt exercéieren.

Den zweete Punkt ass deen: Wéi ass dat mam Artikel 1699? Dir liest mer elo den Artikel 2 vun der Direktiv vir. Jo, déi seet: „De Choix ass deen, dass een net muss de Code civil emänneren.“ D'Fransouse maachen dat net. D'Belsch, contrairement zu deem, wat Der gesot hutt, hunn dat Gesetz nach guer net ëmgesat.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et ass dat, wat Äre Representant eis an der Kommissioun gesot huet!

(Interruptions)

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wannechgelift! Et ass um Här Roth.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mee et ass awer dat ...

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Ech kommen dann déi nächst Kéier selwer. Mee mir kënnen net ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Nee, mir kënnen net ... Madamm Tanson, ganz éierlech, et ass och net de Punkt, dass e Minister oder e Beamte vun engem Ministère an der Sitzung weess, wéi eng Direktiv an – ech weess net – Rumänien ëmgesat gouf!

(Interruption)

Sorry, mee da muss mer dat eng Kéier kënnen no-préieren! An ech hunn dat gemaach bei der sougenannter „Verméigenssteuer“, wou Der all d'Detailler krut, dräi Deeg, nodeem Der déi Froen opgeworf hutt an der Finanzkommission.

Hei ass de Choix délibéré geholl gi vun der Lëtzebuurger Regierung, op Propos vun dem Finanzminister, fir den Artikel 1699 an der Linn vun dem Gesetz iwwert d'Titrisatioun esou d'selwecht auszeféieren.

Well wat hunn d'Milieue gären? D'Milieuen ... Well et sinn och déi, déi Steiere bezuelen. Et muss een dat och emol eng Kéier soen: Dräi Véierels vun eiser Kierperschaftssteuer kommen nun eeben emol vun der Finanzplaz. An da muss een och vläicht kucken, dass een déi Mëllechkéi, déi een huet, net einfach schluecht.

(Interruption)

Dat ass net déi Approche, déi dës Regierung gewollt huet. Mir hunn hei de Choix délibéré geholl, fir dat do esou ze maachen, am Sënn vun der Previsibilitéit, am Sënn vun der Continuitéit par rapport zu dem Gesetz iwwert d'Titrisatioun a virun allem och am Sënn vun der Stabilitéit vun deene Banken, déi hei op der Plaz sinn. A wann Der alles gesinn hutt, wat an Amerika an op anere Plaze vun der Welt geschitt ass mat Non-performing Loans, ech mengen, dann ass dës Choix richtig. An duerfir soen ech der Majoritéit vun der Chamber, déi hannert dësem Gesetz steet – enger grousser Majoritéit –, villmoos Merci. Dat ass e rasonabele Choix. An ech si frou, dass dës Regierung deen Appui krut.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Roth. Dann ass d'Wuert fir den Här Goergen – fir eng kuerz Fro, wannechgelift!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Eng ganz kuerz. An de Minister kann och do ganz zen bleiwen, well Dir hutt nämlech e Saz gesot, deen ech ganz interessant fannen: dass d'Spuerkees gewësse sozial Verflüchtungen huet.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | An ech war a menger Ried eng Kéier drop agaangen. Sidd Der dann och der Meinung, dass, wann en Dossier bei dem Office social läit – well mir wëssen, dass heiansdo gewëssen Delaie mat Verwaltungsréit sinn, bis déi d'Dossiere kënnen opschaffen –, eng Spuerkees dann do och besonnesch sensibel muss virgoen an net mat aller Häert?

Merci.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | D'Spuerkeess fällt ënnert d'Regierungskompetenz vun dem Finanzminister. Ech fannen, dass um Niveau vun der Spuerkeess, iwwregens net eréischt elo, mee schonns säit Joerzénge, eng ganz gutt Politick gemaach gétt am Interessi vun dem Secteur – dat si virun allem déi 40 % vun de Leit, déi Immobiliiekreditter bei der Spuerkeess hunn – an am Interessi vun der Stabilitéit vun eiser ganzer Economie.

A wa mer 1,8 % hu vu Prêten, déi net zeréckbezuelt ginn – wat jo net nëmmen Individualprête sinn, mee wat och déi vu Gesellschaften sinn –, da mengen ech, dass do mat enger gewëssener Circonspectioun virgaange gëtt. Ech mengen net, dass vun haut op muer d'Spueckeess einfach géing dohinnergoen an en Haus zur Stee dohinnerstellen. Ech mengen, do gëtt mat vill Fangerspëtzegefäll gekuckt. An et gëtt virun allem gekuckt, fir de Leit ze hëllefen an där schwiereger Situatioun.

Ech fannen et och e gutt Zeechen, dass eis Staatsbank – dat huet se jo selwer kommunizéiert – Devante geholl huet an, obschonn déi Europäesch Zentralbank ëm 0,25 % bei den Zënsen erofgaangen ass, dat schonn anticipéiert huet an d'Kreditter ëm 0,50 % reduzéiert huet. Ech fannen dat e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

An ech sinn och frou, wann Der d'Spueckeess schonn uschwätzt, dass déi Virreider war an deem sougenannten „SPV-Mechanismus“ (ndlr: Special-Purpose-Vehicle-Mechanismus), dee mer virgestallt hunn, fir derbäi ze hëllefen, de Bau an de Konstruktionssecteur ze stabiliséieren. An ech mengen, dass ech do keng Kritick unzëbréngen hunn. Vun eenzelne Fäll hunn ech keng Kenntnis, an déi mussen dann eeben do diskutéiert ginn, wou déi Plaze sinn. Mä déi generell Politik vun der Spueckeess kann ech an deem Fall nëmmen ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci. An dann eng lescht kuerz Fro vum Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ganz kuerz. Also, ech ka mech awer och drun erënneren, dass d'Äntwert op d'Fro vun der Madamm Tanson am Juni an der leschter Kommissioun koum. Ech war derbäi an ech hu souguer nogehaakt, well ech hunn d'Äntwert e bësse speziell fonnt oder ech war erstaunt, op jidde Fall.

Mee awer nach eng Fro. Meng Fro ass: Dir schwätzt justement dervun, dass et jo och ëm d'Stabilitéit vun de Banke geet. Mir hunn dat zu e puer virdru gesot, dass als Beispill geholl ginn ass, dass d'Prêten, d'Immobilieprêten, déi net performant sinn, zurzäit op 1,8 % placéiert goufe vum Generaldirekter vun der CSSF. Dat sinn awer net all déi litigiéis! Dat heescht, wat ass iwwerhaupt den Ordre de grandeur vun deene Prêten, déi justement a Fro kéimen an déi tatsächlech vlächten och nach eng Instabilitéit vun eise Banke kéinten duerstellen? Well dat ass jo anscheinend d'Haaptargument.

An duerno wollt ech awer och nach soen: Mir sinn e bësse stolz drop, dass de Serge Urbany dee war, dee géint d'Titrisatioun gestëmmt huet!

(Hilarité)

**Une voix** | Très bien!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Mir haten erëm eng Kéier Recht, wou der vill sech geiert hunn!

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat dann zur Informatioun. Merci, Här Wagner. Här Minister.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci. Also, iwwert d'Gréisst vun deenen eenzelne Prêten, déi op der Bankeplaz gemaach ginn, hunn ech keng Informatiounen. An ech mengen och net, dass ech, ënner anerem opgrond vun dem Bankgeheimnis, als Finanzminister déi Informatiounen iwwerhaupt kéint hunn.

Ech mengen, dass ...

(Interruption)

Ech mengen, dass d'Bankenopsicht, d'CSSF, Abléck iwwert d'Bilanen op eenzelne Positiounen huet. Déi

Informatiounen kann ech Iech net ginn, wéi elo d'Op-schlësselung ass vun den net performante Prêten, dat heescht, déi net rembourséiert ginn, zwëschent Entreprises a Privatpersounen. Ech hunn iwwert d'Moyens de communication, WhatsApp an aner, versicht, wéi d'Diskussiounen waren, Iech eng Äntwert kënnen op déi Fro ze ginn. Dat kann ech net maachen.

Ech hunn awer kee Problem – an ech huelen dat Engagement, Här President, op mech –: Déi Informatiounen, déi mer kréien, déi mer kënnen kommunikéieren, wäert ech Iech an enger nächster Phas an der Budgets- a Finanzkommissioun dann och matdeelen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Dat ass dann esou notéiert. An domat wär dann d'Diskussioun zu deem Projet de loi ofgeschloss.

#### Amendement 1

An eier mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8185 kommen, stëmme mer fir d'ëischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun déi gréng of, deen als Objet huet, den Alinea 2 vum Paragraf 2 vum Artikel 2 ze sträichen. Dir hutt den Amendement ausgedeeelt kritt an ech mengen, d'Diskussioun ass amplemment doriwwer gefouert ginn.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hunn d'Riedezäit ausgenotzt.

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir hutt ... Dat wollt ech elo net soen, mee Dir hutt awer natierlech Recht. An dofir géing ech deesen Amendement ...

(Interruption)

Här Fayot, Dir hutt Är Riedezäit zwar och ausgenotzt, mee wann nach eppes dozou ze soen ass – mee ganz kuerz, wannechgelift, ganz kuerz!

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, Här President, ech hunn effektiv d'ënescht och schonn eppes dozou gesot. Mir sinn awer, mengen ech, haut an enger anerer Zäit wéi 2004. Et ass vill geschwat ginn iwwert d'Analogie mat deem Gesetz iwwert d'Titrisatioun. Säithier, säit 2004, war eng grouss Finanzkris. Eng weltwäit Finanzkris ass iwwert d'Welt gezunn an d'Titrisatioun war och eent vun deenen Instrumenter, déi weltwäit an der Kritick waren. Et ass geschwat gi vu finanzielle „weapons of mass destruction“, well et ass justement iwwert déi Titren, wou déi ganz Subprime Loans repackaget gi sinn an an de Circuit komm sinn.

An ech mengen, dass een haut soll anescht iwwer esou Instrumenter nodenke wéi 2004. Mir sinn haut, wéi gesot, an enger anerer Zäit. Mir sinn haut an enger Zäit, wou mer u sech eng Wirtschaftskris hunn, wou mer Leit hunn, déi Problemer hunn, hir Prêten ze rembourséieren, déi ënner Kafkraaftverloscht leiden. An duerfir fannen ech et gutt, dass mer och mol eng Kéier déi aner Säit kucken an effektiv de Sort vun den Emprunteuren kucken.

A mir waren en fait der Meenung, dass een, wann een iwwert d'Finanzstabilitéit schwätzt – an déi hänt eis och um Häerz, Här Minister –, déi hei hätt kënnen op eng méi subtile Aart a Weis verbanne mam Schutz vun den Emprunteuren. An dat ass dat, wat mer hei bedauern, dass elo net op den Amendement hei agaange gëtt, well, wéi gesot, et hätt een déi zwee ganz gutt kënnen matenee kombinéieren, déi puer Situatiounen, déi, mengen ech, concernéiert si vun deem Droit de retrait litigieux, awer och dee Schutz virun enger Menace vun de Banken, dass dee Prêt do géif anerwärts cedéiert ginn.

Just fir ofzeschlëssen: Mir wäerten eis au vu vun dem Refus, deen Amendement ze stëmmen, bei deemem Projet de loi enthalen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. Domat wär dann elo d'Diskussioun ofgeschloss.

#### Vote sur l'amendement 1

An da géif ech den Amendement zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmme a 40 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Deesen Amendement Nummer 1 ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui* : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Marc Lies), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Den Artikel 2 vum Projet de loi bleift also ënnert der Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun en originellement virgeschloen huet.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8185. Den Text steet am Document parlementaire 8185<sup>6</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 8185 et dispense du second vote constitutionnel

Och hei maachen ech de Vott op. D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 40 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmme a 15 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 40 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 15 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Max Hengel), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen,

MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 5. Question élargie n° 14 de Mme Mandy Minella relative aux ressources humaines qualifiées fournies aux fédérations agréées, favorisant le développement du secteur sportif au Luxembourg

An da komme mer elo zur erweiterter Fro Nummer 14 vun der Madamm Mandy Minella iwwert d'qualifizéiert Personal an de Federatiounen, dat d'Entwécklung vum Sportsecteur férdert. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro an och fir seng Zousazfro. An d'Regierung huet 10 Minutte fir ze äntwerten. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Mandy Minella (DP) | Merci,** Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ze hëllefen, eis Sports- politick am Land strukturell kënnen e Schratt no vir ze bréngen, ass fir mech perséinlech e ganz wichtege Punkt, fir deen ech mech och am Dagdeeglechen ëmmer erëm asetzen, besonnesch am Moment, wou d'Fussball-EM bei eisen däitschen Nopere Milliounen Leit begeeschtert a bei eise franséischen Nopere den Tour de France dominéiert an d'Olympiad an dräi Wochen zu Paräis ufänkt. Jo, et ass elo de Moment, de Sport hei am Haus ze thematiséieren, wou mir allequerten am Sportsféier sinn.

A grad do läit eng Erausforderung. Et geet net just ëm déi ganz grouss Evenementer, mee et geet drëms, de Sport an d'Sportspolick am grouss Ganzen ze gesinn, aus ganz ënnerschiddleche Bléckwénkelen d'Sportsstruktur ze belichten a kontinuéierlech ze verbesseren.

Sport ass vill méi wéi nëmme kierperlech Betätigung: Reegelméisseg Bewegung férdert net nëmme d'Gesondheet, Sport férdert och d'mental Gesondheet, hëlleft, Stress ofzebauen a steigert eist Wuelbefannen.

En anere positiven Aspekt vum Sport ass déi sozial Komponent. Sport bréngt d'Mënschen zesummen, onofhängeg vun Alter, Geschlecht oder Hierkonft. E schafft Gemeinschaften a stäerkt den Teamgeesch. Sport léiert eis, sech Ziler ze setzen an dorop hinzeschaffen.

Schliisslech léiert eis de Sport de fairen Ëmgang mat Erfolleg an Néierlag. E férdert d'Fäegkeet, ëmmer erëm opzestoen a weiderzemaachen, och wann een net direkt Succès huet mat sengem Asaz. Dës Resilienz ass eng wichtege Liewenskompetenz, déi eis

hëlleft, Erausforderungen ze meeschteren. Soit, ech soe gären: „Sport ass d'Schoul vum Liewen.“

Här President, wichteg Sainen a Partner am Lëtzebuerger organiséierte Sport sinn nieft dem Comité olympique och d'Verbänn. Eng vun deene gréissten Erausforderunge fir d'Verbänn ass de Benevolat, Leit ze fannen, déi sech ëm d'dagdeeglech Gerancé vun de Federatiounen këmmere, mat alle Facetten an Aspekter. An d'Erausforderunge ginn ëmmer méi grouss an d'Ufuerderungen ëmmer méi héich, sief et d'Koordinatioun mat de Memberen, mat de Gemengen, den Austausch mat den affiliéierte Clibb oder och d'Ufroen an d'Verdeele vun de Subsiden.

Dobäi kommen och ëmmer méi juristesche Froen. E Verband erfollegräich leeden ass haut méi wéi just eng flott Nieweschäftegung. A Benevoller ze fannen, déi esou Tächen iwwerhuelen a beherrschen, gëtt bekanntlech ëmmer méi schwéier. Dowéinst brauchen d'Verbänn qualifizéiert Leit, déi d'Gerancé vun dësen an d'Hand huelen.

E Coordinateur oder Chargé de développement, deen d'Verbänn an hirer Gerancearbecht ënnerstëtzt, géng hei e groussen Ënnerscheed maachen. E géng derzou bräidroen, d'Verbänn méi staark opzestellen an de Sport am ganze Land no vir ze bréngen. Dee ganzen administrative Volet géng professionaliséiert ginn. Och eng verlässlech Kontroll vun de Konte kéint an d'Täche vun esou engem Coordinateur falen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech schwätzen hei net nëmme vun deene grouss Verbänn mat lizenziéierten Elitennathleeten, déi international Kompetitiounen ausdroen. Och déi méi kleng Strukturen oder Sportarten, déi net esou medial present sinn, mussen méi staark ënnerstëtzt ginn, fir datt si weider kënnen bestoe bleiwen.

Am aktuelle Koalitionsaccord gouf festgehale, datt d'Regierung d'Méiglechkeet wäert analyséieren, de Verbänn am Kader vun enger Initiativ qualifizéiert Ressourcen humaines ze stellen, fir de Sport am Allgemengen ze favoriséieren. An deem Kader géif ech dem Här Minister gäre follgend Froen stellen:

Gouf schonn eng Analys mat de Verbänn gemaach, wat de Besoin um Terrain genee ass? Kann een do vun Iech e Bilan gezu kréien?

Gëtt et konkret Piste bei Iech am Haus, wéi déi vir- dru beschriwwen Initiativ zum Bereetstelle vu qualifizéierte Ressourcen humaines soll ausgesinn? Wa jo, wéini? A wéi gesi se aus? Gëtt drop opgepasst, och kleng Verbänn an déi nei Struktur mat opzehuelen?

Wat investéiert de Ministère insgesamt u Subsiden a Sportverbänn? A ginn déi Subsiden a Form vun engem Lizenzschlüssel evaluéiert?

An der leschter Legislaturperiode gouf et jo éischt Verbänn, déi e Chargé de développement fir eng besser Vernetzung ënnereneen an eng besser sportlech Entwécklung astelle konnten. Ass geplangt, dee Secteur fir méi Verbänn auszebauen?

Villmools merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président | Merci,** Madamm Minella. An dann huet elo d'Regierung d'Wuert, den Här Sportsminister.

**M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Merci,** Här President. Merci och der honorabler Deputéierter Madamm Minella fir dës Question élargie. Dir hutt datt ganz richtig erkannt, dass déi 66 Sportsverbänn hei zu Lëtzebuerg – an do ass ee wéi deen anere fir de Sportsminister, do ass kee groussen a kee klengen derbäi, si sinn alleguerten d'selwecht – an hiren

Daachverband natierlech, den COSL, d'Réckgrat vum Mouvement sportif sinn, an deementspreechend ënnerstëtzt sollte ginn, fir hirer Roll gerecht ze ginn.

Mat de richtegen Instrumenter a mat, ënner ane-rem, héich qualifizéierten, motivéierte Mataarbechterinnen a Mataarbechter an de Sportsverbänn kann de Mouvement sportif gestärkt ginn. Just fir et nach eng Kéier ze erwänen: Aner wichteg Partner, fir genee dëse Mouvement sportif ze festegen, sinn d'Veräiner an och d'Gemengen. Och do hunn ech schonns e puermol prezisiéiert, dass d'Verbindung zu de Gemenge gestärkt wäert ginn an en engem verbesserte Programm vun de Gemengesports- coordinateuren geschafft soll ginn, an dat och an Zesummenarbecht mam Sycol.

De Koalitionsaccord gesäit jo vir, dass de Sports- ministère mat senger Verwaltungen eng gesamtge- sellschaftlech orientéiert Sport- a Bewegungspolick soll ausrullen, fir dat gesamt Potenzial vum Sport an der Bewegung an all senger Facetten a fir all eis Biergerinnen a Bierger vun all Alter a fir all Niveau bis zum Kompetitionsbedarf ze notzen.

De Sport brauch onbedéngt déi néideg finanziell a personell Ressourcen, fir déi grouss Erausforderun- ge kënnen unzegoen, déi sech him stellen. Et ass jo evident, dass de Sport e gewaltegen an eenzegartege Potenzial huet, esou wéi Der et virdrun och schonn opgeléist hutt. Et ass also wichteg, dass de Staat weiderhin de Sport an der Ëmsetzung vu sengen Ob- jektiver ënnerstëtzt, fir esou de Gesondheetsniveau vun der Lëtzebuerger Populatioun héichzehalen an déi sozial Integratioun an d'Entwécklung vun de soziale Verbindungen ze férdere.

Zu Lëtzebuerg gëtt et aktuell ronn 1.300 Sportverä- iner, an deenen 137.000 Biergerinnen a Bierger eng Lizenz hunn. Et läit mir besonnesch um Häerz, dass dëse Reseau, d'Réckgrat vum Lëtzebuerger Sport, ge- ziilt gestärkt gëtt, fir dass d'Veräiner hir Sportoffer erweideren, an dat souwuel am Leeschtungs- wéi awer och am Fräizäit- a Gesondheetssport.

Ech hu schonn op verschiddenen Tribünen erwänt, datt et wichteg ass, déi organisationell Kapazitéite vun de Verbänn an de Veräiner ze verbessere. An alle Gespréicher, déi ech mat de groussen, awer och kleng Verbänn gefouert hunn, ass et ëmmer erëm nees ëm hire Besoin gaangen, déi organisationell Kapazitéiten ze stärke.

Domat sinn natierlech, éischters, déi finanziell Moyene viséiert, genaousou wéi, zweetens, d'Sportin- frastrukturen an, drëttens, d'Förderung vun der Ent- wécklung vun de Relatiounen an den Netzwierker ...

**M. Claude Wiseler, Président | Wannegelif, e** wéineg méi roueg heibannen, et ass schwéier, sech ze konzentréieren!

**M. Georges Mischo, Ministre des Sports | ...** vun de Sportorganisatiounen, souwuel op kommunalem wéi awer och op nationalem Niveau, an, véiertens, gutt ausgebild a motivéiert Leit a Personal.

E puer Froen vun der honorabler Deputéierter Madamm Minella zilen och direkt op déi véiert Achs of an treffen domat e ganz sensibele Punkt. Mir müssen et packen, quantitativ a qualitativ méi Per- sonal a Leit, déi sech professionell, benevoll oder indemniséiert am Sport asetzen, an de Secteur ze kréien.

Fir déi Kompetenzen ze stärke, wäert d'Regie- rung d'Offer vun den Ausbildungen am INAPS, dem Institut national de l'activité physique et des sports, verbessere. Esou kënnen déi technesch an adminis- trativ Kaderen an de Veräiner an awer och an de Ver- bänn beschtméiglech dovunner profitéieren.

Och gëtt iwwert den INAPS dëse Leit an de Veräiner a Verbänn Berodung ugebueden, fir déi richteg Ramebedingungen ze schafen an esou an de Veräiner d'Entwécklung vun der sportlecher Offer a vu Sportmanifestatiounen ze fërderen. Soumat kënnen dës Veräiner a Verbänn hirer Roll gerecht ginn, fir d'Integratioun, d'Inklusioun, d'Diversitéit, d'Freed an déi sportlech Performancen héichzehalen.

Et ass och virgesinn, d'Beruffer am Sport stänneg auszubauen, an dat an enker Zesummenaarbecht mam Bildungs- an Héichschoulministère. Et sief an dësem Zesummenhang nees eng Kéier op d'Wichtigkeet vum Congé sportif higewisen. An dovunner kënnen jo ewell méi Benevoller profitéieren, fir an hirem Verband oder an hirem Veräin eng Hand mat unzepaken. Eng Gesamtaschätzung vun dëser Mesür an eng genee Analys wäerten dann och an dräi Joer gemaach ginn.

D'Regierung schafft och un enger Initiativ, fir den Emploi am Sportsecteur ze ënnerstëtzen an iwwert déi sougenannten IPES, d'Initiative pour la promotion de l'emploi dans le secteur du sport, de Verbänn an de Veräiner qualifizéiert Personal géint Bezuelung zur Verfügung ze stellen, an op deem Wee ginn och d'Beruffer am Sport gefërdert. Et ass evident, dass och méi kleng Verbänn vun dëser Initiativ kënnen a mussen profitéieren.

Wat sinn d'Besoine vun deene 66 Sportverbänn an dem Daachverband COSL? D'Verbänn froen, fir gutt ausgebildete Leit eng reell Perspektiv kënnen ze ginn, an dofir mussen si d'Méiglechkeet kréien, deene Leit och Paien ze bezuelen, fir mat anere potenziellen Employeuren kënnen ze konkurréieren.

D'Verbänn brauche souwuel op verwaltungstechnischem Plang Ënnerstëtzung wéi och op technescher Eebene. Fir konkret ze ginn, ass de Minimum vun

all Verband, sech e Sekretariat kënnen ze leeschten, fir den alldeeglechen organisatoreschen an administrativen Aufgabe kënnen nozekommen. Dëst ass och wouer bei méi klengen Verbänn, neie Sportarten a Verbänn, déi eventuell keng laang historesch Traditioun an eisem Land hunn.

D'Unzuel vu Kompetitiounslizenzen ass do net ëmmer dee richteg Gradmiesser, well et gëtt och Verbänn, wéi eng Wanderfederatioun, déi all Weekend ganz vill Leit a Beweegung kréien, ouni dass dësen Exercice mat Kompetitioun verbonne wier.

D'Verbänn, déi en ausgepräggt Konzept hu fir hir Leeschtungssportler an hir Nationalekippen, brauchen natierlech souwuel hir spezifesch Traineren an Directeur-techniquë wéi och Personal am Beräich vun der Préparation physique, dem mentale Coaching an dem preventiven Training. E Chargé de développement et de formation ass noutwendeg, fir déi Ausbildung an déi Ziler mat engem gesamtgesellschaftlechen Impakt aus dem Verband eraus ze koordinéieren an an de Veräiner ze promouvéieren.

Wann de Verband bis eng gewësse Gréisst oder eng gewëssen Unzuel vu Personal, Memberen a Lizenzéierten huet, ass en eventuell prett fir e Generaldirekter, deen d'Visiounen an d'Strategie vu sengem Verband ëmsetzt.

De Ministère ënnerstëtzt mat engem Subsid eng sëllege Sekretariatsposte wéi och aner Posten. Dat sinn zum Beispill Gestionnaires, Directeur-technique-nationalen, professionell Traineren a Chargés de développement et de formation.

Ech verstoppem net, dass déi reell Demande aus de Verbänn praktesch duebel esou héich ass an dass ech fest wëllen hunn, mech anzesetzen, fir iwwert déi nächst fënnef Joer all de Verbänn esou gutt wéi méiglech entgéintzekommen.

Mat anere Subsiden hëlleft de Ministère de Verbänn bei der Organisatioun vu Manifestatiounen, bei der Begleedung vun internationale Meetingen a Wettkämpf, beim Training vun de Centres de formation oder bei der Entwécklung vun engem Héichleistungskonzept.

Fir eis Ziler ze erreechen, mussen d'Moyenen aus dem Staatsbudget fir de Sport an d'Luucht goen. Eng Viraussetzung, fir dass dës zousätzlech Moyene gräifen, ass, dass d'Verbänn hir Gouvernance esou upassen, dass eng effizient Zesummenaarbecht tëschent de benevolle Verwaltungsréit an dem professionelle Staff méiglech ass. En entsprecheden Organigramm, deen der Gréisst, der Maturitéit an dem Entwicklungspotenzial vum Verband Rechnung dréit, ass an deem Kontext e ganz wichtegt Element.

De Ministère a seng Verwaltung an den INAPS offréieren de Verbänn dofir eng moossgeschneidert Berodung a begleeden d'Verbänn op hirem Wee, fir sech nach méi professionell opzestellen. Sou schafe mir d'Grondvoraussetzungen, fir eis gesamtgesellschaftlech Ziler a sportlech Ambitiounen ze erreechen.

An dofir nach eng Kéier villmoos merci der honorable Deputéierter Madamm Minella fir dës pertinent Question élargie. A merci fir Äert Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Minister. D'Madamm Minella kann nach eng Zousatzfro stellen, wa se wëll. Dat ass net de Fall.

Wann dat net de Fall ass, da si mer domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 9., 10. an 11. Juli 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 15.42 heures.)*

## 37<sup>e</sup> séance

### Sommaire

<b>1. Ouverture de la séance publique</b>	<b>p. 22</b>	<b>Question n° 113 du 9 juillet 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux hélicoptères de la Police, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures</b>	<b>p. 25</b>
M. Claude Wiseler, Président		M. Fernand Kartheiser   M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures	
<b>2. Ordre du jour</b>	<b>p. 22</b>	<b>Question n° 114 du 10 juillet 2024 de Mme Barbara Agostino relative à l'utilisation des médias numériques par les enfants et les adolescents, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</b>	<b>p. 26</b>
M. Claude Wiseler, Président		Mme Barbara Agostino   M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	
<b>3. Communications</b>	<b>p. 22</b>	<b>Question n° 115 du 10 juillet 2024 de M. Meris Sehovic relative au Luxembourg Science Center, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</b>	<b>p. 26</b>
M. Claude Wiseler, Président		M. Meris Sehovic   M. Fred Keup   M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Meris Sehovic)	
<b>4. Heure de questions au Gouvernement</b>	<b>p. 23</b>	<b>Question n° 117 du 10 juillet 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI), adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale</b>	<b>p. 27</b>
<b>Question n° 110 du 10 juillet 2024 de Mme Françoise Kemp relative au Plan de développement culturel du Luxembourg 2018-2028 (KEP), adressée à M. le Ministre de la Culture</b>	<b>p. 23</b>	M. Gérard Schockmel   Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	
Mme Françoise Kemp   M. Eric Thill, Ministre de la Culture			
<b>Question n° 111 du 5 juillet 2024 de Mme Francine Cloesener relative à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, adressée à Mme la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité</b>	<b>p. 24</b>		
Mme Francine Cloesener   Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité			
<b>Question n° 112 du 10 juillet 2024 de M. André Bauler relative à l'installation de panneaux photovoltaïques sur des immeubles protégés par l'État, adressée à M. le Ministre de la Culture</b>	<b>p. 25</b>		
M. André Bauler   M. Eric Thill, Ministre de la Culture			

**Question n° 118 du 9 juillet 2024 de M. Marc Goergen relative à la protection contre des influences externes de l'Administration des contributions, adressée à M. le Ministre des Finances**

M. Marc Goergen | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

p. 28

**Question n° 119 du 10 juillet 2024 de M. Marc Baum relative aux délais prolongés de remboursements de soins de santé de la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Marc Baum | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

p. 29

**Question n° 120 du 8 juillet 2024 de M. Georges Engel relative au projet pilote de réduction du temps de travail pour pratiquer une activité physique, adressée à M. le Ministre des Sports**

M. Georges Engel | M. Georges Mischo, Ministre des Sports

p. 29

**Question n° 121 du 9 juillet 2024 de Mme Taina Bofferding relative au changement de sexe et l'indication du genre ou d'une troisième option sur les différents formulaires et documents, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

Mme Taina Bofferding | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

p. 30

**5. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovc**

Exposé : M. Meris Sehovc

p. 31

**6. 7642 – Projet de loi portant modification :**

**1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;**

**2° de l'article 1714 du Code civil**

p. 31

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Marc Lies | Mme Paulette Lenert (dépôt de la motion 1) | Mme Alexandra Schoos (dépôt de la motion 2) | M. François Bausch (interventions de M. Marc Lies) (dépôt de la motion 3) | M. Marc Goergen (intervention de M. Fernand Kartheiser) (dépôt des motions 4 et 5) | M. David Wagner (dépôt de la motion 6 et de l'amendement 1) | M. Fernand Kartheiser | M. François Bausch

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Vote sur l'amendement 1 modifié (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7642 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Paulette Lenert | M. Gilles Baum

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Motion 2 : Mme Alexandra Schoos | M. Gilles Baum | M. François Bausch | M. Marc Lies

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. François Bausch | M. Gilles Baum | M. Marc Lies

Vote sur la motion 3 (adoptée)

Motion 4 : M. Gilles Baum | M. David Wagner (intervention de M. Marc Baum) | Mme Paulette Lenert | M. Marc Goergen | M. François Bausch | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Vote sur la motion 4 (rejetée)

Motion 5 : M. Marc Lies | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 5 (rejetée)

Motion 6 : M. David Wagner | M. Marc Lies | M. François Bausch | Mme Paulette Lenert | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Vote sur la motion 6 (rejetée)

**7. Ordre du jour (suite)**

M. Claude Wiseler, Président

p. 44

**8. 8163 – Projet de loi fixant la tâche du personnel éducatif et psycho-social des services et administrations de l'Éducation nationale et modifiant :**

**1° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;**

**2° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**

**3° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale**

p. 44

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino

Discussion générale : M. Jeff Boonen | Mme Francine Closener (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup | M. Meris Sehovc | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Ben Polidori (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Francine Closener (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8163 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Jeff Boonen | M. Ben Polidori

Vote sur la motion 1 (rejetée)

**9. Motion de M. Meris Sehovc relative au financement public du Luxembourg Science Center**

p. 53

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. David Wagner | M. Sven Clement (interventions de Mme Sam Tanson, M. Meris Sehovc et M. François Bausch) | Mme Taina Bofferding | M. le Ministre Claude Meisch | M. Fred Keup | M. Meris Sehovc | M. le Ministre Claude Meisch | M. Meris Sehovc | M. Michel Wolter | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Sam Tanson | M. Michel Wolter | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Michel Wolter (interventions de M. Sven Clement et Mme Sam Tanson) | M. le Ministre Claude Meisch | M. Meris Sehovc | M. Marc Goergen | M. le Ministre Claude Meisch

Vote sur la motion (rejetée)

**10. 8255 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation**

p. 56

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : M. Jeff Boonen

Discussion générale : M. Luc Emering | Mme Paulette Lenert | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8255 et dispense du second vote constitutionnel

**11. 8293 – Projet de loi portant sur les compteurs d'eau en service dans le secteur de la métrologie légale**

p. 57

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Simone Beissel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8293 et dispense du second vote constitutionnel

**12. Hommage à M. Christophe Hansen**

p. 58

M. Claude Wiseler, Président | M. Christophe Hansen

**13. Hommage à M. Fernand Kartheiser**

p. 58

M. Claude Wiseler, Président | M. Fernand Kartheiser

**14. Hommage à M. François Bausch**

p.59

M. Claude Wiseler, Président (intervention de M. François Bausch) | M. François Bausch

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Setzung op.

**2. Ordre du jour**

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

**3. Communications**

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischters: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

### Communications du Président – séance publique du 10 juillet 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8407 – *Projet de loi portant modification de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et instituant un Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 03/07/2024

8408 – *Projet de loi portant abrogation de la loi du 11 décembre 1967 portant création d'un fonds communal de péréquation conjoncturale*

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 03/07/2024

8409 – *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juin 1976 portant*

1. création d'un fonds de chômage ;
2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/07/2024

8410 – *Projet de loi portant création d'un Observatoire de la culture*

Dépôt : M. Eric Thill, Ministre de la Culture, le 04/07/2024

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3231 – *Demande de pétition publique : Lëtzebuerg soll Israel sanktionéiere fir seng Krichsverbriechen a Palästina/Le Luxembourg doit sanctionner Israël pour ses crimes de guerre en Palestine/Luxembourg must sanction Israel for its war crimes in Palestine*

Dépôt : Mme Dalia Khader, le 02/07/2024

3232 – *Demande de pétition publique : Enseignement de Blockchains et Cryptomonnaies au Lycée*

Dépôt : M. Anthony Joseph Lourenço, le 02/07/2024

3233 – *Demande de pétition publique : Pétition pour le recyclage des capsules de café*

Dépôt : Mme Maryem Belbouhali, le 03/07/2024

3234 – *Demande de pétition publique : Transport gratuit en ambulances pour les patients atteints de maladies rares/chroniques (p. ex. sclérose en plaques/hématologie/oncologie, soins palliatifs ...)*

Dépôt : M. Jeff Scheer, le 03/07/2024

3235 – *Demande de pétition publique : Enlever la liste des chiens susceptibles d'être dangereux*

Dépôt : M. Michel Dostert, le 03/07/2024

3236 – *Demande de pétition publique : Bommeleëër*

Dépôt : Mme Isabelle Kayser, le 03/07/2024

3239 – *Demande de pétition publique : Électromobilité pour tous : subventions versées lors de l'achat*

Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 04/07/2024

3240 – *Demande de pétition publique : ADEM : Clause discriminante à l'égard des travailleurs temporaires*

Dépôt : M. Lyes Grioua, le 05/07/2024

3241 – *Demande de pétition publique : Introduction d'une formation de premiers secours obligatoire dans le cadre du permis de conduire*

Dépôt : Mme Emma Mack, le 05/07/2024

3242 – *Demande de pétition publique : Interdiction de frais mensuels pour les banques*

Dépôt : M. Léo Benkel, le 05/07/2024

3243 – *Demande de pétition publique : Statut célibataire dans la classe d'impôt après le décès de son conjoint*

Dépôt : Mme Léonie Kuhn, le 06/07/2024

3244 – *Demande de pétition publique : Nationales Gesetz zum Erlauben oder Verbieten von Feuerwerk an Sylvester*

Dépôt : M. Andy Humbert, le 07/07/2024

3237 – *Demande de pétition ordinaire : Logement abordable pour tous*

Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 04/07/2024

3245 – *Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'équité des frais d'agence en cas de location d'un domicile au Luxembourg*

Dépôt : M. Aleks Panzone, le 04/07/2024

3246 – *Demande de pétition publique : Arrêt des abus de facturation du code CP1 aux patients de médecins*

Dépôt : M. Jean-Jacques Fleurot, le 08/07/2024

3247 – *Demande de pétition ordinaire : Modification de la loi du 29 mars 2023 portant modification du Code du travail*

Dépôt : M. Edoardo Castangia, le 09/07/2024

3248 – *Demande de pétition ordinaire : Modification de « L.I.R. article 111 »*

Dépôt : M. Edoardo Castangia, le 09/07/2024

3249 – *Demande de pétition ordinaire : Modification des critères d'utilisation pour les chèques-repas*

Dépôt : M. Edoardo Castangia, le 09/07/2024

3250 – *Demande de pétition publique : Schluss mat deier Dokterrechnunge muss virstrecken*

Dépôt : Mme Jil Van Leemput, le 10/07/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

## 4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten hu mer als éischte Punkt eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 110 vun der Madamm Françoise Kemp un den Här Kulturminister iwwert de Kulturentwécklungsplang 2018–2028. An d'Madamm Kemp huet d'Wuert.

– **Question n° 110 du 10 juillet 2024 de Mme Françoise Kemp relative au Plan de développement culturel du Luxembourg 2018-2028 (KEP), adressée à M. le Ministre de la Culture**

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen, Léif Kolleegen, de Kulturentwécklungsplang 2018–2028 ass e Plang fir d'kulturell Entwécklung zu Lëtzebuerg a baséiert op enger

detailléierter Analys vum besteeënde kulturelle Kader an d'Verständnis vu senger Entwécklung. De Plang huet 62 Recommendationen an d'Zil ass et, déi kulturell Politick am Land ze guidéieren an ze inspiréieren.

An deem Kontext wollt ech froen: Wou si mer mat der Ëmsetzung drun? Mussen Upassung gemaach ginn? Wat sinn déi nächst Schrëtt?

Eng vun deenen 62 Recommendationen ass d'Reintroduktioun vum Congé culturel. De Congé culturel gouf duerch d'Gesetz vum 6. Januar 2023 erëm agefouert an huet als Zil, de Salariéen, Independanté souwéi de staatlechen a kommunale Fonctionnaires d'Méiglechkeet ze ginn, un héichwäertge kulturellen an artistesch unerkannten Eventer deelzehuelen, déi net mat hirer beruflecher Aktivitéit verbonne sinn.

De Congé culturel steet dräi Kategoriën vu Persounen zur Verfügung: de kulturellen Acteuren, den administrative Kaderen an de Persounen, déi vun de Federationen, nationalen Netzwierker oder Associationen vum Kultursecteur designéiert ginn.

Wéi vill Leit hu säit der Reintroduktioun dovun profitéiert? Wéi vill Leit kruten de Congé culturel accordéiert an net accordéiert? A wat waren déi heefegst Grënn, wéisou en net accordéiert gouf?

Merci villmools.

**Une voix** | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Dann huet den Här Kulturminister d'Wuert. Här Kulturminister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci der Madamm Kemp och fir dës Froen. Et ass ugeschwat ginn, de Kulturentwécklungsplang, kuerz de KEP, gouf 2016 vum deemolege Kulturminister Xavier Bettel an Opdrag ginn an ass 2018 publizéiert gi mam Zil, jo, d'Kulturpolitik hei zu Lëtzebuerg vun 2018 bis 2028 mat 62 konkrete Mesüree weiderzeentwéckelen.

D'Regierung setzt och ganz kloer weider dës KEP 1.0 ëm, soudass mer Enn des Joers 2023 bei engem Taux d'accomplissement vu 65 % vun dës Mesüree waren. Deen Taux wäert awer elo iwwert déi nächst Wochen a Méint nach weider klammen, zum Beispill ënner anerem duerch d'Schafe vum Observatoire de la culture, deen dës Woch an der Chamberskommission och presentéiert ginn ass a wäert ëmgesat ginn.

An deem Kontext wëll ech awer och drop hiweisen, dass mer net méi spéit wéi den Hierscht am Kulturministère wäerten ufänken, de Kulturentwécklungsplang KEP 2.0 ze plangen, deen d'Zukunft, déi grouss Visioun vun eiser Lëtzebuurger Kulturpolitik, nieft dem Koalitionsaccord da weider soll definéieren.

De Congé culturel, fir och konkret op d'Fro ze äntwerten, wou ech ugeschwat gi sinn, ass ganz kloer eng Mesüree aus dem KEP 1.0. Am Februar 2023 ass dëst Gesetz a Kraaft getrueden a bitt ganz richteg de Konscht- a Kulturschafenden d'Méiglechkeet, u wichtegen, esou gesot aussergewéinleche kulturelle Manifestationen hei am Land, mee ganz kloer och am Ausland, kënnen deelzehuelen, ouni doduerch finanziell Aboussen op hirer Aarbecht a Kaf mussen ze huelen.

Et geet hei ganz konkret ëm Persounen, déi niewent hirer beruflecher kënschtlerscher Tätigkeet nach enger anerer Aktivitéit salariale noginn. Kënschtlersinnen a Kënschtler kréien esou méi ekonomesch Fräiheet, ouni hei hir artistesch Fräiheet mussen anzeschränken.

Et gouf eng grouss Demande vum Kultursecteur, fir genau dëse Congé culturel nees anzeféieren. An engem Joer, wou dat Gesetz elo en place ass, kann ee ganz kloer soen, dass dëse Projet de loi, dëse Congé culturel, ganz gutt ukënn. Am Ganze gouf dëse Congé culturel 65-mol accordéiert, 33 Accorde fir d'Joer 2023 a ganzer 32 Accorde bis de Juni dëst Joer, d'Joer 2024.

De Congé culturel gouf am Ganzen 29-mol net accordéiert zënter dem Februar 2023. Deen heefegste Grond heifir war, dass déi kulturell Manifestatioun net eligibel war fir de Congé an et sech op där anerer Säit och net ëm eng kulturell Manifestatioun gehandelt huet.

Ech war iwwert déi lescht Wochen a Méint um Terrain ënnerwee. An do ass genau deen dote Sujet och méi wéi eng Kéier ugeschwat gi vu villen Acteuren dobaussen, déi ganz kloer dee Congé culturel appreciéieren an hei awer och scho konstruktive Feedback ginn hunn, wéi ee verschidden Adaptatiounen vläicht kéint maachen. Dofir ass et mer ganz kloer och wichtig, an Zukunft dëse Kontakt ze halen a bei Bedarf um Terrain and geeseenfalls déi néideg Adaptatiounen ze maachen. Mee dat maache mer net no engem Joer, mee zu engem spéideren Zäitpunkt.

Des Weidere wäert dann och den Observatoire de la culture, deen ech virdrun ugeschwat hunn, an Zukunft konkret Donnéeën iwwert de ganze Kultursecteur, an dorënner och de Congé culturel, zesummendroen. An dës Zuelen an Analyse wäerten eis et dann och erlaben, méi konkret Decisiounen fir déi zukünfteg Orientatioun vum eiser Kulturpolitik ze erméiglechen.

Dofir zum Schluss: Jo, ech ka bestätegen, dass mer an engem gudden Joer mam Congé culturel e ganz positive Bilan kënnen zéien. Mee mir lauschtere ganz kloer weider op de Secteur a wäerten, wa Besoin do ass um Terrain, dat dann och adaptéieren.

Dat gesot, Iech e grouse Merci fir Är Froen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kulturminister.

An da komme mer bei d'Fro Nummer 111 vum der Madamm Francine Closener un d'Madamm delegéiert Ministesch beim Premierminister fir Meedien a Konnektivitéit iwwert d'ALIA.

Ech maache just drop opmierksam, dass ech och hei eng Demande vum där grénge Fraktioun erakritt hunn den 28. Juni, fir d'Meediekommissioun eng Kéier zu dësem Sujet zesummenzeruffen. Och wann elo hei op déi Fro geäntwert gëtt, empéchéiert dat net, dass d'Meediekommissioun nach eng Kéier zu deem Sujet zesummekennt.

Sou, Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 111 du 5 juillet 2024 de Mme Francine Closener relative à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, adressée à Mme la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité**

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Villmools merci, Här President. Dat war eng wichteg Prezisioun.

D'Onofhängegkeet vum de Meedien ass e fundamentale Prinzip vum der Demokratie. A fir dës ze garantéieren, ass et geneesou essenziell, dass d'Autoritéit, déi mat der Iwwerwaachung vum de Meedie beoptraagt ass, och onofhängeg ass. Mee genee dat ass duerch déi rezent Entwécklung bei der ALIA a Fro gestallt. D'Nominatiounsprozedur vum Direkter vum

der ALIA ass schon haut am Gesetz net gutt gereegelt, well een, wann ee wëllt, d'Prozedur vergläiche ka mat der Prozedur vum enger normaler staatlecher Verwaltung.

De fréiere Premier- a Meedieminister huet dat awer net esou interpretéiert an der Praxis dem Verwaltungsrot vum der ALIA d'Recht gelooss, hiren Direkter ze sichen an ze bestëmmen. Eigentlech läit dat jo och op der Hand an engem Rechtsstaat fir en onofhängege Regulateur.

Déi delegéiert Meedieministesch Elisabeth Margue gesäit dat awer anescht. Si huet en eegene Selektiounskomitee agesat, an deem d'ALIA guer net vertraude war. Et gouf dem Conseil vum der ALIA och just eng eenzeg Kandidatur pour avis presentéiert, soudatt vum engem Choix jo keng Ried ka sinn. Derbäi kënn, dass se eng personell Verstärkung, déi wichtig wier, fir dass d'ALIA sech anescht kann opstellen, well se Missiounen bäikritt, refuséiert kritt, obwuel se déi Verstärkung vum där leschter Regierung accordéiert krut. An der Konsequenz vum deem Ganzen ass och elo de President vum der ALIA zréckgetrueden.

Dofir meng Froen un d'Ministesch: Firwat huet d'Ministesch eigentlech mat där Praxis gebrach, dass d'ALIA selwer hiren Direkter sicht an onofhängeg agéiert? Firwat gouf der ALIA just eng eenzeg Kandidatur fir Avis virgeluecht, obwuel et eisen Informatiounen no méi recevabel a valabel Kandidature gouf an d'Gesetz och ganz kloer vu „les candidats“ schwätzt?

Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Prozedur am Gesetz muss ugepasst ginn, dass et d'ALIA an Zukunft selwer ass, déi hiren Direkter proposéiert, fir all Verdacht op Aflossnam vusäite vum der Regierung aus dem Wee ze raumen?

Firwat goufen déi Rekrutementer, déi schon accordéiert waren, elo refuséiert? Hält d'Ministesch weiderhin dru fest, d'Zoustännegkeete vum der ALIA auszeweiten an ze moderniséieren? Wäert d'Ministesch also eng Gesetzesännerung an deem Sënn proposéieren? An a wéi engem Delai? Ass d'Reform vum Meediegesetz nach eng Prioritéit oder net méi?

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Closener. Dann huet elo d'Wuert: d'Madamm delegéiert Ministesch beim Premierminister fir Meedien a Konnektivitéit. Madamm Ministesch.

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här President. Effektiv, wéi Der et richtig ugeschwat hutt, wäerte mer och an der Meediekommissioun kënnen iwwert déi ganz Prozedur schwätzen. A wann ech kucken, wéi vill Froen d'Madamm Closener mer elo gestallt huet, fir a véier Minutten ze beäntweren, mengen ech, ass dat och méi wéi néideg.

Also, ech wëll fir d'éischt awer ganz kloer soen, dass e modernen a performante Kader fir d'Meedien eng Prioritéit ass vum dëser Regierung an dass eng staark an eng onofhängeg Meedienautoritéit ganz kloer och wäert bei dëser Reform erauskommen. Mir wäerten effektiv och un d'Governance vum der ALIA goen an och un de Processus de nomination. Do hunn ech och guer kee Problem, deen anescht a méi kloer opstellen.

Fir awer elo zur Prozedur ze kommen, wéi mer dat Ganz en place gesat hunn: Effektiv hu mer e Comité de sélection en place gesat, an deem fënnf Vertrieeder waren. An do war ee Vertrieeder vum Ministère d'État, also vum Service médias et connectivité, an

ee Vertrieeder vum der Fonction publique. Dat sinn déi eenzeg Vertrieeder, déi aus Ministerien an deem Comité de sélection souzen. Zousätzlech war ee Vertrieeder vum ILR, ee Vertrieeder vum der Autorité de la concurrence an ee ganz externen, e Vertrieeder vum Presserot, an deem Comité de sélection, soudatt dat e ganz diversifiéiert Comité de sélection war, deen duerch seng Erfahrung an de jeeweilige Beräicher, mengen ech, all méiglech Point-de-vue matbruecht huet an déi Prozedur.

Fir den Oflaf ass et esou, dass mer de Posten ausgeschriwwen hunn, an och scho bei der Ausschreiwung hu mer de Conseil d'administration vum der ALIA consultéiert. Mir hunn hinnen d'Annonce geschéckt. Si konnten hir Observatiounen dozou maachen a mir hunn déi och zu engem ganz groussen Deel a Consideratioun geholl.

Dunn huet de Comité de sélection eng ganz Rei Interviewe gefouert an ass zur Konkusioun komm, dass u sech ee Kandidat oder eng Kandidatin géeeent wär fir dee Posten. Duerno sinn zwee Vertrieeder vum Comité de sélection an de ganze Verwaltungsrot gaang vum der ALIA, fir hinnen doriwwee ze berichten. Si hunn dee Moment ganz am Ufank vum der Reunion d'Propos gemaach, fir iwwer all déi Kandidaten ze schwätzen, déi se interviewt haten. Déi Propos ass awer refuséiert gi vum President vum Conseil d'administration.

De Conseil d'administration vum der ALIA huet doropshin d'Méiglechkeet gehat, zwee Interviewe mam Kandidat/mat der Kandidatin ze féieren, an huet och en Avis favorable gi fir dee selektionéierte Kandidat/déi selektionéiert Kandidatin.

De Conseil d'administration vum der ALIA huet d'ailleurs och e Communiqué gemaach, wou e preziséiert – an dat ass schon eng Zäitchen hier, wou en dee gemaach huet –, dass de Conseil d'administration ganz agebonne war an deem Processus, dass e satisfait ass, wéi dee Processus ofgelaf ass an dass en och informéiert ginn ass. De Conseil d'administration als solche war also d'accord mat deem Processus de sélection. An ech mengen, en huet jo schlussendlech och e positiven Avis ginn. E schéngt also och zefridden ze si mat deem Kandidat/där Kandidatin.

Ech mengen, dass dee Processus de sélection vläicht anescht war wéi virdrun, mee ech mengen awer, dass doduerjer de Kandidat net manner onofhängeg ass vum der Regierung, an en ass d'autant plus och nach méi onofhängeg vum dem Conseil selwer vum der ALIA, well en dem Fonctionnement vum der ALIA méi Rechnung dréit, wou mer effektiv eng Autoritéit hunn, déi d'Decisiounen hält, an eng Autoritéit, also de Conseil, an dann den Direkter, dee souwuel d'Exekutioun mécht wéi d'Instruktioun. Wann do eng gewëssen Trennung ass, mengen ech, ass dat nëmme benefique fir all Mënsch.

An en plus, doduerjer dass mer zwou Etappen haten, ass de Processus eigentlech ëmsou méi schwierig gewiescht fir dee Kandidat. Dat heescht, mir hunn e Kandidat, dee vun zéng Leit aviséiert ginn ass an deen doduerch eigentlech misst apte sinn, fir dee Poste ganz gutt ze erfüllen. D'autant plus ass d'Prozedur, esou wéi se gemaach ginn ass, konform zum Gesetz, well dat gesäit eebe vir, dass d'Nominatioun gemaach gëtt iwwert de Conseil de Gouvernement, après avoir entendu l'avis de l'ALIA, wat, mengen ech, zu méi Momenter an dëser Prozedur gemaach ginn ass.

Dir hat och nach Froen gestallt iwwert d'Rekrutementer an de Budget. Do wäerte mer méi am Detail kënnen drop agoen an der Kommissioun, mee et ass net esou, dass déi viregt Regierung méi Moyene ginn hätt



wéi dës Regierung. Dee Rekrutement, deen Der do uschwätzt, deen ass och geschitt. Also, dat ass vläicht enger anerer Form geschitt, mee et ass geschitt. An d'Evolution ass och plus ou moins stabil.

Mir müssen eis awer bewusst sinn, datt d'ALIA am Moment an enger Phas ass, wou mer amgaange sinn, d'Meediegesetz ze reforméieren. Do si mer gutt amgaangen, drun ze schaffen. Dir wësst, datt mer e puer Konferenzen och gemaach hunn zu deem Sujet, fir e bëssen och mat de Leit ze kucken, wat dann déi grouss Linne misste si vun där Reform. A mir wäerten zäitno dann och kënnen do éischt Elementer ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

Sou, elo ass meng Zäit ofgelaf, de Rescht gëtt et dann an der Kommissioun.

Voilà, villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Villmools merci, Madamm Ministesch. Et ass effektiv nach Matière fir an der Kommissioun, gesinn ech.

Dofir komme mer dann och direkt zur nächster Fro. Dat ass d'Nummer 112 vum Här André Bauler un den Här Kulturminister iwwert d'Fotovoltaikanlagen op geschützte Gebaier. An den Här Bauler huet d'Wuert.

– **Question n° 112 du 10 juillet 2024 de M. André Bauler relative à l'installation de panneaux photovoltaïques sur des immeubles protégés par l'État, adressée à M. le Ministre de la Culture**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. A verschiddene Gemenge gëtt et ëmmer nees Diskussione ronderëm d'Installation vum Fotovoltaikanlagen op den Diecher vu Kierchen a Kapellen. Et ass jo esou, datt dat relativ grouss Surfacé sinn an déi sech och dofir kënnen eegnen. Mee d'Diskussioun gëtt ëmmer e bësse méi delikat, e bësse méi sensibel, wann et sech dann ëm e geschützt Gebai handelt.

An an deem Kontext wollt ech den Här Kulturminister froen: Jo, wéi ass dem Här Minister seng Astellung zur Installatioun vu Fotovoltaikanlagen an deem Kader, am Kader also vun de sakrale Gebaier? Wat sinn d'Krittären, déi an deem Kontext ze observéieren, jo, ze respektéieren sinn? A wéi vill konkret Projekte ginn de Moment am Institut national du patrimoine architectural, also am INPA, gepréift, a wéi vill sinn der méttlerweil scho geneemegt ginn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert fir den Här Kulturminister. Här Kulturminister.

**M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci och dem Här Bauler fir dës Fro.

D'Regierung huet an hirem Koalitionsaccord ganz kloer festgehalen, dass déi energeetesche Transition soll virugedriwwen ginn, an do spillen natierlech och d'Fotovoltaikanlagen e ganz, ganz wichtige Rôle.

Als Kulturminister ass et duerfir och ganz wichtig, dass ech dat op dëser Plaz eng Kéier kann ennersträichen, datt de Schutz vun eisem Patrimoine an d'Virundreiw vum den erneierbaren Energie ganz kloer solle matenee kënnen funktionéieren an dass dat eent dat anert net ausschléisst. Et ass kloer, datt et awer net ëmmer evident an och net einfach ass, mee et ass ganz kloer méiglech.

Dofir ass et wichtig, op dëser Plaz ze ernimmen, datt mer iwwert den INPA d'Proprietären, sief dat d'Gemengen oder de Kierchefong, begleeden, wa si eebe wëllen Deel vun dëser Energietransition sinn an esou, ganz wichtig, eeben och wëlle mathëllefen, eis Klimaziler ze errechen.

Gradesou wichtig ass et awer och, datt déi Installatioun vu PV-Anlagen op dës geschützte Gebaier fachgerecht an och am Respekt vum Denkmalschutz muss ëmgesat ginn. Den INPA huet dofir schonns Krittären definéiert, déi och vun der COPAC, also der Commission pour le patrimoine culturel, zréckbehalde goufen.

Dat sinn am Ganze véier Krittären. Éischtens: D'Installatioun vun deene Pannoe muss reversibel sinn. Zweetens: D'Pannoe solle „full black“ sinn, also komplett schwaarz. Drëttens: D'Panele sollen a sech och esou diskreet wéi méiglech op den Daach geluecht ginn. An da véiertens: Den Agencement vun deene Panele soll ganz kloer homogeen sinn, d'Muster soll e Ganz duerstellen, amplaz dass d'Panelen eenzel iwwert dee ganzen Daach verstreut sinn.

Vu datt awer all Kierchegebai, all Kapell aneschtens ass, muss an deem Sënn all Projet vum INPA gekuckt an och analyséiert ginn. Et hëlleft och, an dat wëll ech ganz kloer hei ervirsträichen, datt den INPA direkt ka matabezu ginn, well si ganz kloer déi néideg Erfahrung an och d'Kompetenz hunn, esou Dossieren ze begleeden.

Wat de Kierchefong ugeet als Proprietär vu ville Kierchen an och Kapellen, ass dës staark un dëser Matière interesséiert. Zesumme mam INPA hunn ech och dofir net méi spéit wéi virun engem gudde Mount d'Vertrieder vum Kierchefong um Ministère empfaangen, fir iwwert dës wichtige Thematik de Point ze maachen.

Dat war e ganz konstruktiven, e ganz flotten Austausch, wou mer och virukomm sinn. A fir dann och ganz konkret op Är Fro ze äntwerten, wat d'Unzuel vun dësen Dossieren ugeet, déi am Moment traitéiert ginn: Do si mer am Ganze bei 20 Dossieren, déi an der Maach sinn a wou mer iwwert déi nächste Woche wäerte kucken, schnellstméiglech virunzekommen. Hei ass et esou, dass nach eng Rei technesch Froe muss gekläert ginn.

Dat gesot, Iech e grouse Merci fir Är Fro.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kulturminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 113 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Inneminister iwwert d'Policehelikopteren. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 113 du 9 juillet 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux hélicoptères de la Police, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech fannen et scho gutt, datt et an der Fro Nummer 113 ëm d'Police geet.

*(Hilarité)*

An ech wollt vläicht op eng Saach zréckkommen, déi mer elo schon e puer Joer hei diskutéieren, och mat dem Här Gloden a mat senger Virgänger, a wou mer aus Kresser vun der Police héieren, datt do nach ëmmer Problemer géife bestoen.

Konkreet geet et drëm, datt eis Policehelikopteren, déi u sech jo op de Militärbudget kaaft goufen an och bei der NATO esou duergestallt goufen als en Effort de défense, eigentlech an der Police net konnte fir déi Zwecker agesat ginn, déi normalerweis Polizeiasätz sinn.

Si konnten net iwwerall landen, do, wou et vläicht an enger Operatioun néideg gewiescht wär. Et war net méiglech, bewaffnet Personal matzehuelen, well se als zivill enregistriert goufen. Dono gouf dann un engem Projet de loi – de 7680, wann ech mech gutt erënneren – laang geschafft.

Mee wou ass eigentlech den Dossier haut drun? An dat ass eigentlech déi Fro, déi ech och dem Här Gloden wollt stellen: Ass et nach ëmmer esou, datt déi Helikoptere polizeitaktesch nach ëmmer net kënnen sou agesat ginn, wéi dat eigentlech misst de Fall sinn? A wann dat esou ass: Wéi kënnen mer da lo do virgoen, fir datt endlech déi Policehelikoptere voll operationell sinn? Wat wëllt d'Regierung maachen, fir de Problem ze léisen, an der Hypothese, datt en nach sollt bestoen?

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci dem Deputéierte Kartheiser fir déi Froen.

Éier ech prezis op déi Froen aginn: Wat sinn d'Missionen vum dem Policehelikopter? Mir ënnerscheiden tëschent generelle Missionen a spezifesch Missionen. Bei de generelle Missionen ass et natierlech den Transport vu Patrullen, et ass d'Recherche vun Auteurs vun Infraktiounen, Transporthëllefe fir Leit, déi verschwonnen sinn, oder Objeten, déi verschwonnen sinn – do ze hëllefen –, oder fir Preuven ze erstellen.

Dann huet den Helikopter natierlech och eng Mission d'appui et de surveillance. An déi spezifesch Missionen berout doran: den Transport vun zum Beispill Hondsmeeschtere oder Fräschmänner, wann déi müssen iergendwou op eng Plaz gefouert ginn.

D'Problemer, mat deenen d'Policehelikoptere konfrontéiert sinn, sinn der puer. Éischtens kann den Helikopter net ausserhalb vum deem Terrain lande wéi deen, deen autoriséiert ginn ass vun der DAC. Den zweete Problem ass effektiv, datt d'Polizisten, déi matfléie kënnen, à ce stade keng Waffen derbäi hunn, well en als zivillen Helikopter enregistriert ass.

*(Interruptions)*

Ech waarden, dass hei d'Gespräch fäerdeg ass.

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift.

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | An drëttens huet deen Helikopter eng – ech nennen dat – Laserkanoun. Déi ass um Helikopter, mee déi kann awer leider och net benotzt ginn, well déi spezifesch gesetzlech Basis bis haut net do ass.

Dat heescht, et muss ganz kloer nogebessert ginn. Déi Problemer sinn och schon des Längere bekannt, well et steet am Finanzgesetz vu Juli 2023, dat dës Chamber gestëmmt huet, datt do muss nach eng spezifesch Basis geschaaft gi fir déi do Saachen. An och am Kader vun de Missionen vun der DAC – d'Gesetz, dat am Abrëll 2023 hei gestëmmt ginn ass – ass och déi Problematik do eng Kéier opgeworf ginn.

Ech war virun, mengen ech, zwee Méint mer och de Policehelikopter op de Site ukucken. Ech krut dat och du matgedeelt an ech hu mech do och engagéiert, zesumme mat der Madamm Backes, ze kucken, datt mer dat elo gesetzlech esou schnell wéi méiglech virubrénge, fir datt deen Helikopter och endlech da kann honnertprozenteg agesat ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur Fro Nummer 114 vum der Madamm Barbara Agostino un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Ëmgang mat de Meedie vu Kanner a Jugendlechen. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 114 du 10 juillet 2024 de Mme Barbara Agostino relative à l'utilisation des médias numériques par les enfants et les adolescents, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Mme Barbara Agostino (DP)** | Merci, Hâr President. De franséische President Macron warnt schonn zënter Méint virun der onkontrollierter Notzung vun digitalen a soziale Meedie bei Kanner a Jugendlechen. Dobäi wëll hien den Accès méi streng reguléieren: wéi zum Beispill eng Maturité numérique ab 15 Joer aféieren oder nach Eltere méi staark an d'Flicht huelen. Och eng méi restriktiv Gesetzgebung op europäischem Plang gëtt gefuerdert. Et geet och mol ëmmer rëm rieds vun engem Verbuet oder vu rechtlichen Aschränkunge vu sozialen digitale Meedien, wéi zum Beispill TikTok oder Snapchat.

Natierlech huet een och zu Lëtzebuerg d'Gefill, dass d'Kanner an d'Jugendlech sech am sozialen digitale Raum ongeschützt an onkontrolléiert ausliewen. Problemer wéi Cybermobbing, Grooming a Sexting fannen ëmmer méi an den Alldag vun eise Kanner a Jugendlechen. D'Auswirkung vum exzessive Gebrauch vu soziale Meedien an Ecrane sinn duerch vill an och rezent Etüde bewisen: Isolement, Depressiounen an neurologesch Defiziter.

Op där anerer Säit sinn d'digital Kompetenzen d'Kompetenze vun der Zukunft. Den digitale Fortschritt wäert net opzehale sinn. Kënschtlech Intelligenz wäert d'Zukunft prägen an eis Kanner a Jugendlech sinn déi Éischt, déi musse mat dësem Fortschritt matzéien. Mat dëser Ambivalenz musse souwuel eis Kanner a Jugendlech eens gi wéi awer och d'Elteren, d'Schoul an all d'Persounen, déi mat de Kanner schaffen.

Dofir si meng Froen un eise Minister Meisch: Deelt d'Regierung, a besonnesch den Educatiounsminister, dës Preoccupatiounen a Suergen? Denkt och dës Regierung doriwwer no, den Accès op sozial Meedien ze reguléieren a staark Recommandatiounen fir d'Notzung vu Bildschiermer ze ginn?

Huet d'Regierung, a besonnesch den Educatiounsminister, vir, sech staark an dëser Thematik ze engagéieren a gegebenefalls och Regulatiounen, Richtlinnen a Recommandatiounen u Kanner, Jugendlecher, Elteren a Schoulen ze ginn? Wéi gedenkt de Minister, d'Enseignanten a Professioneller aus der Educatioun fir dës Thematik ze sensibiliséieren a si duerch eng sënnvoll Notzung an hire Cours oder hiren Alldag mat opzehuelen? A wéi gedenkt de Minister, och Eltere bei der Notzung vun digitalen Outilen vun hire Kanner a Jugendlechen ze ënnerstëtzen?

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Agostino. Dann ass d'Wuert fir den Hâr Educatiounsminister.

**M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** | Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, ech selwer an d'Regierung, denken ech, deelen déi Suergen do. Mëttlerweil ass et jo schonn eng Zäitchen hier, dass d'Mënschen alleguerten – net nëmme d'Kanner, déi Jonk, mee déi Erwuesse – mat engem Ecran doruechter lafen an eigentlech d'Aen an d'Opmierksamkeit dorobber geriicht hunn, an dat vill ze laang am Dag.

D'Erfarung weist eis, d'Wëssenschaft weist eis, dass dat virun allem mat Kanner a mat Jonken awer eppes mécht an dass dat net spurlos laanscht ee geet an dass sou munch Suergen, déi Eltere sech maachen, déi Enseignantë sech maachen, déi Educateure sech maachen, dach awer berechtigt sinn.

Net zanter gëschter huele mer dat doten och eescht an hunn iwwer eng ganz Rei vun Initiativen, vu Campagnen och probéiert ze warnen, ze sensibiliséieren. 2020 hate mer eng éischt Bildschiermcamagne, fir wierklech den Elteren ze recommandéieren, wéi se mat deem Phenomeen do kënnen ëmgoen, a wéini datt et onbedenklech ass a wéini et awer e Problem ka sinn, wa Kanner – a wéi laang, a wéi dacks, a wou, an ab wat fir engem Alter – dann op engem Ecran sinn.

Mir hu viru Kuerzem och nach iwwert den Eltereforum an Elterebréif u sämtlech Elteren am Land erausgeschéckt. Dat doten ass also schonn en Thema fir eis. A generell, mengen ech, international schiele sech och eng ganz Rei vu Richtlinnen eraus: „Keen Ecran ënner dräi Joer, duerno wierklech just punktuell an ënner Opsicht“, „bis zu eelef Joer keen Handy mat Internetzougang a soziale Meedien“. Also, dat sinn eng ganz Rei vu Richtlinnen, déi mer natierlech och probéieren, hei zu Lëtzebuerg ze thematiséieren a virun allem bei d'Elteren ze kréien.

Et wonnert mech eigentlech ganz besonnesch ëmmer: Op där enger Säit stellen ech fest, dass mer an engem Sécherheetswan sinn, wann et ëm d'Protection geet vun eise Kanner. Et léisst quasi kee méi säi Kand aleng an de Bësch goen, well en Angscht huet, do kéint em eppes geschéien. Et fret ee sech heiansdo, wat! An op där anerer Säit mer awer Kanner sech onbedenklech, onbegrenzt an der virtueller Welt, um Internet a wou och ëmmer an de soziale Meedien onbeopisichtegt beweege lossen.

An dat fannen ech dach awer net kohärent. Duerfir deelen ech déi Approche, dass mer iergendwou och musse kucken, dass anzeschränken, an och sécher a vernünfteg a beluechte Guidelines och do kënnen ginn, wou Elteren – wou awer och Fachpersonal aus dem edukative Beräich – sech kënnen drun halen. Well Phenomeener – an Dir hutt se opgezielt: Cybermobbing, Sexting, Grooming –, dat ass haut eeben net eng Ausnameerscheinung. Dat ass haut eng Reegel. An d'Auswirkungen dovunner a vu villem aneren, och op d'Gemitt vun deene Jonken, si wuel bekannt.

Mir brauche virun allem och en Equiliber tëschent der digitaler Zäit an der analoger Zäit, well alles dat, wat ech a menger digitaler Zäit ... Déi Zäit, déi ech an der digitaler Welt verbréngen, feelt mer, fir duerno erauszugeen, sozial Direktkontakter ze hunn, d'Natur ze erliewen, mech ze beweegen.

Deen anere Punkt, dee mer natierlech och mussen diskutéieren, dass ass: Wéi gesi mer dat doten an der Schoul? Generell mierke mer, dass och do déi digital Outilen kënnen a Konkurrenz trieden ëm d'Opmierksamkeit vum Schüler par rapport zum Enseignant. D'Opmierksamkeit: Entweder gehéiert se dem Enseignant oder se gehéiert vläicht dem Handy.

An dat, mengen ech, musse mer eescht huelen a kucken, wéi mer domadder ëmginn. Mir haten eng grouss Diskussioun och hei am Land – an anere Länner momentan leider och – iwwer Gewaltvideoen, wou et virun allem drëms gaangen ass, dass iwwer sozial Meedien ze verdeelen. Mir mierken: An de Pause gëtt net méi matenee geschwat, net méi matenee gespilt. Jiddereen ass eigentlech nach just déi 5, 10 oder 20 Minutten – egal, wéi laang d'Pause ass – um Handy. An ech denken, dass dat net onbedéngt gutt ass.

Prinzipiell soe mer awer och, dass et besser ass: Den Tablet gëtt am Klasesall agesat wéi an der Schlofkummer. Well mir kënnen am Klasesall och vill Positives doraus maachen. Mir kënnen eng besser Qualitéit an den Unterrecht erakréien. Mir kënnen

besser differenzéieren do derfir. Mee op där anerer Säit musse mer awer och kucken, wou mer Kanner kënnen schützen, a virun allem virun engem exzessive Gebrauch schützen.

Ech wäert am September eng Rei vu Richtlinnen fir d'Notzung vun digitalen Outilen an de Schoulen nach eng Kéier erausginn. Mir sinn och amgaangen, elo am Juli nach, dass mat enger ganzer Rei vu Schoulpartner – Elteren, Schüler, Enseignanten, Direktiounen – ze diskutéieren, fir ze kucken, wéi mer deem Phenomeen do kënnen gerecht ginn.

An Dir hutt awer och eng Rei vu Froen gestallt, déi, mengen ech, net nëmme a Richtung vun den Eltere sinn, déi net nëmme d'Schoul oder aner edukativ Strukture betreffen, mee déi eis als Gesellschaft och erausforderen. An ech denken, et wär vläicht un der Zäit, fir och eng Kéier do national en Aktiounsplang ze maachen, deen eng Rei vun anere Ministère sécherlech muss abegräifen.

Ech gesinn hei d'Gesondheetsministesch, wou ech weess, dass dat och e Souci vum Martine Deprez ass. Ech weess, dass eng Rei vun Aspekter wéi d'digital Majoritéit – dass ass jo d'Propos, déi och de franséische Staatspresident gemaach huet, fir sech eréischt ab engem gewësse Alter eegestänneg kënnen an der digitaler Welt opzehalen – d'Justice géif betreffen. An duerfir, mengen ech, wär et interessant ze kucken, do op Regierungsniveau och en Aktiounsplang ze erstellen, deen d'ganz Regierung géif engagéieren an dee mer dann an den nächste Jore géifen ëmsetzen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Hâr Minister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 115 vum Hâr Meris Sehovic an zur Fro Nummer 116 vum Hâr Fred Keup un den Aarbechtsminister iwwert de Science Center. Fir d'Éischt huet den Hâr Sehovic d'Wuert ...

**M. Meris Sehovic (déi gréng)** | Un den Educatiounsminister.

**M. Claude Wiseler, Président** | Un den Educatiounsminister. Et steet bei mir anescht um Ziedel, mee Dir hutt Recht.

**M. Meris Sehovic (déi gréng)** | Merci, Hâr President.

**M. Claude Wiseler, Président** | Den Hâr Sehovic huet fir d'Éischt Wuert, an duerno den Hâr Keup.

– Question n° 115 du 10 juillet 2024 de M. Meris Sehovic relative au Luxembourg Science Center, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

– Question n° 116 du 10 juillet 2024 de M. Fred Keup relative au Luxembourg Science Center, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**M. Meris Sehovic (déi gréng)** | Merci, Hâr President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Deeg war de Science Center erëm an der Aktualitéit. Dräi Auditen attestéieren, dass et grav Mësstänn an der Kontabilitéit gëtt, 1,9 Milliounen Euro fiktiv Rechnungen un de Staat. Mir haten dofir scho viru ronn engem Mount eng Question parlementaire gestallt a waren deemools gewuer ginn, dass d'Iwwergangskonvention mam Science Center net sollt verlängert ginn, dass Ufank bis Mëtt Juli en definitiven Audit géif virleien, op Basis vun deem eng Rei wichteg Reunionne géife stattfannen – deen Audit läit jo mëttlerweil vir –, dass eng Generalversammlung vum Science Center soll stattfannen – déi huet gëschter stattfont – an dass op den 18. Juli u sech eng nei regulär Konventioun soll a Kraaft trieden, obwuel, wéi gesot, nach eng ganz Rei vu fundamentale Froen am Raum stinn.

Vu dass d'Saachen elo hei awer mat relativ grousssem Tempo viruginn a mer eis Suerge maachen, dass hei Fakte geschaaft ginn an d'Chamber duerno souzesoe just nach Moutarde après d'ner zerwéiert kritt, wollt ech Iech dofir och dës mëndlech Froe stellen. Dofir ganz einfach d'Froen:

Wat sinn d'Haaptkonklusiounen vun deem Audit, deen ofgeschloss ginn ass? Mir froen och de Rapport an den Audit offiziell bei Tech un, well deen anscheinend schonn der Press virläit an et awer net schlecht wier, wann och d'Chamber e géif kréien, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen.

Wat ass d'Positioun vum Minister par rapport zu deem Audit? Wéi steet hien notament zu deene Rechnungen am Wäert vun 1,9 Milliounen Euro, déi anscheinend laut der Auditfirma net beluecht wieren? Wéi ee konkreeten Afloss hunn déi grouss Constaten aus deem Audit op déi Evenementer, wéi se elo a kuerzer Offolleg eigentlech geplangt sinn, an och op déi nei Konventioun, déi soll kommen?

Wéi vill Sue wëll de Ministère iwwert déi nei Konventioun an de Science Center ginn? An zu wéi enge Konditiounen kritt d'Sociétéit GGM11 och definitiv keng Sue méi? Wéi soll verhénnert ginn, dass et erëm Irregularitéite mat deem neie Finanzement gétt? Wat gouf konkreet an de Statutte vun der ASBL gëschter geännert? A wéi ee Rôle wäert den aktuellen Direkter an Zukunft spillen? A méi kloer: Wäert den aktuellen Direkter op där Plaz bleiwen?

Ech géif mech freeën iwwer prezis Äntwerten op déi prezis Froen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic. Dann ass d'Wuert fir den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen dann e bëssen do weider, wou mäi Virriedner elo opgehale huet, respektiv ech widderhuelen ... oder probéieren dat op d'mannst ze vermeiden, mee widderhuele warscheinlech deelweis dat selwecht.

Effektiv ass et esou, dass en Audit vun der KPMG net confirméiere konnt, dass d'Rechnunge fir ronn 1,9 Milliounen Euro, déi de Grënner a President vum Science Center Nicolas Didier mat senger privater Firma GGM11 un d'ASBL Science Center ausgestellt hat, richteg waren.

Da war et esou, dass d'IGF vum Finanzministère schonn an hirem Audit d'lescht Joer festgehale hat, dass et kee formellen Opdrag vum Educatiounsministère un de Science Center gouf, fir den Ausbau, em deen et geet, ze plangen. Deemo gétt et och kee finanziell Engagement vum Ministère vis-à-vis vun der ASBL, fir d'Käschte fir esou en Ausbau ze iwwerhuelen.

Dann ass et esou, dass den Nicolas Didier als President vun der staatlech subventionéierter ASBL Opdrag u senger Privatfirma GGM11 verdeelt huet, ouni dass dës a Konkurrenz gesat gouf. Déi Firma hat och méintelaang keng gülteg Autorisatioun, fir déi Opdrag ze erfëllen. Dowéinst war den Nicolas Didier de leschten Hierscht zu engem Geldstrof verurteelt ginn.

D'Fro ass scho gestallt gi vum Audit vun der KPMG. Deen ass am Moment net public, a mir hunn en och net gesinn. An ech géif dann och hei froen, fir dee public ze maache respektiv firwat dass en dat net ass, an ob mir als Deputéiert en op d'mannst awer kéinte gesinn.

Dann ass et och elo esou: Eng Méiglechkeet, déi elo besteet, ass, dass den Här Nicolas Didier op déi eng oder anerer Manéier Verantwortung am Science Center behält – wat jo wierklech awer bizarre wier an

eisen Aen. Da muss ee sech froen, ob et opportun ass, dass de Staat engem Mann Suen an de Grapp gëtt, dee méiglecherweis fiktiv Stonne verrechent huet fir Servicer, fir déi hie keen Opdrag a keng valabel Autorisatioun hat. Déi Fro muss ee sech stellen. An do wier et dann och egal, op wéi engem Posten dass hie wier. An duerfir nach meng ganz konkreet Fro un den Här Minister: Kënnst Der Iech virstellen, dass den Här Didier nach an iergendengem Poste beim Science Center weider bleift?

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci Här Keup. Dann huet den Här Educatiounsminister d'Wuert. Här Educatiounsminister.

**M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Och merci deenen zwee Deputéierten, déi déi Fro hei gestallt hunn.

Eng Saach, mengen ech, misst ech awer eng Kéier och kloerstellen: Ech sinn net de Porte-parole vum Luxembourg Science Center, och net vun enger Sociétéit GGM11. Ech si Minister a mäi Ministère huet mat enger vun deenen zwou Strukturen, déi ech elo genannt hunn, nämlech mam Luxembourg Science Center, eng Konventioun oder Konventiounen, déi, jo effektiv, sech als problematesch erausgestallt hunn a wou mer jo iwwer e Joer elo schonn amgaange si fir ze kucken, Liicht an déi Saach ze kréien.

Den Audit ass ugeschwat ginn. Deen Audit ass jo virun allem gemaach gi fir erauszefannen, ob et nach berechtigt Geldfuerderunge vun der GGM11 un de Luxembourg Science Center gëtt, déi dann dee Moment eventuell hätte missen oder kënnen vum Lëtzebuerger Staat dann och honoréiert ginn. Den Audit kënnst zu där Konklusioun, wéi Der, mengen ech, an der Press matkritt hutt, dass dat net beluecht ass, soudatt ech dovunner ausginn, dass et och keng Fuerderung wäert ginn an dass mer op jidde Fall net en mesure wäerte sinn, där Fuerderung do kënnen nozekommen.

Et ass net nei, wat d'Konditiounen sinn, fir sech iwwerhaapt eng weider Kollaboratioun mam Luxembourg Science Center kënnen virstellen. Dat hu mer schonn am Dezember kloer artikuliert. Mir hunn dat och an de Chamberskommissiounen – well mer haten eng Commissioun jointe doriwwer – kloer nach eng Kéier matgedeelt, nämlech dass den Interessekonflikt, deen an der Persoun vum Nicolas Didier existéiert tëschent dem Luxembourg Science Center an där Sociétéit GGM11, absolutt muss opgeléist ginn an dass deen net ka weider bestoen, dass et zu enger Integratioun vun där Aktivitéit an der GGM11 an de Luxembourg Science Center muss kommen, wou eigentlech déi GGM11 exklusiv oder zu engem ganz, ganz groussen Deel just fir de Luxembourg Science Center geschaff huet, an dass mer och gäre Verrieder vum Staat an dem Conseil d'administration vum Luxembourg Science Center hätten.

Ech kann Iech awer och elo net soen, hei op der Chambertribün, wat gëschter an enger Reunioun, an enger Generalversammlung vun der ASBL Luxembourg Science Center stattfonnt huet. Ech denken, do muss een déi Leit froen, déi do waren an déi Rapporten do ze maachen hunn.

Jo, et wäert och nach en Echange stattfannen tëschent dem Conseil d'administration vun dem Luxembourg Science Center a mengem Ministère an den nächsten Deeg, well eng Problematik, déi sech zousätzlech eigentlech elo an der Urgence hei och nach eng Kéier stellt, ass, dass mer gesot hunn, dass déi Konditiounen, déi mer gestallt hunn, mussen erfëllt si bis den Auslaf vun där Iwwergangskonventioun. An dat ass haut a ganz genau enger Woch.

An ech hätt mer sécherlech gewënscht – an et wär sécherlech am Interesséi gewiescht vun der Rou, déi onbedéngt hätt missen an deen Dossier hei erakommen –, dass déi Efforten hei éischer gemaach gi wäeren an dass mer dat net alles op de leschte Stéppel just zerwéiert kritt hätten. Mee soulaang deen Delai net ofgelaf ass, kann ech hei eigentlech och net méi dozou soen.

Ech hunn eng Suerg natierlech och, well ech mengen, dass muss mer och am Hannerkapp behalen: Wann déi Konventioun do ausleeft an et gétt keng nei Konventioun, dann ass natierlech d'Existenz vum Luxembourg Science Center net nëmmen a Fro gestallt, mee mir mussen och wëssen, dass do 40 Leit schaffen, déi all gudd Mount hir Pai do kréien. Mir mussen wëssen, dass de Luxembourg Science Center seng Plaz fonnt huet an där ganzer Landschaft vun Acteuren, déi Promotioun maache vu Sciences naturelles, vun Technologie bei Jonken, dass dat schonn eng Successstory war an dass mer eigentlech och esou eng Struktur wäerte brauchen.

An natierlech muss an deem Fall och gekuckt ginn, wat mat deene Leit geschitt, an awer och, wéi mer duerno eng Struktur wéi de Luxembourg Science Center dann awer erëm eng Kéier kéinten opbauen, well mer brauche se an eiser Landschaft. Mee op der anerer Säit kann dat awer nëmme mat Bonnes pratiques an der Gouvernance geschéien. Alles aneres, mengen ech, ass hei net méi denkbar.

D'Chamber freet – dat fannen ech eng legitimm Fro –, fir deen Audit ze kréien. Mir mussen natierlech och kucken, wéi d'Propriété intellectuelle ass vun deem Audit. Ech wäert dat préiwen a gegebenefalls dann der Chamber och den Audit zur Verfügung stellen. Ech hunn en net gesi bis elo a senger Totalitéit, an ech denken, dass mer déi Fro awer mussen klären, éier d'Chamber sech domadder befaasst.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

*(Interruption par M. Meris Sehovic)*

Am Prinzipp gétt et keng Zwëschefroen och nach hei, an dat fänke mer, mengen ech, och elo net ...

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Parole après ministre!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Nee, nee, dat war gutt probéiert, dass do, Här Sehovic, mee dat geet awer net, dass ass just bei den Debaten.

Merci.

Mir kommen zur Fro Nummer 117 vum Här Luc Emering un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert den ...

*(Interruption)*

... Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle. An den Här Schockmel huet elo d'Wuert. Här Schockmel.

**Une voix** | Dat hei war zwar elo eng aner!

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 117 du 10 juillet 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI), adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Här President, eisen nationalen Häerzzentrum, den INCCI, huet eleng de Versuergungsoptrag fir Häerzchirurgie an interventionell Kardiologie zu Lëtzebuerg.

Interventionell Kardiologen aus verschiddene Spidolsgruppen zu Lëtzebuerg sinn am INCCI à tour de rôle tätig. Den INCCI ass eng national Success-story. Sou ass beispillsweis am Zäitraum vu just engem Joer, vun 2021 bis 2022, déi järelech Patientenzuel vun 2.117 Patienten op 3.555 Patienten eropgaangen.

Elo ass mir awer zu Ouere komm, datt den INCCI ëmmer méi u seng raimlech Grenze stéisst, wat onweigerlech Auswierkungen op d'Behandlung vun de Patienten huet. Dowéinst wollt ech der Madamm Gesundheitsministesch folgend Froe stellen:

Stëmmt et, datt den INCCI aktuell net méi iwwer genuch Plaz verfüegt?

Falls deem esou ass, wéi eng Méiglechkeete gëtt et, fir dem INCCI nees méi Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen, bis datt den Neibau vum CHL a Betrib geet, wat nach e puer Jore wäert daueren?

Ass geplangt, den INCCI am Kader vum CHL-Neibau ze vergréisseren?

A wäert d'Independance vun den Dokteren, déi am INCCI tätig sinn, an och vum INCCI selwer als national Institution och weiderhi séchergestallt ginn?

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci, Här Schockmel, fir Är Fro, mat där Der d'Wichtigkeet vum INCCI ënnersträicht.

Jo, den INCCI ass eng Success-story. A fir direkt op Är Froen anzegoen: „Stëmmt et, datt net genuch Plaz do ass?“ – Dat stëmmt global net!

Den INCCI huet dräi Haaptaktivitéiten. Dat ass d'Chirurgie cardiaque. Dofir brauch een OP-Säll. Dat ass d'Koronarografie, dofir brauch een och Säll. An dat ass d'Salle d'électrophysiologie – EPS, en abréviation. Fir déi, déi net wëssen, wat dat ass: Dat sinn Ablationen am Häerzberäich. Déi ass 2022 en place gesat ginn, an do gëtt et Engpäss, well déi ass en Affer vun hirem Succès ginn. Vun 350 Fäll 2022 si mer op 560 Fäll gang 2023. 2024 si mer well op 900, an 2025 wäerte mer warscheinlech op 1.250 Fäll sinn. Dat heescht, mol véier a véier Joer.

Duerfir ass dann en zweete Sall geplangt. D'Plaz ass do, mee d'Ekipp ass eréischt prett am November. Dat heescht, ab November wäert an deem Beräich Loft ginn. Da kënnt eng zweet Ekipp an da kënnen d'Interventioune verdeubelt ginn. Kuerzfristeg méi Plaz, hunn ech elo gesot. Ab November wäert do kuerzfristeg méi Plaz sinn. Plaz ass do, mee d'Ekipp muss nach en place gesat ginn.

Den INCCI am Kader vum Neibau-CHL bleift ongeféier an där Gréisst, wou en ass. Et kënnt een OP-Sall bäi, an et ass ugeduecht, fir zéng stationär Better méi virzugesinn. Do lafen awer nach d'Etüden, ob déi wierklech néideg sinn.

D'Independance vun den Doktere wäert, esou wéi elo, garantéiert ginn. D'Doktere si vum INCCI ugestallt, si hunn en Agreement mat hire jeeweilege Spideeler a kommen da fir hir Interventioune an den INCCI. An dat wäert esou bleiwen, wéi et elo ass. Si sinn onofhängeg, an den INCCI huet e Verwaltungsrot, wou all Spidol seng Verrieder dran huet.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 118 vum Här Marc Goergen un den Här Finanzminister iwwert de Schutz vun der Steierverwaltung virun externer Aflossnam. Här Goergen.

**– Question n° 118 du 9 juillet 2024 de M. Marc Goergen relative à la protection contre des influences externes de l'Administration des contributions, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn haut eng Fro un de Finanzminister matbruecht, deen awer guer näischt falsch gemaach huet. An de Finanzminister ass just, well e Kolleg sech deplacéiert geäussert huet, elo deen, un deen ech d'Fro haut wäert stellen.

Et geet ëm Folgendes, eigentlech eppes, wat eis Demokratie a Fro stellt: D'lescht Woch hei op der Chambertribün huet en Deputéierten eng Fro gestallt, déi ganz kritesch par rapport zu engem Minister a senger Reaktiounen an engem Gemengerot waren. Esou wäit, esou gutt. Et muss een net ëmmer averstane sinn, et muss een och net averstane si mat der Lektür vun engem Urteel. Et ass deemools ëm Steiere gaangen.

Do ass dee Minister awer erausgaangen an ass bei dee passenden Deputéierte gaangen an huet deem gedrot a gesot: „Soll ech emol Är Steiererklärung kucken?“ Dat ass fir mech deplacéiert!

Mir kënnen net an enger Chamber zesummeschaffen, wann e Minister, deen en plus nach d'Police ënnert sech huet ... Dës Kéier waren et Steieren, mee wat mécht e bei der Police!?

Et kann een net higoen an engen Deputéierten droen a soen: „Elo kucke mer emol Är Steiererklärung, wann Dir de Mond net haalt a weidermacht an deem Dossier.“

Dat ass fir mech e ganz grousst Stéck vun der Demokratie, dat ënnerhielegt gëtt, well et ass fir mech eng Angschtmaacherei géigeniwwer den Deputéierten, dass déi sollen hire Mond halen. An dofir hunn ech d'Fro haut un den Här Roth matbruecht, wéi ... Nach eng Kéier, ech preziséieren, datt den Här Roth guer net duerfir kann.

Ech hu just d'Fro un den Här Roth matbruecht, ob dat iwwerhaupt méiglech ass. Ob Dir e Schutz an Ärer Verwaltung hutt, dass Är Ministeren oder hei ee prezise Ministerkolleg géing higoen a soen: „Elo kontrolléiert Dir emol deen an deen Deputéierten. Deen huet mech elo genervt an der Chamber, elo droen ech domat.“

Ech kann deem Minister och eng Kéier déi Fro stellen, ob dat bei der Police méiglech wär, wann déi vläicht eng Kéier an der passender Strooss géif stoen, wou den Deputéierte wunnt. Mee dës Kéier ass eeben d'Wuert „Steierverwaltung“ gefall an der Droung.

Dofir bréngen ech Iech d'Fro mat an ech hoffe wierklech vu ganzem Häerzen, dass Der eis haut kënnt erklären, dass esou eppes net méiglech ass, an dass et just eng eidel Droung war, fir en Deputéierte monddout ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Ech soen dem Deputéierte Goergen villmools Merci fir seng Fro.

Ech kann em versécheren, ech souz 17 Joer an der Chamber, an ech weess, wat d'Gewaltentrennung ass. D'Chamber ass den éischte Pouvoir, an d'Gewaltentrennung, dat spillt géintwuer vu jiddwerengem,

vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber, vun der Regierung vis-à-vis vun der Justiz. An ech ginn der-vun aus, dass den ëmgedréite Wee och fir déi eenzel Pouvoir spillt, sous réserve vun dem Contrôle parlementaire vun der Chamber.

Ech ginn Iech och duerfir eng faktuell Äntwert. Den Artikel 22 oder Paragraf 22 vun der Abgabenordnung – dat ass also déi, déi d'Strof an d'Prozessverfare géintwuer vun de Steierverfare reegelt – gesäit ausdrécklech d'Steiergeheimnis vir an e seet och, dass d'Steiergesetz, an d'Steiergeheimnis virun allem, onverletzlech ass.

An ech liesen Iech – „deutsche Sprache, schwere Sprache“, mee et ass awer geltend Gesetz – de Paragraf 22 vun der AO vir: „Das Steuergeheimnis ist unverletzlich.“ Unverletzlich! Zweetens: „Einer Verletzung des Steuergeheimnisses macht sich schuldig“, éischtens, „wer Verhältnisse eines Steuerpflichtigen, die ihm als Amtsträger oder amtlich zugezogenem Sachverständigen im Besteuerungsverfahren, im Strafverfahren oder auf Grund einer Mitteilung einer Steuerbehörde in einem anderen Verfahren bekanntgeworden sind, unbefugt offenbart.“

An da seet de Paragraf 3 – iwwert de Rescht maachen ech Iech Abstraktioun – drëtters: „Amtsträger ist ein Beamter oder wer, ohne Beamter zu sein, dazu bestellt ist, obrigkeitliche Aufgaben wahrzunehmen.“

Bon. Aus deem ergëtt sech, dass d'Steiergeheimnis gëllt fir all Beamte vun der Steierverwaltung, y compris vun alle Steierverwaltungen, well, an ech hunn dat eng Kéier der Chamber erkläert, mëttlerweil eng Rei vun Echängé sinn, richtegerweis, zwéischent der Steierverwaltung an notament zum Beispill dem Enregistrement, fir d'Steiere richtig opzehiewen. Mee, an dat soen ech och ganz kloer, d'Steiergeheimnis spillt och fir de Finanzminister a spillt fir all Member vun der Regierung, an dat unni Ausnamen. An do halen ech och drop!

An dat, wat ënnert de fréiere Regierung war, gëtt och ënnert deser Regierung ganz strikt applizéiert. An do hunn ech keen Zweifel drun, dass dat och esou fir richtig gehale gëtt. Iwwregens am Finanzministère ..., well Dir kommt jo oft mat Detailfroen, a richtegerweis kënnt d'Chamber mat Detailfroen zu Gesetzesbestëmmungen: „Wat ass den Impakt vun där? Wivill Leit sinn dovunner concernéiert?“ All déi Froe gi mer ëmmer weider un d'Steierdirektioun. An ech soen ëmmer, gradewéi meng Virgänger: „Et ass un Iech ze appreciéieren, wat fir eng Informatiounen dass Der kënnt ginn. A wann Der se kënnt ginn, da si se selbstverständlech sous anonymiséierter Form.“ An dat ass e Prinzipp, un dee mer eis halen.

An ech soen Iech och firwat. Well et ass net nëmmen, well esou e Saz op schwéierem Amtdäitsch do steet, mee virun allem gëtt et och e Paragraf 412 vun der Abgabenordnung. An dee seet: „Toute violation du secret fiscal sera punie d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende“ vu 500 bis 5.000 Euro. An de Paragraf 3, fir komplett ze sinn, dee seet: „Im Fall des ersten Absatzes tritt die Strafverfolgung nur auf Antrag ein.“ Dat heescht et muss een eng Plainte maachen. „Antragsberechtigt sind der Steuerdirektor und der Steuerpflichtige, dessen Interesse verletzt ist.“

Ech mengen, domat hunn ech faktuell drop géantwert. An ech engagéiere mech, dass d'Steiergeheimnis gradewéi ënner fréiere Regierungen, egal vu wat fir enger Kompositioun, vun deser Regierung a vun der ganzer Regierung esou agehale ginn ass an och wäert agehale ginn, wéi d'Gesetz et virgesäit.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Finanzminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 119 vum Här Marc Baum un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert déi laang Delaie bei de Remboursementer vun der CNS. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 119 du 10 juillet 2024 de M. Marc Baum relative aux délais prolongés de remboursements de soins de santé de la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. An anere Fäll géif ech elo vläicht Fait personnel froen. Ech wëll awer den Här Goergen berouegen: Ech loosse mech net aschüchteren, och net, wa mer eng manner streng Steiergesetzgebung hätten.

Zur Fro. Här President, zanter Méint accumuléiert d'Gesondheitskeess ëmmer méi grous Retarde bei de Remboursementer vu Rechnungen. Am Februar huet d'Gesondheitsministesch op Nofro vum Deputéierte Mars Di Bartolomeo den duerchschnëttleche Retard nach op sechs bis acht Woche geschat. Als Äntwert op de Problem, esou huet et deemools geheescht, hätt d'CNS en neie Projet lancéiert, fir Dokteschmemoiren ze scannen an domadder méi séier ze traitéieren an der frouer Erwaardung vum Paiement immédiate direct.

Entre-temps kréie mer awer ëmmer méi Berichter vu Leit, bei deene sech déi Retarde vum Remboursement op entre-temps souguer zéng bis zwielef Woche cumuléieren. Do kommen dann, jee nodeem, awer vill Rechnungen zesammen, déi och Mënschen, déi net um Minimum liewen, mussen un d'Grenze vun hirer finanzieller Belaaschtbarkeit bréngen. An dofir hunn ech net schlecht gestaunt, wéi ech virun e puer Deeg gesinn hunn, datt d'CNS e Marché public lancéiert huet, dee sech un Interimsfirme riicht, fir datt déi Personal zur Verfügung stellen, fir Retarden opzeschaffen. Métt September sollen déi da mat hiren Aarbechten ufänken, déi bis Enn d'nächst Joer dauere sollen. Esou heescht et zumindest an der Ausschreiwung. Dëst wërf eng Rëtsch Froen op.

Éischtens: Wat sinn d'Grënn fir déi Retarden? Sinn et wierklech, wéi et heescht, déi aussergewéinlech vill Demandé fir Remboursementer? Oder dréint et sech hei net éischer em en entre-temps chronesche Personalmangel bei der CNS, well sech vill ze vill vun der Digitaliséierung erwaart gouf an duerfir net genuch Personal agestallt gouf?

Zweetens: Ass de Projet, fir Memoiren ze scannen an esou d'Prozedur ze allegéieren, echouéiert, soudatt elo op extern Interimsfirme muss zréckgegraff ginn, fir de Corebusiness vun der Krankekeess iwwerhaapt nach ze garantéieren?

An drëtens: Firwat ass de Wee vum Outsourcing vun essentiellen Tächë vun der CNS gewielt ginn an net op aner Méiglechkeeten zréckgegraff ginn, wéi zum Beispill datt d'CNS selwer CDDen astellt oder eng verstärkten Zesummenaarbecht mat der ADEM gesicht gëtt?

A leschtens: Wéini gedenkt d'Madamm Minister, datt déi enorm Retarden op e verstännege Grad kënnen zréckgefouert ginn?

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** | Merci, Här President. Merci och

dem Deputéierte Baum fir d'Nofro, wat d'Delaie ubelaangt, déi praktesch all Mount eng Question parlementaire bewierke respektiv Presseufroen.

Jo, et gëtt Retarden, mee de Moment si mer awer besser wéi mer waren. De PID huet Faart opgeholl. Mir sinn elo op 259 Dokteren, déi iwwert de PID ofrechnen. Dat heescht, vun 2 % vun de Mémoire-d'honorairé si mer elo op 13 % vun de Mémoire-d'honoraires, déi iwwert de Paiement immédiate direct lafen. Dat heescht 13 % vun de Memoiren, déi dës Woch ausgestellt gi sinn, sinn direkt rembourséiert ginn, ouni Delai.

Da si mer bei enger Woch fir 19 % vun de Memoiren a bei sechs Woche fir 54 % vun de Memoiren. Dat heescht et bleiwen nach ongeféier 15 % vun de Memoiren, déi siwe bis zwielef Woche musse waarden, bis hire Remboursement kënn.

Wouduerch kommen déi Retarden? Ma wéi Der virdu gesot hutt, mir hunn eng Procédure de scan ageleet, datt et méi séier soll lafen. Awer déi Procédure de scan gëtt allkéiers ënnerbrach, wann eng Agraff uewen dran ass oder e Bostitch uewen dran ass oder d'Rechnungen net esou pléiert sinn. Dat heescht et mussen Enveloppen opgemaach ginn, et muss gesénnert ginn. A fir déi basic Tächë ginn elo Interimaires agestallt, well mer mat deene Leit, déi intern am Service déi Aarbecht gemaach hunn ..., do war e Pool vu Leit, déi déi Aarbecht gemaach hunn, mee déi hunn e relativ héije Krankestand. Dat si vulnerabel Leit gewiescht. A fir elo d'Retarden opzeschaffen, ass decidéiert ginn, fir déi Tächë – dat si wierklech isoléiert Tächë, dat ass net d'Tâche principale vun der CNS – Interimaires anzustellen, fir eeben deem gerecht ze ginn, datt déi 15 % do och ënner sechs Woche ginn.

Voilà, fir de Rescht, wa Froen zu de Remboursementer sinn, ... ech mengen, um Site vun der CNS fannt Der all d'Prozeduren, déi de Moment en place sinn. An do fannt Der och eng Mise en garde: Fir den Envoi par papier eeben ze acceleréieren, fir datt mer déi Problemer do net méi hunn, ass et wierklech den Appell un d'Bevëlkerung: Keng Bostitchen dramaachen, keng Agraffen dramaachen an d'Pabeiere fallen. An am Idealfall e Rendez-vous an enger Agence huelen, da geet dat méi schnell.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 120 vum Här Georges Engel un den Här Sportsminister iwwert de Projet pilote, deen d'Aarbechtszäit zugonschte vun enger Sportsaktivitéit soll verkieren. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 120 du 8 juillet 2024 de M. Georges Engel relative au projet pilote de réduction du temps de travail pour pratiquer une activité physique, adressée à M. le Ministre des Sports**

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här Minister. Ech hunn Iech zwou Question-parlementaire gestallt a bei all Äntwert hunn ech mer méi Froe gestallt. Ech erkläre mech. Dir hutt am INAPS e Pilotprojet gestart fir sechs Méint, sechs Méint bis den 30. September dëst Joer, wou Dir Äre Leit zweemol 45 Minuten an der Woch fräi gitt, fir Sport ze maachen. Ech wollt Iech dofir gratuléieren.

Här Minister, Dir sot selwer, et wier e Pilotprojet. Als Pilotprojet bezechent een e Projet, wou eng Rei Entwécklung virun enger allgemenger Aféierung op hir Feeler an op de Verbesserungsbedarf getest ginn, ier een dann den eigentleche Projet start.

An hei meng sechs prezis Froen: Wéi ass et zu deem Projet komm a wéini sinn déi éischt Diskussiounen ugaangen?

Wat ass – meng zweet Fro – d'Zil vum Pilotprojet a wat ass virgesinn nom Pilotprojet? Do muss jo eppes kommen.

Drëtt Fro: Här Mischo, Dir sot an Ärer Äntwert: „La finalité de ce projet pilote n'est pas de réduire le temps de travail, mais d'augmenter le bien-être au travail.“ A gläichzäiteg sot Der: „La participation au projet pilote est considérée comme faisant partie intégrante du temps de travail.“ A meng en Ae widderprieht Der Iech do.

Wann een annerhalfe Stonn d'Woch a senger Aarbechtszäit Sport ka maachen, da gëtt aus der 40-Stonne-Woch eng 38,5-Stonnen-Aarbechtswoch. An op sechs Méint gerechent mat 30 Beamte sinn dat 27 Wochen, wou da manner am INAPS ka geschafft ginn. Ass dëst an Ären Ae keng Aarbechtszäitreduktioun? Oder anescht gefrot: Wat ass da fir Iech eng Aarbechtszäitreduktioun?

An ech ginn och dovun aus, datt den Objektiv vum Projet net ass, ze weisen, datt Sport sech positiv op d'Gesondheet auswierkt. Dofir ginn et Honnerten Etüden. Wat ass deemno also d'Zil? Et misst ee jo fir d'éischt och e Bilan an e Constat médical gemaach hunn, fir och en Vorher-Nachher-Bilanz kënnen vun deene sechs Méint ze maachen. Ass dat gemaach ginn?

Meng fënneft Fro: Firwat sinn d'Leit aus dem Sportsministère net mat an de Projet agebonne ginn? Well dann hätte mer méi e grousse Echchantillon a vläicht och net nëmme Leit, déi aus dem Sportsberäich kommen.

A meng leschte Fro: Misst Dir als Aarbechtsminister Iech net derfir asetzen, dass dese Projet fir d'ganz Fonction publique an och fir de Privatsecteur implementéiert gëtt?

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Engel. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Sportsminister. Här Sportsminister.

**M. Georges Mischo, Ministre des Sports** | Merci, Här President. Merci dem honorabelen Deputéierte fir seng Fro. Ier ech elo widderhuelen, wat ech och schonn op d'QP zu dësem Sujet geäntwert hunn, wëll ech direkt betounen, dass dese Pilotprojet näischt, awer och guer näischt mat enger Aarbechtszäitverkierung ze dinn huet. An dese soll och net domadder a Rapport bruecht ginn, fir dat kloerzestellen.

Effektiv hu Sport a Bewegung – dat ass den éischte Saz am Kapitel „Sport“ vun eise Koalitionsaccord – immens vill Potenzial fir eist Wuelbefannen, fir eis Gesellschaft, fir eis Gesondheet, awer och fir eis Ekonomie. De Bewegungsmangel gëtt vun der WHO als Epidemie vum 21. Joerhonnert bezechent an d'Konsequenzen dovunner sinn eng Erhéijung vun Hospitalisatiounen, Visitte beim Dokter, Häerzkrankungen, Häerzkreeslaferkrankungen an esou weider. Dass d'Erhéijung vun den Zuele vun all dese Krankheeten duerch d'Sedentaritéit an de Bewegungsmangel enorm Käschte fir eise Gesondheits- a Sécurité-sociales-System bedeiten, dierft evident sinn an ech mengen, dat weess och jiddereen heibannen. An dat hunn ech och op dëser Plaz schonn e puermol widderholl.

Do derniewent bedeiten d'Feelzäite vun dese Leit op der Aarbecht e grouse Verloscht fir d'Produktivitéit vun eise Betriber an eiser Wirtschaft. Et wier also farlässe, wa mir als Regierung dës Konsequenze

vum Bewegungsmangel géifen ignoréieren an esou schaffe mir intensiv an interministeriell u Preventiounskonzepter a Pilotprojete mam Zil, eng konkreet a proaktiv Sport- a Bewegungspolitik en place ze setzen, déi gesamtgesellschaftlech wierkt. Mat gesamtgesellschaftlech mengen ech, dass se e positiven Impakt op eist interkulturell Zesummeliwien huet, op eis mental a physisch Gesondheet, op eis Ekonomie, op eist Wuelbefannen, souwuel am Privatlieue wéi och op der Aarbechtsplaz.

Entsprechend beschäftegt sech schonn zanter méi wéi dräi Joer en interministeriellen Aarbechtsgrupp mat der Thematik, wéi Employeuren duerch eng proaktiv Approche Sport a Bewegung op der Aarbechtsplaz kënnen féerden an domadder proaktiv a preventiv kënnen agéieren, fir dass d'Konsequenzen, déi op de Bewegungsmanktum zréckzeféiere sinn, hir Employéen an och hire Betrib manner schlëmm impaktéieren.

An deem Kontext gesi mer och de Pilotprojet beim INAPS. Hei gëtt de konkreeten Impakt analyséiert, deen d'Integréiere vu maximal zweemol 45 Minuten – an net zwou Stonnen – Sport a Bewegung an eis Aarbechtswoch mat sech bréngt. D'Dauer ass wuelverstane proportionell zu der Tache vum Employé. Wéi ass den Impakt heivunner op d'Sport- a Bewegungsverhale vun den Employéen? An dat gekoppelt mat der zweeter Fro bezüglech Bien-être, Stressreduktioun an Zefriddenheet op der Aarbechtsplaz.

Et gëtt vill Grënn, et gëtt ganz vill Grënn, firwat sech d'Leit net genuch beweegen. Et gëtt Barriären, déi evolutionstechnesch Grënn, d'Kultur, mat där een opwiisst oder net, spillt natierlech och eng Roll. Et ass eng Saach vu Gewunnechten, déi een huet oder och net, fir deen innere Schweinehund och iwwerwannen ze kënnen.

Drénken ech mat den Aarbechtskolleegen eng Taass Kaffi? Gi mer virun d'Dier eng fëmmen? Oder gi mer zesummen an de Fitness, schwammen oder maache Yoga? Eis geet et och drëms, ze verstoen an erauszefannen, ob déi Mesür, déi en place gesat ginn ass, wierklech gräift. Spillt de Facteur Zäit wierklech genuch, fir sech motivéiert ze kréien, oder bleiwen ech trotzdem op meng Aarbecht fokusséiert, maache meng üblech Zigaretten- oder Kaffispaus, amplaz dass ech eng Sport- a Bewegungspaus aplangen, fir herno erëm méi produktiv ze sinn?

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass dëst net déi eenzeg Initiativ ass, déi mer am Moment um Lafen hunn. Tëschent dem Santésministère an dem Sportministère zesumme mat de Verwaltungen Direction de la santé, dem INAPS a Verrieder vun der Fédération luxembourgeoise des associations de sport de santé hu mir e Comité de pilotage en place gesat, dee sech mat der Thematik vun der Prescription vun der Activité physique beschäftegt, eng Mesür, déi et an anere Länner scho gëtt an déi scho jorelaang en place ass.

Fir ofzeschlësse wëll ech nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, dass dës Pilotprojet um INAPS keng Aarbechtszäitverkierzung duerstellt an dës och net uviséiert. D'Zil ass et, de Sport an d'Bewegung am Alldag vun de Leit, dee sech zu engem groussen Deel op der Aarbecht ofspillt, ze integréieren an als positiv Gewunnecht, genausou wéi et an der Schoul de Fall ass, ze festegen an ze entwéckelen.

Wéi och ginn an der Question parlementaire preziséiert ginn ass, ginn d'Resultater vun Pilotprojete mat Hëllef vun international wëssenschaftlech uerkannte Questionnaire begleet an ausgewäert. All Seance, déi geleescht gëtt, muss dokumentéiert ginn, genausou

wéi dat beispillsweis bei enger Visitt beim Dokter oder dem Kiné de Fall ass. Ech sinn immens frou iwwert d'Opmierksamkeet, déi dës Pilotprojet vun Iech kritt, a wéi leschte Freideg op d'Question parlementaire och scho geäntwert, wäert ech op alle Fall op déi technesch Detailfroen an der Sportkommissioun agoen, wou ech de Projet am Detail wäert virstellen, nodeems mir d'Resultater souwuel technesch wéi och politesch ausgewäert an analyséiert hunn. An nach eng Kéier fir matzeschreien: Et ass keng Aarbechtszäitreduktioun an et bleift bei dëser Regierung a bei dësem Aarbechtsminister bei 40 Stonne pro Woch. Ech freeë mech also op eng konstruktiv Debatt an der nächster Sportkommissioun.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Aarbechtsminister. Här Sportsminister an dësem Fall.

An da komme mer zur Fro Nummer 121 vun der Madamm Taina Bofferding un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Geschlechtsännerung an d'Indikatioun vum Genre, vum Gender oder enger drëtter Optioun op de verschiddene Formulieren an Dokumenter. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 121 du 9 juillet 2024 de Mme Taina Bofferding relative au changement de sexe et l'indication du genre ou d'une troisième option sur les différents formulaires et documents, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

**Mme Taina Bofferding (LSAP)** | Merci, Här President. Et ass Prideweek, also Grond genuch, fir d'Theema erëm hei an d'Parlament ze bréngen. Iwwregens feiert d'Luxembourg Pride dëst Joer hiert 25-järegt Bestoen an ass haut nach ëmmer esou aktuell wéi deemools an dofir ass jo och eis Chamber no de Faarwe vun der Community belicht.

Ze vill Leit liewen nach ëmmer ënner Angscht, gi verfollegt, erlieue Gewalt. Dat einfach nëmmen, well se mat deem frou sinn, mat deem se frou sinn, well se dat undoen, wat hinne gefält, oder well se dat Geschlecht no baussen droen, wat se ënnerlech verspieren.

An et sinn ongeféier 30 Joer hier, dass d'WHO offiziell deklaréiert hat, dass d'Homosexualitéit keng Krankheet soll sinn. Leider stelle mer fest, dass dee Message och am Joer 2024 nach net iwwerall ukomm ass, weeder an de Käpp vun de Leit nach a Länner. Et gëtt nach ëmmer 70 Länner, wou dëst als Verbrieche gëllt, an et gëtt nach ëmmer 12 Länner, wou et carrement d'Doudesstrof dodrobber gëtt. An deene leschte 25 Joer goufen hei am Land vill Progrès gemaach. Natierlech gëtt et nach ëmmer Handlungsbedarf, an dofir huet och fir dës Editioun fir d'Pride Rosa Lëtzebuerg eng ganz Rei u Revendicatiounen un d'Politick formuléiert. An eng Fuerderung dovunner ass d'Sträiche vun der Inscriptioun vum Geschlecht op den offiziellen Dokumenter, zumindest do, wou u sech déi Informatioun keng Plus-value duerstellt.

Mir ënnerstëtzen dat absolutt an duerfir hate mer och an der viregter Regierung schonn ugefaangen, den Exercice ze maachen – haaptsächlech war dat Interieur a Justice –, fir ze kucken, dat bei der Carte d'identité ze maachen. Um Pass, krute mer gesot, ass et net méiglech. An duerfir meng Fro un d'Ministesch, ob déi Pist nach ëmmer weider suivéiert gëtt.

Dat eent ass carrement d'Sträiche vum Geschlecht op den Dokumenter. Dat anert ass, eng drëtt Optioun derbäizesetzen. Dat hutt Dir jo och an Ärem Koalitionsaccord esou festgeschriwwen vun der Qualification neutre. Duerfir och hei meng Froen: Wéi hutt Der wëlles, do virzegoen, respektiv wéi wäit wëllt Der goen? Wou sinn d'Aarbechten drun?

An an deem Kontext géif mech awer och nach interesséieren, wéi vill Leit hiren Numm opgrond vun enger Ännerung vun Geschlecht geännert hunn. Bon, dat ass elo prezis. Ech weess net, ob Der d'Zuelen hutt, soss kënt Der déi nach norechen, mee, ech mengen, et ass awer interessant, dat och ze wëssen, fir dass mer gesinn, dass et wierklech de Besoin bei de Leit gëtt. An dofir och meng Fro, wéi vill Persounen eng Ännerung och am Persounenstandsregëster opgrond vun hirem Geschlecht gemaach hunn.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer do e komplett Bild kréien a virun allem dass mer wierklech gesinn, dass mer hei och vu Leit schwätzen, wou wierklech de Besoin do ass a wou och d'Politick soll reagéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir d'Justizministesch. Madamm Minister.

**Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice** | Merci, Här President. Och merci der Madamm Bofferding fir dës Fro, déi, wéi gesot, effektiv e ganz wichtege Sujet concernéiert. A wéi Der richteg och gesot hutt, sinn eng ganz Rei Ministère mat deem Sujet befaasst. De Justizministère, wat den État civil betrëfft an och de Code pénal.

Dir hutt richteg effektiv gesot, dass am Accord de coalition steet, dass mer wëilten op den Documents d'identité déi Qualification neutre aféieren. An, ech mengen, Dir hutt och richteg gesot, dass schonn eng ganz Rei Reflexiounen an der viregter Regierung gefouert goufen, notament déi och, fir am État civil am Fong vun deem binäre Modell fortzekommen, wou sech awer erausgestallt huet, dass eng ganz Rei Schwierigkeeten och an der Praxis sinn, och en vue vun eisen internationalen Obligatiounen. Dunn ass effektiv d'Analys ugefaange ginn, awéifern een et eeben op den Dokumenter ka wechloossen. Déi Analys si mer nach ëmmer amgaange mat maachen.

Ech hu gesot, si sollten och emol kucken, wéi et an anere Länner ass, einfach fir e bëssen eng besser Vue ze kréien, wat mer kënnen maachen, och an deem internationale Kontext, sachant dass, wa mer vun den Documents d'identité schwätzen, mer an der Kompetenz vum Inneminister sinn – dat brauch ech Iech, mengen ech, net ze soen – an datt mer natierlech musse mat him dann och zesumme kucken, wéi mer dat kënnen maachen.

Wat mer en attendant awer och schonn zum Beispill bei eis och am Ministère hunn, ass, dass eng ganz Rei Formulieren déi Info net méi froen. An ech mengen, datt dat eppes ass, wat een och soll kucken, wou een dat nach kann ëmsetzen. Dat si jo dann net onbedéngt relevant Informatiounen fir déi verschiddenen Demanden. Sou ass dat zum Beispill de Fall bei de Waffen, bei der Naturalisatioun, wou dat net onbedéngt néideg ass.

Dir hutt mech och ... Also, just fir et ganz kloer ze soen: Et ass weiderhin eng Prioritéit. Mir kucken, wéi mer et kënnen maachen, sachant datt ech och mierken, datt déi verschiddenen Associatiounen net onbedéngt ëmmer déi selwecht Vue hunn, ob ee soll eng drëtt Optioun dropsetzen oder et einfach ewechloossen. An do wëll ech, egal wéi, och nach eng Kéier mam Terrain schwätzen, fir ze kucken, wat am Fong deene Leit, déi concernéiert sinn, am meeschten entgéintkëent als Léisung.

Dir hat mech Zuele gefrot. Bon, ech hat elo falsch geroden. Ech hat gemengt, Dir géift déi Zuele froen, wéi vill Leit sech, wéi gesot, de Changement de sexe ugefrot hunn iwwert déi lescht Joren. Ech kann Iech déi ginn, sachant datt mer dann ëmmer den

Datum kucken, wou d'Demande erakomm ass. Also fir Majeure waren dat 2021 23 Leit a Mineure 5. 2022 waren et 28 bei de Majeuren an 8 bei de Mineuren. An 2023 23 bei de Majeuren a 4 bei de Mineuren.

Wat elo dem Changement de nom betrëfft, deen dann oft parallel oder duerno gemaach gëtt, kann ech probéieren, Iech d'Chiffere schrëftlech nozereechen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

## 5. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic

Dann hunn ech nach, éier mer zum nächste Punkt kommen, eng Wuertmeldung vum Här Sehovic, dee wëllt eng Motioun deposéieren. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Als Suite vun den Erklärungen vum Här Minister par rapport zum Science Center hunn ech mer awer nach e puer Gedanken gemaach. An ech muss soen, deen Audit, dee gemaach ginn ass, ass finanzéiert – oder op d'mannst an Opdrag ginn – vum Ministère, also mat Steiersue finanzéiert.

Da mengen ech awer, dass een dat net ganz grouss-aarteg muss rechtlech préiwe loossen, ob der Chamber als éischtem Pouvoir, als Kontrollorgan vun der Regierung, deen dote soll zougänglech gemaach ginn. Dat ass och d'Fuerderung an der Motioun, déi ganz einfach gehalen ass an déi ech heimadder géing deposéieren.

### Motion

« relative au financement public du Luxembourg Science Center »

La Chambre des Députés,

considérant les irrégularités dans la gestion financière du Luxembourg Science Center, telles qu'elles ont été constatées entre-temps par trois contrôleurs financiers indépendants,

invite le Gouvernement

à mettre à la disposition de la Chambre des Députés l'audit sur le financement du Luxembourg Science Center.

(s.) Meris Sehovic.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | An ech muss soen, Här Minister: Gradesou einfach kënnt Der et Iech awer net maachen hei an der Chamber! Ech hunn Iech prezis Froe gestallt, ech krut op keng eenzeg vun deene Froen eng Äntwert!

Ech verstinn, dass Dir net wëllt Sproochrouer si vum Science Center, mee Dir sidd awer responsabel, politesch responsabel fir déi Konventioun, déi do gemaach gëtt. An dat heescht, déi Froen, déi ech Iech gestallt hunn, notamment par rapport zur Zukunft vum aktuellen Direkter – bleift deen Direkter? bleift en am Verwaltungsrot? –, dat sinn awer alles legitim Froen, déi, mengen ech, de politesch Responsablen, dee wëll a soll Suen op den Dësch leeë fir e Finanzement, awer missten interesséieren! An an deem Sënn géif ech gären déi dote Motioun deposéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic. Da muss mer kucken, wéini mer déi op den Ordre

du jour elo huelen. Dat ass elo alles kuerzfristeg, mee dat kréie mer awer nach iergendzousch hin.

(Interruptions et hilarité)

Mir kucken dat.

## 6. 7642 – Projet de loi portant modification :

**1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;**

**2° de l'article 1714 du Code civil**

Also, elo komme mer zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour, dem Projet de loi 7642 iwwer eng Rei Mesüeren am Kader vun de Loyerskontrakten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 7, d'Regierung 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Situatioun um Logementsmarché ass nach ëmmer méi wéi ugespaant. Dat ass keng nei Erkenntnis. An net méi spéit wéi d'lescht Woch koum nach emol d'Nouvelle, dass d'Loyerspräisser nach ëmmer eropginn, och well et einfach net genuch Mietwunnengen um Marché gëtt.

Mam Projet de loi 7642, dee mer haut diskutéieren, gëtt d'Mietgesetz moderniséiert an d'Verhältnis tëschent de Locataire an de Propriétaire verbessert, och am Sënn vum Schutz vun de Locataire. Den ursprüngleche Gesetzesprojet, deen am Juli 2020 virgeluecht gouf, ass opgrond vun de sëllegen Amendementer an Ännerungen an deem Projet de loi nogebessert ginn. Dës Ännerungen berücksichtegen engersäits d'Observatioun vum Staatsrot, an anerersäits awer och déi aktuell Situatioun um Logementsmarché.

Ee Volet vum initiale Projet huet fir ganz vill Diskussiounen gesuergt, op der Säit vun de Professionellen aus dem Secteur, awer och bei den Interessengruppen vun de Locataire. Dir erënnert Iech bestëmmt: Et ass em d'Propos gaangen, fir d'Reform vum Loyersplaffong anzeféieren.

Diskussiounen si wichteg, Diskussiounen mussen gefouert ginn. Kritik, besonnesch konstruktiv Kritik, ass genausou wichteg a muss gehéiert ginn. Fir en equilibréiert Verhältnis tëscht den Interesse vun de Locataire an de Propriétaire ze fannen, huet d'Regierung dowéinst decidéiert, den ëmstriddenen Deel iwwer d'Reform vun de Loyersplaffongen aus deem Gesetz erauszehuelen, fir e komplett ze iwwerschaffen, och mat Bléck op déi aktuell Situatioun um Logementsmarché.

Vill potenziell Keefer schrecken aktuell viru gréisseren Investitiounen an de Logement zéréck. D'Zeréckkomme vun den Investisseuren ass awer onëmgänglech, virun allem, fir der steigender Nofro u Wunnraum gerecht ze ginn. Gläichzäiteg mussen mer awer och verstärkt d'Locataire virun iwwerdriwwene Loyere schützen.

Wourëm geet et elo genau an deemem Gesetzesprojet? Fir d'éischt sief gesot, dass dese Projet de loi sech mat Ausnam vun den Artikelen 16 bis 18 ausschliisslech op d'Locatioun vun Wunnengen fir Persoune bezitt, also net op kommerziell genotzt Raim, Zweetwunnengen oder all Zort vun Hebergementer an Hoteller.

Engersäits soll d'Loyersgesetz vun 2006 elo op verschiddene Plazen ofgeännert beziehungsweise ergäntzt ginn. Gläichzäiteg gi verschidden Dispositiounen vum Code civil ugepasst, sou wéi ënner anerem den Artikel 1714, deen d'Form festleet, ënner deem e Contrat de bail muss verfaasst sinn.

Loosst mech déi wichtegst Punkten elo zesummefaassen! Den éischten Aspect, dee vum neie Gesetzesprojet ofgedeckt gëtt, ass d'Colocatioun. Hei schwätze mer vun enger Wunnform, déi och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi gefrot ass, mee fir déi mer am Moment heizuland nach kee legale Kader hunn.

Et schwätzt ee vu Colocatioun, wa méi Locataire eng Wunneng gemeinsam lounen an nieft dem klassische Contrat de bail ënnerteneen och nach e Pacte de colocation ënnerschreiw. Dese Pacte de colocation leet ënner anerem d'Modalitéiten iwwer d'Opdeelung vum Loyer, vun der Garantie locative, d'Verdeele vun de Kummeren an dem Mobilier fest.

D'Colocatioun setzt natierlech ëmmer d'Zoustëmmung vum Propriétaire viraus. Allerdéngs bitt des Lösung souwuel dem Locataire wéi och dem Propriétaire eng Rei Avantagen: méi niddreg Käschte fir ze lounen, manner Solitude och fir d'Locataire, e stabil Akommes a méi Kontinuitéit fir d'Propriétaire.

Anescht wéi bei der Souslocatioun oder dem Verloune vu miwweléeierte Kummeren an enger Zort Hebergement, Altersheim oder Hotel, gëtt bei der Colocatioun e gemeinsame Kontrakt mat all de Colocataire ofgeschloss.

Virun allem bei Berufsfänger, déi ganz oft aus dem Ausland kommen, awer och am Beräich vun der Uni zu Esch-Belval an der wuessender Mobilitéit vun de Studenten an de Salariéen, ass des Zort vu Wunnengemeinschaft eng ëmmer méi beléifte Wunnform, och hei zu Lëtzebuerg. An dofir brauche mer eeben e rechtliche Kader, an dee schafe mir haut.

Onofhängeg vun der Sträichung vum Deel de Loyersplaffong aus dem initiale Projet vun 2020 bleift d'Reegelung bestoen, dass de Gewinn, deen e Propriétaire op ee Joer gerechent mam Verloune vun enger Wunneng dierf generéieren, net méi héich ass wéi 5 % vum investéierte Kapital vun deser Wunneng, sou wéi et elo schonn am Artikel 3 vum Gesetz vun 2006 steet. Hei ännert sech also näischt.

Am Artikel 5 vun deemem Gesetzesprojet gëtt festgeluecht, dass elo am Code civil festgehal gëtt, dass all Contrat de bail muss schrëftlech ofgeschloss ginn. Dat heescht am Émkéierschloss, dass mëndlech Ofkommene zukünfteg keng rechtlich Gültigkeit méi hunn. Hei steet virun allem de Schutz vum Locataire am Vierdergrond, mee och fir béide Parteien eng méi grouss Sécurité juridique ze garantéieren.

De Contrat de bail muss zudeem verschidden Informatiounen enthalten, beispillsweis d'Héicht vum Loyer a vun de Chargen, wéi eng Raimlechkeet benotzt ginn an och ob eng Garantie locative muss hannerluecht ginn.

Et muss awer och an deemem Kontrakt drop higewise ginn, dass d'Partien d'Méiglechkeet hunn, sech un d'Mietskommissioun ze wenen am Fall vun Onstëmmegkeeten iwwer d'Héicht vum Loyer.

Kolleeginnen a Kolleegen, aktuell muss e Locataire beim Erplënnen an eng nei Wunneng net nëmmen

den éischte Loyer op den Dësch leeën, mee gläichzäiteg och nach eng Garantie locative an Héicht vun dräi Loyere virstrecken.

A wann de Propriétaire dann och nach, wéi dat awer meeschtens de Fall ass, eng Agence immobilière engagéiert huet, fir en neie Locataire fir seng Wunneng ze fannen, da muss deen – also den neie Locataire – meeschtens och nach fir d'Käschte vun der Agence immobilière opkommen, och wann et de Propriétaire war, deen d'Immobilier beoptraagt huet.

Soumat komme bei déi véier Loyeren direkt och nach d'Käschte vun der Agence immobilière derbäi. Wa mer elo nach d'Käschte fir d'Plënnere rechnen an och d'Versécherung, da muss ee soen, dass do wierklech vun den neie Locataire e ganze Batz gefuerdert ass. A mir wëssen och, dass d'Garantie locative vun där Wunneng virdrun net ëmmer direkt zréckerstatt gëtt. Dëst ass fir ganz vill Locataire eng enorm finanziell Belaaschtung.

A fir dës Belaaschtung ze reduzéieren, gesäit dës Gesetzesprojet vir, dass wann de Propriétaire eng Agence immobilière beoptraagt huet, fir en neie Locataire ze fannen, dës Käschten an Zukunft zu gläichen Deeler, also 50:50, tëschent de Locataire an de Propriétaire gedeelt ginn. Dëst baséiert virun allem um Prinzip „principe du commanditaire“, also dem Prinzip, nodeem deen, deen den Optrag gëtt, och d'Käschte matdréit.

Weider gëtt virgeschloen, dass déi maximal Kautioun, also d'Garantie locative, déi e Propriétaire dierf froen, vun dräi op zwee Loyere reduzéiert gëtt. Den Aschätzungen no geet dee Montant duer, fir d'Verpflichtungen vun Locataire ofzesécheren.

De Projet de loi gesäit och kloer Modalitéite vir fir d'Reckerstattung vun der Kautioun, mat Sanktiounen bei Verstéiss géint dës nei Delaien. Hei gëtt festgehale, dass um Enn vun enger Locatioun, wann all Loyeren a Käschte bezuelt sinn a keng Schied festgestallt goufen, de Propriétaire 50 % vun der Kautioun bannent engem Mount muss zréckbezuelen an de Rescht nom Virleeë vun der Käschtenopstellung.

De Gesetzesprojet präziséiert och nach verschidde kommunal Responsabilitéiten. D'Gemeng ka beispillsweis Zuelen erhiewen, wéi vill unbewunnt Gebaier, déi sech als Wunnraum géifen eegenen, sech an hirer Gemeng befannen an och Informatiounen iwwert d'Héicht vun de Loyeren an den Niewekäschten. Dës Informatiounen kënnen benotzt ginn, fir de Loyerskaddaster opzestellen, fir den duerchschnëttleche Loyer fir déi verschidden Zorte vu Wunnengen an enger Gemeng ze kennen.

Mir kruten zu dësem Gesetzesprojet, dee, wéi gesot, viru véier Joer deposéiert ginn ass, insgesamt 23 Avisen eran. Déi Avisen goufen allegueren an der Kommissioun analyséiert. An ech verweisen dofir, wann Der dat wëllt méi am Detail wëssen, op de Rapport.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëst waren elo déi grouss Linne vun dësem neie Gesetzesprojet, deen dann haut zur Ofstëmmung kënn. Loosst eis zesummeschaffen, fir dës Reform ëmzesetzen, fir e fairen an equilibrierte Locatiounsmarché ze schaffen, deen de Besoin vun alle gerecht gëtt!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och elo schonn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Baum villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport.

An da wär et um éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Marc Lies. Här Lies.

### Discussion générale

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëllt ech dem Rapporteur, dem Gilles Baum, Merci soe fir säi Rapport iwwert dës Upassung vum Bail-à-loyer-Gesetz.

Bon, ech mengen, hien huet et gesot: Iwwert déi lescht véier Joer huet dëst Gesetz — ech mengen, dat kann ee soen, nodeems den zoustännege Minister vun deemools, den Här Henri Kox, den 31. Juli 2020 dës Upassung vum Bail à loyer deposéiert huet – esou munch Héichten an Déiften och erlieft.

Nodeems datt 2020, wéi gesot, dësen Text deposéiert ginn ass, nodeem och eng ganz Partie Avisen vun deene jeeweilige Chamberen erakomm ass, huet de Staatsrot säin Avis den 11. Mee 2021 virgeluecht. Bon! Eng Zäitchen hu mer dunn näischt méi héieren vum Bail-à-loyer-Gesetz. An du stoung dann de 6. Oktober 2022 – wéi gesot, laang huet een näischt méi héieren – an enger Nacht- und Nebelaktion op eemol de Bail à loyer nees eng Kéier um Ordre du jour.

Ech wëllt hei e klengen Historique maachen iwwert dat, wat elo dës Upassung iwwert déi lescht Jore bewierkt huet. Bon, ech mengen, deen Text, et ass wichteg, datt e gestëmmt gëtt, dat huet de Rapporteur virdrun och gesot. Bon, ech mengen, de Locatiounsmarkt ass an enger ganz schwieriger Situatioun respektiv d'Augmentatioun vun de Präisser iwwert déi lescht Méint a Joren ass schonn extreem. An duerfir ass et wichteg, datt déi Upassungen och kommen.

Allerdéngs hätten déi Upassung vum 2020, déi hätten innerhalb vun zwee Joer – bon, wéi gesot, 2021 louch den Avis vun Staatsrot vir – kënnen duerchgesat ginn. An dunn de 6. Oktober 2022: Wann ech virdrun „an enger Nacht- und Nebelaktion“ gesot hunn, da war et och esou!

Well wann ech effektiv an deene leschte Wochen héieren, wéi d'Kommunikatioun an d'Informatioun elo vun dëser, vun der jëtzege Regierung war, da muss een sech awer och d'Fro stellen, wéi se deemools war!

Just ee kuerzen Historique: Am August – also Enn August, Ufank September 2022 – stoung dunn op eemol eng Kéier am Agenda vun der Chamber, datt de 6. Oktober eng Logementskommissioun sollt ugesat ginn. Ech mengen, dat ass jo alles an der Rei. Da kuckt een dann natierlech, sech och deen Dag ze reservéieren. Do ass laang näischt méi komm. Zweek Deeg am Virus dann den Ordre du jour, datt et ëm de Bail à loyer géif goen. Bon, ech hu mer deemools Froe gestallt: Bail à loyer, mir hu scho sou laang näischt méi héieren. Wat ass dann elo mam Bail à loyer?

Mir haten 2020 een Text, deen, mengen ech, ville vun eis heibannen eebe mat deenen Upassungen och zupasskomm ass, deen effektiv déi richteg Stoussrichtung hat. Een Dag am Virus, wéi gesot, Bail à loyer. De 6. Oktober, moies, war d'Kommissiounssëtzung, um 11.00 Auer. Um 10.07 Auer kënn dann op de Courrier électronique vun der Chamber eng Powerpointshow. Bon, ech kann Tech soen – 10.07 Auer, um 11.00 Auer war d'Kommissiounssëtzung –, do hat natierlech kee Moyenen, fir dat eng Kéier duerchzekucken. Ech soe „Powerpointshow“. Et war nämlech keen Text, dee virlooch.

Dee selwechten Dag, de 6. Oktober, war och eng Pressekonzferenz iwwert eeben déi Upassung vum Bail à loyer, eeben déi Upassung vun 2022. Ech mengen, elo dëser Deeg hate mer änlech Situatiounen. Deemools

ass manner Gedäisch dorëms gemaach ginn. Bon, ech hat mech deemools och an der Kommissiounssëtzung dozou artikuliert, datt et vläicht e bësse just wär, 10.07 Auer, um eefel Auer eng Powerpointshow, wou een net alles konnt draus erausliesen. An en plus war et esou komplex, dat Ganz, datt mer wierklech do iwwerrumpelt gi sinn.

Wat mech awer méi gefochst huet, dat war, datt dann dee Moment natierlech e puer Deeg am Virus de Regierungsrat dann och dat validéiert hat. Et war keen Text, dee virlooch. Mir kruten aacht Deeg, nodeems d'Presentatioun an der Chamber war de 6. Oktober, de 14. Oktober, dat war freides, emol dee fäerdeg Text, soudatt ee sech iwwerhaupt konnt eraliesen: Wat war da mat deenen Upassung vum Bail à loyer?

Mir wëssen haut allegueren, datt d'Upassung deemools war, de Capital investi vu 5 % op 3,5 % erfzesetzen. Dat, wat och déi Wochen duerno ..., wéi dat Ganz kommentéiert ginn ass, dat wësse mer allegueren, an dës Propos deemools gouf virgeluecht an enger Zäit, wou effektiv schonn daischer Wolleken um Immobiliemarkt waren a wou effektiv d'Onsécherheet um Immobiliemarkt nach vill méi grouss ginn ass opgrond vun der Incertitude, wat dann effektiv herno kéint berechent ginn, eeben iwwert de Capital investi, soudatt deemools déi Amendementer zu enger Zäit komm sinn, déi wierklech miserabel gewielt war. Dat huet esou vill Duerjernee gemaach um Immobiliemarkt.

D'Immobiliepräisser: Alles, wat d'Locatiounen ugeet, do wësse mer allegueren, datt déi iwwert déi lescht Joren eng risege Upassung gemaach hunn, well eeben um Markt net genuch Locatiounswunnengen sinn. Bon, datt net genuch Locatiounswunnengen do sinn huet sécherlech och ze di mat verschiddenen onglécklechen Decisiounen, politeschen Decisiounen an der Vergaangenheet. Dat huet natierlech awer och ze di mat der Situatioun, wéi se dobaussen ass! Covid huet net derzou bäigedroen, datt méi gebaut ginn ass. Ukrainkrich, d'Energiepräisser, Materialkäschten etc., etc. Bon, ech mengen, ech brauch elo net weider dorop anzegoen. Dat ass ee Problem. Nach haut, wann een haut d'Situatioun kuckt, funktionéiert de Markt nach ëmmer net. Dach, de Marché secondaire, wann et ëm Bienen, ëm Objete geet, déi am Existant sinn, do gesäit een nees lues a lues, datt Akte gemaach ginn. Mee d'Vente en l'état futur d'achèvement, do leeft hautzudaags nach ëmmer näischt.

Dat huet ganz kloer och eng Inzidenz op d'Staatsfinanzen. Ech hat mer d'Méi eng Kéier gemaach, eng Kéier nozekucken, wat d'Recetté sinn, déi de Staat generéiert opgrond vu Venten en l'état futur d'achèvement. 2016 – Enregistrement, Steieren etc., etc. – waren dat 950 Milliounen. Also, déi Jore virdrun, wéi et nach gutt gelaf ass – an de Joren 2020, 2021 –, war dat nach ee Päkelche méi. Virun e puer Deeg sinn och d'Staatsfinanzen annoncéiert ginn. Den Enregistrement ass natierlech agebrach iwwert déi lescht Joren opgrond vun deem, datt eeben de Marché vun der Vente, besonnesch an der VEFA, net funktionéiert.

Mee awer och den Abordabel-Mietwunnengs-Bau huet iwwert déi lescht Jore gelidden. Bon, ech ginn elo net weider op de Pacte Logement an och net op de Logement abordable an. Dat sinn effektiv Gesetzgebungen, déi an deene leschte Jore komm sinn. Et ware souwuel bei deem enge wéi bei deem anere ganz gutt Pisten dran, fir datt effektiv an der Zukunft méi erschwénglech Wunnenge souwuel fir d'Vente wéi och fir d'Locatioun solle gebaut ginn, an ech mengen, do si mer eis allegueren driwwer eens.



Mee just d'Applikatioun um Terrain ... Ech kucken hei och de President vum Syvicol: De Syvicol huet zeg Avisen dozou geschriwwen, eeben am Interessi vun de Gemengen, datt do verschidden Hürden agebaut gi sinn, och wat den administrative Volet ugeet, wat eeben den Aarbechtspowand vun de Gemengen ugeet, awer och vu ronderëm, net nëmme vun de Gemengen, mee och vun de Promoteuren, déi op eemol net méi woussten, nodeems de Pacte Logement erauskomm ass ... Besonnesch den Artikel 29bis huet fir vill Opreegung gesuergt a fir vill Incertitude, soudatt an deenen nächste Joren, Här Minister, eng Rei vun Upassungen och an dese Gesetzgebung mussen gemaach ginn.

Am Logement abordable goufe jo effektiv verschidde Prolongementen, wann et ëm d'Applikatioun vum RENLA beispillsweis geet, bis Enn 2025 gemaach, mee och zu deem Gesetz héiert een um Terrain, datt et einfach net fonctionéiert, datt et vir an hannen net opgeet, datt souguer d'Ëmsetzung vum Pacte Logement, wann et ëm d'Ausbezuere vun den Hëllef, déi d'Gemenge solle kréien, geet, bis haut nach net gemaach ass. Bon, ech mengen, do muss ee sech Froen stellen, wat wierklech do hannendrun ass.

Bon, wat elo dëst Gesetz ugeet, hunn ech et gesot an ech mengen, de Rapporteur ass am Detail dorop agaan: Do si ganz wichteg Elementer dran, beispillsweis d'Splécke vun de Käschte vun de Kommissiounen vun den Agences immobilières, datt souwuel de Bailleur wéi och de Locataire dat zur Hallschent deelen – ech mengen, dat ass e ganz, ganz faire Kompromëss –, awer och datt d'Garantie locative vun dräi op zwee Méint erofgeet.

Wann een haut kuckt, wéi héich d'Mensualitéite si bei engem Loyer, dann ass dat wierklech en deéck, décke Pak, deen do beieneekënt. An do sinn eng ganz Partie Leit, déi dat wierklech net méi kënnen stemmen. Dofir sinn, mengen ech, déi heiten Applikatiounen gutt. A wéi gesot, dëst Gesetz hätt scho vill éischter kënnen ëmgesat ginn, wann dat aus 2020 och déi Joren drop ëmgesat gi wier.

En anere Volet, wou de Rapporteur och drop agaan ass, datt ass d'Colocatioun. Do mengen ech, datt méi Certitude kënt, wann et ëm ..., bon, am Generelle gëtt vu „WGen“ do geschwat, wann effektiv Leit sech zesummendinn an engem Wunneng, datt kloer ass, wie fir wat responsabel, zoustänneg ass, och besonnesch wann et ëm d'Bezuele geet. An dofir mengen ech, ass et wichteg, datt hei e bësse méi Kloerheet geschaaft gëtt. Ech mengen souwuel, datt mer déi allgemeng Penurie vu Locatiounswunnengen alleguere kennen an datt eeben zumools jonk Leit sech aner Méiglechkeete sichen, fir dann awer en Daach iwwert dem Kapp ze hunn. Dëst ass déi richteg Stoussrichtung, fir datt dann dee Moment och eeben d'Zëmmeren, wann ee sech eens ass, och kënnen deemterspriedend bewunnt ginn.

Wichtig ass awer och do, datt och deene Reglementarien, déi an de Gemenge sinn, Rechnung gedroe gëtt, well ouni déi kréie mer nees eng Kéier aner Problemer op anere Plazen. An duerfir ass et wichteg, deem och Rechnung ze droen.

An an deem Sënn an an der Hoffnung, datt den Immobiliemaart och opgrond vun deene Moosnamen, déi vun der viregter, awer och vun dieser Regierung schon entaméiert gi sinn ..., datt déi schnellstméiglech wäerte gräifen an datt souwuel de Marché vun der Constructioun, awer och vun der Locatioun ..., datt méi Mietwunnengen op de Maart wäerte kommen an de kommende Joren, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dës Upassungen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Lies. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Wunnen zu Lëtzebuerg, dat ass e Sujet, deen eis zu Recht ganz vill hei am Haus beschäftegt. A grad d'Reform beim Bail à loyer ..., fir d'Habitatioun ass d'Reform, déi elo säit puer Joren unhängeg ass, méi wéi iwwerfälleg gewiescht, dat aus villen Ursaachen. Eist Land huet e gravéierende Problem: Mir sinn an engem sozialer Kris, an engem Sozialwunnengsbaukris a vill méi spezifesch engem Kris um Locatiounsmaart.

Firwat soen ech dat? Majo, well mer e Cumul vu Fakten hunn, déi einfach net méi ze niéiere sinn. Engersäits, an dat huet ons vill hei beschäftegt an deene leschte Wochen, wësse mer, dass mer e Retard hunn an der Offer vu sozialem an abordablem Wunnengsraum, dee muss zur Verfügung gestallt ginn.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Mir hu vill Leit op de Waardelëschten. Mir wëssen, dass doduercher bedéngt vill Leit op den normale Marché mussen loune goen, wat ganz oft iwwer hire Moyenen ass. A mir wëssen och, dass um Enn vum Mount grad ganz vill vun deene Leit déi zwee Enner net méi beieneekréien.

Och wa mer insgesamt an der Moyenne als Land gutt dostinn, wësse mer, dass den Undeel vun deenen, déi dem Aarmutrisiko ausgesetzt sinn, ëmmer méi grouss gëtt, dass den Undeel vu Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp méi hunn, den Obdachlosen, och an d'Luucht geet. An dat soll eis alleguere Suerge maachen!

Dofir mussen mir nieft de strukturellen a systematesche Reformen, déi ugeduecht sinn, fir dee Retard opzehuelen – ech mengen, mir hunn doruwwer vill debattéiert, ech ginn haut net drop an –, e Retard ophuele vun eppes, wat feelt: e Segment vu genügend sozialem an abordablem Wunnengsraum, fir de Besoine gerecht ze ginn, awer och dat Antizipatiiv, fir net nëmme elo opzehuelen, wat verpasst ginn ass, mee virausschauend eng Offer opzustellen an Zukunft, déi de Besoine vum Land an dem Wuesstum, dee mer hunn, gerecht gëtt. Do dernieft ass e ganz akuten Handlungsbedarf par rapport zu deenen, déi eebe justement vun där heiter Kris elo am meeschte betraff sinn.

D'Fraise sinn héich, d'Loyere ginn an d'Luucht – an da sinn ech bei engem éischte Punkt, deen ech gäre géif ënnersträichen: Mir huelen dat emol un. Mir hu keng faktesch Base, déi stabil ass. Mir kucken op de Portail vum IMMOTOPI, fir ze gesinn, wat d'Leit sou vu Virstellungen hu fir de Loyer. Wat een do gesäit, ass wierklech beonrouegend. Et sinn extreem Haussen iwwert déi lescht Joren, mir hunn d'Zuelen elo just nach eng Kéier héieren. Et ass erëm eng Kéier par rapport zum leschte Joer ëm iwwer 9 % an d'Luucht gaangen. An op déi lescht zwee Joer gekuckt si mer bei engem Hausse vun 13,5 %. Dat ass enorm!

Mee gutt, dat sinn, wéi gesot, Zuelen, déi mer erauslesen aus deem, wat d'Virstellung sinn. Mir wëssen alleguerten, dass dat, wat ee sech virstellt, wat een an d'Annonce setzt, net onbedéngt dat ass, wat herno wierklech fléisst. Dat ass e Problem. Ech kommen herno nach dorobber zeréck.

Déi Leit, vun deene mer schwätzen, dat si Leit, déi ganz oft kee Choix hunn, sech och ze wieren. Mir wëssen, wann d'Loyeren héich sinn, dass mer mat Leit ze dinn hunn, déi net onbedéngt Suen op der Säit hunn an et sech net onbedéngt kënnen leeschten, an eng nei Wunneng ze goen. Well d'Locatioun wiesselen,

dat bedeit Fraisen, dat bedeit Frais-d'agencen, dat bedeit nei Garantie liberéieren, ouni déi aner schonn ze hunn, et bedeit, op e Marché ze goen, wou d'Präiser héich sinn. Dat heescht, mir hunn hei mat Leit ze dinn, déi an engem Situation de faiblesse sinn, par définition – net all, awer e groussen Deel –, déi sech dat wierklech wäerte ganz gutt iwwerleeën, ier se dee Schratt maachen. An dofir brauch et hei Progrès. Et brauch Schutz vun deenen, déi eeben drop ugewise sinn, lounen ze goen.

Mir schwätze vun der Existenz vu Famille mat Kanner. Do mécht een dat net à la légère. Dat ass eppes, wat net jiddwerengem esou einfach méiglech ass, ze soen: „Ech fannen, dass dee Loyer do net richtig ass. D'Wunneng ass net a guddem Zoustand, ech siche mer eppes aneres.“ Dat ass méi liicht gesot wéi gemaach fir vill Leit, an dofir hu mer hei eng Responsabilitéit och op der Säit vum Staat fir anzegräifen, fir derfir ze suergen, dass e Gesetz, dat och de Schutz vum Locataire verankert, ëmmer erëm iwwerschaaft an der Situatioun ugepasst gëtt.

Et ass keng einfach Reform gewiescht, jo, däers si mer eis alleguere bewosst, dofir dauert dat och laang. E grouse Merci a Richtung vum Gilles Baum fir dee ganz exhaustive Rapport. Dir hutt gesinn, wéi vill hei geschaaft ginn ass, hin- an hieergaangen ass.

E faire Präis, dat ass eppes, wat mer alleguere gären hätten op engem Marché, mee och dat ass ganz liicht gesot, mee net onbedéngt sou einfach ëmzesetzen. An dat ass net selbstverständlech. Et muss fir jiddweree passen op engem private Marché. Dat heescht, et muss fir den Investisseur iergendwou awer rentabel sinn. Et dierf net abusiv ginn, et muss Schutzmechanismen do sinn, et soll ugepasst ginn. Alles dat sinn Equatiounen, déi net einfach ze maache sinn.

Ech mengen, dat erkläert och, firwat vill Hin an Hier war. Mir haten am Ufank e Präisdeckel, dee sech orientéiert huet um Investissement, wou ee gesot huet, de Rendement misst am Verhältnis stoen zu deene Suen, déi investéiert gi sinn. Duerno koum e Revirement, wou de Marchépräis erëm méi agefloss ass. Fakt ass – an ech mengen, do si mer eis alleguerten ënner dem Stréch iergendwou eens –, dass dat, wat ugeduecht war an der Praxis, net esou ganz einfach ëmsetzbar war, dass et muss iwwerschaaft ginn, well et eeben och dozou geféiert huet, dass verschidde Wunnengen extreem Héichten hu kënnen gesi vum Loyer, während anerer, neier, vläicht méi gedréckt waren.

Bref, langer Rede kurzer Sinn: Mir si ganz op der Linn, dass een dat heite muss iwwerschaafen. Awer, wann ech gelift, schnell! Et ass Handlungsbedarf. Mir si laang ënnerwee an et ass e Problem hei zu Lëtzebuerg.

De Berechnungsmodus – mir hunn et gefuerdert gehat an engem Motioun am Abrëll – hätte mer gären op den Dësch vun der Regierung. De Problem ass laang bekannt a mir géifen nach eng Kéier och dorobber insistéieren, dass dat muss viruoen.

Fir de Rescht wäerte mir vun eiser Säit dese Projet kënnen matstëmmen, well en eng ganz Rei gutt Punkten huet, déi dréngend gebraucht ginn. Ech erënnere drun, et ass scho gesot ginn: D'Fraise sinn eng grouss, grouss Belaaschtung – d'Agencéfrais –, déi ganz beim Locataire louchen. Mir hätten eis idealerweis do de Bestellerprinzip gewënscht, dass deen, deen eng Agence ufreet, och déi Käschten iwwerhëlt. Ech fannen dat méi fair. Mir fannen dat och als Fraktioun méi fair. Mee de 50:50 ass zumindest e gudder Kompromëss, dofir kënnen mer deen esou matdroen – op alle Fall à ce stade.

Dass d'Garantie erofgeet vun dräi op zwee Méint, fanne mer och wichteg. Dat si ganz vill Suen. Setzt

Iech an d'Haut vun engem, dee loune geet: Dee muss säin éischte Loyer virstrecken, d'Agence bezuelen, eng Garantie hannerleeën. Dat si ganz vill Dausender, déi do mussen op den Dësch geluecht ginn an net jiddweree ka sech dat leeschten. Dofir kënnen mer dat nëmme begrëssen.

Wichtig och fir eis, dat ass, dass net einfach kann droplasserhéicht ginn, dass dat gereegelt ass, dass mer do e kloren Deckel hu vu maximal 10 % op zwee Joer gekuckt. Dat fanne mer begrëssenswäert, dass gewësse Sécherheitsleitplanke gesat ginn, fir d'Leit eeben ze schützen, wa se an enger Wunneng sinn.

Ganz wichtig och, dat ass scho gesot ginn, eppes, wat mer och begrëssen, dass d'Colocatioun encadréiert gëtt. Dat ass eppes, wat dem Zäitgeescht entsprécht. Et ass ëmmer méi d'Demande vu Leit, fir zesummenzeliewen, ouni dass déi awer onbedéngt eng Communauté domestique bilden, an do brauch et e Kader. Dat kënn et elo hei.

Do kënn och do Transparenz duerch e schrëftleche Pakt, dee muss geschloss ginn op Aenhéicht tëscht deenen eenzele Leit mat Transparenz, wou gewosst ass, wien an där Communautéit ass, wa Wiessele sinn, dass dat ëmmer tracéiert ass, an och eng Solidaritéit um Niveau vun de Garantien vis-à-vis vum Proprietär. Alles dat kënnen mer selbstverständlech begrëssen.

Och am Sënn vun der Transparenz begrësse mer, dass d'Contrats de location elo sollen an Zukunft schrëftlech ofgeschloss ginn. Mir sinn hei an engem ganz weesentleche Beräich, deen de Leit wierklech un d'Lieweg geet. Dat ass e ganz groussen Deel vun hirem Akommes, deen an d'Wunnen erafléisst, an do ass Transparenz gutt. Wa mer dat gäre kontrolléiert hätten, da soll een Transparenz hunn.

Mir sinn awer och der Meenung, dass déi Transparenz, déi mer haut hunn, nach net duergeet. Dat soll méi wäit goen an eisen Aen. Mir fannen et net akzeptabel, net vertriebar, dass een op esou engem sensibelen Thema, dat eis esou vill Suerge mécht am Land, keng genau Chifferen huet, wat dann déi Loyere sinn. E Loyer ass net e Loyer. Dat hânt dervun of: Wou läit déi Wunneng? A wéi engem Zoustand ass se? Do brauch een Donnéeën. A wann ee wëll dorobber schaffen, da brauch een Transparenz. An dofir fuerdere mer, Här President – ech ginn och an deem Sënn eng Motioun of – e Mietspiegel fir eist Land, en objektive Mietspiegel, wou een eng komplett Erhiewung géif maache vun de Loyeren. Net wéi een dat a verschiddene Länner gesäit, wou probéiert ginn ass opgrond vun engem Echantillon. Mir sinn der Meenung, dass just eng komplett Vollerhiewung vun de Loyere mat idealerweis engem digitale Regëster, wou een dat da kann novollzéien, wou een drop ka schaffen, essentiel ass.

An dréngend ass an eise Land, dass mer op deem heite Projet – an dat ass wierklech eng Problematik, déi wierklech am Brennpunkt ass an eise Land – Transparenz kréien, eng anstänneg Basis, fir weider Sozialpolitick kënnen ze maachen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Voilà. Ech géif an deem Sënn och eng Motioun ofginn an hoffen, dass déi deemstspriechend Zoustëmmung wäert fannen. An, ech mengen, ech hat et scho gesot, mir wäerten dese Projet kënnen matstëmmen. Dat ëmmer mam Verweis op déi Motioun, déi mer scho ginn hunn, dass Tempo kënn an dass bei deene Froen, deene grouse Froen, déi nach opstinn, och wierklech eppes op den Dësch kënn, fir dass mer kënnen weiderschaffen an der Chamber.

Ech soen Iech Merci.

## Motion 1

*La Chambre des Députés,*

– *considérant que le nombre de logements abordables publics destinés à la location est largement insuffisant au vu de la demande ;*

– *considérant qu'un nombre important de ménages à revenu modeste est contraint à louer un logement au prix du marché ;*

– *considérant le rapport du portail immobilier IMMO-TOP qui relève une nouvelle augmentation des loyers au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 : + 9,6 % sur les loyers moyens par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 ainsi qu'une augmentation de + 13,5 % entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2022 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2024 ;*

– *notant que le Gouvernement a décidé de supprimer les dispositions qui visaient une réforme du plafonnement des loyers dans le cadre des amendements gouvernementaux au projet de loi n° 7642 portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil du 19 avril 2024 ;*

– *considérant la décision du Gouvernement de réviser complètement les dispositions prévoyant la réforme du plafond des loyers ;*

– *notant qu'en attente de cette révision, le Gouvernement a supprimé par le même train d'amendements l'obligation pour le bailleur de stipuler dans le contrat de bail le montant précis du capital investi, réévalué et décoté, dans le logement, ce qui aurait renforcé la transparence au regard du prix du loyer pour le locataire, invite le Gouvernement*

– *à faire analyser par un institut indépendant tel le LISER les différentes possibilités afin d'accroître la transparence sur le marché locatif dans le contexte luxembourgeois (tel qu'un Mietspiegel) et de permettre la comparaison de loyers entre des logements similaires.*

(s.) Paulette Lenert, François Bausch, Marc Goergen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Madamm Lenert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi den Här Gilles Baum et scho gesot hat: No véier Joer an enger gudder 20 Avisen ass dese Gesetzesprojet haut endlech um Ordre du jour vun der Chamber ukomm. Amendementer, déi laang erbäigeseent gi sinn, wäerten haut dann hoffentlech oder eventuell Realitéit ginn.

Fir eis e puer Punkten: D'Fraise vun den Immobilienagencen, wéi mer schon héieren hunn, mussen elo mat deem neie Gesetz gläichermoossen tëscht dem Bailleur an dem Locataire opgedeelt ginn.

Zu där gesetzlecher Verankerung haten déi Lénk e Virschlag eragereecht, dass des Fraise komplett am Fong bei der Partie demandante leie sollten, also jee no Fall beim Bailleur oder beim Locataire. D'ADR hat des Propositionen an der Kommissioun och ënnerstëtzt, well och an eisen Aen, wéi mer och grad scho vun der Madamm Lenert héieren hunn, d'Chargen zu Laaschte vun deem sollte sinn, deen d'Déngschtleeschtung um Optrag gétt. Leider ass dese Virschlag net zrëckbehal ginn, deen awer esou schon a ville Länner an Europa praktizéiert gëtt an an Däitschland, wéi mer grad héieren hunn, och schon ënnert deem selbsterklärenden Numm vum „Bestellerprinzip“ bekannt ass.

Eng weider Ännerung an deem Gesetz, wéi mer grad héieren hunn, ass Begrenzung vun der maximaler Kautioun vun dräi op zwee Méint. Här President, mir als ADR bedauern des Dispositioun a stëmmen d'Gesetz an deem Punkt och mat Bedenke mat. Fir d'ADR hätt d'Kautioun op dräi Méint bleiwe kënnen. Mir ginn dervun aus, dass 95 % vun de Locataire sech korrekt verhalen an op d'Objeten oppassen. Mee leider bréngt Iech dat näischt, wann Dir en Appartement oder souguer en Haus un ee vun deene 5 % schwaarz Schof verlount, ëmsou méi wann de Locataire am Virus weess, dass en um Enn vum Kontrakt sech der Emprise vum Proprietär entzëie kann. Mir fäerten, dass des Reegel nach méi Leit dovun wäert ofhalen, hir Objeten an d'Locatioun ze ginn. Et sief dann, mir géifen de Rechtsschutz vum Proprietär stäerker, fir e Locataire, dee sech am Einzelfall net un d'Spillreegele géing halen, vill méi einfach wéi bis ewell a réckwierkend op seng Käschte kënnen usichen ze goen.

Eng gesellschaftlech Grupp, fir déi déi dräi Méint kënnen ganz schwéier ginn, sinn zum Beispill d'Studenten. Hei wier ze iwwerleeën, ob mir net onofhängeg vun deem Gesetz e spezifesch legale Kader fir d'Studentesch Wunne bräichten, an deem och d'Staatsgarantié separat gereegelt wieren.

Mir begrëssen allerdéngs de kloer Kader fir d'Zeréckbeuele vun der Kautioun, deen an eisen Aen, sou wéi en elo do steet, d'Rechtssécherheet fir béid Säiten erhéicht. De Problem vun der Inflation, déi zouverlässeg eng vu béide Säite bestrooft, gëtt allerdéngs och mat deem Gesetz net geléist. An der Reegel verléiert de Locataire, well mir jo dovun ausginn, dass déi meescht d'Wunnengen uerdentlech hannerloossen, mee duerch de Kafkraaftverloscht trotzdeem en Deel vun hirer Garantie mussen ofschreiwen. Oder awer et kann och de Proprietär treffen, dee fir eng verhonzt Wunneng mol net méi de reelle Wäert vun enger Kautioun huet. Hei wier driwwende nozedenken, ob net de Kader fir en entsprechende Spärkont bei der Bank ze setze wier, op deem d'Suen zu maartübleche Konditiounen verzéinst ginn.

Eng grondsätzlech Neierung, fir dann net ze soen eng spéit Innovatioun an eiser Gesetzgebung, ass dann den neie legale Kader fir d'Colocatioun. Mir begrëssen de Prinzipp ganz kloer, krute vum Terrain awer och Bedenke mat, wat déi praktesch Ëmsetzung ugeet, an déi betreffe souwuel d'Proprietäre wéi d'Locataire.

D'Kapitel 1bis iwwert d'Colocatioun gesäit ënner anerem vir, dass e Locataire, deen d'Colocatioun verléisst, säin eegenen Nofolger muss fannen. D'Gesetz gesäit dann och eng Virschreift vir, wéi dat ëmzesetzen ass, nämlech duerch en Noweis vun Annoncen, déi dann och erëm mat Fraise verbonne sinn. Esou eng Dispositioun ka Sënn maachen, falls d'Veännerung vun der privater Situatioun iwwer e längeren Zäitraum antrëtt. Falls dat awer méi kuerzfristeg geschitt oder ee souwiso nëmme kuerz an enger WG bleibt, wéi dat zum Beispill bei Erasmusstudenten de Fall ka sinn, kann et schwéier ginn, matzäiten en Nofolger ze fannen, deen deem eegenen oder gëeegente Profil entsprécht. Kuerzgefaasst, et kënnen ganz vill individuell ënnerschiddlech Situatiounen optrieden a mir hätten eis gewënscht, dass d'Vertragsfräiheet hei grad am Sënn vun de Locataire méi flexibel gefaasst gi wier. Mee d'Praxis wäert weisen, wéi et schlussendlech um Terrain dann ausgesäit.

Weider ass et esou, dass de Loyerdeckel och fir d'Colocatiounen bei 5 % vum investéierte Kapital bleibt, obwuel de Risiko an den administrativen Opwand an esou engem Fall natierlech zouhuelen. Et wäert also

net allze vill Ureiz ginn, dëst am grouse Stil unzebid- den, a scho guer net, fir eventuell Ëmbauarbechte virzehuelen, fir u méi Leit gläichzäiteg kënnen ze verlouen. Mir hätten eis gewënscht, dass dës Méig- lechkeet proportional zu der Unzuel vun de Locatairë gestaffelt wier. Mee wéi ech am Ufank scho gesot hunn, handelt et sech hei ëm eng gesetzlech Neiheet an och mir kéinten eis ieren.

Ech deposéieren dofir eng Motioun, wou ech propo- séieren, dass mir d'Gesetz iwwert d'Colocatioun op hir Auswirkungen iwwerprüfen an da gegebene- falls nobesseren.

### Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, dass

– mam Gesetzesprojet 7642 eng Rei néideg a wichteg Mo- derniséierungen am nationale Mietrecht virgeholl goufen, ass sech bewosst, dass

– d'Colocatioun en néit Element an der Lëtzebuurger Ge- setzgebung duerstellt;

– déi praktesch Auswierkung vum deemem Gesetz op- grond vum entsprecheuden Erfahrungsmanktem aktuell schwéier anzuschätze sinn,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Gesetz iwwert d'Colocatioun no 24 Méint, zesumme mat den Acteuren vum Terrain, op seng praktesch Auswier- kungen hin ze iwwerprüfen a wann néideg unzepassen;

– bei dëser Evaluatioun e besonnesche Fokus op d'Wunn- situatioun vun den nationalen an internationale Studente vun der Uni.lu ze leeën an ze prüfen, ob a wéi wäit e spe- zifische legale Kader dozou bäidroen kann, dës um Wun- nengsmaart beschtméiglech ze ënnerstëtzen.

(s.) Alexandra Schoos.

Une voix | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci, Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Här President, wéi scho gesot, stëmme mir dëst Gesetz mat enger Rei Bedenke mat. Ech weisen dofir och dorops hin, dass mir als ADR mat der Gesetzespropositioun 8272 scho virum engem gudden Joer en eegenen Entworf fir eng Aktualiséierung vum Mietgesetz virgeluecht hunn, wou wichteg Dispositiounen, wéi zum Beispill de Verkaf als Grond fir d'Resiliatioun vun engem Kontrakt, d'Erneuerung vun engem CDD, d'Stärkung vun de Friddensrichter a viles méi, op de Leescht geholl gi sinn. Den Avis vum Staatsrot zu eiser Pro- positioun läit vir. Dee vun der Regierung leider nach net. Mir géifen eis dann och freeën, zäitno déi Mee- nung ze héieren, fir dass mir an der Kommissioun mat deem wichtige Sujet kënnen weiderfueren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An nächsten ageschri- wene Riedner ass den honorablen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Déi ganz Problematik vun dem Loyer a vu Locatiounswunnengen, dat ass, géing ech soen, déi wichtigst, déi mer mussen léisen an den nächste Méint a Joren an deem Land, well se huet dee gréisste soziale Sprengstoff. Ech gi souguer esou wäit ze behaupten, dass vill Schifflagen zu Lëtzebuerg am soziale Beräich dohier kommen, well mer hei am Land während Joerzénge ignoréiert hunn, dass am Fong Locatiounswunnengen dee wichtigsten Deal

sinn, fir sozial Entschärfung ze kréien, well norma- lereis sinn et déi Leit, déi Locatiounswunnenge besetzen, oder déi, déi mussen loune goen, déi net genuch finanziell Moyenen hunn, fir sech kënnen eng eege Wunneng ze leeschten – an dat trotz allen Aiden, déi et an deene leschte Joerzénge zu Lëtze- buerg gi sinn –, déi net a Fro kommen. An do sinn der och derbäi, déi wäerten och an Zukunft net a Fro kommen, egal wéi vill de Staat mécht – de Staat mécht an hëllef, fir dass jiddwereen en Eegenheim soll kréien –, well deenen hire Revenu egal wéi net grouss genuch ass.

An deementspreechend ass et natierlech esou, dass et besonnesch wichteg ass, dass am Beräich vun de Locatiounswunnenge muss gehandelt ginn, éisch- tens, fir der ze bauen, virum allem staatlecher, dass de Staat och kann dobaussen där genuch ubidden, wou gewësse Garantië bestinn, wéi et dat och an anere Länner scho gëtt, dass ee bei öffentleche Miet- wunnengen, déi zur Verfügung gestallt ginn, ni an de Risiko geréit, dass een engem Proprietär ausgesat ass, deen d'Loyeren exzessiv héicht, respektiv dass ee muss eraus, mee dass een awer gewëssemoossen, obschonn een net en Eegenheim huet, eng gewësse Garantie huet, dass een zäitliwens kann an enger Wunneng wunnen – iwwer Locatioun dann –, déi eebe gewësse soziale Krittären entsprécht.

An dann natierlech bleift de private Locatiounsmar- ché och nach bestoen, a bei deem ass et natier- lech wichteg, dass do eppes geschitt. An duerfir huet dat Gesetz, dass mer hei virleien hunn, effektiv eng laang Geschicht. Et ass 2020 vum deemolege Minister Henri Kox vun der viregter Regierung eng éischte Kéier op den Instanzeweie bruecht ginn.

An ech hu mech och gewonnert iwwert dat, wat ech hei hu missen héiere vum Här Lies, wat deen hei zu deem Gesetz gesot huet! Well éischstens emol ass ze soen, dass déi Saachen, déi hei dra sinn, natierlech souwiso fir eis och ok sinn. Mir wäerten déi och matstëmme. Mir wäerten awer och den Amendement matstëmme vun deene Lénken, well mir hu jo haut an der Oppositioun Fräiheet. Mir sinn net méi Contrainen ausgesat vun enger Regierung, wou et Partie gi sinn, déi zum Beispill dergéint waren, dat ze applizéieren, wat den David Wagner herno wäert deposéieren, nämlech déi 50:50-Reegel, wann eng Agence agesat gëtt, och ganz ofzuschafen, well mer och net agesinn hunn, wat dat soll.

Dat, wat am Gesetz hei steet nach vum Henri Kox, war deemools e Kompromëss, dee mir mat agaange sinn an der Regierung. Mee mir sinn net méi un dee Kompromëss gebonnen, dofir wäerte mer deen Amendement och matstëmme, well mer en einfach prinzipiell och richtig fannen.

Mee den Hannergrond war jo deen, an dat ass dee weesentleche Punkt, deen an deem Gesetz hei feelt respektiv net wäert géinnert ginn, well dee bleift bestoen, do bleift dat bestoen, wat haut besteet: Dass ass dee sougenannte Mietdeckel, well et 2020 e Gerichtsurteil ginn ass an an deem Gerichtsurteil huet deen, dee geklot huet, Onrecht kritt. Mee wat awer interessant ass, dass ass, wann een dat Gerichtsur- teil liest, wat do d'Riichter selwer soen an hirem Urteil: dass se deem zwar Onrecht ginn, mee dass se sech awer opreegen driwwer, dass dat Gesetz, dat haut dann elo nach weider d'actualité wäert bleiwen, déi Reegelen, déi dann elo am Gesetz eeben net wäerte géinnert ginn, iwwerhaupt net applikabel sinn, dass effektiv Problemer besti bei der Interpretatioun, bei der Applikabilitéit, an dass dat natierlech e grouse Problem duerstellt, well dee Mietdeckel e wichteg Ins- trument wär, fir dass de Mieter och gewëssemoosse geschützt ass viru Willkür vun de Proprietären.

A genau dee Punkt huet och gemaach, dass et esou laang gedauert huet, well 2020 huet déi deemoleg Regierung, den deemolege Minister Henri Kox dat Gesetz deposéiert virum Hannergrond vun där Realitéit an en huet versicht, deem an engem éischte Jet entgéintzotrieden.

Du sinn natierlech ganz kritesch Avise komm. Et ass laang diskutéiert ginn an dofir huet et effektiv zwee Joer gedauert, bis den Henri Kox eng nei Propositioun konnt maachen.

A wann ech dann héieren, dass hei gesot gëtt, déi hei- ten Oppositioun géif sech elo vill iwwert d'Kommuni- katiounspolitick vun der Regierung opreegen an da kéint ee jo och dorobber weisen, wéi et fréier war, mee da muss ech soen: Dat, wat den Henri Kox, oder wat déi deemoleg Regierung gemaach huet, dass ass genau dat, wat mer eigentlech haut vermësse bei dëser Regierung, nämlech dass fir d'éischt d'Chamber informéiert gëtt iwwer eppes, ier eng Pressekonfe- renz gemaach gëtt!

**M. Marc Lies** (CSV) | Dat ass net richtig, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ech mengen net, dass den Här Lies d'Wuert elo huet. Ech hunn nëmme hei siwe Minutte fir ze schwätzen. Den Här Lies huet d'Saach erkläert hei, déi e wollt erklä- ren. Dass ass falsch, wat e gesot huet! Well deemools huet effektiv d'Regierung fir d'éischt d'Chamber informéiert, an net, wéi en et selwer ënnerstrach huet, mat enger Powerpoint, déi den Dag virdu ver- schéckt ginn ass un d'Deputéiert.

**M. Marc Lies** (CSV) | Et war keen Text do.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Lies, wannech- gelift!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Här Lies, wannechgelift, Dir hutt d'Wuert net. Den Här Bausch huet d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech wier frou, wann Dir och elo mir géift nolauschten. Ech hunn Iech intensiv nogelauschert. Wat deemools gemaach ginn ass, ass genau de Contraire vun deem, wat haut gemaach gëtt, nämlech, wéi gesot, d'Chamber gouf informéiert. An dat wëllt net heeschen, wann d'Chamber informéiert gëtt, dass d'Chamber muss alles gutt fannen, wat do drasteet, respektiv dat, wat do deposéiert gëtt, net duerno weider diskutéiert gëtt.

Dat ass jo den normale parlamentaresche Prozess, dass dat esou ofleeft. De Minister an d'Regierung de- poséieren e Gesetz oder Amendementen oder en Text, an da kann d'Chamber sech domadder ausenanset- zen. Mee d'Chamber war awer am Virfeld fir d'éischt informéiert ginn, an net wéi et haut üblech ginn ass bei verschiddene Ministere, dass Pressekonferenz gemaach ginn an d'Chamberskommissioun zwou Wochen duerno informéiert gëtt, iwwerhaupt emol en Text kritt doriwwe, wat dann d'Regierung wëlles huet. Dass ass e groussen Ënnerschied. A grad dat hei ze zitieren, fannen ech wierklech de Combel vun Iech, Här Lies, muss ech Iech soen!

Mee bon, et geet awer elo net hei dorëms.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Här Bausch, erlaabt Der, dass den Här Lies Iech eng Fro stellt?

**M. François Bausch** (déi gréng) | Wann ech déi Zäit bäikréien, Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Jo.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ech hunn nëmme siwe Minutten, ech hunn nach eng Rei Saachen ze soen. Här Lies!

**M. Marc Lies** (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Bon, ech mengen, den Här Bausch ass elo

dee Moment op dee ganze Procedere vun deemools gaang.

Här Bausch, wësst Dir dann, wéini deen offiziellen Text definitiv deposéiert ginn ass? Kënn Dir mir soen, ob e virum 14. September vun deem Joer ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ma, dat huet näischt domat ze dinn!

**M. Marc Lies** (CSV) | ... oder 14. Oktober, pardon ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Lies!

**M. Marc Lies** (CSV) | ... deen ass de 14. Oktober deposéiert ginn. Also kënn Der net soen, ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Lies!

**M. Marc Lies** (CSV) | ... datt effektiv d'Opposition deemools oder d'Chamber virun deem offiziellen Text iwwert dës Upassung vum Bail à loyer informéiert gi wären.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här Lies! Här Lies! Mir hunn elo eng Powerpoint vu Ministere vun där neier Regierung deposéiert kritt. Op deenen enge gëtt et Texter entre-temps, op deenen anere gëtt et keng. Mee wat de Fait ass, dat ass, datt iwwert dat, wat d'Regierung wëllt maachen – dat ass jo dat Weesentlecht! –, fir d'éischt d'Chamber sollt informéiert ginn, an dat ass deemools gemaach ginn. An da kann natierlech d'Chamber doriwwer diskutéieren. Oft kommen d'Texter eréischt méi spéit duerno no. Dat ass normal. Dat ass jo net de Problem, mee iwwert den Inhalt – Dir hutt et jo selwer och gesot – sidd Der do informéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss duerfir och soen, mir stëmmen dat Gesetz hei mat, mee mir fannen awer nach ëmmer, datt et wierklech net gutt ass, datt fir déi dote weesentlech Fro, iwwert déi scho laang gestriden an diskutéiert gëtt, keng Léisung virläit.

A mir sinn och net d'accord, datt dat nach op d'laang Bänk geschobe gëtt. Et war schonn eng Kéier eng Motioun erabruucht ginn, fir nach bis Enn des Joers um Mietdeckel eppes ze maachen. De Minister huet jo och gesot, en hätt dat net ad acta geluecht, e wëllt eppes maachen.

Ech wëilt duerfir nach eng Kéier eng Motioun deposéieren. Mir ginn him dann nach eng Kéier sechs Méint méi Zäit bis d'nächst Joer de Summer. Mee mir sinn der Meenung, datt déi Fro do ze klären esou wichtig ass, datt wa mer driwwer wëlle schwätzen, de Mieter ze schützen, dat séier muss gekläert ginn.

### Motion 3

« relative au plafonnement des loyers »

La Chambre des Députés,

considérant

– la difficulté pour une part croissante de la population d'accéder à un logement sur le marché locatif privé face aux prix élevés sur ce marché par rapport au revenu disponible des ménages ;

– la croissance des prix sur le marché locatif privé ;

– les effets néfastes du manque de logements locatifs abordables sur le taux de risque de pauvreté, le logement constituant pour beaucoup de ménages à revenus faibles ou moyens une dépense lourde ;

– les effets néfastes du manque de logements abordables sur la compétitivité de notre économie ;

– l'inadéquation prouvée du mécanisme de plafond des loyers actuellement en vigueur de par la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation pour endiguer la croissance accrue des loyers au cours des dernières années ;

– la décision du Gouvernement de supprimer du projet de loi n° 7642 le volet relatif à la réforme du plafond des loyers actuellement en vigueur,

invite le Gouvernement

à proposer une réforme du régime actuel de plafond des loyers ayant comme but de protéger les locataires en endiguant la croissance continue des loyers sur le marché locatif privé et à déposer le projet de loi respectif à la Chambre des Députés au plus tard le 30 juin 2025.

(s.) François Bausch, Marc Goergen, David Wagner.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci, Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | An dann, Här President, wëll ech zum Ofschluss an deem dote Kontext awer och nach eppes soen, wou ech elo wierklech iwwerrascht war doriwwer, wat d'ADR hei eis gezielt huet.

D'ADR ass jo eng Partei, déi dobaussen ëmmer seet, si wär d'Partei vum klenge Mann oder vun der klenger Fra. Meeschtens ass et zwar dee klenge Mann, dee se viséieren, mengen ech, net d'kleng Fra. Mee et ass awer esou, datt, wann ech hir Proposition de loi liesen, an et ass e bësse schued, datt se net méi do-rober agaange sinn, wat se alles verlaangen ...

Dir hutt zwar schonn eppes gesot, Madamm Schoos, wat mech zimmlech schockéiert huet: Dir fannt, datt dat, wat elo hei am Gesetz steet ..., datt déi Loyers-avance vun dräi Méint hätt missen oprechterhale ginn, well dat wär wierklech net seriö, datt dat elo erofgesat gëtt op zwee Méint. Dat, muss ech soen, fannen ech scho speziell. An da schwätzt Der vu Spärkonten. Also, dat ass alles ganz sécher net am Sënn vum klenge Mann oder klenger Fra, wéi Dir dat ëmmer sot.

Mee wann ech awer liesen, wat an Ärer Proposition de loi hei steet, an ech hu se gelies, da kann ech nëmme staunen! Dir sot hei, datt dat, wat de Moment Praxis ass, an och gesetzlech richteg ass – datt, wann e Locataire net an engem gewëssenen Delai schrëftlech gekënnert kritt, et eng tacite Reconduccion gëtt vun dem Kontrakt –, misst ofgeschaaft ginn. Dat verlaangt Dir hei an Ärem Text. Wann Der verlaangt, datt dat ofgeschaaft gëtt, da schaaft Der dat of, wat nach de Moment déi gréisste Protektioun ass vum Locataire.

An ze soen, dat wär am Interêt vum klenge Mann oder der klenger Fra, dat ass wierklech en Hon! Well genau dat doten ass nach déi eenzeg Protektioun, déi Der hutt. An wann Der dat ..., an da gitt Der och nach hin a sot am Text, e bräicht dat emol net méi iwwer eng Lettre recommandée ze maachen. Dir sot, dat kéint quasi iwwer en Telefonsuruff gemaach ginn.

Also ech muss Iech soen: Wann een deen Text do, deen Der do eraginn hutt, liest, an ech ruffe wierklech all d'Biergerinnen a d'Bierger am Land op, dat ze liesen ...

(Interruption)

... da gesäit een, a wéi engem Interêt datt Dir schafft. Dat ass net am Interêt vum klenge Mann oder der klenger Fra, mee a ganz aneren hirem Interêt. An dat fannen ech wierklech skandaléis!

Mir gesinn dat op alle Fall anescht. Mir wëllen d'Mieter schützen. Mir wëllen d'Mieter schützen, well mir mengen, déi musse geschützt ginn, well dat sinn déi Schwaach an eiser Gesellschaft. An duerfir hoffe mer och, datt dee Mietschutzdeckel an Zukunft wäert kommen.

Merci, Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, d'Loyere si kräfteg an d'Luucht gaangen. Huele mer zum Beispill am Süden 8,4 %, an dat elo just rezent, am Norde 5,9 %. Jo, firwat ass déi Situation esou? Ma ganz einfach: Et ass eng méi héich Demande do, well op där anerer Säit Leit, déi vläicht nach géifen eppes kafen, an dat virdru mat hire Salairen nach konnten, einfach keng Kreditter a kee Go méi vun de Banke kréien.

Deementspriechend ass elo vill méi Drock op dem Loyersmarché. An dofir wär et wichtig, dass een do Piste géif verfollegen, déi och de Loyer géife stabiliséieren.

Mir wäerten dese Projet haut matstëmmen, awer net, well mer mengen, et wär de grouse Worf. Et sinn e puer Plooschteren dran, mee mir gesinn awer net, wou e wierklech d'Loyere wäert op Dauer stabiliséieren. Bekanntlech hu mir eng aner Vue, wéi de Loyer sollt berechent ginn, an dat ass mat deem Mietpreisspiegel, wéi ech Iech och schonn eng Kéier erkläert hat, dass een duerno d'Steiere bezilt, ob de Loyer méi héich ass wéi de Mietpreisspiegel oder méi déif. Dat heescht, de Proprietär géif vill méi Steiere bezuelen, méi en héijen Taux, wann en de Loyer méi héich géif setze wéi de Mietpreisspiegel a senger Géigend. Doduerjer géinge mer en Ureiz schafen, dass déi Leit, déi de Loyer méi déif setzen, och manner Steiere géinge bezuelen. Soumat géinge mer de Leit hëllefen. Dat hätt eng aner Wierkung, wéi wa mer elo 3,5 oder 5 % herno vum Capital investi maachen. Nee, mir brauchen do ganz nei Pisten!

A wou mer beim Capital investi sinn – dofir hunn ech och eng Motioun matbruecht –: Wéi soll de Locataire iwwerhaupt wëssen, wat de Capital investi ass? E kann zwar herno bei seng Mietkommissioun an der Gemeng goen, mee déi hunn déi Informatiounen jo guer net. Dofir hätt mir gären an enger Motioun, dass de Capital investi direkt, wann een ënnerschreift fir seng Wunneng, mat festgehalten ass. Well soss bréngen engem déi 3 oder 5 %, op déi ee sech herno wäert eenegen – aktuell am Projet sinn et 5 % –, jo näischt, wa kee weess, wat de Capital investi ass. Da kann een dee Loyer jo guer net bewäerten.

Jo, de Wee, dass d'Agencen elo 50:50 ..., ass e gudde Wee. Mir sinn och éischter der Meenung, dass de Proprietär hätt missen d'Agence ganz bezuelen, well hien ...

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Wannechgelift, Här Sehovic, et wier gutt, wann Dir e bësse méi roueg wiert! Da géif all Mënsch hei am Raum eppes verstoen. Dat wier guer net sou schlecht.

(Interruption)

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir sinn éischter der Meenung, dass de Proprietär soll d'Agence bezuelen, well et ass jo och deen, deen d'Konditiounen festleet.

A wou mer bei de Konditiounen vun den Agencë sinn: Mir wësse jo alleguerten, dass déi Agencen heiansdo Präisser froen, déi alles anescht wéi schéin a gutt sinn. Dofir hu mer jo och eng Proposition de loi deposéiert, déi vläicht ënnert deser Regierung virugee – ënnert der leschter leider net –, dass d'Agencë géinge begrenzt ginn op 3 %, an der Vente wuelverstanen, an op 25.000 Euro als Maximum, well mer och do gesinn, dass op gewëssene Gebidder Abus bedriwwen ginn ass, an dat ass sécherlech an der Locatioun och ze fannen. Et ännert elo näischt, wann een da seet: „Et ass 50:50“, well dann ass et op verschidde Plazen nach ëmmer ze deier, och wann een d'Rechnung herno deelt. Et hätt ee missen higoen an dem Proprietär soen, dass deen et ganz

bezilt, well deemtspriedend hätt e vläicht besser Konditiounen ausgehandelt bei der Agence.

Den...

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Här Goergen, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Nom Här Goergen.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Nom Här Goergen. Ok, jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech hat scho geduecht, ech hätt d'Éier um leschten Dag vum Här Kartheiser, ...

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser et hilarité)*

... nach eng Fro vun eise Sträitgesprécher ... Ech wäert Iech och e bësse vermessen an de Sträitgesprécher!

**Une voix** | O!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Den Invest an d'Locatioun muss attraktiv bleiwen. Dofir si mir och der Meenung, dass déi Formel, déi agefouert ginn ass mam Bëllegen Akt op Locatiounen, och hätt solle fir eidel Wunnenge gëllen, déi scho gebaut sinn. D'Regierung huet elo deen 20.000-Euro-Steierkredit leider just agesat, fir wann et eng VEFA ass. Dat hëlleft zwar verschiddene Promoteuren, hir Wunnenge lasszeginn, mee et sinn awer nach ganz vill aner eidel Wunnengen um Marché, déi domadder net visibel ginn an deemtspriedend wäerten herno erëm Wunnenge feelen. Dofir hunn ech och eng Motioun matbruecht, fir dass dee Bëllegen Akt, wéi d'Regierung e proposéiert huet, net nëmme fir VEFAen ass, mee dass en och op aner eidel stoend Wunnenge kann ugewant ginn.

Méi bedenklech gesi mer et, wann d'Regierung aktuell an engem Testprojet higeet an d'Loyeren indexéiert. Am Moment ass et esou, dass d'Loyere jo net dierfen indexéiert ginn, wat mir komplett ënnerstëtzen, well dat wär jo nach dat Schlämmst, wann op eemol d'Loyeren allkéiers géngen an d'Luucht goen duerch den Index. Mee d'Regierung huet jo elo an engem Pilotprojet ..., wou si dann higeet a seet, déi Loyeren, déi si bezilt, géngen indexéiert ginn.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Dat ass fir eis eng ganz bedenklech Pist – grad wann een haut probéiert, mat dësem Gesetz e bëssen eng Brems dranzekréien –, dass een elo higeet an et seet een: „Mir indexéiere se“, well dat wäert ganz vill Leit treffen, wann dat herno sollt zur Reegel ginn.

Dann zur Kautioun: Vun dräi- op zweemol – jo, et kann een driwwer diskutéieren. Et ass awer och esou, dass mir bekannt ass, dass och Leit immens vill Schued hatten. An do verstinn ech natierlech d'Approche, dass ee seet: „Mir setzen d'Kautioun erof, well dann ass de Start net esou schwierig.“ Mee et hätt een awer misse vläicht drun denken, mat den Assurancëgesellschaften eng attraktiv Formel opzebauen, wou ee kéint kucken, dass, wann déi Schied entstinn, et herno och méiglech ass, dass de Proprietär an enger sécherer ..., och herno säin Appartement geschützt huet. Well deemtspriedend ass et herno esou: Wann de Loyer ausfällt oder wann herno Schied sinn, kann ee sech déi berechtigt Fro stellen, ob et mat zwou Kautiounen (veuillez lire: enger Kautioun vun zwee Méint Loyer) wäert duergoen. Do hätt ee sollen op de Wee goe vun enger zousätzlecher Assurance an zum Iwwerhuele vu Responsabilitéit.

Bei de Wunnengemeinschaften – dat ass eng topp Iddi! Also, dass zu Lëtzebuerg déi WGen nach net waren,

ass immens schued. Ech hätt vläicht och gären an enger WG gewonnen, wéi ech nach méi jonk war. Dat ass eppes immens Flottes, et kennt een et aus dem Ausland. Jiddereen, deen eng Kéier am Ausland war, kennt et.

An et ass e Projet, wou effektiv elo muss gekuckt ginn, wéi et wäert klappen, well ech gesinn och do zum Deel – an dat war, wéi den Här Kox nach Minister war – ëmmer déi Diskussioun jo iwwert d'WGe mat de Responsabilitéiten. Dat wäert sech net esou einfach gestalten, wéi mir eis dat vläicht virstellen, och wann ech déi Iddi komplett ënnerstëtzen.

Deemools war zum Beispill eng Diskussioun, déi mer haten ..., mee den Här Meisch huet déi vläicht an Tëschenzäit geléist. Deemools – den Här Kox huet nämlech gesot, dat wär nach keen Theema gewiescht, si géingen dat awer nach eng Kéier nokucken – war dat mat den Assurancen, wéi déi eenzel Assurancëgesellschaften herno hir Verträge wäerte maache bei deene WGen. Dat ass nämlech ee vun de Punkten: wien herno deen ass, deen d'Assurancen huet, deen d'Responsabilitéit huet. D'Iddi ass super, et ass d'Fro eeben, wéi se herno wäert ëmgesat ginn.

Dass elo schrëftlech festgehale gëtt ... Also, ier ech an der Chamber war, sinn ech ëmmer dovun ausgegangen, dass et scho schrëftlech wär, well ech konnt mer et net virstellen, dass een einfach mëndlech seng Wunneng verlount oder dass een eng lount. Ech si frou, dass dat elo endlech schrëftlech festgehalten ass, well dat gëtt béide Säiten endlech déi Sécherheet, déi se brauchen.

Dir gesitt, an dësem Projet si Punkten dran, wou een nach an Zukunft wäert mussen driwwer diskutéieren. Mir sinn der Meenung, dass een d'Loyere mat enger Präisbremse vu 5 % net deemtspriedend gebremst kritt, scho guer net wann een déi aktuell Ziffere kuckt. Fir eis misst dat herno iwwer eng nei Steierformule gemaach ginn, soudass een et do attraktiv mécht, wann een eebe manner Loyer fret. Well op dee Wee muss ee kommen. Et muss een et fir d'Leit attraktiv maachen, soudass se hire Locatairë manner Loyer froen.

Mir wäerten dëse Projet haut matstëmmen a ganz genau suivéieren, wéi en an den nächste Joren ëmgesat gëtt. Merci.

#### **Motion 4**

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

– *De Gesetzesprojet N° 7642 ännert verschidde Reegele betreffend d'Locatioun vu Wunnengen zu Lëtzebuerg.*

– *Den Artikel 5 vum Gesetzesprojet gesäit vir, dass Mietkontrakter an Zukunft schrëftlech muss gemaach ginn an eng Rëtsch vun Elementer muss beinhalten, wéi zum Beispill d'Héicht vum Loyer, de Supplement fir Miwwelen, Chargen, de Montant vun der Garantie locative etc.*

– *Folgend Reegel gouf duerch eng Textpropos vun der aktueller Regierung vum 19. Abrëll 2024 net am Text vum Gesetzesprojet N° 7642 zeréckbehalen: „mention que le loyer demandé par le bailleur pour le logement loué est déterminé de façon à respecter le plafond légal du loyer annuel tel que prévu par l'article 3“, an domadder gëtt keng Verflichtung duerch de Legislatuer geschaf, am Mietkontrakt transparent festzehalen, wéi héich de Capital investi vun enger Wunneng ass, an als Konsequenz kann de Locataire net iwwerpräiwen, ob säi Loyer gesetzeskonform ass.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

– *d'legal Obligatioun ze schafen, dass de Capital investi an de Mietkontrakt drastoe kënn.*

*(s.) Marc Goergen.*

#### **Motion 5**

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

– *Mam Gesetz vum 22. Mee 2024 „portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement“ gouf temporär e Bëllegen Akt fir d'Schafung vu Locatiounswunnenge geschaf.*

– *Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 933 präziséiert gëtt, kritt een dëse Steierkredit just fir Neibauten (VEFA) am Sënn vum Artikel 1601-3 vum Code civil an net fir de Kaf vu besteeënde Wunnengen.*

– *Fir d'Transaktiounen um Wunnamarché ze erhéijen, wier et positiv, dëse Steierkredit och fir besteeënd Wunnenge geltend ze maachen, wat och erëm de Locataire zegutt géif kommen, well méi Locatiounswunnengen op de Marché kommen an d'Verkeefen vu besteeënde Wunnengen d'Sue kéinten notzen, fir selwer eng nei Wunneng ze bauen.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

– *de Bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen temporär och fir bestoend Wunnenge geltend ze maachen, déi an d'Locatioun ginn, an dëst gesetzlech nach dëst Joer festzehalen.*

*(s.) Marc Goergen.*

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Et war nach eng Fro ...

*(Interruption)*

Ok. Dann ass et um Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Wann een elo e bëssen zeréckkuckt bis 2013, an d'Vergaangeneheet, do hate mer eng éischt Phas, Gambia 1, tëschent 2013 an 2018. An do krut dann d'DP de Logementsministère, nodeems e ganz laang – ganz laang! – am CSV-Stëllstand geschmoort hat. An do konnt ee sech denken: „Vläicht geschitt elo eppes?“, well ëmmerhin, aneschtens wéi d'CSV, hat Gambia 1 d'Urgence am Logement, weinstens um Pabeier, am Koalitionsaccord erkannt. An do duecht een, vläicht kéim och eppes a punkto Loyer. Do ass awer séier näischt geschitt – ausser d'Subvention loyer, déi natierlech gewëssene Leit gehollef huet, mee um Enn awer och eng indirekt Subventioun fir d'Proprietäre war an ass.

Et war och nach eng Reform vun de Mietkommis-siounen virgesinn, mee do ass och séier näischt geschitt, wat schued ass, well déi meescht funktionéiere schlecht, an et ass grad déi Instanz, wou Locatairë kënne kloer goen, wa se megen, datt hire Loyer ze héich wier, oder se aner Problemer hunn.

Dat heescht, tëschent 2013 an 2018 ass grosso modo am Logement net vill geschitt, voire näischt. D'Regierung souz do nozekucken, wéi d'Loyeren explodéiert sinn an e groussen Deel vun der Bevëlkerung doduerch veraarmt ass.

Du kouw Gambia 2, do ass awer endlech d'Loyers-politick zum Theema ginn. Den Här Kox hat dann eeben och dee Gesetzesprojet deposéiert. Deen ass natierlech och gescheitert, well deemools och an der Iddi vum Logementsministère d'Notioun vum Capital investi ersat ginn ass duerch d'Notioun vum Maartwäert, obwuel mir all jo u sech wëssen, datt de Marché zumools do truquéiert ass. Heiansdo géif ee bal mengen, de Maart, dat wier sou eng Aart Gottheit, déi d'Präisser festleat, an d'Proprietären, deene géing näischt méi iwwregbleiwen, wéi sech de strenge Gesetzer vun där gnadenloser Gottheit Maart ze ënnerwerfen.

Mee an der realer Welt gëtt de Maartpräis grad vun deene festgeluecht, déi vum Business profitéieren, also vun de Proprietären, vun de gréissere Proprietären, awer net vun de Leit, déi schaffen a loune mussen, eebe vun de Leit, déi besëtzen an dovunner profitéiere kënnen. An déi heite Regierung huet dann och ganz kloer hir Säit gewielt: Et ass net déi vun de schaffende Locatairen, mee déi vun de profitéierende Groussbesëtzer.

An dat och mat Steiergelder, well dat huet een och gemierkt – dat huet elo näischt direkt mat deemem Projet de loi ze dinn, mee et ass awer och e bësse fir ze illustréieren –, datt, wann dës Regierung bis elo eppes mécht a sech drugëtt, et da fir Promoteuren ass, wéi zum Beispill eng vun deene Mesüren, déi de Logementsminister jo och nach presentéiert hat viru Kuerzem a wou en och nach ganz houfreg drop ass, well se dann anscheinend ganz innovativ wier. Mee bon, d'Innovatioun besteet doranner, datt d'Promoteuren u sech dat maachen, wat se souwisou maache sollen, also bauen, an de Staat leet bäi, well d'Promoteure quasi fir den normale Marchéspräis un de Fonds du logement verlounen an de Staat, also mir all, leet de Manque à gagner bäi. Dat ass super, super innovativ!

An dat ass jo u sech e bëssen dat, wat praktesch ass am Kapitalismus: datt ee sech mat de Sue vun anere Leit ka beräicheren – also dem Steierzueler sengen. Op Twitter hat souguer ee gemengt – ech hunn dat witzeg fonnt –, et wier u sech nach vill méi praktesch an am Sënn vun der Simplification administrative, wann d'Promoteuren einfach hir Kontosnummer géife matdeelen an da kéinten d'Leit einfach e Virement maachen. Dann hätte mer Zäit gespuert. Ech hat dat och geliket.

Mee elo stellt sech d'Fro, ob d'Locatairen nach weider fënnef Joer wäerte verléieren. Bon, et mierkt ee schon, datt et bei deemem Projet de loi awer net an déi richteg Richtung geet. Eng vun de gudden Saachen, déi den Här Kox an de Projet de loi dragesat hat, war d'Obligatioun vum Vermierter, am Mietvertrag de korrekte Capital investi dranzeschreien, fir wéinstens e Minimum un Transparenz ze hunn a fir datt de Locataire wéinstens nopréwe kann, ob de Loyer och dem Gesetz entsprécht.

Mir haten deemools e bëssen de Geck domadder gemaach, datt een zu Lëtzebuerg e Gesetz brauch, wou een d'Proprietären dozou verflucht, ze ënnerschreien, datt se sech un d'Gesetz halen. Mee souguer dat ass lo dës Koalitioun, der CSV an der DP, ze vill.

Mee do mierkt een awer och, datt souguer dat mam Capital investi guer keng Roll méi spillt. Mir liewen an engem Land, wou d'Proprietäre bestëmmen, wéi den Hues leeft, a souguer wann ee sech traue, viru Geriicht ze goen, well een der Meenung ass, datt säi Vermierter de Mietvertrag net respektéiert oder d'Mietgesetz net respektéiert, da kritt de Vermierter trotzdeem Recht, obwuel den Ukloer de toute évidence an deem Fall – dat war déi Lampertsbierger Affär – warscheinlech richteg gerechent hat. Dat Urteel huet natierlech da vill Leit discouragéiert, viru Geriicht ze goen. Et bleiwen natierlech nach d'Mietkommissiounen, mee, wéi gesot, déi funktionéiere meeschtens ganz schlecht, wann iwwerhaapt.

Här President, de manière générale hu mir och ganz grouss Doubten, datt dës Regierung iwwerhaapt gedenkt, d'Loyere minimaalst ze begrenzen. Et kann een nach ëmmer iergendwéi hoffen. Dat heescht, elo wäerten d'Loyere weider monter an d'Luucht goen, soulaang mer nach keng nei Gesetzgebung kréien. D'Leit kënnen sech ëmmer manner leeschten. Den Här Rapporteur huet dat gesot. Jo, et geet nach

weider erop. Ech héieren dat, zënter datt ech an der Chamber sinn, a souguer virun ech dat héieren. Et geet erop. An et ass net gutt, datt d'Loyeren eropginn an esou weider an esou virun. „Et deet eis alles Leed!“ Dat héiert een och vun dëser Regierung. Mee wat maachen se? Strictelement näischt!

Vläicht wäert dann eppes geschéien. Dofir soe mer eis: D'nächst Joer kënn vläicht en neie Projet de loi, iwwernächst Joer, hoffentlech an dëser Legislaturperiod. En attendant, wou da vläicht näischt geschitt, géife mer dann awer och virschloen, d'fir ze suergen, datt d'Loyere wéinstens net explodéieren. An dofir, Här President, wéilt ech och eng Motioun deposedéieren, déi och déi gréng ënnerstëtzen, wou mer d'Afréiere vun de Loyere fuerderen, ier iwwerhaapt en neit Mietgesetz a Kraaft trëtt. Do verléiert och da keen eppes. Et ass just en Afréieren. Et ass, fir d'fir ze suergen, datt d'Locataire wéinstens och net weider Sue verléieren.

Här President, ech wollt och nach ofschléisse mat engem Amendement, vun deem jo scho rieds war, well ech hat Iech e schon e bësse viru ginn. A mir hunn dat jo och e bësse redresséiert. Dat ass jo och just en Deel vun deem Amendement, dee mir och an der Kommissioun presentéiert haten. Et ass ganz einfach. An u sech missten all déi Parteien, déi esou maarttrei sinn, deen Amendement oui Bedenken unhuelen. Well mir sinn eis jo all eens, u sech, wann een e Service wëll, da soll een och fir dee Service bezuelen. Dat ass u sech e bëssen d'Grundlogik vum Maart. Komescherweis ass dat awer bei den Immobilienagencen aneschtens. Do ass et zurzäit nämlech net deen, deen de Service freet, deen de Service bezilt. Bis elo war et esou, datt de Vermierter eng Agence sicht, déi sech drëms bekëmmert, him e Mieter ze fannen, an d'Visitte mécht et cetera. An duerno bezilt de Locataire d'Frais-d'agencen. Bis elo war dat d'Praxis, well et net gereegelt war. Mir haten als Lénk schon e Projet de loi dozou deposedéiert, fir ze soen: Nee, dat muss de Bestellerprinzip sinn. Dat ass u sech déi normal Logik vum Marché. Nämlech deen, deen de Service freet, also meeschtens ass et jo de Proprietär, dee soll och fir de Service bezuelen.

Deemools hat och de Staatsrot gemengt, dat géif géint d'Liberté de commerce goen. Wat natierlech absurd war, zemoos wann ee bedenkt, datt awer elo déi fréier Regierungen an déi heite Regierung jo och nach seet: „Ok, elo maache mer fifty-fifty.“ Komescherweis ass dat keng Entrave méi, mee egal. Mee mir sinn awer der Meenung – well et ass nach ëmmer komesch firwat wier et just fifty-fifty? –: Wann de Proprietär e Service freet, firwat muss trotzdeem nach de Locataire dofir bezuelen? An éierlech gesot: De Proprietär kann déi Frais d'agence stäipen. Dee kann déi Frais d'agence stäipen! De Locataire net onbedéngt. An et deet och nach bei fifty-fifty wéi. Dofir wiere mer frou, wa wéinstens deen Amendement kéint ugeholl ginn, fir dës Projet de loi nach e bëssen am Sënn vun de Locatairen ze verbessern.

Ech soen Iech Merci.

### Motion 6

*La Chambre des Députés,*

– vu que le projet de loi n° 7642 portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil n'apporte aucune modification au plafond du loyer annuel maximal ;

– considérant que le plafond du loyer annuel maximal en vigueur n'est plus opérationnel pour une grande partie des logements mis en location sur le marché privé ;

– considérant que le Gouvernement a annoncé vouloir revoir complètement le projet de plafonnement des loyers

*mais qu'une telle réforme prendra nécessairement un certain temps ;*

– considérant que, contrairement aux prix d'acquisition de logements en baisse depuis deux ans, les prix des loyers continuent d'augmenter et connaissent même une accélération prononcée depuis l'année 2022 ;

– considérant que selon l'Observatoire de l'habitat, les locataires du marché privé ont en moyenne un taux d'effort de 37,3 % et que ce taux augmente encore sensiblement pour les locataires des premiers déciles de niveau de vie ;

– considérant que selon le Statec, près d'un tiers des locataires au Luxembourg risquent de tomber sous le seuil de pauvreté,

*invite le Gouvernement*

– à mettre en place un gel des loyers jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi instaurant un plafonnement efficace et durable des loyers.

(s.) David Wagner, François Bausch.

### Amendement 1

*Amendement concernant l'article 4 ancien (article 5 nouveau)*

*L'article 4 ancien (article 5 nouveau), point 1°, du projet de loi, est amendé comme suit :*

« 1° Le paragraphe 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

« (1) La conclusion du bail ne peut être liée au paiement de sommes autres que le loyer. Sous peine de nullité, tout bail est établi par écrit, qui stipule au moins :

1° l'identité complète de toutes les parties contractantes ;

2° la date de prise d'effet du bail ;

3° la désignation de toutes les pièces et parties d'immeuble couvrant l'objet du bail, ainsi que l'adresse et la référence cadastrale de l'objet du bail ;

4° le montant du loyer sans les charges ;

5° le montant des acomptes sur les charges ou du forfait pour charges éventuelles ;

6° le supplément de loyer pour le mobilier, en cas d'un logement meublé ;

7° le montant de la garantie locative éventuellement stipulée ;

8° la mention que le loyer demandé par le bailleur pour le logement loué est déterminé de façon à respecter le plafond légal du loyer annuel tel que prévu par l'article 3 ;

9° l'indication que les parties contractantes ont la possibilité de saisir la commission des loyers conformément à l'article 8 en cas de litige sur la fixation du loyer.

*En cas d'intervention d'un agent immobilier ou d'un autre tiers dans la location d'un logement à usage d'habitation, les frais et honoraires de ces personnes sont partagés par moitié entre le bailleur et le locataire à charge exclusive du bailleur, à l'exception des frais et honoraires liés aux prestations visées à l'alinéa 3.*

*Les honoraires des personnes mandatées par le locataire pour constituer et gérer son dossier, pour organiser la visite du logement mis en location à usage d'habitation et pour rédiger le contrat de bail sont à charge exclusive du locataire. Ces honoraires sont dus à compter de la réalisation de la prestation.*

*La rémunération de personnes intervenant dans la location d'un logement à usage d'habitation ne peut excéder le montant du loyer mensuel hors taxes inscrit dans le contrat de bail et fixé conformément aux dispositions de l'article 3. »*

*Commentaire*

*Le présent amendement vise à modifier le point 1° de l'article 4 ancien (article 5 nouveau) du projet de loi ayant pour objet d'apporter des modifications à l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil.*

*La modification de l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi précitée du 21 septembre 2006 prévoit que la rémunération des personnes intervenant dans la location d'un logement est à la charge exclusive du bailleur, à l'exception des frais et honoraires liés aux prestations effectuées pour le compte du locataire qui sont à la charge de ce dernier.*

*L'alinéa 3 nouveau détermine les prestations potentiellement effectuées pour le compte du locataire visées par l'alinéa premier et précise que les honoraires sont dus à compter de la réalisation de la prestation.*

*Il est donc établi le principe selon lequel les frais et honoraires engendrés par l'intervention d'un agent immobilier ou d'un autre tiers dans la location d'un logement à usage d'habitation sont à la charge de la partie commanditaire de cette intervention (« Bestellerprinzip »).*

*L'alinéa 4 nouveau dispose que le montant servant de rémunération des personnes intervenant dans la location d'un logement à usage d'habitation ne peut excéder le montant du loyer mensuel inscrit dans le contrat de bail et fixé conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi précitée du 21 septembre 2006.*

(s.) David Wagner, Marc Baum, François Bausch, Sven Clement, Yves Cruchten.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Domat wier dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss. Ech hat eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser. Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, villmoos merci, Här President. Mir hunn nach zwou Minuten, dofir wollt ech kuerz reagieren. Ech war elo net – leider net – an der Logementskommission. Do sinn ech net Member. Ech hunn déi Diskussioun iwwert dëst Gesetz also net no verfollegt. Mee ech hunn awer haut, och duerch d'Interventione vum Här Bausch a sou weider, ganz interesséiert nogelasschert.

Ech mengen, hei sinn awer verschidde grondsätzlech Theorien, déi openeestoussen. D'ADR ass eng Partei, déi eeben och kuckt, datt mer Logementer op de Maart kréien ouni Zwang. Well et ass jo hei bei ville Parteien e bëssen déi Tendenz, d'Leit, d'Propriétaires iwwer Steiere wëllen ze zwéngen, Logementer op de Maart ze ginn, wat natierlech och net wäert fonctionnieren.

Mir hunn eng Approche, déi de Mechanismus vum Maart respektéiert, a wëllen d'Propriétaires encouragéieren, hir Wunnengen op de Maart ze ginn doduerch, datt se gewësse Garantien hunn. Ech mengen, datt ass ganz einfach déi besser Approche. A fir dat kënnen ze realiséieren, hu mer zum Beispill eeben och Mietvertrag mat enger fester Lafdauer proposéiert, déi net automatesch verlängert ginn. Dat ass ganz wichteg fir eng Rei Propriétaires. Wann een zum Beispill Kanner op der Universitét huet, da wëll e Propriétaire wëssen, datt en an zwee Joer säin Appartement kann zrëckkréien. An dann ass en och vläicht bereet, et ze verlounen. Huet en déi Sécherheet net, mécht en et net.

Mat de Kommissioun stelle mer eis och vill Froen. Wat sinn d'Effekter dovunner an der Praxis op Appartementshaiser zum Beispill? Oder ass et net esou, datt, wa vill Propriétaire Méikäschtchen hunn, och zum Beispill duerch en Deel vun der Kommissioun, se dat dann einfach iwwert de Loyer awer op d'Locatairer repercutéieren?

Ech mengen, déi ganz Diskussiounen hei muss een an engem politesche Kontext gesinn. Eis Approche ass, well mer gär hätten, datt vill Wunnengen um Marché sinn – mir schwätze jo hei net iwwert

de Logement abordable, mir schwätzen iwwert den normale Logement –, datt mer de Maart respektéieren an d'Konditiounen, fir Wunnengen op de Marché ze ginn, esou maachen, datt d'Leit wierklech Loscht hunn, ze verlounen. Ech mengen, datt wär eng konstruktiv an net op Zwang baséierend Approche, fir hei d'Problemer um Wunnengsmaart méi liicht ze maachen, also op jidde Fall an deem Sënn, datt mer dergéint virginn. All déi aner Theoriën vum Zwang géintiwwer de Propriétaires, mengen ech, hunn e géigendeeligen Effekt. A mir wäerten an deenen nächste Joren, wann esou Gesetzer duerchginn, déi d'Propriétaires zwéngen, verschidde Saachen ze maachen, ganz sécher nach dacks iwwert de Logement hei diskutéieren.

Villmoos merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann hunn ech nach eng kuerz Wuertmeldung vum Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Wéi ëmmer, wann den Här Kartheiser dann eppes seet, geet en net op dat an, wat ech gesot hunn. Et geet hei net ëm den Zwang an ëm iergend-eppes, mee et geet ëm dee berüümten Accord tacite, deen haut am Gesetz steet, deen näischt aneres bedeit wéi: Wann de Propriétaire net kënneg – dat heescht, en huet d'Recht natierlech, ze kënnegen, schréfflech, bannent engem gewëssenen Delai –, da leeft de Kontrakt automatesch weider. An dat ass awer e gewëssene Schutz fir de Locataire.

An, Här Kartheiser, liest emol eng Kéier den Avis vum Staatsrot zu Ärer Proposition de loi. De Staatsrot ass jo eng neutral Instanz, déi sech zumindest net iwwert d'Opportunitéit vum Gesetz ausschwätzt, well se seet och um Schluss vun hirem Avis: „Et ass awer schlussendlech un der Chamber, ze decidéieren, wat se wëllt decidéiere par rapport zu deem Ganzen.“ Mee si warne vir drun an hirem Avis, datt grad dat doten Element géif ofgeschafft ginn a virun allem datt dat, wat Der proposéiert, wat am plaz kënn – datt ee mol net méi muss e Recommandésbréif schreiwen, fir ze kënnegen –, eng Katastroph ass par rapport zu de Locataires an datt domadder de Schutz eigentlech vun de Locataires definitiv ofgeschafft ass.

Dozou hätt Der elo sollen eppes soen an net erëm eng Kéier vun Thema oflenken an eppes Allgemenges hei schwätzen, wéi Der dat ëmmer ganz gär maacht, mee Dir sidd net fir de Schutz vun de kleng Leit, Dir sidd hei fir de Schutz vun deenen, déi besëtzen, an dat ass eppes ganz aneres.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Meisch**, Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och merci den Intervenanten. Merci virun allem och deenen, déi dee Gesetzesprojet dann hei elo mat ënnerstëtzen, wëssend, datt e just en Deel ofdeckt.

An ech denken, datt et richtig war, fir hinzugeen an dat, wat Konsens gemaach huet, dat, wou jiddersee seet: „Eigentlech am Prinzipp ass dat dote richtig“, wou mer vläicht nach op Nuancen dann awer auserneelouchen ..., fir ze soen: „Jo, dat solle mer an eist Gesetz kréien an net nach ee Joer, zwee Joer, dräi Joer waarden, éier mer dat kënnen a Kraaft triede loossen.“ Domadder hu mer och eng Portioun

Protektioun vum Locataire. Ech denken un d'Aspekter vun de Kommissiounen, ech denken un d'Kautiounen, op där anerer Säit awer och d'Aspekter vun der Moderniséierung vun eisem Mietrecht, dee ganze Volet Colocatioun, wou d'Riedner sech jo alleguerten hei eens waren, datt dat gutt ass, datt dat an dës Zäit passt, datt et och bei e Land wéi Lëtzebuerg passt, fir Colocatiounen ze reegelen an domadder net anzeengen, mee virun allem awer entstoen ze loosenen, ze ënnerstëtzen an déi Wunnform och quasi ze promouvéieren.

Deen Aspekt, deen – an dat wonnert net, well en ass méi kontrovers –, haut natierlech och nach eng Kéier an dëser Debatt am Mëttelpunkt stoung, ass de Plaf-fong oder eng Brems fir d'Loyeren, fir datt se net ze schnell klammen a fir datt deen, deen a Wunnraum investéiert, op där anerer Säit eebe wuel e rasonabele Rendement huet, mee awer keen exzessive Rendement, an domadder och eng Protektioun vum Locataire ka garantéiert ginn.

An datt deen Equiliber do ze fannen natierlech méi schwierig ass, dat liicht eis och alleguerten an. Et gëtt natierlech divergent Interessien tëschent Locataire a Propriétaire. Op där anerer Säit brauch awer och een deen aneren, well wa kee méi investéiert a Wunnraum, da kann och herno keen dra wunnen, an dat ass au détriment vun de Locataires. A wann e Locataire sech et net méi ka leeschten ze lounen, dann ass dat och au détriment vun de Propriétaires. Sou muss mer scho kucken, datt mer hei trotz divergente Vuen an enger divergenter Interesselag awer probéieren, dat, wat souwuel am Interêt vun Investisseur a Propriétaire ass wéi och am Interêt vun Locataire, erauszuschlielen.

An dat war besonnesch schwierig, huet sech an de leschten zwee Joer awer erausgestallt. Mir wëssen, wéi déi Diskussioun gefouert ginn ass, mir wëssen, wéi kontrovers se haut nach gefouert gëtt, an enger Zäit, wou mer galoppéierend Inflatéiounen haten, an enger Zäit, wou mer vum enger ganz niddereger Zëssituatioun op awer erëm vill méi eng héich Zëssituatioun komm sinn, an enger Zäit, wou grad hei zu Lëtzebuerg, mee och an anere Länner, d'Investitioun an de Wunnraum quasi zum Stillstand komm sinn, wou näischt méi geschitt ass a wou eng grouss Incertitude war, an enger Zäit, wou mer gemierkt hunn, datt mer duerch Corona an all déi aner Situatiounen duerno eng grouss Unsécherheet haten, och wat d'Baukäschten ubelaangt, well d'Präisser vun de Matière-premiéren immens volatill reagiert hunn. An duerfir, mengen ech, wat dat vläicht net de richtige Moment fir ze probéieren, déi doten Exercier ze maachen, déi divergent Interesselag hei awer ze kucken, wat eis do kann eenegen a wat dee gemeinsamen Nenner ka sinn, wou mer Schnëttstellen hunn tëschent den Interessien vun de Propriétaires an de Locataires.

D'Regierung huet sech awer engagéiert, wou mer decidéiert hunn, mir wëilten dee Volet elo hei ausklameren, datt mer alles dat, wat mer haut hei am Text erëmfonnt hunn, wéi d'Moderniséieren an och en Element vu Schutz fir d'Locataires, wëlle weiderdreien an datt déi aner Diskussioun net dout ass, datt mer déi wäerte weiderféieren, datt mer se awer och op Basis vu konkrete Chiffere weiderféieren.

Ech sinn duerfir eigentlech och ganz no bei där Motioun vun der LSAP, déi seet: „Mir hätte gäre méi eng global Vue iwwert d'Entwécklung vun de Loyeren hei zu Lëtzebuerg.“ Mir hunn den Observatoire de l'habitat, wou ech awer soen, datt dee schonn e gudden Deel dovunner ofdeckt. Mir sinn och an Diskussioun mat dem LISER, dee jo dann den Observatoire och geréiert, fir ze kucken, wéi mer do e Schratt weider kënnen kommen.

Et waren an Ärer Motioun eng Rei vu Croissancë vu Loyerer indiquéiert, déi mir net onbedéngt esou deelen, well den Observatoire nach d'lescht Woch communiquéiert huet an eigentlech méi eng bescheiden Augmentatioun fir dat éischt Trimester vun dësem Joer gesinn huet, eng Augmentatioun vun de Loyerer, déi ënnert der Inflatoun war, soudatt d'Situatioun sech awer och an deem Sënn schéngt e bëssen normaliséiert ze hunn. Ech drécke mech hei ganz virsichteg aus, well mir wëssen natierlech net, wat duerno nach alles wäert kommen.

Déi Approche deele mer. Ech kéint mer virstellen, datt mer eng Kéier mat deem, wat mir bis elo mam Observatoire beschwat hunn, och an d'Kommissioun kéinte kommen an dat dann och do deelen. Mat der Motioun hunn ech awer och inhaltlech kee Problem, wann insistéiert gëtt, se zum Vott ze stellen, well et seet dann, mir sollte probéieren, esou e Mietspigel ze erstellen. Et ass technesch net ganz einfach, mee probéiere kann een et ëmmer, a mir brauchen eeben déi Base de données.

Mir brauchen och déi Base de données do, mengen ech, fir eng fiabel an eng sachlech Diskussioun kënnen ze féieren iwwert dat, wat mer da mat ënnerschiddleche Begrëffer hei bezechent hunn: eng „Loyersbrems“, e „Loyersdeckel“. Do geet et nëmmen, wa mer eng ganz gutt Vue hunn iwwert d'Ist-Situatioun, iwwert d'Entwécklung vun deene leschte Joren. An duerfir ass dat emol eng éischt Viraussetzung.

Ech mengen awer och, datt mer dann an enger Situatioun sinn, wou mer hoffentlech ..., déi sech um Immobiliemarché méi normaliséiert huet, souwuel aus der Vue vun de Locataire wéi och aus der Vue vun de Proprietären, datt mer dann nach eng Kéier en Ulaf sollen huelen, fir ze kucken: Wat ass konsensfäeg? Wat mécht Sënn?

Ech bestreiden net, datt et ëmmer wäert divergent Vuen dozou ginn, mee ech mengen, datt mer Momenter kënnen fannen, déi besser sinn, fir do e méi grouse Konsens ze fannen. Well wann ech dat kucken, wat an deem Gesetzesprojet awer virgesi war, a mat den Acteuren schwätzen – a ganz ënnerschiddlechen Acteuren: souwuel deenen, déi d'Mieter representéieren, wéi och deenen, déi d'Proprietären an d'Investisseure representéieren –, da war eigentlech kee richteg zefridden. An ech denken, mir kënnen wuel eppes maachen, wou vläicht deen een oder deen aneren da seet: „A, mech stéiert et nach ëmmer e Stéckwäit, mee dat doten, dat mécht awer Sënn.“

An duerfir huet d'Regierung sech engagéiert – an ech kann dat och hei nach eng Kéier widerhuelen –, deen doten Exercice ze maachen, wéi gesot, wa mer fiabel Donnéeën hunn, unhand vun deene mer kënnen diskutéieren an analyséieren, an dann awer och ze kucken, mat deenen eenzelne verschiddenen Acteuren e méiglechste breede Konsens kënnen ze fannen. Wann deen net méiglech ass, muss d'Regierung, denken ech, herno hir Responsabilitéit iwwerhuele respektiv d'Parlament muss seng Responsabilitéit iwwerhuelen.

Mee et ass gefrot ginn, datt d'Regierung an engem rasonablen Delai esou e Gesetzesprojet soll op de Wee bréngen. Jo, et ass genau dat, wat mer wëlle maachen. An den Delai schéngt mer net demesüriert ze sinn. E schéngt nach ëmmer sportlech ze sinn, mee kommt, mir probéieren emol, datt mer dee vun engem Joer, deen hei genannt ginn ass, kënnen viséieren.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat heiten e klengt Stéck a Richtung vu Moderniséierung vun eise Mietrecht, e Stéck a Richtung vu Schutz vun

de Locataire. Mee mer wëssen, datt dat heiten, wéi aner eenzel Mesüeren, de Logementsproblem, dee groussen Defi hei zu Lëtzebuerg, net wäert aleng léisen an datt mer weider wäerten dru schaffen, un deem, wat ech hei elo indiquéiert hunn an nach eng Kéier kloer confirméiert hunn, mee awer och op ganz villen anere Pisten, fir déi national Erausforderung, bezuelbare Wunnraum fir méiglechst vill Leit hei am Land kënnen ze garantéieren, kënnen unzegoen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.** Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

### **Amendement 1 modifié**

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7642 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 of vun deene Lénken, deen als Objet huet, den Artikel 5 ze änneren, andeems en neie Punkt 8 beim éischte Paragraf derbäikënnert an den éischten Alinea ofgeännert gëtt. Ech hoffen, datt dat elo alles richteg war, mee dat schéngt ze stëmmen.

### **Vote sur l'amendement 1 modifié**

Ech géing also deen Amendement vun deene Lénken zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e wéineg en Effort beim Vote par procuration, mir si bal esou wäit.

Da schléissen ech de Vott of.

An den Amendement krut 19 Jo-Stëmmen a 40 Nee-Stëmmen. Domat ass den Amendement Nummer 1 also mat 40 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmme bei 0 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel) et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Max Hengel), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Den Artikel 5 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer och elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7642. Den Text steet am Document parlementaire 7642<sup>26</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7642 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Dës Kéier ass den Total richteg. Ech schléissen de Vott also of.

Jo-Stëmmen: 58, Nee-Stëmmen: keng, bei 2 Abstentiounen. Dësen Text ass also uegheoll mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Aehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### **Motions**

Elo hu mer eng ganz Rei Motiounen hei leien. Da muss mer och kucken, datt mer do derduerch kommen. Dat sinn am Ganze sechs Stéck.

### **Motion 1**

Déi éischt ass hei deposéiert gi vun der Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

**Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, merci, Här President.** Ech mengen, ech hat den Inhalt schonn exposéiert. Ech begrëissen d'Reaktioun vun der Regierung op dës Motioun. Mir sinn der Meinung, dass d'Virleie vun Transparenz hei wierklech maassgeblech ass an dësem Dossier.

Wann elo effektiv déi Referenz op déi Haussé vun IMMOTOP stéiert, kann een déi gär eraushuelen. Dat sollt am Fong geholl just justement illustréieren, dass mer keng fest Donnéeën hunn. Also, déi si bekannt. Fir eis ass dat elo wierklech net weesentlech, ob déi mat drasti vir oder net. Wann dat sollt en Empêchement sinn, fir d'Motioun matzestëmme, kann ee gären dorobber verzichten.

Fir de Rescht begrëissen ech, dass mer dat dann an der Kommissioun wäerte bearbechten. Mir wäerten eis do gäre konstruktiv mat abréngen a mir hunn ons schonn eng ganz Rei Gedanken an déi Richtung gemaach.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.** Här Baum.

**M. Gilles Baum (DP), rapporteur |** Ech géif gären alleguerten de Kolleegen, déi de Mëtten eng Motioun eragereecht hunn, Merci soe fir déi Aarbecht,



déi wäertvoll Aarbecht, déi se heizou bäidroen. Hei gëtt effektiv gefuereert, dass mer sollten eng méi déifgräifend Analys maachen iwwert de Mietspiegel. Ech mengen, d'Madamm Lenert huet et elo grad gesot, wa mer kéinten déi Motioun hei an d'Kommissioun huelen, fir se do ze traitéieren, da kéinte mir als Demokratesch Partei, als Fraktioun, domat averstane sinn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Gëtt et nach eng aner Wuertmeldung dozou?

Da gesinn ech, datt déi Proposition breet gedeelt gëtt. Ech kann déi also zur Ofstëmmung à main levée bréngen.

#### **Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission**

Wien ass d'accord, dës Motioun an d'Kommissioun ze schécken?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann hu mer dës Motioun an d'Kommissioun geschéckt an déi wäert dann do traitéiert ginn.

*(La motion 1 de Mme Paulette Lenert est renvoyée à la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire.)*

#### **Motion 2**

Komme mer zur zweeter Motioun vun der ADR, vun der Madamm Schoos. Madamm Schoos, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Just ganz kuerz. Ech mengen, se ass selbsterklärend. Et ass wierklech hei just, fir an ... – mir hunn elo mol 24 Méint proposéiert – eng Kéier ze kucken, wéi sech elo déi nei Artikelen fir d'Colocatioun um Terrain auswierken, och praktesch, wat mer grad diskutéiert hunn. Wat ass méiglech? Gëtt dat wierklech esou vill ugeholl? A virun allen Dëngen och: Wat fir praktesch Probleemer begéinen eventuell d'Studenten um Terrain?

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Schoos.

Wie wëllt heizou nach d'Wuert huelen?

Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci och fir dës Motioun. Et ass e bëssen an der leschter Legislaturperiod esou eppes wéi en Nationalsport agefouert ginn, géif ech soen. Allkéiers, wann e Gesetz gestëmmt ginn ass, da koum eng Motioun, fir ze kucken, ob mer net sollen eng Evaluatioun dovun maachen. Ech weess net, ob mer dat an dëser Legislaturperiod solle weiderféieren. Ech sinn éischer der Meinung net. A wa mer mat eise Servicer um Terrain am Logement mierken, dass muss nogebessert ginn, wäerte mer nobesseren.

Wat elo d'Studentewunnengen ugeet, do ass et esou, dass déi schonn e legale Kader hunn. Also dee Punkt hei wär superfetatoire. An ech géif menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net ze stëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldunge. Fir d'éischt den Här Bausch an dann den Här Lies. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, et kënnt och heiansdo fir, datt d'Majoritéit mir et einfach mécht. Den Här Baum huet alles gesot, wat ech och wollt soen. Duerfir: Mir wäerten déi hei och net stëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ma gesitt Der! Dann ass d'Wuert fir den Här Lies.

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech schlësse mech och do dem Här Baum un, well en huet alles gesot, wat heizou ze soe war. An duerfir: Mir wäerten och dergéint stëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ma très bien!

Soss gesinn ech keng Wuertmeldung. Da géif ech dës Motioun Nummer 2 zum Vott stellen.

#### **Vote sur la motion 2**

De Vott fänkt un. Vote par procuration. De Quorum ass erreecht. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 50 Nee-Stëmmen, 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent bei 50 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen a bei 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Christophe Hansen), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

#### **Motion 3**

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi deposéiert ginn ass vum Här Bausch. Här Bausch, wëllt Dir nach d'Wuert?

**M. François Bausch** (déi gréng) | Ganz kuerz, Här President. Ech si frou, datt de Minister jo seet, datt bis d'nächst Joer de Summer dat zwar vläicht sportlech wär, mee en awer d'accord wär, dat ze akzeptéieren, also datt dat als Delai kéint gëllen, datt en déi Propos kéint bréngen, soudatt ech jo mengen, dann dierft et och kee Problem sinn, d'Motioun ze stëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Ech gesinn awer, datt den Här Baum d'Wuert freet. Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Jo, effektiv froen ech d'Wuert. Ech hu virun am Rapport gesot, dass mer effektiv dat iwwert d'Plaffongen an de Loyeren erausgeholl hunn. Mee ech hunn awer och hannendru gesot, dass mer weider zu deem Prinzipp stinn, dass mer wëllen do eppes maachen. An ech mengen, et ass ganz fei vun Iech, dass Der gesot hutt: „Okay, mir ginn Iech nach eng Kéier sechs Méint derbäi.“ Ech hu mam Här Minister geschwat.

Ech géif menger Fraktioun proposéieren, Här Bausch, dës Motioun matzedroen.

**Plusieurs voix** | A!

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Lies.

**M. Marc Lies** (CSV) | Ech wëilt d'Harmonie da lo net briechen an effektiv géif d'CSV dat heiten och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ma très bien! Ass nach eng aner Wuertmeldung do?

Kann ech dës Motioun à main levée zur Ofstëmmung bréngen oder ...?

Neen, et ass e Vote électronique gefrot. Da maache mer e Vote électronique.

*(Interruptions diverses)*

Ma dann ass jo jiddwereen zefridde mat där Decisioun. Mir maachen also e Vote électronique.

#### **Vote sur la motion 3**

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

Huet jiddwereen elo richtig gestëmmt oder wat e wollt stëmmen? Ok. Dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, Neen: 5. Dës Motioun ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Christophe Hansen), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

#### **Motion 4**

Da komme mer zur Motioun Nummer 4 vun de Piraten.

Den Här Marc Goergen. Wollt Dir nach ...? Dir waart bis duerno. Ok.

Wie wëllt heizou d'Wuert huelen?

*(Hilarité)*

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Dann huelen ech d'Wuert, well d'Begeeschterung sech jo a Grenzen hei hält. Eng Motioun muss ëmmer zillförend sinn. Ech gesinn elo wierklech net, wat de Meerwäert wär, wa mer déi Motioun elo hei géife stëmmen. An dofir proposéieren ech menger Fraktioun, déi hei net matzedroen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Ech verstinn d'Argumentatioun vum DP-Spriecher elo net.

(Hilarité)

Et ass jo net fir näischt, datt déi viregt Regierung, wou d'DP dra war, mengen ech ...

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, ech mengen, jo!

(Interruption par M. François Bausch)

Jo!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | ... dat agefouert hat, och den Här Kox, datt wéinstens – dat ass de Minimum vun Transparenz – de Locataire och ka gesinn am Mietvertrag, wat de Capital investi ass, well dorunner gëtt jo och de Respekt vum Loyer gemooss. Also et ass u sech, kéint ee soen, et ass e bësse superfetatoire, wann een engem Proprietär muss erklären, datt e sech u sech un d'Gesetz muss halen. Mee dat sinn eeben d'Lëtzebuerger Verhältnisser. Mee et ass awer ganz utile, well et ass net all Locataire, deen et weess. An e ka vläicht och virun eng Mietkommissioun goen. Also ass et ganz zilförend, fir dat dranzesetzen.

Dofir verstinn ech net, firwat d'DP dat net wëllt. Wat gëtt et do ze verstoppen? Dir wësst et vläicht besser.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

Den Här Goergen. Nee, d'Madamm Lenert fir d'éischt, dann den Här Goergen. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif eiser Fraktioun och proposéieren, dës Motioun matzestëmmen. Dat ass e Plus un Transparenz. Ech hat och verstanen, mir wäeren eis eens, dass dat d'Richtung ass, déi mer mussen aschloen, d'autant plus, wou déi heite Propos an der viregter Regierung am Fong op den Dësch koum. Ech sinn e bësselechen erstaunt iwwert d'Requirement. Mir fanne se schon zilförend. Mir hunn elo schrëftlech Verträge an dat heiten ass e Plus un Transparenz, dee mer nëmme kënnen begrëssen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Lenert. Dann hu mer nach d'Wuertmeldung vun dem Här Goergen. An duerno den Här Bausch. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also et ass a sech elo näischt, wat d'Welt géif nei erfannen. A sech huet d'Majoritéit e Gesetz eraginn, wou drasteet, et dierft 5 % vum Capital investi sinn. Sou, elo weess de Locataire awer net, wat de Capital investi ass. Dat ass jo dat Paradox hei.

An déi Motioun freet jo einfach nëmme, dass an dee Kontrakt stoe kënn, wat dat Kapital ass, fir dass ee ganz kloer gesäit: Déi 5 % sinn agehalen oder net. Well mir hu jo ganz paradox Situatiounen op eemol um Marché.

Kuckt een zum Beispill de Rapport vum Ombudsman 2022, do ass een, deen huet de Loyer méi déif ugesat, wéi e misst, also net esou héich wéi déi 5 %. Do ass dann du vun der Steierverwaltung gefrot ginn, e misst besteiert ginn op dem maximale Montant. Dat heescht, „de demander toujours le maximum de loyer possible.“ Do schreift dann den Ombudsman: „Imposer à un contribuable de demander un maximum de loyer semble également contraire à l'intention du pouvoir public de lutter contre la pénurie de logements abordables.“ An dat ass eigentlech déi paradox Situatioun, déi mer am Land hu mat de Loyeren.

A wa mer net higinn an op déi Kontrakter dropsetzen, wat de Capital investi ass, wéi soll dann de Locataire sech schützen? Ech verstinn och net, wat do ze verstoppen ass. Well et huet ee jo de Capital investi, et ass d'Gesetz. Et muss een herno warscheinlech bei den Affekot an op d'Gericht. Vlächte spekuléieren och eenzel Leit, dass de Locataire dat net kann a seng Rechter dann net kann duerchsetzen. Also fir eis wär et dat Normalst vun der Welt, dass een ënnerschreift, dass de Capital investi dropsteet, well dat ass nun emol dat, wat och haut d'Majoritéit gestëmmt huet, fir de Loyer festzeleeën.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Dann nach zwou Wuertmeldungen: den Här Bausch an duerno den Här Minister. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President, ech kann et kuerz maachen. Ech mengen, et schéngt mir evident ze sinn, datt dat hei e wichtige Punkt ass, well dat do war genau de Sträitpunkt deemools beim Urteel, och bei de Gerichter, datt dat do net konnt definéiert ginn après coup, a wat dunn zu där Situatioun gefouert huet, datt deejéinegen herno och deboutéiert ginn ass.

Ech menge schon, datt dat hei e wichtige Punkt ass. Dofir si mir natierlech do derfir.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Här Minister.

**M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Also et schéngt mer och net abwegeg ze sinn ze soen, wa mer gären e Prozentsaz als Plaffong vum Capital investi definéieren, ze wëssen, wat dee Capital investi ass.

Elo muss mer awer vläicht just kucken, a wat fir enger Prozedur mer hei sinn a wéi mer dat doten elo wëllen ëmsetzen. Mir hu jo hei elo grad en Deel, oder mir wäerte jo grad en Deel dann och hei elo vun deem ganze Package approvouert hunn. Mir hu gesot, deen aneren Deel iwwert de Plaffong vum Loyer, dee wëlle mer diskutéieren. An dat heiten ass een Element dovunner.

Wa mer elo hei déi Motioun géife stëmmen, géife mer dann dat elo nach eng Kéier an e Projet de loi direkt bréngen, éier mer dann e Projet de loi op de Wee bréngen, fir de Plaffong ze definéieren. Ech denken net!

An duerfir géif ech der Chamber recommandéieren, datt mer dat dote mat an dee Package huelen, deen nach kënn, dat do a Rou diskutéieren a kucken, dann eng Léisung dofir ze fannen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung zu dësem Sujet. Da géif ech d'Motioun Nummer 4 vum Här Marc Goergen och zum Vott stellen.

#### Vote sur la motion 4

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmmen géint 20 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Eten, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

#### Motion 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 5, och vum Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir wëllt warscheinlech duerno d'Wuert huelen. Si Wuertmeldungen do? Den Här Lies huet d'Wuert gefrot.

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, wat dës Motioun hei ugeet: Mir hunn an deene leschte Wochen a Méint e Rise-package gesinn u Moossnamen, déi och um steierleche Plang da geholl gi sinn. An duerfir mengen ech, mir sollen effektiv elo mol consolidéieren a kucken, datt mer och effektiv déi Moossnamen, déi elo entaméiert gi si respektiv och an deenen nächste Méint souwuel vun deenen dräi Ministèren, déi 40 Moossname presentéiert hunn ..., mol ëmgesat kréien. An duerfir géif ech proposéieren, dës Motioun hei net ze stëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Lies. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat schéngt net de Fall ze sinn, ausser den Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also hei geet et eigentlech ëm déi Moossnamen, déi d'Regierung mam Bëllegen Akt, wann een an d'Locatioun gëtt, scho fir d'VEFA ëmgesat huet, awer wou se vläicht an der Kommunikatioun am Ufank op de Pressekonferenze verpasst hat, ëmmer derbäizeetzen, dass et och fir d'VEFA wär. Well et si ganz vill Leit dobaussen, déi hu gemengt, et wär a sech fir all eidel Wunneng, déi ee keeft, fir se herno an d'Locatioun ze ginn, wat eigentlech och dee richtege Wee gewiescht wär, well dat si Wunnengen, déi elo scho fäerdeg wäeren. Mir missten net waarden op d'VEFA, nee, et si Wunnengen, déi elo schon eidel stinn. An déi missten eigentlech elo mobiliséiert ginn, well dat wär jo a sech deen Ureiz, deen ee géif schafen, fir ze soen: „Géif déi elo an d'Locatioun. Kuck, dass eng Famill drakennt!“ Dofir verstinn ech elo net, wat d'Argumentatioun wär dergéint.

Well en plus ass et jo eng Vente, déi da stattfënt. Déi kann ee just eemoleg dann zéien. A mir hätte méi Appartementer, Hauser, déi elo an d'Locatioun géinge kommen. An et baséiert op enger Iddi, déi Dir a sech geschriwwen hutt, mee Dir hutt se just op d'VEFA begrenzt. A bei de VEFAe wësse mer, dass just Promoteure se kënnen verkafen. Dat heescht eis Optik ass, dass jiddereen am Land kéint zum Bëllegen Akt dat dote maachen, fir dann neie Logement ze schafen, well mir wëlle jo jiddereen mat an d'Boot huelen. Mir wëllen net nëmme d'Promoteure mat an d'Boot huelen, wéi Dir an Ärem Projet.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Ech gesi keng aner Wuertmeldungen.

Da géing ech och dës Motioun zum Vott stellen.

#### Vote sur la motion 5

De Vott ass op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmme: 8, Nee-Stëmme: 37, Abstentionen: 15. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 37 Nee-Stëmme géint 8 Jo-Stëmme bei 15 Abstentionen.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spatz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

#### Motion 6

An da komme mer zur leschter Motioun, déi den Här Wagner hei deposéiert huet. Här Wagner, wëllt Dir d'Wuert nach dozou huelen?

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Nee.

**M. Claude Wiseler**, Président | Sinn aner Wuertmeldungen do? Den Här Lies, den Här Bausch. Fir d'éischt den Här Lies. Ok.

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, nach eng kéier fir d'Wuert. Bon, ech mengen, wat dee Gel vun de Loyeren ugeet ... Am Ausland huet ee mol gesinn, wat och en Deckel respektiv e Gel vun de Loyere ka provozéieren. Ech mengen, mir si momentan an enger Situatioun – an et ass virdrun och, mengen ech, vun all Riedner hei gesot ginn, hei uewen um Riednerpult, datt mir jo an enger schwiereger Phas sinn –, datt iwwert déi lescht Joren, wat de Wunnengsbau ugeet, och net méi dran investéiert ginn ass aus deem engen oder deem anere Grond. Dat ass och e puermol gesot ginn.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt mer solle kucken, datt de Locataire och seng Rechter huet, datt en effektiv gestärkt gëtt an datt en och mat deem, wat mer elo virdu gestëmmt hunn ..., datt do dee finanziellen Aspekt op senger Säit, wann en eng Wunneng ugeet, wann en draplënnert ..., datt en do effektiv dat, wat u Finanzen ze hannerleeën ass respektiv ze bezuelen ass, ier en déi Wunneng iwwerhaapt ka bezéien ..., datt dat och dee richteg Wee ass.

Mir sollen op där anerer Säit awer och kucken, datt mer den Investisseur oder de Bailleur net nach

zousätzlech verprellen, well wa mer esou weiderfueren an et net méi interessant ass, iwwerhaapt nach an de Steen ze investéieren, dann, mengen ech, gi mer dee falsche Wee. An duerfir ass et och wichteg, datt d'Rechter an awer och d'Flichte vun engem Bailleur an engem Proprietär an Zukunft matconsideréiert an och gewaart bleiwen. An duerfir, mengen ech, wär an dëser Situatioun e Gel op engem Loyer ze maache sécherlech dee falschen Incentive respektiv dee falsche Message, dee momentan géif gi ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Lies. Dann ass et um Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen: Wat mer wierklech ëmmer méi géint de Stréch geet, datt ass, datt gemaach gëtt, wéi wann de Problem, dee mer am Bau hunn, en général éischtens just mam Logement ze dinn hätt – dat ass dat éischt – an zweetens dann och nach ze dinn hätt mat esou Saache wéi deem hei, wann een e Schutz wëll aféieren, e Schutzmechanismus fir sozial Schwaacher.

D'Baukris an d'Logementskris hu ganz villfälteg Ursachen, iwwer déi mer scho vill diskutéiert hunn. Eng vun den Haaptursachen ass ganz sécher d'Zënsentwécklung gewiescht. An et ass awer och net esou – ech refuséieren esou Sätz! –, wéi wann et net méi interessant wär, an de Steen ze investéieren oder an de Bau. Entschëllegt, datt ass sécherlech richteg fir Verschiddener, déi natierlech mat deenen héijen Zësen musse kämpfen, mee et ass awer nach laang net fir se alleguer d'nämmlech richteg. Et gëtt der ëmmer nach, och souguer an deene leschten zwee Joer, déi ganz vill Sue verdéngt hunn. Dat kann een iwwregens och nokucke goen, wann een dat wëllt, wann ee sech derfir interesséiert.

An duerfir, fir dann ze soen, datt wär ... Sou eppes wéi dat heiten, wa mer dat géingen aféieren, wat jo nëmme eng temporaire Mesür wär, bis datt d'Gesetz geännert gëtt – a mir hu jo elo héiere vum Minister, datt d'Gesetz jo awer da soll, wat ech begrëissen, vun der Regierung zügeg geännert ginn –, da wär dat hei e gewëssene Schutzmechanismus an där Iwwergangphas, an där mer de Moment sinn, par rapport zu de Schwächsten an der Gesellschaft, nämlech de Locataire, déi sech ganz sécher keen Haus kënne leeschten.

Duerfir, déi Argumentatioun, déi elo gefouert ginn ass, deelen ech guer net, well ech mengen, datt se och falsch – fundamental falsch! – ass. Par konter mécht et mir ganz vill Suergen, datt bei der Aarmut, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, grad déi heiten dorënnerfalen an dass et just dorëms geet, e gewëssene Schutz ze bidden, fir datt déi Aarm net nach méi aarm ginn an nächster Zäit an dësem Land.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Obwuel eis dës Motioun sympathesch ass vum Sënn hier, hu mer e Problem domadder, dass se esou generell ass. Et kann een net dervun ausgoen, dass par définition all Loyer, dee fléisst, abusiv ass, och wann d'Tendenz steigend ass. Dofir hu mer eise Problem domadder.

Mir sinn der Meinung, dass soll Tempo an déi Dosieren erakommen, dass et Instrumenter brauch fir Transparenz. Fir hei, och wann et nëmme fir eng begrenzten Zäit ass, u sech jiddwereen e bëssen ënner Generalverdacht ze setzen, dass en abusiv handelt, datt ass fir eis net differenziéiert genuch. Et brauch Mechanismen. Mir begrëissen, dass d'Erhéijungen elo gereegelt wäerte ginn. A mir fuerderen, wéi mer et scho gesot hunn, Tempo, fir den Deckel

erbäizekréien, fir och Transparenz op dem Marché ze kréien. Mir hu Schwiereregkeen, fir generell elo e Freeze ze maachen. Dat schéngt ons iwwert d'Zil eraus gegruff.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Lenert. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Also, eis ass se och ganz sympathesch, just géinge mir kee Gel vun de Loyere generell froen. Wa mir iwwert e Gel schwätzen, dann ass et an eiser Optik éischer fir déi Leit, déi et brauchen, déi méi kleng Salairen hunn. Ech verstinn elo net, firwat mer Leit, déi ganz gutt Salairen hunn, sollten e Gel op de Loyer maachen. Ech verstinn d'Pist, wou Der wollt goen, mee fir eis ass et einfach ze generell. Deene Leit, déi et brauchen, ze hëllef mat engem Gel, ganz gären, awer net generell zu egal wat fir engem Salaire elo ze soen: „Du hues e Gel, bis iergend eng kéier en neit Gesetz kënnt.“ Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Wann elo keng aner Wuertmeldung do ass, ginn ech dem Auteur nach d'Wuert. Den Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, elo verstinn ech awer wierklech net, wat do sou ..., inwiefern mir d'Proprietären ënner Generalverdacht géife stelle mat dëser Motioun. Mir free jo e Plafonnement. Dat géif jo heeschen, datt souwisou elo keen eppes verléiert. Also, déi, déi souwisou net abusiv sinn, déi verléiere guer näischt. Dat ass dat, wat an der Motioun steet. Dofir verstinn ech d'Argumentatioun leider net vun der sozialistescher Fraktioun. Et ass keen, deen eppes wäert verléieren. Et ass just, datt mer e Gel maachen en attendant.

Well, wësst der, mir hu laut Statec een Drëttel vun de Locataire, déi riskéieren, ënner de Seuil de pauvreté ze falen – iwwer een Drëttel: 37 %. Ech weess net, ob dat och op déi selwecht Proportioun zoutrëfft bei de Proprietären, ob 37 % vun de Proprietäre riskéieren, ënner d'Aarmutsgrenz ze falen. Ech mengen, dat ass net de Fall – glécklecherweis fir si –, dat heescht, mir hu schonn eng gewëssene Urgence hei.

Et gëtt hei och gesot vum Här Lies, datt iwwerall do, wou e Gel agefouert gouf am Ausland – ech weess net, wat fir en Ausland –, dat ganz schlecht Konsequenze gehat hätt. Ech weess net, vu wat fir engem Ausland den Här Lies schwätzt. Ech weess, datt et Länner gëtt, wou dat ass, an et funktionéiert, op jiddwer Fall och fir d'Locataire, an et ass keen, dee ruinéiert ass. Mee ech weess awer, datt et hei zu Lëtzebuerg zu där Situatioun féiert ..., dat räicht Lëtzebuerg, wou 37 % vun de Locataire am Risiko sinn, ënner de Seuil de pauvreté ze falen. Dat heescht, dat heiten, dat ass soss näischt wéi eng Fuerderung, en attendant, datt d'Regierung eng Brems aféiert oder eng Reform vum Mietgesetz mécht, datt mer soen: „Elo hält et op ze wuessen, elo ...“ A mir hunn dat jo och scho während der Covidzäit gemaach! Also: „Elo hält et op ze wuessen, well elo kann et net sinn, datt d'Locataire nach méi leiden an nach méi der Gefor ausgesat ginn, an d'Aarmut ze falen!“

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci. Domat wär dann och d'Diskussioun iwwert dës Motioun ofgeschloss.

#### Vote sur la motion 6

Ech géif déi dann zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 6 Jo-Stëmmen, 54 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 54 Nee-Stëmme géint 6 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui :* MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Ont voté non :* Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Christophe Hansen), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Domat wäre mer dann um Schluss vun dësem Punkt vum Ordre du jour ukomm.

## 7. Ordre du jour (suite)

Éier mer deen nächste Punkt elo ufänken, géif ech just soen: Ech wollt Iech proposéieren, datt mer déi Motioun, déi den Herr Sehic virdrun deposéiert hat, no dem nächsten Text huelen. Da kann den Här Meisch déi Saachen zesummen hei maachen. Ech mengen, dat ass déi einfachst Aart a Weis fir virzegoen.

Wann Der domat d'accord sidd, géife mer dat esou maachen.

(Assentiment)

## 8. 8163 – Projet de loi fixant la tâche du personnel éducatif et psycho-social des services et administrations de l'Éducation nationale et modifiant :

**1° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;**

**2° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**

**3° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale**

Da géinge mer elo den nächste Punkt op eisem Ordre du jour huelen. Dat ass de Projet de loi 8163 iwwert d'Tâchë vum Léier- a psychosoziale Personal. D'Riedezäit ass hei och nom Modell 1 festgeluecht, ass also déi selwecht wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehic, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

## Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen haut beschwat gëtt, huet d'Zil, déi gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Aufgabe vum edukativen a psychosoziale Personal unzepassen an ze vereenheetlechen.

(Brouhaha)

Et geet also drëms, de gesetzleche Kader ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Ech bräicht e wéineg Calme am Sall, wannechgelift, fir datt mer der Madamm Agostino kënnen nolauschteren!

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | O, si stéiere mech net.

(Hilarité)

... vun der Tâche vun dëse Leit festzeleeën, ...

(Interruptions)

... déi speziell am Interesse vu Schüler mat spezifeschen edukative Besoine schaffen.

Heifir soll d'Ofkommes ëmgesat ginn, dat de 16. November 2021 tëscht dem Ministère fir national Bildung, Kanner a Jugend an dräi Gewerkschaften ofgeschloss gouf, déi allen dräi der CGFP, dat heescht der Generalkonfederatioun vum ëffentlechen Déngscht, ugeschloss sinn. Dës waren d'Lëtzebuurger Associatioun vun den Educateuren a Educatrices, de Lëtzebuurger Syndicat vun de graduéierten Educateuren an de Syndicat vun Personal vun der nationaler Bildung.

Gläichzäiteg soll dëse Gesetzesprojet gewësse Praktiken am Gesetz verankeren, déi esou schonn um Terrain bestinn.

(Brouhaha)

Fir méi Kloerheet iwwert d'Agenten an hir ënnerschiddlech Missiounen ze kréien, proposéiert de Gesetzesprojet, zwou Kategorië vun Agenten ze ënnerscheiden:

An déi éischt Kategorie falen all déi Agenten, déi Missiounen erfëllen, bei deenen d'Presenz vun de Schüler onverzichtbar ass. Hei geet et drëm, dass d'Agenten eng direkt Betreuung vun de Schüler sécherstellen, dat heescht éischters d'Agenten aus dem edukativen a psychosoziale Personal, déi Betreuungen an de Kompetenzzentren fir spezialiséiert Psychopedagogik ubidden; zweetens d'Agenten, déi an engem Team fir d'Ënnerstëtzung vun de Schüler mat spezifeschen edukative Besoine schaffen an dës Schüler an de Schoule betreiwen a mat de Schüler innerhalb vun de regionale Grondschouldirektiounen an an de Lycéeën schaffen, also déi sougenannten „Équipes de soutien des élèves à besoins spécifiques“; an drëttens déi Agenten, déi als Assistente fir d'Schüler mat spezifesche Besoine schaffen an d'Enseignante bei hirer Aarbecht an de Grondschoulen ënnerstëtze sollen.

Fir dës Agenten aus der Kategorie 1 soll dëse Gesetzesprojet d'Unzuel vun de Leçon besser openeen ofstëmme, déi engersäits fir d'Betreiung vun de Schüler mat spezifeschen edukative Besoine reservéiert sinn an déi anerersäits fir déi aner zousätzlech Aufgabe gebraucht ginn, déi si am Kader vun hiren Tâchen erfëllen. Dës weider Aufgaben esouwéi och d'Aarbeitskonditiounen am Allgemenge gi mat dësem Projet de loi elo och preziséiert a quantifizéiert. Wat d'Wochenaarbeitszäit ugeet, gesäit de Gesetzesprojet fir dës Agente mat enger Vollzäitplaz

eng Tâche vun 30,5 Leçon fir déi direkt Betreuung vun de Schüler vir souwéi eng Gesamtzuel vu 496 Stonnen pro Joer fir d'Virbereedung.

Déi zweet Kategorie vun Agente betrëfft d'Agenten, déi Diagnosen a Berodungen an engem Kompetenzzentrum fir spezialiséiert Psychopedagogik maachen; d'Agenten, déi am psychosoziale a schoulesche Begleedungsservice an an engem sozioedukative Service agéieren; d'Agenten, déi an enger Cellule d'orientation et d'intégration scolaire schaffen; a leschtens déi Responsabel vum edukativen a psychosoziale Departement.

D'Agenten aus dëser zweeter Kategorie erfëllen am Géigesaz zu den Agenten aus der éischter Kategorie Missiounen, déi nëmme deelweis d'Presenz vun de Schüler erfuerderen. Dowéinst mussen dës Missiounen och net zwéngend an der Schoulzäit stattfannen. Am Kader vun hirer Aufgab hunn d'Agenten aus dëser zweeter Kategorie dowéinst och eng Virbereedungszeit vun 80 Stonnen, déi obligatoresch am Laf vum August soll geholl ginn.

(Brouhaha)

Dës fällt jo an eng Zäitspann, an där gréisstendeels weeder Schüler nach Enseignanten an der Schoul ënnerstëtzt musse ginn an déi sech dofir als Preparatiounszeit ubitt.

Ech weisen nach eng Kéier dorop hin, datt d'Agenten aus dëser zweeter Kategorie gréisstendeels Aufgaben erfëllen, déi net zwéngend d'Presenz vun Schüler erfuerderen, well se nëmme zum Deel un d'Léieraktivitéit gebonne sinn. Dofir gëtt et hei keng Noutwendegkeet, vun de Prinzippe vun der Aarbeitszäit an der Aarbeitszäitgestioun ofzewäichen, wéi se am Statut général vun de Staatsbeamte virgesi sinn. Heideruch soll och séchergestallt ginn, datt iwwert dat ganz Schouljoer ewech eng Kontinuitéit a virun allem Qualitéit vun de Leeschtunge vum edukativen a psychosoziale Personal garantéiert ass.

Zousätzlech enthält den Text Bestëmmungen, déi op eng weider Professionaliséierung vum edukativen a psychosoziale Personal ofzilen, dëst duerch d'Afëierung vun enger Formation continue obligatoire, déi sech iwwert dat ganz Joer verdeelt. D'Agente sinn an dësem Kader verpflichtet, am Laf vum Schouljoer 16 Stonnen obligatoresch Weiterbildung ze suivéieren, déi allerdéngs op eng Period vun 3 Schouljoer verdeelt ka ginn. Hei ass just ze beuechten, datt d'Gesamtzuel vun de Stonnen net manner wéi 48 Stonnen iwwert déi ganz Period vun 3 Joer ass. Dës obligatoresch Weiterbildung ginn dann och als effektiv Aarbeitszäit ugerechent.

D'Uwendung vu bestëmmte Prinzippien, wéi dem Compte épargne-temps, ass och elo gesetzlech verankert ginn.

Schlussendlech gesäit de Gesetzesprojet nach d'Upassung vun enger Rei Gesetzer vir, fir d'Rekrutierung vun enger neier Kategorie vun Agenten ze erlaben, nämlech d'Assistente fir Schüler mat spezifeschen edukative Besoinen, d'Assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, déi d'Enseignante fir d'Schüler mat spezifesche Besoinen an Zukunft bei hirer Aarbecht an an de Grondschoulen ënnerstëtze wäerten. Dës Assistente sinn och en Deel vun der Kategorie 1, wéi ech och am Ufank erwänt hat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a sengem Avis huet de Staatsrot sech d'Fro gestallt, ob d'Preparatiounszeit vun zwou Wochen am August, esou wéi et mat deenen dräi Syndicaten ausgehandelt gouf, Deel vun der regulärer Tâche vun den Agenten aus der zweeter Kategorie wier oder als zousätzlech Aarbeitszäit misst ugerechent ginn. Dës

Bedenke goufen doropshin duerch eng Rei Amendementer behuewen. Am Gesetzesprojet gouf ënner anerem preziséiert, dass dës zwou Woche Preparatiounszäit am August als Deel vun der regulärer Aarbechtzäit vun den Agenten aus der zweeter Kategorie gezielt ginn.

A sengem Avis huet de Staatsrot och ze bedenke ginn, datt punktuell Ofwäichunge vun de Bestëmmunge vum Statut général vun de Staatsbeamte souwéi och all Ënnerscheid am Traitement vun deenen Agente misst gerechtfertegt sinn. Dës Bedenke konnten allerdéngs och duerch weider Amendementer beziungswies duerch schrëftlech Erklärungen vun der Kommissioun ausgeraumt ginn, wéi de Staatsrot a sengem zweeten Avis complémentaire bestätegt huet.

An hirem Avis stellen d'Associatioun vum Personal vun de Kompetenzzentren an der Agence an der Syndikat Erziehung a Wëssenschaft am OGBL fest, dass den haitege Gesetzprojet den Accord vom 16. November 2021 tëschent dem Ministère an den dräi Associatiounen, déi der CGFP ugeschloss sinn, ëmsetzt. D'APCCA an den SEW bedauern allerdéngs, datt si net an dësen Accord agebonne goufen.

Laut der APCCA an dem SEW spigelt d'Aféierung vun zwou verschiddegen Agentekategorien d'Realitéit vum Terrain net vollstänneg erëm. Si fuerderen ënner anerem méi Zäit fir d'Agenten, fir sech ze preparéieren, ze concertéieren a fir hir Disponibilitéit.

Weiderhin drécken d'APCCA an den SEW hir Besuergnis aus, wat d'Bezuelung vun den Iwwerstonnen ueget, a stellen d'Noutwendegkeet a Fro, eng Kontinuitéit vum Service während de Schoulvakanz ze garantéieren. Och d'Schaffung vun der neier Funktioun Assistent fir Schüler mat spezifesch edukative Besoine gesinn d'APCCA an den SEW kritesch.

An hirem Avis ënnerstëtzt d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics d'Iddi, den edukative Strukturen méi Ressourcen zur Verfügung ze stellen. Si proposéiert awer och, d'Funktioun vum Assistent fir Schüler mat spezifesch edukative Besoine fir d'éischt an Ofsprooch mat den Acteuren um Terrain an de Responsable vum der Formatioun ze präieren an duerno eréischt e legale Kader ze schafen. Zousätzlech dréckt d'Chambre professionnelle hir Bedenken aus, wat d'Alimentatioun vum Compte épargne-temps an d'Behandlung vun eventuellen Iwwerstonnen am Kader vun der Formation continue obligatoire ueget. Schlussendlech drécke si nach hir Befierchtung aus, dass d'Definitioun vun „nécessité de service“ am Kader vum Congé de récréation eventuell kéint zu ënnerschiddlechen Ausleeunge féieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Inklusioun an déi professionell Betreieung a Begleedung vu Schüler mat spezifesch edukative Besoinen ass an eisem Schoulsystem vun elementarer Bedeitung. Ech schwätzen hei engersäits vu Schüler, déi Defiziter oder Schwierigkeeten am schoulesche Beräich hunn, anerersäits vu Schüler mat enger Héichbegabung, déi eng spezialiséiert Betreieung brauchen.

Mat der Ëmsetzung vun Ënnerstëtzungssystem fir dës Schüler setzt Lëtzebuerg sech staark fir d'schoulesch Inklusioun an. D'Zil ass et, de Schüler den Unterrecht an hirer regulärer Schouklasse weider ze erméiglechen. Dowéinst ass et vu grondleeënder Bedeitung, dass mat dësem Gesetzesprojet e legale Kader geschafe gëtt fir all déi Agenten, déi d'Schüler op hirem Wee ënnerstëtzen a begleeden, fir et hinne ze erméiglechen, hir Fäegkeeten oder hiert Potenzial maximal auszenotzen.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet a ginn domat elo schonn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

An ech profitéieren awer och, fir mengem Chouchou, dem Christophe Hansen, eng glécklech Hand zu Bréssel ze wënschen.

**Une voix** | Très bien!

*(Hilarité et interruptions)*

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci. Da soen ech der Madamm Agostino Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

Sou, berouegt Iech elo!

*(Hilarité et coups de cloche de la présidence)*

Ech ginn deem éischten ageschriwwene Riedner, dem honorablen Här Jeff Boonen, d'Wuert. Här Boonen.

### Discussion générale

**M. Jeff Boonen (CSV)** | Merci, Här President. De Projet de loi 8163, vun deem mir grad en exzellente Rapport héieren hunn, ass d'lescht Joer de 27. Februar hei an der Chamber deposéiert ginn, dat, nodeems déi viregt Koalitioun de Projet am Regierungsrot den 3. Februar guttgeheescht huet. Mee de Projet huet nach vill méi eng laang Virgeschicht an ass d'Resultat vun den Diskussiounen mat de Gewerkschaften vun der CGFP, vun den Educateuren, den Educateurs gradués a vun dem Personal, wat zoustänneg ass fir d'Schüler mat spezifesch Besoinen.

De 16. November 2021 hunn dës Gewerkschaften zesumme mam Ministère fir d'Education en Accord ënnerschriwwen, deen elo iwwert dësse Projet de loi ëmgesat gëtt. Mir bedauern allerdéngs als CSV, dass dës Verhandlungen ouni d'Gewerkschaft fir d'Personal aus de Kompetenzzentren, d'APCCA vum SEW, ofgeschloss gi sinn, obschonn dees gréissten Deel vun dësem Personal betraff ass. Den Dialog mat alle Partner um Terrain ass wichteg, an dat musse mir an Zukunft besser hikeréien.

**Une voix** | Très bien!

**M. Jeff Boonen (CSV)** | Dësse Projet huet als Haaptzil, d'Gesetzgebung betreffend d'Tâche vum edukativen a psychosozialen Personal ze harmoniséieren, ze adaptéieren an eenheetlech ze gestalten a bestëmmte scho bestoend Praktiken gesetzlech festzehalen. An dat begrësse mir definitiv, well Besoin do ass.

An de leschte Méint hate mir d'Chance, mat villen Organisatiounen, Gewerkschaften, awer och concernéiertem Personal iwwert d'Ëmsetzung vun dësem Text ze schwätzen. An eent ass opgefällt: Et gëtt immens vill ënnerschiddlech Modeller vun Aarbechtzäit an der Aarbechtsorganisatioun am psychosozialen edukativen Beräich. Jee no Schoul oder Kompetenzzentrum schaffen déi concernéiert Leit ganz anescht, meeschtens ofhängeg vun den Decisiounen vun der Direktioun. Eng eenheetlech Reeglung ass deemno wichteg, fir Ongläichheeten am Secteur ze verhënnern an d'Atmosphär um Terrain ze verbesseren.

Déi aktuell Situatioun kann nämlech derzou féieren, dass d'Personal aner Optiounen a Betracht zitt, wou et besser Aarbechtskonditiounen huet. An dat ass sécherlech net am Sënn vun Schüler a vum Personal. An dofir ass et wichteg, dass duerch dësse Projet elo d'Agenten am Beräich vum edukativen a psychosozialen Beräich eng éischte Kéier fix an transparent Missiounen kréien.

D'Rapportrice ass schonn op d'Detailer agaangen. Dat Wichtigst ass d'Ënnerscheede vun zwou Kategorië vun Agenten. Wéi gesot, déi éischt Kategorie betrëfft all déi Agenten, déi Missiounen a Presenz vun Schüler erfëllen. Si prestéieren an Zukunft 30,5 Leçon pro Woch an hunn eng järelech Virbereedungszäit vu 496 Stonnen.

Déi zweet Kategorie sinn Agenten, déi Diagnostik a Berodungsfunktiounen bannent de Centres de compétence an anere Begleedungsservicer maachen, dat awer net ëmmer a Presenz vu Schüler. Dës Agente wäerten zu normalen Aarbechtzäite schaffen, kréien déi 80 Stonnen Virbereedungszäit am August a kënnen bis zu fënnf Deeg Congé an der Schoulzäit huelen.

E wichtige Punkt ass, dass d'Agenten an den zwou Kategorië kënnen schaffen, dat, fir der Realitéit um Terrain Rechnung ze droen. Vill Agente si souwuel an der Diagnostik wéi och an der Begleedung vun de Kanner aktiv.

E weidere wichtige Punkt ass d'Tarifikiatioun vun den Iwwerstonnen. Dat ass nei a wichteg, fir deene Leit gerecht ze ginn, déi Iwwerstonne prestéieren.

Dat, wat mir elo hei reegelen, ass zu dësem Zäitpunkt nach Theorie. An der Praxis mussen déi nei Modalitéiten elo ëmgesat ginn. An do ass, mengen ech déi lescht Deeg och héieren ze hunn, Besoin um Terrain fir Hëllef fir Richtlinnen. Vill Direkteren an hir Personalcheffe wëssen net genau, wéi se déi nei Situatioun ugoe sollen, a mir géifen et wichteg fannen, wann de Ministère elo déi nächst Wochen intensiv zur Verfügung steet, fir hei ze begleeden, am Sënn vun Personal, wat sech am Hierscht soll op d'Schüler konzentréieren.

De Projet de loi gesäit och Ännerungen betreffend d'Personal vum Grondschulunterricht vir. An Zukunft kënnen Agente vun enger neier Kategorie rekrutiert ginn, sougenannten „A-EBS“. D'Kreatioun vun dësem A-EBS war net Deel vum Accord mat de Gewerkschaften. Dësen Agent, deen en Diplôme d'aptitude professionnelle am Beräich Educateur muss hunn, gëtt an der Carrière C1 agestallt. Hie soll an de Primärschoulen an och de Centre-de-compétencen dem Schoulpersonal zur Säit stoe bei de Kanner mat spezifesch Besoinen, fir si am deeglechen Oflaf ze entlaaschten. Dat ass wichteg, well wann een déi lescht Ëmfroen, Artikelen an och Interviewe mat de concernéierte Leit vum Terrain héiert, da gëtt ëmmer betount, dass vill Besoin am Beräich vun den Enfants à besoins spécifiques ass.

Et ass awer wichteg, dass mir an Zukunft suivéieren, wéi dësse Rôle, dësen neie Beruff, funktionéiert. Féiert d'Klassifizéierung vun dësen Agenten an der Kategorie 1 net dozou, dass den A-EBS méi interessant gëtt fir Leit mat DAP Educateur an aner Beruffssparte lues a lues un Attraktivitéit verléieren?

Am Koalitiounssaccord ass virgesinn, formal an nonformal Bildung méi staark beieeneenzebréngen. Doniewent wësse mir vum Problem, dass d'Personal an de Maison-relais ganz onreegelméisseg schafft an oft kee volle Kader zesumme kritt. Zousätzlech sollen och Kanner mat spezifesch Besoinen Accès kréien zu nonformaler Bildung. Ass hei schonn en engem Konzept geschaff ginn? An ech froe mech: Ass d'Kreatioun vum A-EBS hei net eng Chance vun enger Kollaboratioun zwëschen formaler an nonformaler Bildung? Dës Agente kennen d'Kanner a kéinten iwwert de ganze Dag d'Begleedung vun de Kanner mat spezifesch Besoinen assuréieren.

Mir begrëssen als CSV d'Harmonisatioun an d'Kreatioun vu fixen an transparenten Aarbechtskonditiounen fir d'edukatiiv an d'psychosozialt Personal an eise Schoulen a Kompetenzzentren. Mir wäerten als CSV dësem Projet zoustëmmen. Et ass wichteg, mat Reegelen um Terrain ze schaffen, fir d'Motivatioun héichzehalen an eng gutt Begleedung vun de Kanner a vum Personal sécherzustellen. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Boonen. An nächsten ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm

Francine Closener. An d'Madamm Closener huet elo d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Här President, Kolleginnen a Kollegen, eemol méi schwätze mer haut iwwer inklusiv Bildung, en Thema, wat eis heibanne scho vill beschäftigt huet, wat dacks ganz emotionell opgelueden ass, wou vill Efforte gemaach gi sinn, mee wou et awer och nach richtig, richtig vill Problemer gëtt!

Dat weist jo och de Rapport d'évaluation iwwert d'Inklusioun hei zu Lëtzebuerg ganz däitlech. An och wann ee mat de Leit vum Terrain schwätzt, héiert ee ganz kloer eraus, datt d'Inklusioun an der Schoul nach laang net esou fonctionéiert, wéi mir eis dat virstellen. Inklusioun heescht, datt all Kand esou gefördert gëtt, wéi et dat brauch, an der Reegelschoul, awer net ëmmer. All Kand ass anescht, all Besoin ass anescht. An dat mécht den Diagnostic, d'Prise en charge an den Encadrement sonner Zweifel komplizéiert.

Déi éischt Viraussetzung, fir datt d'Inklusioun ka fonctionéieren, ass deemno ganz kloer, datt alleguerten d'Leit, déi sech ëm Kanner mat spezifische Besoine këmmen, engagéiert sinn a gutt Aarbechtskonditiounen hunn. D'Personal ass den A an O, esou einfach ass et. Mam Personal senger Ausbildung, senger Motivatioun, senger Erfahrung steet a fält de System, an dat besonnesch an engem Secteur, wou et haut schonn eng grouss Penurie gëtt a vill Leit hirer Wee ginn, well de Kollektivvertrag am Privatsektor immens attraktiv ass.

D'Leit ginn also fort. An engems seet de Ministère: „Mir brauchen Experten an héich qualifizéiert Personal, fir mat Kanner mat spezifische Besoinen ze schaffen.“ Do huet e Recht, well et geet ëm d'Wuelbefannen, d'Gesondheet, d'Bildung an d'Förderung vun alle Kanner, net just deene dat spezifische Besoinen.

Sou wäit, sou gutt. Also schéngt et evident, datt d'Aarbechtskonditiounen an d'Aarbechtsëmfeld fir dat ganz Personal mussen attraktiv sinn, an och evident, datt de Patron, de Staat, d'Zigel an der Hand huet, fir dat ze maachen. Op der Hand läit och, datt een duerfir mam Personal a senger Vertrieeder schwätzt, also mat de Gewerkschaften – mat all de Gewerkschaften! Mee den Accord vum 16. November 2021 tëscht dem Educatiounsministère an deenen dräi CGFP-affiliéierte Gewerkschaften spigelt dat leider net zréck an de Projet de loi vun haut eeben och net.

Als Alleréisch wëll ech awer mol soen, dass mir et ausdrécklech begrëssen, datt d'Täch vum den Orthofonisten, Psychologen, Neuropsychologen, Psychomotoriker, Ergotherapeuten, Educateuren, Assistante-socialen an anere Beruffer an de Kompetenzcentren, SePASen an ESEBen endlech definéiert ginn. Bis elo huet de Gros vun hinnen nämlech vum Statutt hier als administratiivt Personal geschafft, wat hirem Alldag an och hirer Aarbecht absolut net gerecht gëtt.

Eis ass natierlech och bewusst, datt et net evident ass, e Statutt ze schafen, dee souwuel de Besoine vum sozioedukative Personal wéi och den Enseignanten, den Elteren an natierlech de Kanner gerecht gëtt. Wat awer wierklech net kann an net dierf sinn, dat ass, dass en neit Gesetz zu enger Verschlechterung fir en Deel vum Personal féiert. Wat do de Sënn dervun ass, dat weess ech net.

Deen heite Projet de loi huet awer vu vireran eigentlech e Feelstart higeluecht, well, wéi gesot, den Accord vum November 2021 sollt ëmgesat ginn tëscht dem Ministère an deenen dräi CGFP-Ënnergewerkschaften. D'APCCA, also d'Association du personnel des centres de compétences et de l'agence: éducativ

et psycho-social, déi an der Tëschenzäit zum SEW/OGBL gehéiert, ass vun deem Accord ganz einfach ausgeschloss ginn, obwuel d'APCCA net nëmmen e puer Honnert Leit aus deem Secteur vertritt, mee och Ulafstell ass fir Leit, déi Assistance en classe maachen, also ausserhalb vun de Kompetenzcentren.

En cours de route vun de Verhandlungen huet de Minister awer decidéiert, d'APCCA net méi weider an d'Reuniounen ze invitéieren. An ech begrëssen ausdrécklech, datt d'CSV och gär gehat hätt, datt weiderhi mat der APCCA geschwat gi wier. Mee d'APCCA ass, wéi gesot, net méi invitéiert ginn, si huet net méi dierfen um Verhandlungsdësch setzen. War se éieren ze kritesch oder ze revendicatif? An domadder huet sech d'Fro guer net méi gestallt, ob se den Accord géif ënnerschreien oder net.

An dat wonnert een och net, well an hirem Avis zum Gesetzesprojet hunn APCCA an SEW effektiv ganz kloer gemaach, datt se net mam Ministère sengem neien Tächegesetz d'accord sinn. Dat neit Gesetz deelt d'Personal an zwou Kategorien an: déi, déi diagnostesch Aarbecht maachen, an déi, déi edukativ schaffen. Dat entsprécht wierklech net der Realitéit um Terrain. Net all Tache léisst sech einfach esou an eng vun deenen zwou Kategorië stiechen. Heiansdo – meeschtens! – ass den Iwwergang fléissend.

D'Agenten aus béide Kategorië sinn am direkte Kontakt mam Schüler. Déi eng maachen Assistance en classe, Reeducatioun, déi aner Depistage an de Schoulen a während der Schoulzäit Observatiounen an der Klass. Mee se brauchen och alle béid Zäit fir Preparatioun, fir Concertatioun, fir Elteregesprécher. Et kann een dat net trennen. An déi concernéiert Leit rëselen heiriwwer jiddefalls de Kapp. Och de Prorata-System, dee virgesinn ass, ass wierklech weeder eng Vereinfachung nach eng Verbesserung.

Ausschlaggebend fir eng gutt Inklusioun an der Schoul ass eng gutt Kooperatioun a Concertatioun vun allen Achteuren. Genau sou steet et och am Rapport d'évaluation vun 2022. Mee och hei ass den Text éischter e Réckschritt wéi e Fortschritt. D'Stonne fir Virbereedungen, Concertatiounen an Elterenaarbecht gi vir an hannen net duer. Wat mécht een dann, wann déi matzen am Schouljoer opgebraucht sinn? Huet de Minister eng Äntwert op déi Fro, oder ass dat net esou wichteg?

En anere Kritikpunkt: De Congé fir dat edukatiivt Personal am diagnostesche Beräich an der Unité d'enseignement, dat virun 2021 agestallt gouf, gëtt also elo gekierzt. Ausserdeem ass de Congé ausserhalb vun de Schoulvakanzen op fënnf Deeg um Stéck begrenzt. Dat kënnert der Attraktivitéit vum Beruff net onbedéngt zegutt, an ob de Kanner an de Jonken domadder gehollef ass, woen ech och ze bezweifelen.

Ech deele jiddefalls d'Bedenken, datt dee schwéierfällige System nach méi komplizéiert gëtt, well déi eng am Summer schaffen an déi aner net. Kënnert een doduerjer méi séier duerch déi komplizéiert, laangwiereg Prozeduren? Kaum bis guer net. Den Diagnostic gëtt net méi séier fäerdeg, well d'Agenten an de Schoulvakanzen schaffen mussen. De Problem ass vill méi komplex. D'Hëllef gräifen net aneneen, dee ganzen Dispositif ass schwéierfällig, an dat ännert sech heimadder net. Dat ass fir eis evident!

Et ass och wierklech onverständlech, datt d'Gesetz guer keng Iwwergangbestëmmung virgesäit fir déi Leit, déi viru September 2020 agestallt goufen an elo an déi berühmte Kategorie 2 falen. Déi Kritik kënnert vu kengem anere wéi vum Staatsrot a sengem éischten Avis. Et ass dach scho remarkabel, datt de Ministère dat einfach ignoréiert. Firwat? Dat verst mir net. Firwat riskéiert de Minister, datt d'Leit elo

op d'Verwaltungsgericht ginn, fir zu hirem Recht ze kommen – ëmsou méi, well se awer och versprach krute vum Ministère, datt herno kee méi schlecht géif ewechkommen?

Kritick gëtt et dann och, wat den A-EBS ugeet. Et ass dréngend néideg, d'Missiounen, d'Zoustännegkeet, och d'Limite vun der Zoustännegkeet vun deem Assistent kloer ze definéieren. D'Qualitéit vun der Bildung an der Betreieung muss onbedéngt garantéiert bleiwen.

An dann natierlech nach d'Kritick a punkto Teletravail an der Virbereedungszeit am August. Déi 80 Stonnen do am August kënnen jo just fir d'Rentrée geduecht sinn, mee si ersetzen awer net déi punktuell Virbereedungszeit, déi iwwert d'Joer verdeelt gebraucht gëtt. Och hei muss een de Sënn iergendwéi sichen. Trotz laangen, laangen Diskussiounen an der Kommissioun hunn ech nach ëmmer net verstanen, wat dat dann elo ass a wat an deenen 80 Stonnen genau gemaach gëtt – mee dat läit bestëmmt u mir.

Och d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics stellt fest, datt d'Gesetz zu enger Verschlechterung vun den Aarbechtskonditiounen féiert. Si ginn nämlech dervun aus, datt déi Stonne Concertatioun, Virbereedung an Elterenaarbecht, déi iwwert déi virgesinne Stonnen erausginn, net um CET gezielt ginn, a si stellen also och massiv Aschränkunge beim Congé fest. Ausserdeem fuerdert d'Staatsbeamtekammer eng breet Consultatioun, fir d'Funktionsvum A-EBS mat de Leit vum Terrain, notament ESEB, I-EBS an deene Leit, déi d'Formatioun DAP Inklusioun ausgeschafft hunn, ze iwwerschaffen an ze legiferéieren.

Här President, meng Riedezäit geet leider net duer, fir op alleguerten d'Kriticken anzegoen, esou vill gëtt et der. Mee mir bedauern awer – an dat musse mer soen! –, dass et wierklech zu kengem Émdenke bei der Majoritéit gefouert huet. Dat hei ass ganz einfach eng verpasste Chance, fir dem Secteur ze hëlfe, fir datt en erëm Leit unzitt, fir där Penurie entgéintzewirken.

Et ass eng verpasste Chance, fir d'Inklusioun an eise Schoulen ze verbessern an allen Enseignant- en, deem ganze Personal, méi Loft ze ginn, fir hir Aarbecht esou ze maachen, wéi si et wëllen. An et ass awer net nëmmen eng verpasste Chance, mee carrement och eng Verschlechterung fir vill engagéiert Leit, deenen d'Wuel vun deene Kanner, déi se encadréieren, um Häerz läit an déi sech hei einfach ignoréiert fillen.

Jo, d'Majoritéit brätscht dat Gesetz haut duerch. E puer Verbesserunge kommen domat, dat gi mer zou. Mee firwat de Minister net op eng eenzeg Fuerderung, Recommendation oder Suggestioun ageet, déi am Sënn vun der Saach wier a just do den Text ännert, wou et net anescht geet, well de Staatsrot eebe formell Oppositione mécht, dat ass fir eis onverständlech.

Duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, dese Projet de loi net matzestëmme, well mir keen Text stëmme, deen d'Aarbechtskonditiounen vun de Leit verschlechtert an domat in fine op d'Käscht vun de Kanner geet.

Mee mir hunn natierlech och Géigevirschléi:

Éischtens: eng onofhängeg Evaluatioun vun deem neie Gesetz maachen ze loossen a gegebenefalls gesetzlech Upassung virzeleeën. Den Här Gilles Baum huet et virdrun als Nationalsport bezeechent, Evaluatiounen ze maachen. Ben, an deem Fall, mengen ech, wiere se méi wéi sënnvoll, och fir d'DP.

Zweetens: Iwwergangbestëmmungen anzeféieren, fir sécherstellen, datt dat Personal, dat viru

September 2020 agestallt ginn ass, keng Verschlechterung erleit.

An dann dréttens: sech mat den Acteure vum Terrain un en Dësch setzen, besonnesch och mat deenen, déi un der Konzeptioun vum DAP Inklusioun bedeelegt waren, fir d'Funktioun vum A-EBS ze präzisieren.

Déi Fuerderunge sinn an enger Motioun opgeléicht, déi ech heimadder am Numm vum der LSAP-Fraktioun, deene Gréngen, deene Lénken an de Piraten deposieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

– notant que l'Association du personnel des centres de compétences et de l'agence : éducatif et psycho-social (APPCA) et le « Syndikat Erziehung a Wissenschaft am OGBL » n'ont pas été impliqués dans la finalisation et la signature de l'accord conclu le 16 novembre 2021 entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et trois associations affiliées à la CGFP ;

– considérant les inquiétudes et les critiques exprimées par l'APPCA et du SEW/OGBL dans leur avis du 3 avril 2023 relatif au projet de loi 8163, concernant notamment la catégorisation des agents ne reflétant pas les réalités du terrain, l'insuffisance du temps de préparation, de concertation et de disponibilité, la rémunération des heures supplémentaires, la nécessité d'assurer la continuité des services tout au long des périodes de congé scolaire, la limitation à cinq jours du congé de récréation d'affiliée en dehors des congés scolaires et l'introduction de la nouvelle fonction A-EBS ;

– considérant les préoccupations formulées par la Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics du 5 mai 2023 relatif au projet de loi 8163, notamment l'alimentation du compte épargne-temps, y compris d'éventuelles heures supplémentaires dans le cadre d'une formation continue obligatoire et l'introduction de la nouvelle fonction A-EBS ;

– constatant le manque de dispositions transitoires dans le projet de loi 8163 régissant le statut des agents actuellement en fonction, également noté par le Conseil d'État dans son avis du 11 juillet 2023 relatif au projet de loi 8163,

invite le Gouvernement à

– présenter à la Chambre des Députés au plus tard une année après l'entrée en vigueur de la loi en question une évaluation indépendante de l'évolution des conditions de travail du personnel éducatif et psycho-social, y compris des répercussions sur le bien-être des élèves, et, le cas échéant, de soumettre des ajustements législatifs ;

– introduire un régime transitoire pour les agents du personnel éducatif et psycho-social engagés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2020 afin de garantir les conditions de travail conclues au moment de leur embauche tout au long de leur fonction ;

– concerter à partir de la prochaine rentrée scolaire les acteurs du terrain et les concepteurs de la formation menant au diplôme d'aptitude professionnelle inclusion afin de préciser au niveau législatif les tâches et les fonctions des agents assurant la fonction d'assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, nommés A-EBS.

(s.) Francine Closener, Ben Polidori, Meris Sehovic, David Wagner.

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Closener. An dann ass d'Wuert fir den nächsten ageschriwwene Riedner, an dat ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmoos merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hei probéiert den Här Minister, mat dësem Gesetzesprojet eng Situatioun ze retten, déi awer komplett aus dem Rudder gelaf ass déi leschte Joren.

D'Aart a Weis, wéi dësen Text zustane komm ass, léisst doriwwer eraus déif blécken, well den Här Minister alt erëm bewisen huet, datt Dialog net onbedéngt seng Stärkt ass, fir et emol esou auszedrécken.

Am Allgemengen ass et esou: Rezent Etüde weisen drop hin, datt ëmmer méi Léierpersounen hei am Land um Bord vum Burnout oder op d'mannst onzefridde mat hirem Beruff sinn. An all déi Persounen, déi sech ëm Schüler à besoins spécifiques këmmere, si ganz besonnesch vun dëser Erschöpfungswell be-trafft.

En normaalt Schoulhalen ass mëttlerweil op ville Plaze ganz schwierig ginn. Haut gëtt et kaum nach eng Klass am Land, wou net och op d'mannst ee Schüler mat spezifesche Besoinen dran ass. Als Grënn kann ee sécher och déi gesellschaftlech Situatioun erkennen. D'Roll vun der Famill an der Gesellschaft huet ofgehall an et gëtt vläicht manner Halt, et gëtt och vläicht manner kloer Strukturen fir d'Kanner.

De Grond dofir ass awer och net zulescht e falscht Verständnis vun Inklusioun, wat déi leschte Joren zu dëser Politik gefouert huet. 2.574 Schüler kruten am vergaangene Schouljoer eng Hëllef vun der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs, wéi een aus der Äntwert vun Här Minister op eng parlamentaresch Fro noliese kann. Fënnf Joer virdru waren et 702 Schüler, also vill, vill, vill, vill manner.

Léierpersonal, dat déi Abberzuel vu Schüler mat spezifesche Besoinen net Meeschter gëtt, kann Zousazpersonal ufroen, mee bis d'Verstärkung antrëfft, dauert et oft eng Éiwegkeet. Bis dohinner sinn dann déi betreffen Erzéier, Léierinnen, Schoulmeeschteren op sech selwer gestallt.

Obschonn's de Gesetzesprojet dës Situatioun verbessere wëll, ass net dervun ausgegoen, dass et kuerz- a mëttelfristeg ze enger Verbesserung vun der Situatioun kënn, well d'Zuel vun de Schüler, déi entweder motoresch, visuell, sproochlech, auditiv, kognitiv oder sozioemotional Defizitter hunn, einfach ze grouss ass a buchstäblech „explodéiert“, fir d'„Tageblatt“ ze zitieren.

An de Kompetenzzentere, déi eng heroesch Aarbecht leeschten, ass d'Zuel vun dëse Schüler staark eropgaangen. Leider ass et schwéier, neit Personal ze fannen, dat den Erausforderunge gewuess ass a sech dat undoe wëll. Dat neit Gesetz, wann et dann elo haut hei gestëmmt gëtt, huet zwar de Meritt, datt et d'Tâche vum Personal kloer definéiert – wat och Zäit gëtt –, an dat bis an den Detail, an et gëtt wuel och eng Partie punktuell Verbesserungen – dat ass ok –, wat d'Kontabilitéit vun de geleeschte Stonnen ueget, mee d'Realitéit um Terrain wäert sech wuel kaum änneren, verbessere.

De virleiede Gesetzesprojet gesäit d'ASTellung vu sougenannten „Assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques“, A-EBS, vir, déi en DAP oder en equivalenten Diplom brauchen. Hei muss een, wéi d'APCCA an och den SEW dat an hirem gemeinsamen Avis gemaach hunn, drop hiweisen, datt et net akzeptabel ass, esou Kanner Persounen unzevertrauen, déi net déi néideg Ausbildung matbréngen, fir dëser immens schwieriger Tâche gerecht ze ginn.

Och dat ass erëm Gepléischters an typesch fir d'Schoulpolitik vum Här Minister Meisch: Jee méi Schüler et gëtt, desto manner ausgebild muss

d'Léierpersonal sinn! Ech zitieren och aus dem Avis vun der APCCA a vum SEW, déi dat soen: „L'introduction de la nouvelle fonction de l'A-EBS ne constitue qu'un bradage des métiers EPS, ayant comme objectif de combler l'actuelle pénurie de main-d'œuvre à tous les niveaux, tout en limitant la croissance des moyens budgétaires à mettre à disposition par l'État pour combler les insuffisances existantes en dotation du personnel.“ Voilà!

Dann de feelenden Dialog, deen och ugeschwat ginn ass: Dat ass eppes, wat mir als ADR am Fong un där ganzer Saach am meeschte kritisieren – an do si mer eis, mengen ech, alleguerten heibannen esou zimmlech eens, bis op vläicht déi eng oder aner Ausnam –, dat ass, dass einfach deen Dialog net stattfënn mat deene Leit um Terrain, déi hei awer nun emol d'APCCA an den SEW sinn. Si sinn iwwert d'Press gewuer ginn, dass en Accord geschloss gouf, wou se net berücksichtegt gi sinn. Déi Léit mussen elo Verschlechterunge vun hiren Aarbechtsbedingunge matmaachen, wat an eisen Aen och net akzeptabel ass.

Bei enger Entrevue mam Här Minister den 3. Februar 2022 huet dëse signaléiert, datt hien näischt um mentionéierten Accord géif änneren. Doropshin hunn d'APCCA an den SEW d'Commission de conciliation ugeruff. Eréischt den 28. Juni 2022 krute si vun där Commission e Refus. D'APCCA huet an der Decisioun vun der Commission de conciliation e Widdersproch mam internationale Streikrecht gesinn an en Annuléierungsrecours beim Verwaltungsgericht age-luecht. Esou ginn d'Saachen dann hei iergendwéi probéiert ze léisen.

Wat de feelenden Dialog mat den Acteuren um Terrain ueget, sou schreift iwwregens och d'Staatsbeamtekummer: „Le Ministère [...] ne se donne malheureusement pas toujours la peine d'échanger [...] avec les représentants syndicaux du personnel éducatif et psycho-social, ce qui est regrettable.“

A wéi gesot, dat ass jo dat, wat sech am Fong wéi e roud Fuedem duerch déi lescht zéng Joer vum Här Minister senger Politick zitt a wat jo och hei d'CSV, ëmmerhin awer och de Koalitionspartner, esou gesäit, wat mech iwwregens iwwerrascht huet.

Ech mengen, dass et elo och am beschte wier, eng Partie Fuerderungen ëmzesetzen, méi fir d'Wuelbefanne vum Personal ze suergen, Iwwergangsreegele virzugesinn, méi Flexibilitéit bei de Virbereedungs-zäite virzugesinn, Deplacementszäite als Aarbechts-zäit ze rechnen an e Remplacementspool anzeféieren an haaptsächlech och mateneen ze schwätzen – zréck un de Verhandlungsdësch!

Alles gesäit jo dann dono aus, dass dat net geschitt, an duerfir kënnen mer dëse Gesetzesprojet hei natierlech net matstëmmen. A mir hoffen, dass dat haut net gestëmmt gëtt! Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, all d'Acteuren aus dem Bildungssystem si sech eens, dass d'Inklusioun ee vun de wichtegste Beräicher ass, wou déi lescht Jore wuel munches geschitt ass, mee wou awer och nach ëmmer eng ganz Rëtsch Verbesserunge musse kommen, fir de besteende Problemer Rechnung ze droen.

Fir dass Inklusioun an der aldeeglecher Realität vun de Schoulen och wierklech gelieft gëtt, brauch et eng gutt Kommunikatioun an eng gutt Zesummenaarbecht tëschent ganz ville verschiddenen Acteuren. Dofir ass et ëmsou méi bedauerenswäert, dass de

Ministère mam virleiende Projet de loi grad an dësem Beräich vun Ufank u fir Konflikter gesuert ghet an ee géint deen aneren ausgespillt huet, mam Resultat, dass d'lescht Woch hei virun der Chamber géint de Projet de loi demonstréiert gouf.

Ech huelen dofir zur Kenntnis an deelen och zu 100 % den Avis, deen de Majoritéitspreecher vun der Premierspartei hei matgedeelt huet, dass hei Dialog an Zesummenaarbecht gefeelt hunn an dass dat an Zukunft e reelle Problem gëtt, wa sech dat sollt weiderféieren.

D'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, baséiert op engem Accord tëscht dem Ministère an dräi Ënnergewerkschafte vun der CGFP, D'APCCA, also d'Vertriedung vun Personal aus de Kompetenzzentren, an den SEW goufen net vun Ufank un ausgeschloss, mee eréischt en cours de route. Et gouf also unerkannt, dass de Fong vun dësem Accord si betrëfft an dass si och legitim Vertrieederinnen a Vertrieeder vun deem entspreche Personal sinn, fir se da léns leien ze loosser, wann et de Minister arrangéiert.

An dësem Dossier manifestéiert sech eng besuergniserreegend Tendenz, eng Approche vum „Teilen und Herrschen“, wou bewosst gespléckt gëtt, fir méi einfach regéieren ze kréien. D'Virgoensweis vun der Regierung huet onnéideg Spannungen am Secteur provoziert. Wa verschidde Berufsgruppe sech géigesäitig kritiséieren, dann ass net gutt geschafft ginn am Ministère. Dat soen ech ganz daitlech!

Am Alldag mussen déi Professionell Hand an Hand zesummeschaffen, grad am Beräich vun der Inklusioun, fir den Interêt supérier vum Kand ze assuréieren. An deem Spill, wat hei gedriwwen gouf, mag et vläicht kuerzfristeg op deem engen oder anere Punkt Gewënner ginn. Mee global gekuckt an op Dauer féieren déi Reiwereien net zu engem bessere Bildungssystem, éischer zum Géigendeel. Et ass extreem bedauernswäert, dass hei keng Lösung fonnt ginn ass, déi all d'Acteure mat op de Wee geholl hätt. Et wier méiglech gewiescht, mee et huet leider iergendwann um politesche Wëllen dofir gefeelt.

Déi Approche vum „Teilen und Herrschen“ gesi mir dofir och ganz kritesch mat Bléck op déi nächst Joren, wou wierklech grouss Reforme vum Bildungssystem néideg an zum Deel jo och schonnonn annoncéiert gi sinn, beispillsweis am Secondaire mat där ugekënnegter Ofschaffung vun de Sektouren, am Fondamental mam zweeten Intervenant an esou weider an esou virun. Hei wäerte Kooperatiounsberéitschaft a gudden Wëllen extreem wichteg sinn. An dofir fanne mir et émsou méi geféierlech, dës gudden Wëlle mat esou enger Virgoensweis wéi hei bei dësem Accord op d'Spill ze setzen!

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi huet zum Zil, d'Inklusioun an der Schoul iwwer eng besser Orientatioun, e besseren Diagnostik, iwwer méi kloer Tächbeschreibungen an en insgesamt méi kloer Kader ze verbesseren. Dat ass luewenswäert, dat soen ech ganz kloer. Mee leider gouf de Gesetzestext iwwert de Knéi gebrach, wat déi schwierig Diskussiounen an der Kommissioun an och déi vill Opposition-formell vum Staatsrot gutt illustréieren. Verschidde bestoend Problemer ginn net geléist a gläichzäitig ginn neier geschaaft. Ech wäert do net an d'Detailler goen, d'Francine Closener huet dat am Detail scho gemaach.

Et feelen zum Beispill Iwwergangsdiskussiounen. De Minister kann nach 100-mol behaupten, de Projet de loi géif net zu Verschlechterunge fir eng signifikant Zuel vu Leit féieren, mee dofir stëmmt et nach net. Esou wäerten zum Beispill Psychologinnen a Psychologen, Orthofonistinnen an Orthofonisten,

Neuropsychologinnen an Neuropsychologen, déi virum 1. September 2020 age stellt goufen, eng Verschlechterung vun hiren Aarbechtskonditiounen kréien, dat, obwuel hinne versprach ginn ass, dass un hire Konditiounen näischt géif änneren.

Dat ass e ganz gutt Beispill, firwat dat eng ganz geféierlech Virgoensweis ass, well déi Leit feelen eis iwwerall zu Lëtzebuerg. Dat heescht, déi kënnen eigentlech do schaffen, wou se wëllen, a riskéieren deemno, sech opgrond vum virleiende Projet de loi anz wousch anescht ze orientéieren.

An et geet hei net nëmmen ëm dat Personal, wat schonns am Beruff ass, mee och ëm déi, déi nei age stellt goufen, an déi, déi nach an Zukunft age stellt solle ginn. Fakt ass: Mat Verschlechterung vun Aarbechtskonditiounen a mat esou plötzleche Reviementer wéi hei mécht ee sécher näischt fir d'Attraktivitéit vun dësen Berufsbiller. Esou léise mir net déi Penurie, déi iwwerall an der Educatioun e Problem ass. Am Géigendeel, esou schafe mer weideren Drock a weider Problemer am Beräich vun der Inklusioun. Et ass, wéi gesot, schued, dass mer mat dësem Projet de loi grad hei Konflikter schafe ginn, déi eigentlech net néideg wäeren.

Fakt ass och, dass d'Inklusioun ee vun de Beräicher ass, wou fir d'Léierpersonal de Schong dréckt. Mir Gréng gesinn eis Aufgab doranner, eng Lanz ze brieche fir d'Wichtigkeet vun der Inklusioun, net als Diktat vun uewen erof, mee als grondleedenden Usproch vun engem gerechte Bildungssystem an enger gerechter Gesellschaft. Fir dësem Usproch gerecht ze ginn, brauche mer, do si sech Professioneller, Elteren, Kanner alleguerten eens, méi Ressourcen um Terrain, administrativ Vereinfachung a Schluss mam Pingpong bei der Orientéierung. An do bleift de Minister nach an der Bréngschold, dat wëll ech kloer soen!

Mir Gréng an ech selwer haten de Sujet vun der Inklusioun och als éischt grouss Interpellatioun vun dëser Legislaturperiod ugefrot, well mer wëssen, dass et um Terrain eng Rei Problemer gëtt a well mer wollten ënnersträchen, dass et de Risiko gëtt, dass d'Akzeptanz fir d'Inklusiounsmoosnamen erfogt, well d'Personal sech mat den Erausforderungen eleng gelooss spiert. Déi Frustratiounen, Spannungen a Konflikter, déi esou entstinn, riskéieren nämlech, derzou ze féieren, dass de wichtige Prinzip vun der Inklusioun entweder net kann an der Praxis ëmgesat ginn oder dass en als Usproch souguer erëm zrëckgeschrauft gëtt.

Mee wann d'Qualitéit vun den Aarbechtskonditiounen am Secteur erfogt, wann d'Penurie esou riskéiert, nach méi schlëmm ze ginn, da riskéiert dat, weideren Drock op d'Léierpersonal um Terrain ze maachen. Dat, wat da geschitt, wat leider plazeweis haut scho geschitt, dat ass, dass dann d'Inklusioun méi fundamental a Fro gestallt gëtt.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, aus all dës Grënn a wéinst der extreem problematescher Erugoensweis vun der Regierung an dësem Dossier kënnen mir de virleiende Projet de loi net matdroen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sehovic. An dann ass d'Wuert fir den Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut de Projet de loi 8163, wou et drëms geet, e legale Kader ze schafe fir d'Personal am edukative wéi och am psychosoziale Beräich, an dat haaptsächlech an de Kompetenzzentren. Eng Harmoniséierung an dësem Krees ass natierlech wichteg. Et ass wichteg fir d'Leit,

dass se wëssen, op wat se sech aloossen a wat se herno och mussen leeschten.

En zweete positiven Effekt – wat mir als positiv gesinn a wat och muss gemaach ginn, op alle Fall an der Theorie – ass déi Andeelung an zwou Kategorien. Ech mengen, ech ginn elo als zweeteschte Riedner net nach eng Kéier op dee ganzen Detail an, dat ass schon alles gesot ginn. Mir hunn eng Kéier den Diagnostik vun de Kanner an den zweeten Deel ass d'Betreiung, dat heescht d'Prise en charge herno an effektiv d'Schaffe mat dësen Kanner. An d'Iddi hannert dësem Projet ass et natierlech, eng Verbesserung ze kréie fir d'Kannerbetreiung. An dat kënnen mer och nëmme begréissen.

Mir kënnen och begréissen, dass den Här Minister 2021 och déi gewësse Gewerkschaften alleguerten – si si scho genannt ginn – invitéiert huet, fir en Echange ze kréien, fir mat hinnen hir Revendicatiounen ze beschwätzen an do e beschtméigleche Konsensus ze fannen.

Wa mer awer elo gesinn, wéi et da weidergaangen ass, ass dat, mengen ech, de Punkt, deen ech a mengem Discours op alle Fall als katastrophal muss ugesinn. Dat ass net dat, wat mer effektiv hei wollten an dësem Projet. Also, d'Zilsetzung vun dësem Projet, wou mer wollten hikommen, ass ganz positiv, mee d'Aart a Weis, wéi dësse Projet ëmgesat ginn ass, ass eng reng Katastroph!

Wéi gesot, d'Gewerkschafte si geruff ginn. An engem éischen Tour, deen da gedréit ginn ass, huet virun allem eng Gewerkschaft – an déi ass jo genannt ginn: d'APCCA – eventuell u verschiddene Fuerderunge festgehalten. A wat mécht den Här Minister? Bei engem zweeten Tour gëtt déi einfach net méi invitéiert. Jo, et kann een elo soen: Natierlech schwätzt et sech besser mat Leit, déi mat engem averstane sinn, well am Dialog mat Leit eng Iwwerzeugung oder Kompromësser ze fannen, ass schliesslech méi schwéier, wéi wa Leit effektiv einfach just Jo an Ame soen!

Dann en zweete Volet: Wann een awer dann eng Kéier an den Detail kucke geet vun dësem Projet de loi an et schwätzt een effektiv mat de Leit um Terrain, jo, da gesäit een, dass d'Leit awer och zur Iddi, zwou Kategorien ze schafen, soen, dass dat net zur Verbesserung wäert bäidroen, mee effektiv zu enger Verschlechterung. Si gesinn net, dass dat iwwerhaapt wäert ëmgesat kënnen ginn.

Ech ginn Iech e Beispill: Deen een, deen d'Diagnostik mécht, huet e Kontrakt, an deen, deen herno d'Kannerbetreiung mécht, huet en anere Kontrakt. A wann dat sollt déi selwecht Persoun sinn, dann huet déi Persoun herno zwee Kontrakter. Sou, dat si mol zwee Aarbechtskontrakter, dat ass eng Saach. Mee déi zweet Saach ass: Jo, déi mussen dann och aneschters pointéieren. Dat hu mer och an der Kommissioun ugeschwat. Mee dat ass anscheinend alles guer keng Affär. Vu méi administrativem Opwand ass geschwat ginn. Bon, esou vill zur Simplification administrative!

En zweete Volet ass dann déi Période de transition, déi schon ugeschwat gouf. Och dat kënnen mer eis net erklären: firwat hei no engem Avis vum Staatsrot, an deem dat gefuерт gouf, dann awer de Minister iergendwéi mat enger Iwwerzeugung dohinnergaangen ass an de Staatsrot och iwwerzeegt huet, dass dat net méi gebraucht gëtt – jo, net méi gebraucht! –, wou mir awer kloer soen, dass d'Aarbechtskonditiounen vu verschiddene Mataarbechter verschlechtert ginn. An ech zitéieren elo aus engem Communiqué de presse vun 2020: „Les conditions de travail [...] restent inchangées.“ Bon, „inchangé“ heescht normalerweis, dass d'Konditiounen op alle Fall net méi



schlecht ginn. A bei deene Leit, vun deene mer hei schwätzen, gi se awer méi schlecht. Mol net do war de Wëllen do, fir iergendwéi e Kompromëss ze fannen, fir deene Leit iergendwéi Satisfaktioun ze ginn a se net ze demotivéieren.

Well virun allem an deem Beräich, wéi och allgemeng a ganz ville Beräicher vun der Bildung, hu mer eng Penurie u Leit. Jo, mir fanne keng. Mir schwätzen zwar heibannen oft dervun – och den Här Minister –, alles ze maachen, fir dës Leit ze motivéieren, fir méi Leit ze kréien. Mee jo, mir hunn eng Penurie. An effektiv, mir fannen déi Leit haut schon net. A mat esou engem Text wéi deem heite wäerte mer d'Leit net motivéieren. Nee, mir demotivéiere se!

An dat ass dat, wat hei esou alarmant ass. Mir hunn och schon héieren, dass Leit sech effektiv fortgemellt hu vun Aarbechtsplazen, well se sech erhofft hunn, mat deem Projet de loi enfin eng Verbesserung ze gesi fir hir Aarbechtskonditiounen an net eng Verschlechterung. An dat, muss ech soen, ass awer e grouse Problem!

An op där anerer Säit hu mir eis an de Kommissiounen dëst Joer x-mol mat deem Sujet auserneegeesat. An do muss ee soen, dass déi meescht Oppositionsparteie sech de Mond fusseleg geschwat hunn, fir iergendeppes Positives nach an dese Gesetzesprojet mat eranzubringen. Mee mol net ee Komma krute mer geneemegt an deem Projet, do war guer kee Wëllen do!

Woubäi een awer muss soen: Mir schwätzen hei net nëmmen iwwert d'Aarbechtskonditiounen vun de Leit, nee, mir schwätzen am Endeffekt iwwer eng besser Betreuung vun eise Kanner. An et sinn am Fong déi, déi herno wäerten drënner leiden, wa mer keng Leit méi fannen. A wa mer keng méi fannen, da wäerte mer an e puer Joer hei stoen an eppes müssen decidéieren oder diskutéieren, wéi mer iergendwéi déi Kanner nach weider wäerte betreit kréien.

A wann ech elo d'Opposition héieren, déi effektiv hei an deem Discours och net grad esou positiv ass zu deem Projet de loi, da muss ech awer soen: Mir waren an x Kommissiounen, an do huet d'Majoritéit quasi net eng Sekonn iergendeppes zu deem Projet gesot. Dat fannen ech immens traureg, dass mer hei einfach just de Minister schwätze gelooss hunn a mol net iergendeppes probéiert hunn, am Positiven, am Konsens vun jidderengem. Well, wéi gesot, ech denken, dat hei ass e Projet, dee misst parteiüwwergräifend Satisfaktioun fannen, well et geet em eis Kanner an et geet net um iergendee Gesetz iwwer iergendwellech Saachen. Dat ass fir mech eng grouss Katastroph!

Elo zum Ofschloss kann een och soen: Jo, wat hu mer hei erëm gemaach? De Minister ass hei mat der Briechstaang erëm eng Kéier einfach duerch dee ganze Projet gaangen, en huet net mat de Leit geschwat! Wou mer awer effektiv ëmmer erëm héieren, dass d'Leit dobausse soen: „E grouse Problem wäert sinn, dass de Minister ons net nolauschert, dass de Minister net déi Saache probéiert ëmzesetzen, déi mir um Terrain spieren.“ Ma wannechgelift, spëtz Är Oueren, gitt dohinner a setzt enfin iergendeppes em, wat dobaussen och gefrot gëtt!

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**Une autre voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et kënn net oft vir, mee ech hu wierklech den

Androck, also wann ech elo d'Kollege vun der Opposition an deelweis souguer och vun der Majoritéit héieren hu schwätzen, dass mer eis scho bal ofgeschwat hätten – an dat ass guer net de Fall –, well mer zum groussen Deel zu där selwechter Konklusioun kommen. Dat huet och domadder ze dinn, dass der vill vun eis och d'Aart a Weis vum Educatiounsministère iwwert d'Jore gewinnt sinn, dat heescht, déi Kriticken – d'Briecheisen, net diskutéieren, autoritär an esou weider – sinn net nei, déi si schon zéng Joer al. An dat huet, mengen ech, och am Educatiounsberäich vill futtigemaach.

Et gouf joerzéngtelaang keng Base légale fir d'Aarbechtsbedéngunge vun spezialiséierte Personal, dat mat Enfants à besoins spécifiques schafft. Haut kréie mer dann esou eng Base légale, an et ass natierlech schued, dass et kee Konsens wäert ginn, well grad esou e Gesetz hätt kënnen konsensuell ugeholl ginn. Bei esou engem wichtege Projet hätt et eigentlech misse méiglech sinn, e grouse Worf ze schafen an esou vill Leit wéi méiglech zefriddenzestellen. Dat ass leider net geschitt, well den Educatiounsministère wéi ëmmer, wéi esou dacks, autoritär mam Briech-eise virgaangen ass.

An am Verlaf vun den Aarbechten hate vill Deputéiert, vill Fraktiounen – vläicht souguer all d'Fraktiounen, ech menge schon – sech mat den Interessenten aus dem Secteur getraff, fir sech méi konkret och iwwer gewësse Problematike schlauzemaachen, notamment och deenen, déi d'Diagnosticke sollen erstellen, well dat weess ee jo och net onbedéngt, wann een net aus deem Secteur kënn. An do huet ee gemierkt, zemoos wann een net aus deem Secteur ass, wéi engagéiert déi Leit sinn, wéi informéiert se iwwer hire Beruff sinn a wéi wéineg se awer och consideréiert ginn.

An der Kommissioun huet den Här Minister gesot, hien hätt sech bei den Negociatiounen un déi üblech Formalitéite gehalen. Datt awer déi Betraffe sech ausserhalb vun de formellen Organisatiounen organiséiert hunn, dat schéngt de Ministère net esou richtig interesséiert ze hunn. Do ass de Ministère bürokratesch virgaangen, ouni Fangerspëtzegefill, wéi wann en déi waarm Gromper esou séier wéi méiglech wéilt lassginn.

Kritesch Bemierkunge vu Gewerkschaften, déi aus de Gespréicher mam Ministère ausgeschloss goufen, gi méi spët duerno awer nach vum Staatsrot bestätegt. A signifikanterweis gëtt nëmmen dann de Bien-fondéi vun dese Bemierkungen op eemol dach iergendwéi berücksichtegt. Esou och de Virwurf, dee virum Staatsrot sengem Avis scho gemaach gouf, dass den Zäitplang vun den Agenten am éischte Projet einfach guer net kloer war. A wa schon esou eppes Elementares net kloer war, dann dierf ee sech Suerge maache fir de Rescht. Do freet ee sech, ob den Educatiounsministère iwwerhaupt weess, wat ënnen un der Basis leeft!

Et huet misse sou wäit kommen, dass de Staatsrot dem Ministère huet mussen erklären, dass um Terrain Leit, déi Diagnosticke maachen, och allermeeschtens Interventiounen a Schoulen oder Ëmgang mat de Schüler hunn an net just an de Büro sëtzen. An et wier u sech a priori och net schwierig gewiescht, dat erauszefannen, wann ee versicht hätt, deene Leit nolauschteren. An dat ass de Problem – et ass schon e puermol gesot ginn –: Et gouf nëmmen op eng Kategorie vun deem Personal gelauschert, déi aner ass net berücksichtegt ginn. An dobäi waren d'Demandé jo guer net exzessiv.

A viru Kuerzem huet jo eng Journalistin – dat gouf och scho gesot – de Stil vum Minister als „divide et

impera“ bezechent, „deel an herrsch“. Jo, et ass bekannt, esou kritt ee vläicht Saachen duerch, esou ass vläicht och deen een oder anere Spindocor ganz zefridden a klappt sech op d'Schëller: „Elo krute mer se gutt!“ Mee ech weess net, op dat d'Saach verbessert am Sënn vun der Bevëlkerung. Ech mengen, dat ass net Sënn an Zweck vun der Politik.

En anert Beispill, wat d'Virgoe vum Ministère perfekt illustréiert: De Ministère huet esou gemaach, wéi wann d'Delaien am Diagnostic dank deem Projet magesch géife gekierzt ginn, nom Motto: „Wann d'Agenten u sech Vakanzan oppginn a méi schaffen, da gëtt alles besser an da wäert den Diagnostic méi séier goen!“ Dat ass awer e bëssen den ënnerschwellegen Toun, deen een ëmmer héiert. An et ass jo och einfach, op d'Léierpersonal ze klappen. Dat ass dat Demagogesch, wat et gëtt: „Si schaffen näischt, si misste méi schaffen!“ Ech fannen et awer schlëm, wann déi Leier och e bëssen aus dem Ministère selwer kënn. Dat ass net ganz respektvoll.

A jiddereen, dee sech fir d'Thema dann e bëssen interesséiert, fënnt séier eraus, dass d'Delaien am Diagnostic op d'administrativ Hürden, den Aarbechtsopwand an och op de Mangel u spezialiséierte Kannerdokteren zréckzeféiere sinn. An et huet bestëmmt näischt mat engem Mangel un Asaz säitens dem sozioedukative Personal ze dinn!

An deem Beräich gëtt et vill Burnouten. Jonk Leit, déi ufänken, halen och méi dacks op wéi soss enzwousch, well si iwwerhaupt net mam Aarbechtsopwand a mat der Aart a Weis, wéi se mat Kanner am Kontakt kënnen bleiwen an de Kontakt oprechterhale kënnen, nach eens ginn. An et kann een hinnen dat jo och net iwwelhuelen.

A grad well dee Beräich un Attraktivitéit verléiert, wier et vläicht méi interessant gewiescht, och eng déifgrënneg Analys ze maachen. Dat gëtt jo och vun der LSAP an der Motioun gefuerdert, déi mir och ënnerstëtzen: genau ze kucken, wat si brauchen. A wéinstens kéint een och eng transitoiresch Period virgesinn.

An de Malaise, dee gëtt jo och nach méi grouss, wann ee sech kloer bewosst gëtt, dass de Ministère genau weess, dass verschidden Agenten, dobäi och déi, déi manner gutt Konditiounen kruten, däitlech méi schaffe mussen, wéi an hirem offiziellen Zäitplang definéiert gëtt, wa se hir Aarbecht uerdentlech maache wëllen.

An da kommen natierlech och nach déi ominéis 80 Virbereedungsstonnen am Summer, wou mir nach ëmmer net kloer ass, wat de Ministère domadder bezweckt. An ech sinn och net deen Eenzegen an deem Fall, well déi Betraffen, déi wëssen och nach net esou richtig, wat de Ministère domadder bezweckt. Ass et, fir wëssenschaftlech Lektür ze maachen? Do soe si, dat wier komplett debill, dat esou ze organiséieren, dat op déi Wochen ze beschränken. Si géifen dat souwisou tout au long de l'année maachen. A si bräichten och kee Ministère, deen hinne géif erklären, wéi a wéini se dat géife maachen.

Dat wier och net déi richtig Zäit, fir Rapporten ze maachen, well se dat normalerweis maachen, nodeems se direkt am Kontakt ware mat den Elteren a mat de Schüler, an net an Zäiten, wou se souwisou kee Kontakt hunn. Dat heescht en gros, wat ech matkritt hunn, dass déi 80 Stonnen am Summer, deemno wéi, derzou géife féieren, dass d'Leit duerno um Büro sëtzen, well se dat vum Ministère gesot kritt hunn. An dat wier awer komplett ineffikass, dat wier Zäitverschwendung a si kéinten déi Zäit besser asetzen.

Här President, et ass eeben eng grouss Chance verpasst ginn, fir e gutt Gesetz ze maachen. Ech hunn den Androck, dass jo quasiment déi ganz Opposition

dergéint ass. D'CSV kritt souguer bal e bëssen e Moschwie. Dann ass et nach just d'DP, déi et fantastesch fënnt. Ech mengen, Dir misst Iech iergend eng Kéier a Fro stellen. Mir wäerten och dergéint stëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Da géif d'Regierung d'Wuert kréien. Här Minister.

### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Wagner kann ech direkt soen: Et geet dem Här Boonen nach ëmmer ganz gutt, en huet kee Moschwie an e wäert och hei kee kréien duerch dës Debatt!

Hui, dat doten, dat war elo erëm vill, vill beieneen. An ech denken, dass déi Leit, déi eis dobaussen nogelauschtert hunn, et awer schwéier hunn, hei ze pour-suivéieren.

*(Interruption)*

Mir hunn e Gesetzesprojet, dee mer op Basis vun engem Accord mat deenen duerfir zoustännegen an habilitéierte Gewerkschaften, wat gerichtlech jo och nach eng Kéier confirméiert gouf entre-temps, geschloss hunn an dee mer mat dësem Gesetz a mat engem Gesetz, wat mer virun engem Joer schonn ugeholl hunn, ëmsetzen. Eenzelner, déi haut hei gesot hunn: „Mir stëmmen natierlech hei mat Neel!“, hu virun engem Joer, wéi mer een Deel vun deem Accord ëmgesat hunn, mat Jo gestëmmt.

*(Interruption)*

Mee d'Zäiten ännere sech. An esou seriö hëlt hei jiddereen also och seng Aarbecht.

*(Interruptions)*

Et gëtt der och, déi do mat Nee gestëmmt hunn, déi et dann haut warscheinlech aneschtens maachen.

Dëst Gesetz, an duerfir war et jo keen Accord gi mat de Gewerkschaften, bréngt eng ganz Rei vu qualitative Verbesserunge fir d'Kanner. An dat, denken ech, muss eis alleguerter preoccupéieren. An als deen, dee bei deene Verhandlung jo awer entscheidend mat derbäi war, war dat mäin Zil a meng Ambitioun, dass dat net ze kuerz kënn, virun all den aneren Aspekter, déi och muss gekuckt ginn. Mee finalement geet et ëm d'Qualitéit, déi mer bidde fir d'Kand.

Mir hu Preparatiounszäit fir e ganz groussen Deel vun deenen Agentinnen an Agenten, ëm déi et hei geet, agefouert – an et sinn der insgesamt 1.550, déi heivunner betraff sinn –, déi a ganz ënnerschiddlechen Domänen vun der Éducation nationale sinn, net nëmmen am Ëmgang mat Kanner mat spezifesch Besoinen, mee och anert psychosoziaalt Personal, sozioedukatiiv Personal, déi ganz Bandbreit decke mer hei of. An duerfir ass et och schwiereg gewiescht, hei Léisungen ze fannen, déi uniform si fir jiddereen, well awer d'Finalitéit vu gewëssenen Aarbechten an dem Secteur och differenziert ass. An duerfir hu mer och differenziert Léisunge misse fannen.

Also, d'Preparatiounszäit hu mer agefouert. Dat heescht, dass fir e groussen Deel vun deene Leit, déi betraff sinn, d'Zäit, d'Stonnen an d'Leçonnen, déi se beim Kand sinn, erofgesat ginn ass vun 32 Leçonnen op 30,5. Ech denken – et huet keen et hei gesot –, dass dat eng däitlech Verbesserung ass, duerfir wollt ech dat awer just nach eng Kéier rappeléieren.

Mir hu kloer definéiert, wat d'Missiounen vun deene Personalkategorien do sinn, wat kloer gefrot ginn

ass, net nëmme vun den CGFP-Gewerkschaften, och vun deenen aneren, well mer gemierkt hunn, dass wa mer dat net definéieren, mer eng qualitativ Aarbecht an deene Beräicher net kënnen garantéieren, well ee fir alles zoustänneg ass an eeben net nëmme fir dat, woufir ee wierklech da qualifizéiert ass a wat seng essenziell Missioun ass. Dat hu mer festgehalten.

Mir hunn zum Beispill e Chef de département fir d'sozioedukatiiv an d'psychosoziaalt Personal an de Lycéeën agefouert a mir hunn enorm vill Ressourcen an de leschte Jore grad an deene Beräich, grad och an de Lycéeën, ginn, an et wäerte weiderer derbäikommen, fir och ze garantéieren, dass déi hire Missiounen kënnen gerecht ginn a si ënner sech ee Chef hunn, deen dann och am enke Kontakt ass mat der Direktioun, fir där Kategorie vu Leit an de Missiounen vun engem SePAS, de Missiounen vun engem Service socio-éducatif, och méi Visibilitéit kënnen ze ginn, an dass dat sech net iergendzwoousch zerfleddert an dem Lycée, mee dass dat ganz kloer och zesummegehale gëtt.

Heiduerjer – eppes, wat jo awer dacks gefrot ginn ass – droe mer derzou bäi, duerch d'Kontinuitéit vun den Aktivitéiten vun deenen, déi den Diagnostic maachen, och iwwer gewësse Schoulvakanzene ewech, dass mer den Diagnostic éischer kënnen ofschléissen. Et kann dach net sinn, dass hei gesot gëtt: „Mir mussen méi schnell ginn am Diagnostic“, mee awer allkéiers wann Allerhellegevakanz ass, allkéiers wann Fuesvakanz ass, allkéiers wann Ouschervakanz ass, da gëtt dat eng oder zwou Wochen ënnerbrach! Dat hale mer op mat dësem Accord. An déi Gewerkschaften, déi mat eis ënnerschriwwen hunn, déi waren och domadder d'accord.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mir hunn e Recht fir déi Agenten, déi dat Recht virdrun net haten, vun op d'mannst fënnf Deeg Congé während der Schoulzäit agefouert. Dat wëll net heeschen, dass se der nëmme fënnf kënnen huelen, mee dat wëll heeschen, dass den Direkter bei deene fënnf muss d'accord sinn – wat virdrun net de Fall war. Dass ass eng Verbesserung, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Agenten, déi ënnert deem dote Statutt do schaffen!

Mir hunn den A-EBS hei definéiert. An ech maachen dass dat hei jo elo scho laang an ech war bei villen Debatten hei derbäi, wou et och ëm Kanner mat extrae Besoinen gaangen ass. An ëmmer, egal ob Majoritéit oder Opposition, hunn d'Leit gesot: „Mir mussen méi Ressourcen op den Terrain ginn, an d'Schoul ginn, déi mussen do kënnen agesat ginn.“ Den A-EBS ass eng zousätzlech Ressource! Déi wäerte mer an d'Schoul ginn. Déi wäerten ënnert der Autoritéit vum Institutteur spécialisé fir Kanner mat extrae Besoinen schaffen. An déi wäerten net vun der Direktioun geréiert ginn.

Dann héieren ech hei op eemol vun deene selwechte Leit, wou ech dat zéng Joer laang hu missen nolauscheren, dat et awer elo op eemol aneschtens soll sinn: dass d'Direktore mussen agebonne sinn, fir d'Tâche vun den A-EBSen ze definéieren. Dass hunn ech haut de Mëtten hei héieren! E bësse Kohärenz! Ech weess: D'Kohärenz ass vläicht iwwerbewäert. Mee e bësse Kohärenz solle mer awer vläicht an eise politeschen Dialog hei och kënnen kréien.

Wa mer mol kucken: Dësen Accord huet ganz viles mat ofgedeckt, mee ee vun de Knackpunkte war, wéi vill Leçonnen dann ënner anerem déi, déi an der ESEB schaffen, an der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques – am Fondamental, se gëtt jo och opgebaut am Lycée –, ganz konkret mat

de Kanner ze schaffen hunn, sou wéi en Enseignant am Fondamental, sou wéi en Enseignant am Secondaire dann och Leçonnen ze schaffen huet. Dass waren der 32 bis elo – den Accord gesäit der 30,5 vir.

Mir hunn natierlech och am Laf vun deenen Diskussiounen, déi mer do gefouert hunn, mol gekuckt: Wéi ass et dann déi aner Säit vun der Grenz? Wéi ass et dann an Däitschland? Wéi ass et dann a Frankräich? Wéi ass et dann an der Belsch? D'Systemer sinn natierlech ënnerschiddlech, mee et ass keen, deen hei systematesch ënner 30,5 geet. Si leie bei 34, bei 33, bei 35, bei 36. Jo, Éisträich seet: „Dass ass einfach eng 40-Stonne-Woch a si mussen dat och bei de Kanner prestéieren“, wat ech net richteg fannen, wat ech hei net wëll verteidegen.

An duerfir war ech d'accord, mech mat deene Gewerkschaften un den Dëscht ze setzen, fir en Accord auszehandelen, wou mer déi effektiv Aarbechtszäit vun hinne reduzéiert hunn, d'Aarbechtszäit beim Kand reduzéiert hunn, fir méi Preparatiounszäit kënnen ze hunn. Well allkéiers, all Woch, sinn elo annerhalef Stonne méi Preparatiounszäit mat am Package dran. An dass ass eng reell Verbesserung vun der Qualitéit!

Et ass awer och eng reell Verbesserung, déi schëlterbar ass. Jo, et gouf Fuerderungen an deenen Diskussiounen do, fir vun 32 op 28 erofzagoen. Ech kann Iech d'Rechnung maachen. An et ass awer meng Responsabilitéit als Minister, fir och en Accord ze ënnerschreiwen, dee machbar ass, dee verantwortbar ass! Ech hu gekämpft an der Regierung mat de successive Premierministere a Finanzministere – et war bis elo nëmmen ee Premierminister, mee deen nächsten, deen neien, wäert et och nach mierken –, fir méi Ressourcë fir Kanner mat extrae Besoinen kënnen ze kréien.

Also muss ech awer och kucken, dass déi Ressourcen herno bei de Kanner weider ukommen an dass déi weider do sinn, fir mat de Kanner ze schaffen, an dass mer eis dann domadder net einfach indirekt eng Verbesserung vun der Tâche vun deenen Agentinnen an Agenten finanzéieren. Dass war eng vu menge Suergen. An duerfir si mer och mat engem Deel vun deenen Acteuren, déi ech am Ufank mat invitéiert hunn, fir um Dësch derbäi ze sinn a fir zesummen – hoffentlech – zu engem Zil ze kommen, net zum Zil komm; net mat all den Acteuren, mat deene mer do verhandelt hunn.

Wa mer elo mol nach eng Kéier kucken, wa mer vun ... Aleng an den ESEBen am Fondamental hu mer 477 Agentinnen an Agenten. Elo gi mer da vun 32 Stonnen d'Woch op 30,5 erof – da brauche mer der 23 méi! Jo, dass ass en Effort, dee mer maache bei enger schwiereger budgetärer Situatioun, bei enger schwiereger Situatioun, wou mer net enorm vill Poste Joer fir Joer bäikréien, an och an enger schwiereger Situatioun, fir iwwerhaupt déi Leit, mat deene Qualifikatiounen, wéi mer se brauchen, dobaussen um Marché ze fannen.

Wann een elo vun 32 op 28 erofgaange wär, dann hätte mer der 68 gebraucht. An ech soen Iech: Dass wär net méiglech gewiescht! An ech soen Iech: Dass wär herno au détrimment vun de Kanner gewiescht, well déi da keng Assistenz méi vun hirer ESEB hätte kënnen an deem Mooss garantéiert kréien.

A wa mer hei diskutéieren iwwer Kanner mat extrae Besoinen: Wat héieren ech – an zu Recht! – vun Iech alleguerter? Dass mer méi Leit do brauchen, dass déi Kanner méi Ënnerstützung brauchen. An hei ze soen, dass d'Attraktivitéit da vum Beruff ..., an dass mer d'Penurie vun deenen dote Professionne an der Éducatioun nationale doduerjer léisen, andeems

mer se manner schaffe loossen, an der domadder an deem Mooss och nach méi brauchen, déi Rechnung muss awer ee mir mol eng Kéier virrechnen! Well déi hunn ech awer net verstanen; bei allem Respekt a bei allem gudde Wëllen, deen ech ëmmer nees duerfir opbréngen.

Vläicht nach e Wuert zur Form. Mir hunn den Dialog mat allen Acteure gesicht. Et war de Wonsch, dee gedeelt ginn ass vun all deene Gewerkschaften a Personalvertriedungen, déi an deene Secteuren tätég sinn, egal ob se CGFP- oder OGBL-affiliéiert sinn, et war och de Wonsch vun eisen Direktiounen, et war och de Wonsch vun den Direktiounen vun de Kompetenzen-teren, fir hei eenheetlech Reegelen ze fannen.

Deen Appell hunn ech wouergeholl – an ech weess nach, wéini et war: et war matzen an der Pandemie –, dunn hunn ech gesot: „Jo, mir sëtzen eis beieneen un den Dësch.“ Mir souzen an engem risege Sall, wou vis-à-vis vu mir acht verschidden eenzel Bänke mat Representante vun aacht verschiddenen eenzelnen Associatiounen mat Mask souzen. Ech ka mech ganz genau derun erënneren!

Ech hunn awer och vun Ufank u gesot, wat de Spillraum ass, deen ech do gesinn: „Jo, mir kënnen iwwer alles schwätzen, mee ech hätt gär, dass herno hannen eppes derbäi erauskënnt, wat nach garantéiert, dass mer d'Arbecht beim Kand kënnen leeschten an dass mer net en Deel vun deenen“, zu deem Zäitpunkt „700 Posten, déi ech zousätzlech an deene Jore virdu geschafen hunn, fir Kanner mat extrae Besoine besser ze encadréieren, erëm verléieren, andeems mer dat just eesäiteg an exzessiv an eng Reduktioun vun der Tâche géifen investéieren.“

Dat ware meng Wieder an der éischter Reunioun, et ware meng Wieder bei der leschter Reunioun, et ware meng Wieder bei der Virstellung vun deem Accord an et sinn haut nach eng Kéier meng Wieder. An ech stinn do derzou an ech weess eigentlech och net, wat dorunner esou falsch soll sinn.

Mir hunn dunn am Laf vun deenen Diskussiounen – déi sech higezunn hunn, déi medial begleet waren – ëmmer nees natierlech och festgestallt, dass mer warscheinlech mat deene ganz ënnerschiddlech an heteroogen agéierenden Acteuren, déi mer do dann invitéiert haten, keen Accord kéinte fannen. An da fannen ech et awer och normal, mat där Responsabilitéit, déi ech hunn, mat deenen Acteuren, déi duerfir habilitéiert sinn, en Accord ze sichen!

Ech denken, dass et bis elo bei Accorden an der Fonction publique nach ni aneschtens war. A wann de Parteikolleg vum Här Wilmes hei e gudde Rot huet fir mech, da soll en dem Här Wilmes deen och mat op de Wee ginn, fir nämlech mat allen Acteuren an der Fonction publique ze kucken, Accorden ze schléissen! Ech freeë mech op déi Diskussiounen, déi mer da wäerte kréien.

Ech wäert em soen, e soll et esou maache wéi ech: kucken, jiddereen ze ruffen an herno mat deenen en Accord ze schléissen – wann et net mat jidderengem geet –, déi och demokratesch duerfir habilitéiert sinn. Dat sinn d'Prinzipie vun der Demokratie. An déi, denken ech, sollten och am Dialogue social esou kënnen spillen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Zu där Motioun wëll ech awer och nach eng Kéier soen: Ech kann net recommandéieren, déi ze stëmmen, well et steet munches dran, wat contraire ass zu deem Accord. A wann eng Regierung en Accord unhëlt – an ech hunn dat do jo net eleng gemaach, ech hunn à plusieurs

reprises dem Regierungsrat dovunner rapportéiert an et huet och kee gesot: „Ma, maach dat dote guer net!“; ech hu keen esou héieren a keen esou gesinn a keen esou an Erënnerung –, dann, denken ech, ass et awer och normal a logesch, dass ee probéiert an och kuckt, dat, souwäit et geet, am Gesetzgebungsverfaren, souwäit de Staatsrat dat dote mat ënnerstëtzt, a Musek ëmzesetzen; ob et Punkte sinn, déi d'Regierung interesséiert huet, oder ob et Punkte sinn, déi éischter d'Gewerkschaftssait interesséiert huet. Dat ass dat, wat mer gemaach hunn. Duerfir mengen ech och, dass elo eng Phase transitoire ganz schwierig wär.

An ech denken och, dass eng Evaluatioun vun engem System wéi deem doten ... Vertraue mer dem Sozialdialog, dann, mengen ech, mussen all déi concernéiert Acteuren, déi mir vum éischten Dag un an e Comité d'accompagnement dann och invitéiert hunn, fir dat doten ëmzesetzen, dat eigentlech maachen, well déi représentéiere jo awer dann déi Acteuren um Terrain, déi an deene Strukturen do mat de Kanner schaffen. An déi mussen dat heiten dann och ëmsetzen. An dass déi eis dat dann erëm eng Kéier solle spigelen ..., fannen ech, dass dat déi sinn, an net iergend en neutralen Acteur vu bausen, deen eis elo soe kënnt, ob hei d'Konditiounen elo verbessert, verschlechtert kënnen sinn oder wat nach Weideres muss geschéien.

An duerfir, wéinst deenen zwee Punkten denken ech net, dass mer déi dote Motioun elo sollte stëmmen.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass et mäi Wonsch wär – mee vläicht ass deen ze vill fromm –, dass mer bei esou komplexe Sujeten dach awer probéieren, d'Saachen op d'Wo ze leeën, dach awer kucken, dass et hei Gewerkschaften waren, déi dat heite mat ënnerschriwwen hunn, déi awer och hir Leit représentéieren, dat an engem Mooss, dass se eeben habilitéiert sinn, fir esou Accorde kënnen ze ënnerschreien.

Datt et do anerer gëtt, déi aner Stëmmen hunn, dat ass normal an enger Demokratie, an déi mussen och zougelooss ginn. Et sinn och vläicht déi, déi dann iergendwann eng Kéier habilitéiert sinn, esou Accorde wéi deen heiten ze ënnerschreien. Dat ass de System, wéi en eeben emol ass. Mee dass mer awer kucken, dass mer eis net zum Spillball hei maache vun aneren Interessen, wou déi eng oder aner Gewerkschaft probéiert, e Sëtz méi ze kréien a vläicht och nach e Fouss an d'Fonction publique eranzekréien. Ob domat finalement de Kanner awer gehollef ass, dass woen ech ze bezweifelen. Mee meng Hoffnung hält net op, dass mer an Zukunft Debatte vu besserer Qualitéit hei kënnen féieren.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Polidori, deen Iech wollt eng Fro stellen. Huelst Der déi Fro un?

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Natierlech.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ma dann, Här Polidori, ass et un Iech.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Och merci, Här Minister. Ech hunn Iech ganz interesséiert nogelauschert. Bon, ech hu virdu gesot, Dir hutt bei dësem Projet scho relativ vill agewierkt op déi ganz Majoritéit. Elo probéiert Der och schon, den Här Wilmes iergendwéi ze iwwerzeegen vun der Aart a Weis, wéi Dir et wëllt hunn. Sou mat de Leit ze

schwätzen, dass déi et och esou solle maachen, wéi Dir dat fir richtig fannt, dass fannen ech schon eng relativ speziell Aart a Weis. Mee dat war awer net meng Fro.

Meng prezis Fro ass: Wisou hutt Der de Régime transitoire – d'Opposition ass op deen agaangen – net awer nach afléisse gelooss an de Gesetzestext, esou wéi den Avis vum Staatsrat et gefrot huet? Well, ech mengen, et ass och wichteg fir d'Leit dobaussen, déi ons nolauschteren, dass déi och verstinn, wisou Der dee Régime transitoire net nach agebaut hutt.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Minister.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech wëll hei just dem Här Polidori a sengen 59 anere Kolleegen a Kolleginne rappéléieren, dass net ech déi dote Spillregel hei erfonnt hunn, mee all meng Virgänger hu sech dorunner gehalen. An ech ginn emol fest dervunner aus, dass all déi vill, déi duerno nach wäerte kommen – vläicht dat dauert dat jo nach e bëssen, mee déi kommen do iergendwann eng Kéier –, sech och wäerten dorunner mussen halen.

*(Interruption)*

Dat ass näischt, wat ech erfannen, wouvun ech anerer muss iwwerzeegen. Dat ass nun eebe mol esou.

Déi Phase transitoire, do muss ee jo kucken, op wat mer eis da baséiere, wa mer soen: „déi, déi virun engem Datum x agestallt goufen.“ Da baséiere mer eis op d'Gesetzessituatioun vun där Phas, an ech weess net, ob dat au profit wär vun deene Leit, déi dat vläicht revendiquéieren – oder fir déi dat vun anere revendiquéiert gëtt. Ech fäerten, et wär vläicht, op d'mannst punktuell, zu hirem Nodeel. An duerfir géif ech och mengen, wa mer hei elo wëllen no vir kucken, da sollte mer dat doten net maachen, well da kréiche mer vill Diskussiounen och nach emol.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Nach eng Wuertmeldung. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci. Ech wollt awer nach eng Kéier op d'Motioun agoen, well Der jo gesot hutt, et hätt kee Wäert, dass vun enger neutraler Instanz kucken ze loossen. Dir hutt jo awer selwer neutral Instanzen, ech denke just un den Observatoire. Wat schwätzt dann dergéint, wann ee sou e Gesetz aféiert, wat um Terrain jo awer ëmstridden ass, wat hei an der Chamber ëmstridden ass, dass awer eng Kéier neutral kucken ze loossen? Et kann Iech jo och hëllefen, wann dat herno ... Wa mir allegueren Onrecht hunn an Dir hutt Recht, dann ass dat jo zu Äre Gonschten. Duerfir verstinn ech eigentlech net, firwat Der do dergéint sidd.

An et géif mech awer interesséieren, wat Der och dozou sot, eebe mat den Acteuren um Terrain genee ze kucken, wéi déi Funktiounen vun deem A-EBS sinn – well dat suert awer fir Onrou, dass dat net ganz genau definéiert ass –, wat hir Kompetenze sinn, wat d'Missiounen sinn, wat awer och d'Limite si vun hirer Zoustännegkeet.

Merci.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Natierlech gëtt dat dote kloer definéiert a kommunikéiert. Mir stëmmen déi Fonctioun haut. Wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt a publizéiert gëtt, dann ass et iwwerhaupt eréischt méiglech, dass déi dote Fonctioun geschafte gëtt. A mir wäerten dat doten och en temps utile kloerstellen.

Graff sief hei nach eng Kéier resüméiert, dass eng Persoun, déi ënnert der Autoritéit vum I-EBS wäert schaffen, domadder ënnert der Autoritéit vun der Schoul – net ënnert der Autoritéit vun der Direktioun – wäert schaffen, wat hei x-mol esou gefuerdert ginn ass. An och duerfir hunn ech Vertrauen an d'Agentinnen an d'Agenten vun der Schoul, dass se natierlech och déi esou gutt wéi méiglech, wéi et haut beim I-EBS och ass, en fonction vun de Besoinen an hirer Schoul wäerten asetzen.

Wësst Der, et ass keng neutral Saach, déi mer hei maachen. Et gouf hei Verhandlungen, an do gëtt et ënnerschiddlech Positiounen. A wa mer iergendzousch eng neutral Instanz hätten, da bräichte mer net méi ze verhandelen, mee mer géife soen: „Lauschtert, déi neutral Instanz soll sech dat alles ularschteren!“ Déi géif eis dann herno eng gutt Recommendation do maachen. Ech mengen, dat ass net ze schëlleren.

An duerfir sot ech jo, dass och d'Ëmsetzung hei am Kontext vum Dialogue social wäert musse stattfannen. Och wa mer eng Kéier eng Evaluatioun dann dovunner maachen, wäert dat am Kontext vum Dialogue social stattfannen an da gëtt et och do erëm eng Kéier keng ganz neutral Vuen. Mee wann ech d'Direktoren froen, déi wäerte vläicht soen: „Dat dote kënnen mer nach verbessern.“ Wann ech d'Gewerkschaften froen – déi, déi signéiert hunn, an déi, déi net signéiert hunn –, wäerten déi vläicht soen: „Dat doten an dat doten, dat kéinte mer nach besser maachen.“ Wann ech meng Agenten an déi Responsabel am Ministère froen, da soen déi och nach eng Kéier epees aneres.

Ech muss dat hannendrun, well alles hei huet och säi Präis, natierlech mat deene Kolleegen an der Regierung, déi fir d'Suen zoustänneg sinn, och nach eng Kéier kucken, an duerfir dann dee Moment kucken, wat mer da maachen a wéi mer dann dee beschte Kompromëss do kënnen erausschloen. Ze mengen, dass ee Froe wéi déi dote vun enger neutraler Instanz, wou et ëm Interessekonflikter geet, einfach esou objektiv ka belichten an dann tranchéiere loosse – ech fäerten, dat geet net.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn elo keng Wuertmeldung méi.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8163 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8163<sup>8</sup>.

(Interruptions)

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8163 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass eriwwer.

D'Resultat vum Vott ass: 35 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen. Domat ass dësen Text also ugeholl mat 35 Jo-Stëmmen géint 25 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Christophe Hansen), Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen,*

*MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.*

*Ont voté non : M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claire Delcourt), Claude Haagen (par Mme Francine Closener) et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### **Motion 1**

An dann hu mer hei nach eng Motioun vun der Madamm Closener. Dir hutt déi explizéiert, Madamm Closener. Gëtt et eng aner Wuertmeldung dozou? Den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci och fir d'Motioun hei. Ech hu fonnt, dass mer de Mëtten e ganz animéierten, awer ganz interessanten Debat haten.

Den Dialog huet stattfonnt. Den Här Minister huet gesot: „Wann een net mat all Mënsch kann eens ginn, da muss ee kucken, mat deenen eens ze ginn, déi representativ sinn.“ Et gouf en Accord fonnt. Deen Accord fléisst elo hei an. An ech mengen, dass dat eng gutt Saach ass.

Den Här Minister huet elo an den zwou leschten Interventiounen eng Kéier kloer Positioun geholl, och zur Motioun. Dofir maachen ech dat net nach eng Kéier. An ech géif meng Fraktiounskolleegen a -kolleeginne proposéieren, dës Motioun hei net matzedroen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Boonen.

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Jo, merci fir d'Wuert. Ech wëll vläicht nach eng Kéier erklären: Mir hu probéiert, eng sachlech, objektiv Analys hei ze maachen. Ech kréie kee Moschier vum Stëmme vun deem Gesetz hei, well d'Reegele festgehalen sinn. An ech mengen, et ass wichteg, no vir ze kucken. Dat hat ech probéiert, an der Interventioun kloerzemaachen.

An dat verhënnert jo net an Zukunft, wéi den Här Minister et gesot huet, dass een den Dialogue social fleegt an dass een elo bei der Ëmsetzung dorop lauschtert, wat déi verschidden Acteuren um Terrain ze soen hunn. An dann, mengen ech, gesi mer dat och esou, dass dat eigentlech soll dozou féieren an zu enger Evaluatioun, ob dat Gesetz hei richteg stattfënt. An do brauch et da keng neutral Evaluatioun, mee et brauch einfach den Dialog. An dat hunn ech probéiert, ze soen: dass mer dat einfach ënnerstetzen an et wichteg fannen, dass dee stattfënt. Domat géif ech da menger Fraktioun soen, déi Motioun hei net ze stëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Boonen. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Den Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Ben, och mir hunn dës Motioun matgedroen. Ech denken, dass et wichteg ass. A wa mer heibannen alleguerten esou iwwerzeegt sinn, dass dëst an déi richteg Richtung geet, da verstinn ech elo awer net, firwat een dëst hei net ka matdroen.

Ech muss och soen: Ech mengen, an der Vergaangenheet hat d'Martine Hansen, wat d'Spreecherin vun der CSV war ... Ech géif gär wëssen, ...

(Interruptions)

... wat hatt dozou géif soen ...

**Plusieurs voix** | „Si“!

(Brouhaha)

**M. Ben Polidori** (Piraten) | „Si“, pardon. Entschëllegt, Madamm Hansen. Entschëllegt mech!

... wat si géif soen zu dësem Projet.

Jo, Här Boonen, Moschier oder net Moschier, op alle Fall hätt ech mer gewünscht, dass Der hei géift Är Schëllere weisen an op alle Fall d'Broscht eraus an dergéint stëmmen, an net dat, wat Der elo hei gemaach hutt!

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

(Brouhaha)

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da stellen ech déi Motioun hei, d'Nummer 1, zur Ofstëmmung.

### **Vote sur la motion 1**

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmmen géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claire Delcourt), Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Marc Lies), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.*

Domat wär dann och dës Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

## 9. Motion de M. Meris Sehovic relative au financement public du Luxembourg Science Center

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 31 de ce compte rendu)

Da géinge mer zu deem Punkt kommen, dee mer nach bëigesat hunn, an zwar déi Motioun vun dem Här Sehovic iwwert de Luxembourg Science Center. Dir hutt se schonn, wéi Der se deposéiert hutt, eng Kéier erkläert. Dat wëllt Der also net nach eng Kéier maachen, gesinn ech. Dat ass gutt.

(Hilarité)

Wie wëll dozou Stellung huelen? Här Minister.

### Discussion générale et prise de position du Gouvernement

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht just uschléissend un déi Diskussioun, déi mer kuerz am Ufank vun deem Nomëtteg haten, wou ech véier Minutten hat fir ze äntwerten. Et huet och do net alles eragepasst. De President, mengen ech, hat mer der nach fénnef an eng hallef souguer accordéiert.

Nach eng Kéier: Ech sinn net de Pressesprecher vum Luxembourg Science Center. An: Ech sinn de Minister. Ech sinn net deen, dee vläicht Member ass an där Associatioun, well da kéint ech bestëmmen, wien an de Conseil d'administration géif kommen. Ech sinn net Member an deem Conseil d'administration, well da kéint ech vläicht bestëmmen, wien ënner wat fir enge Konditiounen do an der Direktioun kéint d'Responsabilitéit iwwerhuelen. Et ënnerläit eeben net dem Minister, sech do an d'Gerance vun esou enger Associatioun kënnen ze Beginn.

Datt ech eng privat Meenung dozou hunn, versteet sech wuel och. Mee datt ech déi, wann ech als Minister oprieden doruechter, fir mech halen, ass och eng Evidenz. Soss géif ech och iergendwou meng Aufgab net kënnen erfëllen.

Zur Motioun dann awer: Mir hunn dat nach eng Kéier gekuckt. Ech hu virdu gesot, datt et vläicht Schwierigkeete gëtt, dat einfach esou ze verëffentlechen, well et kënnen do Informatiounen dra sinn, déi ënner iergendwelleche Clauses de confidentialité leien. A mir hunn dat elo de Mëtten nach eng Kéier ganz schnell gecheckt: Ech denken, datt et méiglech misst sinn, Iech dat kënnen zoukommen ze loosse.

Ech géif awer hei der Chamber recommandéieren oder froen, wann Der wierklech eng Motioun wëllt stëmmen, den Text vläicht se komplettéieren a bei „invite le Gouvernement à mettre à la disposition de la Chambre des Députés l'audit sur le financement du Luxembourg Science Centre“ dann nach eng Ajoute ze maachen: „dans les limites et sous les conditions formulées par l'auditeur dans la lettre d'engagement“, soudatt een et och Iech ënner deene Bedéngunge ka ginn an Dir Är Aarbecht domadder kéint maachen. Domadder hätt Dir et, an domadder misst Dir awer natierlech och den Engagement huelen, dat ze erfëllen, wat d'Regierung sech operluecht huet, manner par rapport zum Luxembourg Science Centre an zu enger SARL GGM 11, mee virun allem méi par rapport zum Auditeur, fir déi ze respektéieren.

Wann Dir Iech net dorunner haalt, hunn ech Problemer, fir Iech dat zur Verfügung ze stellen. An ech mengen, datt Der dat verstitt, well dëst Haus iwwer sou Dossiere scho ganz dacks aner Diskussiounen hat, wou d'selwecht tranchéiert ginn ass.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Minister Merci fir seng Explikatiounen. Et ass elo eng Proposition gemaach ginn. Ech hunn zwar nach aner Wuertmeldungen, an da géif ech zum Schluss dem Här Sehovic d'Wuert ginn, fir zu där Proposition do Stellung ze huelen. Fir d'éischt hat sech den Här Wagner, duerno den Här Clement gemellt. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, den Här Clement hat sech viru mir gemellt. Well ech weess ganz genau, wat hie wëll soen, well et gëtt en Arrêt, dee säin Numm dréit. Mee hie kann dat jo och erklären.

Ech hunn elo awer e gréissere Problem mat der Argumentatioun vum Här Minister. Dat heescht, mir missten, also zemoos, wat d'Ajoute ugeet, déi hie virschléit ... Mir kéinten Accès hunn. Den Här Sehovic respektiv d'Chamber kéint Accès hunn zu deem Audit, virausgesat, mir géifen d'Krittären, déi den Auditeur festgeluecht huet, respektéieren.

Mir hunn u sech eng Prozedur hei an der Chamber och virgesinn, déi ee kritiséiere kann – well ech weess, wat et heescht, gewëssen Dokumenter hei an der Chamber kucken ze goen; doriwmer musse mer och eng Kéier diskutéieren –, mee mir kënnen souwisou eng Demande maachen, fir esou zum Beispill deen Audit ze kréien. An déi géif dann och validéiert gi vun der Commission d'accès aux documents, déi dann eeben och den Degré de confidentialité géif festleeën.

Mee ech mengen net, datt et der Regierung ... Also, d'Regierung kann net einfach dohinnergoen a bei der Motioun virschloen, mir missten se änneren – oder den Här Sehovic misst se änneren –, fir datt se gewësene Krittären entsprécht, well, ech mengen, dat géif souwisou guer net goen. Well dat ass egal, à la limite kann ee souwisou eng Demande d'accès maachen an duerno kuckt d'Commission d'accès aux documents, wéi si d'Krittäre festleet. A mir als Chamber, mir setzen d'Reegele fest, wéi mir se kënnen kontrolléieren. Ech mengen, dat ass déi richteg Prozedur. Ech sinn awer e bëssen erschreckt, datt déi net bekannt ass!

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech verstinn de Besoin vum Minister, fir gewësse Konditiounen heidrun ze knäppen. Dat ass eppes, wat och am Arrêt, deen den Här Wagner schonn zitéiert huet, zum Deel opgeworf ginn ass, wat jo och bei eisem Accès als Deputéiert reegelméisseg opgeworf gëtt, wat dann zu deels ganz penibele Situatiounen féiert, wa mer Dokumenter consultéieren.

Ech hunn awer e Problem mam konkreete Wuertlaut, deen de Minister elo virgeschloen huet, nämlech: „ënnert de Konditiounen, déi deen Audit virgesäit“. De Problem ass – an dat weess ech aus der Vergaangenheet vun aneren Auditen, déi ee vun de Big Four gemaach huet –, datt dee meeschtens ganz explizit draschreift, datt et just fir d'Servicer vu sengem Opdraggeber benotzt d'äerft ginn, an deemspriechend net d'äerft weidergi ginn.

Dat géif dozou féieren, wa mir dat stëmmen, datt mir zwar hei eng Motioun stëmmen, wou de Minister dann herno d'Excuse kann huelen: „Mee Dir hutt jo awer gestëmmt, datt déi Konditiounen, déi d'KPMG gesat huet, gëllen. Deemspriechend kann ech Iech et elo awer net ginn.“

(Interruption)

Dat ass ... Ech ënnerstellen Iech dat net, Här Minister. Ech menge just, datt dat en Nieweneffekt vun där Ajoute kéint sinn, déi Der elo proposéiert hutt.

Ech géif vläicht eng Géigepropos maachen, fir et awer konstruktiv hei ze geréieren, datt ee seet: „à mettre à la disposition de la Chambre des Députés l'audit sur le financement du Luxembourg Science Centre dans des conditions de confidentialité comme décrites dans le Règlement de la Chambre des Députés“.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat ass superfetatoire!

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Dat ass superfetatoire!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat ass superfetatoire, well et souwisou am Reglement steet. Mee wann dat de Minister berouegt, ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Nee!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... kann ech awer domadder liewen.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Mir sinn net hei, fir de Minister ze berouegen!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee ech sinn op alle Fall der Meenung, datt ech et esou ka stëmmen. Mee ech kann et net mat der Ajoute vum Minister stëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen, éier ech dem Här Sehovic d'Wuert ginn: d'Madamm Bofferding an den Här Keup. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, mir hunn och Verständnis derfir, dass een et u verschidde Konditiounen ka knäppen. Dat heien hëlt awer trotzdeem e bëssen eng komesch Tournure un. Den Här Clement ass elo beméit, fir hei e Kompromëss ze fannen, mee, ech mengen, Dir hutt schonn d'Echoen héieren, dass dat am Fong geholl eng normal Prozedur ass. Dofir ass et och speziell, dat elo nach hei an eng Motioun eranzeklenen.

Ech mengen, et geet hei drëms, fir awer op Transparenz ze spillen. A wa mer herno en Audit oder en Dokument kréien, wou alles geschwärt ass, dat hëlleft eis jo och net weider. An ech mengen, mir sollen déi Rechter, déi mer hei hunn, geltend maachen. An dofir hale mir och un där Motioun hei fest an ënnerstëtzen déi gréng hei absolutt an hirer Demarche.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech hunn zwar den Här Keup nach hei stoen. Mee ech kann d'Regierung, wa se direkt wëllt dorops intervenéieren ...? Da macht Dir dat, Här Minister.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nach eng Kéier merci, Här President, well der Klarifikatioun wär et awer dénglech. D'Intentioun ass net, datt dat Dokument geschwärt gëtt. D'Intentioun ass, datt Dir et kritt an datt Dir domadder an där Limit schaff, zu där mir eis engagéiert hunn, wat d'Confidentialité ubelaangt. Et ass net ... Dir kritt dat ganz Dokument, sou wéi d'Regierung et huet. An Dir musst Iech just un déi Confidentialitésklauselen halen, zu deenen d'Regierung sech verpflichtet huet. Dat ass meng Propos.

Ech kann Iech dat net einfach esou ginn, soss violéieren ech déi Klauselen, déi ech als Minister an engem Kontrakt ënnerschriwwen hunn. Dat ass evident. Dofir wär ech fro ... An et ass mat deem Auditeur och ofgeschwat, datt mer dat esou kéinte maachen. Dofir verstinn ech net richteg, datt mer elo hei doriwmer nach eng grouss Diskussioun féieren.

Ech wollt dat klarifiéieren. Et geet net drëms, Iech e geschwärtent Dokument ze ginn. Dir sollt Accès op

dat ganz Dokument hunn. Mee an Ären Aarbechte muss Der Iech un déi Klauselen halen, zu deenen d'Regierung sech och verpflichtet huet.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Ech maache just drop opmierksam, datt d'Artikele 84bis bis 84septies am Fong eng genau Prozedur virschloen, wéi den Accès à l'information vun den Deputéierte par rapport zur Regierung ass, an déi ass relativ kloer: Et freet een zwar net par motion un, et freet ee mat Bréif un, mee da leeft se awer automatesch. An dann hu mer de toute façon vill vun deem, wat gesetzlech a reglementaresch muss geschéien. Ech gräifen net an Är Diskussiounen an, ech wollt dat just zur Explikatioun awer soen. Elo ass et um Här Keup, deen d'Wuert gefrot huet.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmoos merci, Här President. Jo, wéi den Här Meisch virdrun hei geschwat huet, huet e sech opgereegt, dass hei anscheinend d'Qualitéit vun den Debaten net déi wier, déi hie sech géif virstellen. Mee ech mengen awer, dass et hei nach ëmmer, och hei an eiser Demokratie, esou ass, dass mir den éischte Pouvoir sinn an dass den Här Meisch hei bei eis an d'Chamber kënn an dass mir déi sinn, déi d'Decisionen hei huelen an déi och d'Regierung kontrolléieren.

An ech si ganz kloer der Meenung – an dat muss dach de Prinzip si vun allem! –, dass, wann de Minister en Dokument huet, d'Deputéierten dat och mussen zougänglich gemaach kréien. Et gëtt jo déi Prozedur, an da muss déi och gemaach ginn, ohne Wenn und Aber. Dat ass esou!

Mir sinn déi, déi d'Regierung kontrolléieren an et ëmgedréit. A mir sollen och duerfir de Courage hunn als Chamber, eis net vun esou Saachen, vun esou Iddien oder wéi och ëmmer vun de Ministere klengschwätzen ze loossen. Mir sinn an der Position de force a mir sollen eis däers hei bewosst sinn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Sehovic.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Et ass scho villes gesot ginn. De Verweis op den Artikel 84 vum Chambersreglement mat der genauer Prozedur wollt ech och maachen, soudass ech wierklech kee Besoin gesinn, fir nach eng Kéier d'Konditiounen ze formuléieren an der Motioun. Virun allem sinn ech ganz sécher dergéint, dass d'Chamber sech zur Konditioun setzt, dass e privaten Auditeur soll virschreiwien, ënner wéi enge Konditiounen d'Chamber dat soll maachen.

Ech wëll dorop verweisen, dass dat och elo ... Ech verstinn elo guer net, wisou elo sou grouss Opregung do ronderëm ass. Dës Woch nach huet d'Chamber, dëst Haus, en Audit kritt vum selwechten Auditeur vun der IGF am Kader vum Audit iwwert den ONA. Wéi gesot, genau dee selwechten Auditeur. Do waren elo keng grouss Conditionnalitéiten nach an iergendwelleche Motiounen virschreiwien.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

An et steet et genau esou am Disclaimer dran, soudass ech wierklech awer hei en Appell maachen un d'Haus, fir déi dote Motioun ze ënnerstëtzen, fir dass mir eis Aarbecht kënnen maachen. Wéi gesot, dat ass elo weeder eppes Neies nach eppes ganz Spezielles. Mir hunn dat scho mol gemaach. Mir hunn et dës Woch nach gemaach. Mir sollten dat och weider maachen.

Ech soe Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Minister.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Da maachen ech eng nei Proposition, datt mer d'Motioun haut vläicht net stëmmen, mee datt Der e Bréif maacht, sou wéi et an Ärem Reglement virgesinn ass. Da komme mer duerno op dat selwecht eraus.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Sehovic.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Jo, elo huet den Här Sehovic d'Wuert.

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Nee, also ech ... Et gëtt awer elo e bësse speziell an deem Ganzen. Bon, d'Majoritéit mécht mat hirer Interpretatioun vun hirem Mandat, wat se wëll. Ech wäert an der Suite vun der Plenièr op jidde Fall d'Demande maachen, dass och d'KPMG an déi zoustänneg Chamberkommissioun kënn an dass mer dat dote mam Audit – mam Audit! – dann an der Intégralitéit diskutéieren. Dat doten ass ganz, ganz speziell, déi Virgoensweis vun der Regierung!

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Wolter an dann den Här Minister.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, ech wollt awer soen, dass ech dat net gradesou gesinn. Ech verstinn de Minister. De Minister, deen engagéiert sech par rapport zu engem Auditeur am Kader vun engem Audit zu enger gewëssener Confidentialitéit. Aus där kann hie sech eigentlech net direkt eraushuelen. Dat ass e Fait. Dat ass also ee Punkt.

An deen anere Punkt, dee besteet doranner, datt Dir Artikele virgelies hutt vun engem Gesetz, an deene kloer an däitlech gesot gëtt, ënner wat fir enge Konditiounen d'Chamber Zougang zu Dokumenter huet. Dofir verstinn ech dem Här Minister seng zweet Proposition als eigentlech eng richtig Proposition, datt e seet: „Ech hunn Iech eng Proposition gemaach. Déi huelt Der net un, also schéckt mer wannehgelift e Bréif, wou Der d'Artikele vum Gesetz drasetzt, no deenen Dir der Meenung sidd, datt Der Zougang hutt.“

Ech wëll nach soen, datt, souguer wann et esou geschitt, et awer gewësse Règles de confidentialitéit gëtt, déi d'Chamber muss respektéieren, wa se Dokumenter kritt. Et gëtt kee Blanc-seing, datt ee mat engem Dokument, wat ee kritt, egal wat ka maachen. An et ass an där Rumm, wou mer eis eigentlech mussen a mengen Ae beweegen, soudatt ech eigentlech der Meenung sinn, dass mer déi zweet Proposition vun Minister sollen unhuelen, nämlech déi Motioun hei net zum Vott kommen ze loossen – respektiv net unzehuelen, wann d'Opposition der Meenung ass, et soll doriwwer ofgestëmmt ginn – an e Bréif ze schreiwien, opgrond vun de Referenzen, déi d'Gesetz virgesäit, fir dat Dokument offiziell ze froen. Ech mengen, datt de Minister sech deem net kéint opposéieren.

Ech mengen och nach, datt, wann d'Dokument bis an der Chamber ass, d'Chamber och gewësse Reegele muss anhalen an net soll mengen, mat engem Dokument wéi deem dote maachen ze kënnen, wat se wëll.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Den Här Minister hat nach d'Wuert gefrot. An den Här Bausch duerno.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nach eng Kéier: Et ass net meng Intentioun, datt Dir dat Dokument net kritt. Ech wëll mer dat och net hei ënnerstelle loossen. Et ass meng Intentioun, datt Dir et ënner deenen übleche Reegele kritt an dann och kënn

sou wäit domadder schaffen, wéi ech Iech dat kann accordéieren, well ech mech par rapport zu aneren och do verpflichtet hunn. An dat ass näischt Exceptionnelles, wat ech do gemaach hunn. Dat sinn üblech a gängeg Klauselen.

Hei an dësem Kontrakt – an dat wäert Der gesinn, wann Der et bis kritt – steet souguer dran, datt d'Chamber dat dote ka kréien an datt d'Auteurs vum Audit natierlech dann dee Moment och nach eng Kéier kënnen decidéieren, ob se dat wëlle maachen oder net, well si sech natierlech och par rapport zu aneren, déi hinnen erëm Informatiounen ginn hunn, verpflichtet hunn.

An dat ass, mengen ech, hei elo wierklech näischt Aussergewöhnliches. Dat ass eppes, wat an all Audit eng Normalitéit ass. A mir sollten hei elo de Wee fanen, wéi Dir deen Audit do kënn kréien, fir datt Dir Är parlamentaresch Aarbecht kënn maachen a fir datt op där anerer Säit jiddereen, deen dorobber schafft, och d'Chamber, déi Engagementer, déi geholl goufe par rapport zu deem Audit, ka respektéieren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Elo hu mer nach dräi Wuertmeldungen an da muss mer zu enger Konklusioun kommen. Ech hunn d'Madamm Tanson, den Här Bausch an den Här Clement. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, ech wollt elo awer nach eng Kéier op d'Prozedur hei zrëckkommen. An ech hunn d'Reglement dann och nach eng Kéier gekuckt an ech wollt Iech awer alleguerten drop opmierksam maachen, dass am Artikel 84quater Paragraf 2 Alinea 2 steet: „Une demande de documents peut également être faite par la Chambre des Députés, qui doit adopter une motion présentée dans les conditions déterminées à l'article 85 du présent Règlement.“ Dat heescht, d'Form ass absolutt justifizéiert.

An zu den Disclaimeren, déi vun den Auditeure gemaach ginn: Ech mengen, et ass jo normal, dass déi gemaach ginn, mee déi gëllen net fir d'Chamber. Dat ass net fir d'Chamber, wou déi geduecht sinn, well soss kënn mir hei eis Aarbecht net maachen. Soss kënn Dir Iech et einfach maachen. Da kënn Dir jo kucken, dass ëmmer esou Disclaimeren an d'Dokumente kommen, an da brauche mir hei näischt méi ze gesinn.

An ech sinn och e bëssen iwwerrascht iwwert den Tenor op dëser Säit hei vun der Bänk, well ech ka mech un aner Diskussiounen erënneren déi lescht fënnf Joer, wou all Dokumenter gefrot gi sinn a mat ganz vill Enthusiasmus gefrot gi sinn. An elo op eemol ass dat alles vill méi reservéiert a vill méi duuss.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Fait personnel.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hunn Iech net ernimmt, Här Wolter.

*(Hilarité)*

**M. Michel Wolter** (CSV) | Dir hutt mech net ernimmt, Dir hutt just ... Op dëser Säit sëtzt just eng Fraktioun, an deen Eenzegen, deen derzou geschwat huet, dat war ech, soudatt ech eigentlech ...

*(Hilarité et interruptions)*

Nee, nee. Nee, nee.

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, also mir mussen awer elo eng Uerdnung ... Här Wolter, kéint ech net eng Uerdnung dran halen?

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, et ass gutt.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir kritt d'Wuert handendrun, selbstverständlech. Ech hunn elo nach zwou Wuertmeldungen. Dat sinn den Här Bausch, den Här Clement. An dann den Här Wolter.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen, d'Madamm Tanson huet elo dee wichtege Saz gesot, an dat ass och constitutionnel, mengen ech, de Rôle vun der Chamber am Kontext vun dem Contrôle vun der Regierung. An dat kann net sinn, datt, wann d'Chamber en Dokument kritt an do wäre Saachen dran, wou d'Deputéiert och nëmmen de geréngste Verdacht hätten, datt eppes net esou gelaf wier, wéi et hätt misse sinn – ech wëll net soen, datt dat hei esou ass –, d'Deputéiert dann zum Beispill duerch eng Clause de confidentialité vun enger privater Gesellschaft géinge gesot kréien: „Dir dierft dat net thematiséieren.“ Sorry, et deet mer leed, da kënne mer als Parlamentarier de Schlëssel ënnert den Teppich leeën!

An ech muss Iech och soen, ech war jo och an der Regierung. Ech hu jo och zéng Joer mat vill esou KPMG, PwC, wéi se alleguer heeschen, geschafft an ech hunn ëmmer all déi Dokumenter erausginn. Mir hate bei LUXEOSys déi Situatioun. Ech hu PwC mat an d'Kommissioun bruecht, d'Deputéiert konnten deene selwer all d'Froen stellen. Dat ass dat Selbstverständlechst vun der Welt. An ech hunn zu kenger Sekonn dru geduecht, an iwwerregens och net d'PwC, datt elo – wéi soll ech soen? – en Deputéierten näischt dierft domat ufänken.

Also, et gëtt ganz wéineg Fäll – ganz wéineg Fäll! –, wou ech mengen, wou dat dierf spillen, mee ganz sécher net, wann et drëms geet, e Kontrakt ze kontrolléieren, deen an iergendengem Sënn mat Steiergelder bezuelt ginn ass, wou eppes no bausse finanziéiert ginn ass. Et deet mer leed, dat gesinn ech awer wierklech net!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also, nach eng Kéier, ech mengen d'Reglement ass kloer, datt d'Confidentialité muss gewoort bleiwen. An dat reegelt eist Règlement haut schon. An ech zitieren dann aus deem Arrêt, dee genannt gouf, well ech e virleien hunn. An do goufen nämlech och déi Froen opgeworf, do gouf nämlech och gesot: „Jo, mee dat ass e Kontrakt mat Drëtten, deementsprechend gëtt et eng Clause de confidentialité. En Députéierten dierft dat net gesinn.“

Dunn huet d'Gericht gesot: „Il découle de l'ensemble des développements qui précèdent que le motif tiré de la stipulation de clauses de confidentialité n'est pas de nature à sous-tendre utilement le refus de communication des documents litigieux face à un député habilité, ès-qualités, à obtenir communication de ces documents dans sa démarche“. Dat war deen Deel iwwert d'Clause de confidentialité.

An deen Zweeten, dat war e „risque d'actions en responsabilité engagées contre l'État du Grand-Duché de Luxembourg“, falls en Drëtten dat géif kréien. An dozou schreift dann d'Cour administrative awer: „au regard des explications circonstanciées dégagées par la Cour et notamment du revers du droit de regard accordé au député consistant dans la responsabilité par lui encourue en cas de violation d'un secret partagé contrairement aux exigences de son statut de confident nécessaire“, dat heescht, d'Gericht huet och ganz kloer hei statuéiert, datt mir als Deputéiert, mir als Chamber, „confident nécessaire“ zu esou Dokumenter sinn, an huet dat deementsprechend encadréiert. D'Reglement huet dat nach eng Kéier an eist internt Recht vun der Chamber eragschriwwen: D'Motioun ass e Moyen, fir dat ze froen, an et ass ganz kloer, wann dat mat der Motioun gefrot gëtt, datt dann och all déi Krittere vun Chambersreglement gräifen an deementsprechend d'Confidentialité garantéiert ass.

An ech mengen, d'Cour administrative huet dat hei ganz kloer jugéiert, schon 2021. Deementsprechend muss mer net nach eng Kéier drop agoen, wéi mer dat wellen ugoen. Ech sinn op alle Fall der Meinung, mir sollten déi Motioun stëmmen. Dann ass et fäerdeg. Wann net, schreiwen herno eebe vläicht 59 Deputéierter, ausser deen een, deen et net wëll kréien, e Bréif, wou se dat nämmelech Dokument froen, an da musst Der d'Dokument awer schécken. Also, dann ass et just eng Hinhaltetaktik!

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Wolter.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Ech si mat ganz ville Leit d'accord, notamment mat deem, wat den Här Bausch gesot huet. An den Här Minister huet jo net de Contraire gesot. Den Här Minister huet gesot: „Ech ginn Iech, ...“

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

... ech ginn Iech d'Dokument.“ Ma dach! Jo, et ass iwwert dee Wee. Mee de Minister seet: „Ech sinn engagéiert par rapport zu enger drëtter Partei.“

Doropshi seet en, nodeems de Chamberspräsident den Text virgelies huet: „Da schreift mer e Bréif, da schécken ech Iech et!“

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat kann och eng Motioun sinn.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, mee et ass awer eppes aneres, ob ech et iwwer eng Motioun froen oder ob ech et iwwer e Bréif froen, dee sech rapportéiert ...

*(Interruption)*

... op e kloren Text. Dofir muss ech soen, dass ech d'Diskussioun geschwënn net méi verstinn!

Well mir kréien d'Dokument. A wat mer duerno domadder maachen, do gëtt et Artikelen, déi ganz genau bestëmmen, wat s de dierfs maachen a wat s de net dierfs maachen. Ech wëll elo net un aner Dossieren erënneren, déi mer an der leschter Period haten, wou mer och Dossiere konnte kucke goen, wou mer net konnten hei, wou mer net konnten do. Et gëtt eng Rei Reegelen, et ass dat, wat ech wollt soen. Ech erënneren un eng RTL-Konventioun, déi iwwert d'Gericht huet misse goen. Et gëtt also eng Rei Precedenten, iwwert déi mer hei diskutéieren.

A mir hunn elo en Text. Mir hunn elo en Text! De Minister seet: „Ech sinn engagéiert par rapport zu enger drëtter Persoun. Schéckt mer e Bréif, da schécken ech Iech et.“ Also, ech gesi wierklech de Problem net!

*(Interruptions)*

Mee lauschtert, eng Motioun kann een ëmmer unhuelen oder ofleenen. Dat huet eppes mat enger Majoritéit ze dinn. E Bréif, dee sech, ...

**Une voix** | Leent se of, voilà!

**M. Michel Wolter** (CSV) | ... e Bréif, dee sech baséiert, ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Stëmmt dergéint, da gesi mer et!

**M. Michel Wolter** (CSV) | ... e Bréif, dee sech baséiert op en Text, ass eppes aneres.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mir excercéieren hei eis Rechter!

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, nee, ech hu probéiert, et ze ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Da weist Der, datt d'Majoritéit d'Chamber schwäche wëll!

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Minister.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dann dann nach e leschte Versuch, fir hei d'Enner beieneenzekréien, well ech, nach eng Kéier, mengen, datt Dir dat Dokument sollt kréien. An ech verstinn och net richtig, iwwer wat mer hei elo diskutéieren.

Well dat, wat an Ärem Règlement steet, entsprécht jo och där Ajoute, déi ech hei proposéiert hunn. Wann déi Iech awer net schmaacht, da géif ech proposéieren, dann nach eng Kéier eng Referenz op Äert eegent Règlement dran ze setzen, fir datt mer doduerjer da kënne garantéieren, datt an deem Respekt dat Dokument genotzt gëtt an esou domadder geschafft gëtt.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Also, hei läit elo eng Propositioun vun der Regierung um Dësch, déi seet: „à mettre à la disposition de la Chambre des Députés l'audit sur le financement du Luxembourg Science Center conformément aux articles concernés du Règlement de la Chambre des Députés.“

Ech hunn dat elo a Wieder iwwersat, fir datt mer wëssen, vu wat mer schwätzen. An da ginn ech dem Auteur d'Wuert, fir ze kucken, ob dat ok ass oder net. An da muss mer weider ...

**M. Meris Sehovic** (déi gréng), auteur | Ech fannen net, dass d'Chamber Recommandatiounen brauch vun engem Minister, ënner wéi enge Konditiounen se Dokumenter soll liesen.

*(Brouhaha)*

Dat steet alles am Règlement.

Ech wëll de Minister och drun erënneren, dass e vläicht net nëmmen Engagementer ënnerschriwwen huet an iergendengem Kontrakt mat engem Auditeur. En huet Engagementer als Minister par rapport zur Chamber an zur Constitutioun an zum Règlement vun der Chamber.

Ech huelen déi Propos net un an ech proposéieren, dass mer un de Vott ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ok, den Auteur freet de Vott. Wëll elo nach een ...? Well Dir hutt Är Zäit alleguer ausgenotzt, dofir ...

*(Brouhaha)*

Dach! Fënnf Minute pro Motioun. Dir hutt eng Fro. Allez!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Ech mierke jo, dass de Vott wäert negativ ausgoen, mee ech wollt awer de Minister froen, wéini mer dann elo dat Dokument kréien, wa mer de Bréif elo direkt fortschécken. Merci.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, wann Der mer d'Wuert gitt, dann äntwerten ech dorobber: esou schnell wéi méiglech an ënnert deene Gegebenheeten, wéi et an Ärem Règlement och steet, well déi mir och Satisfaktioun ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, Här Wagner, wollt Dir elo nach eppes derbäifügen? Ok, da komme mer zum Vott vun där heiter Motioun.

**Vote sur la motion**

Ech maachen de Vott op. Vote par procuration. De Vott ass eriwwer.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui: M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine*

Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt) et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Marc Spautz), Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.

## 10. 8255 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8255 iwwert d'Atellung vun den Officiers de police judiciaire an e bessere juristesche Schutz vun de Konsumenten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht: de Rapporteur huet 10 Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit huet 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Ageschriwwen si schonn: den Här Luc Emering, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur, den Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

**M. Jeff Boonen** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Ech stellen Iech haut de Rapport vum Projet de loi 8255 vir. Dëse gesäit Ännerungen am Code de la consommation vir. De Code de la consommation ass déi gesetzlech Grondlag, déi d'Rechter an d'Protektioun vum Konsument garantéiert.

De Projet de loi 8255 gouf de 27. Juni 2023 vun der vieregter Ministesch vum Konsumenteschutz, der Madamm Paulette Lenert, an der Chamber deposéiert. Den 30. November 2023 gouf de Projet de loi un d'Kommissioun fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau vun der Chamber geschéckt.

Ech wëll d'Haaptpunkte vum Projet de loi zesummeffaassen. De Code de la consommation ass déi legal Basis, déi d'Rechter vun de Konsumente schützt. Et goufen e puer Beräicher am Code identifizéiert, déi vereinfacht a verbessert mussen ginn, an déi stinn an dësem Projet de loi.

Hei sinn déi wichtegst Ännerungen:

Vereinfachunge bei der Rekrutierungsprozedur vun den Enquêteuren, de sougenannten „Officiers de police judiciaire“: Aktuell ginn d'Enquêteure vum Minister ernannt, dee fir de Konsumenteschutz

zoustänneg ass. Dës Agente maachen Enquête virun allem am Beräich vun der Präisgestaltung. Fir méi Flexibilitéit an der Organisatioun vum Service ze kréien an d'Effizienz ze erhéijen, gëtt d'Rekrutierungsprozedur ugepasst. Bis elo konnte just Fonctionnairen aus der Karriär A als Enquêteur genannt ginn, an Zukunft kënnen och Fonctionnairen aus der Karriär B hei vum Minister genannt ginn. D'Agente mussen dann och eng zousätzlech Formatioun maachen. Änlech gëtt et schonn an anere Verwaltungen, wéi zum Beispill der ALVA oder der Émweltverwaltung, gemaach.

Zweetens gi verschidde Sanktiounen preziséiert. Fir méi Kloerheet gëtt d'Natur vun de Sanktiounen am Code preziséiert an all Artikel am Text, dee penal Sanktiounen festleet, gëtt kloer markéiert, fir Konfusiounen ze vermeiden.

Drëttens gëtt et eng Klarifikatioun am Beräich vun den abusive Klauselen. Esou erlaabt eng Präziséierung am Text, dass all d'abusiv Klauselen vun der schwaarzer Lëscht am Code direkt als null an net geschriwwen betruecht ginn. Da gëtt eng Gesetzesännerung virgeschloen, fir d'Lëscht vun den abusive Klauselen, déi schwaarzer Lëscht, ëm zwou Klauselen ze erweidern, soudass dës exzessiv Klauselen och fir null erkläert ginn. Weider Modifikatiounen erméiglechen dem Riichter et, den abusive Charakter vun enger Klausel automatesch ze iwwerpräiwene, wat der europäescher Jurisprudenz nokënn.

Dëst sinn déi Haaptpunkte vum Projet de loi 8255 iwwert d'Modifikatioun vum Code de la consommation.

E puer Wuert zum legislative Prozess: Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gouf de 6. Juli 2023 ofginn. Hei huet d'Chamber ënner anerem gefrot, dass déi Agenten, déi elo scho genannt sinn, fir Enquêtes ze maachen, keng Formatioun méi mussen maachen. Dës Forderung gouf Rechnung gedroen.

Da sinn nach folgend Avisen erakomm, déi allegueren den Accord ginn hunn: En Avis vun der Autorité de la concurrence de 17. Juli 2023, en Avis vun der Union luxembourgeoise des consommateurs den 18. Juli 2023, d'Chambre de Commerce huet de 4. Oktober hir Meenung ofginn. An déi vun der Cour supérieure de Justice, dem Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg, dem Parquet vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg an dem Parquet vum Tribunal d'arrondissement vun Dikrech goufen den 12. Oktober ofginn. Den Avis vun der Chambre des Salariés ass den 21. November erakomm, gefollegt vum Avis vum Staatsrot de 27. Februar dëst Joer an deem vun der Chambre des Métiers de 15. März.

Komplémentär Avis vum der Nationaler Kommissioun fir Dateschutz an der Autorité de la concurrence sinn den 23. Abrëll 2024 erakomm. Den Avis complémentaire vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gouf den 20. Juni elo de leschte Mount ofginn. An de Staatsrot huet den 11. Juni nach en Avis complémentaire ofginn.

A sengem Avis vum 27. Februar huet de Staatsrot eng Opposition formelle ausgeschwat. De Staatsrot ernënnert hei drun, datt duerch d'Ännerung vun der Verfassung de Statut vun de Staatsbeamten zu eppes ginn ass, dat duerch d'Gesetz gereegelt muss ginn. Als Konsequenz muss och d'Ausbildung vun de Staatsbeamten, déi e wichtege Deel vum Statut ausmécht, op déi selwecht Manéier behandelt ginn. Déi héich Autoritéit fuerdert dofir, dass am Gesetz déi minimal Ufuerderungen un den Inhalt, awer och un d'Stonne vun der Ausbildung souwéi d'Bedingunge fir d'Réussite festgeluecht ginn.

D'Kommissioun fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau huet de Projet de loi den 28. März 2024

presentéiert kritt, zesumme mam Avis vum Staatsrot, an ech gouf zum Rapporteur fir de Projet de loi ernannt. Während där selwechter Reunioun goufen eng Rei Amendementer ugeholl, déi den Avis Rechnung gedroen hunn.

Nom zweeten Avis vum Staatsrot, deen all Opposition-formellen opgehewen huet, huet d'Kommissioun de 4. Juli den aktuelle schrëftleche Rapport unanime ugeholl.

Fir ofzeschlësse géif ech dann den Accord vu menger Fraktioun ginn. Dës Projet de loi erlaabt dem Ministère de la Protection des consommateurs e bessert Funktionement, an duerch d'Festleeë vun de Clausen abusives gëtt dem Konsument säi Recht gestärkt, wat ganz an eisem Sënn ass. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Boonen fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering.

### Discussion générale

**M. Luc Emering** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech géif dem Rapporteur och Merci soe fir d'Rapporten a géif heimat den Accord vun eiser Fraktioun ginn. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Emering Merci. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Lenert.

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President. Och merci vu menger Säit fir dee ganz ausféierleche Rapport. Et wäert Iech net verwonneren, dass ech meng Fraktioun wäert bieden, dës Projet matzestëmme. En ass am Interessu vum Konsument, e stäerkt d'Verwaltung. An deem Sënn kënnen mir dat nëmme begrëissen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Lenert. Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Den Här Boonen huet alles gesot zu dësem Gesetz. Et ass deem näischt méi bäizefügen. Et gëtt am Fong geholl Praktisches ëngesat. An ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Engelen. Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng) | Här President, am Numm vu menger Sensibilitéit politique: Och mir huelen deen heite Projet de loi un. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Och ech hale mech kuerz an ech ginn den Accord vun de Piraten. Merci.

(Interruptions)

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Léng) | Ech hale mech genau sou kuerz. Mir stëmme dee Projet de loi mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Domat hätte mer dann den Tour vun den ageschriwwene Riedner gemaach.

Wann d'Regierung sech och nach géing kuerzhalen?

(Hilarité)

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs | Merci, Här President. Dat wäert ech maachen. Ech soen all de Leit Merci fir



déi breet Zoustëmmung am Sënn vum Konsument. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Voilà. Domat ass dës Diskussioun dann ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8255. Den Text steet am Document parlementaire 8255<sup>17</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8255 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. E klengen Effort, wannechgelif, da si mer esou wäit.

*(Brouhaha)*

Ok, elo si mer esou wäit. De Vott ass ofgeschloss.

Jo-Stëmmen: 60, Nee-Stëmmen: 0, an Abstentionen: 0. Domat ass de Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

### **11. 8293 – Projet de loi portant sur les compteurs d'eau en service dans le secteur de la métrologie légale**

Als zweitesche Punkt um Ordre du jour vun de Mëtte steet de Projet de loi 8293 iwwert d'Waassercompteuren. Ech erënneren Iech drun, dass dëst e Riedemodell „avec rapport, mais sans débat“ ass. D'Riedezäit ass exceptionnell, well et d'Madamm Beissel als Rapportrice ass, op 10 Minutte festgellecht.

*(Interruptions et hilarité)*

An duerno huet d'Regierung, wa se da wëllt, 5 Minuten. A soss huet kee Riedezäit. An d'Rapportrice huet elo direkt d'Wuert. Madamm Beissel, et ass un Iech.

#### **Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme**

**Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice | Merci, Här President. Ech versprieche Iech, ech si kuerz.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Konsum vu guddem Drénkwaasser, wat jo e Garant ass vun eiser Gesondheet a Liewensqualität, verlaangt zwou Saachen: éischtens eng gutt Gestiou an zweetens eng gutt Kontroll.

Wat heescht „geréieren“? Mir wëllen alleguerte gär wëssen als Konsumenten, wéi vill Waasser mer da brauchen. Si keng Fuitten an eise Leitungen? Ass et net abusiv? Dat heescht, huet net de léiwen Noper vläch eise Leitung ugezaapt?

An dann zweetens: Et muss kontrolléiert ginn, dat heescht, mir brauche kalibréiert, genormten – fréier hu mer gesot: „geeichten“ – Waassercompteuren.

Ëm wat geet et an dësem Projet de loi? Et geet drëm, fir d'Modalitéite vun de Minimalperformancen, vum Kalibréieren a vum Ersetze vu Kal- a Waarmwaassercompteuren ze determinéieren.

Wien ass betraff? Engersäits d'Propriétaire vun de Compteuren, dat sinn d'Gemengen, mat spezifischen Obligatiounen, an op där anerer Säit d'Konsumenten, dat heescht, all Zorte vu Konsumenten, wou mir derbäigehéieren, d'Betriben an esou weider.

Wien huet gesetzlech Kompetenz, fir elo d'Kontroll ze maachen? Dir wësst, den ILNAS, dat ass eist aalt Eichamt. An dee kontrolléiert all d'metrologesch Instruments de mesure, deen huet hei generell d'Kompetenz kritt.

Firwat huet missen eng nei Basis légale geschafft ginn? Mir hunn e Règlement grand-ducal gehat vun 2016, deen huet déi concernéiert Direktiv vun 2014 ëmgosat an d'Lëtzebuergesche Reglementatioun. Mee dat Reglement huet nëmmen déi futur Compteuren – dat heescht net déi en service – betraff. Dat huet also net gepasst. Doniewent hu mer e Règlement grand-ducal vun 1977 gehat, deen huet awer nëmmen d'Kalwaassercompteure betraff. Deen huet also och net gepasst. Dunn ass gesot ginn, dass et eng nei Base légale muss ginn, well soss kënnen mer net virschaffen.

De Projet de loi, dee mer elo haut solle stëmmen, deen huet also follgend Objektiv: Éischtens d'Integratioun vun de Waarmwaassercompteuren, zweetens d'Festleeë vun de Prozedure vun der Installatioun a vun der Kontroll vun de Compteuren, drëttens d'Definitioun vum Kader vun eebe just der Interventioun vum ILNAS a véiertens déi Performancen, vun deenen ech geschwat hunn. Do muss och eng bestëmmte Marge d'erreur erlaabt ginn. Et ass elo esou, dass am Projet de loi beim Kalwaasser kann eng Marge d'erreur si vu 4 bis 10 % a beim waarme Waasser tësche 6 an 10 %.

Fir d'Ersetzen: Normalerweis steet elo am Projet de loi – an dat mécht och Sënn –, dass all 10 Joer d'Propriétairen, sprich d'Gemengen, sollen déi Compteuren ersetzen. Et ass awer méiglech, dass, wa se nei kalibréiert ginn, déi Periode vun 10 op 15 Joer verlängert ka ginn.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Wat et virgesinn ass, dat ass, dass all Acteur – dat heescht esougutt d'Propriétaire wéi och d'Abonnéen – à tout moment kann d'ILNAS saiséieren, wann en e Souci huet, fir do Hëllefstellung ze kréien.

Dann, punkto Kontrollen, dat war en Hin an Hier – Dir wäert dat ee Moment nach héieren – vun den Avisen: Wie muss wat bezuelen? Wa sech erausstellt,

dass d'Compteurë vun de Gemengen net konform sinn, an den ILNAS stellt dat fest, mussen d'Gemengen d'Fraise vun deenen Tester bezuelen. Ass et awer e Konsument, dee seet: „Halt, Är Compteur sinn net an der Rei!“, an dee saiséiert den ILNAS, da muss de Konsument, deen dat ufreet, bezuelen (veuillez lire: Ass et awer e Konsument, dee seet: „Halt, Är Compteur sinn net an der Rei!“, an dee saiséiert den ILNAS an et stellt sech eraus, dass d'Compteuren awer konform sinn, da muss de Konsument, deen dat ufreet, bezuelen). An ech mengen, dat ass ganz gerecht.

Här President, mir hunn an der Ekonomieskommissioun fënnf Avisen erakritt. En éischten Avis vum Conseil d'État am Mee hat verschidden Oppositionformellen, well do e bestëmmten Imbroglia war zwëschen deene verschiddene Règlement-grand-ducal vu 1977 bis haut. Do ass dunn nogefléckt ginn. Du kouw en zweeten Avis vum Staatsrot vun elo Enn Juni dëst Joer, an do huet de Conseil d'État de Go ginn.

D'Handelskummer huet direkt de Projet begréisst, si seet: „Et ass extrem wichtig, mir mussen d'Waasser preservéieren.“ Et ass och wichtig, dass mer uerdentlech Compteuren hunn, dass keng Surconsommatioun vun deem Waasser méiglech ass, well dat muss einfach richtig gonn.

De Syvicol huet och e ganz gudden Avis gemaach. Him geet et och drëm, fir d'Waasserqualität ze preservéieren. Mee dem Syvicol geet et och drëm – an ech hunn dat jo elo erkläert, dat war e bësschen Hickhack –, ween da misst déi Käschten droen. Um Ufank ass gesot ginn, haaptsächlech d'Gemengen, als staarke Mann, dat heescht als Propriétaire vun de Compteuren, missten déi droen. An elo ass déi Léisung, déi mer zrëckgehalen hunn, mengen ech, méi gerecht. An de Syvicol ass och domat d'accord.

D'Chambre des Métiers begréisst et dann och a seet: „D'Waasser ass wichtig, d'Compteur mussen klappen.“ D'Chambre des Métiers, an dat mécht och Sënn, mécht just en Appell un alleguerten d'Gemengen, fir d'Betriben och mathëllefen ze loosson, fir déi ganz Installatioun vun de Compteuren a fir se ze warten.

Souwäit dozou. Ech sinn elo an enger siwenter Vitess duerch dee komplizéierte Rapport gefuer. All aner technesch Detailler fannt Der a mengem schëffleche Rapport.

An ech doen elo déi aner Kap un. Dir wësst alleguerten, wéi wichtig d'Drénkwaasser fir eist Land ass. Et ass eng Fleur rare, mir mussen et soignéieren. Et dierf net verbëtzt ginn. An dofir ginn ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**Une deuxième voix** | Da mussen mir eisen Accord och nach ginn!

**Une troisième voix** | Jo!

*(Interruptions diverses)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Beissel.

Hei bei dësem Modell si keng aner Wuertmeldunge virgesinn. A wann d'Regierung nach wëllt eppes soen, kéint se dat. Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Da komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi. An dat ass de Projet de loi – ech muss dat formell och richtig maachen – 8293, deen am Document parlementaire 8293<sup>17</sup> steet.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8293 et dispense du second vote constitutionnel**

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Voilà, ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass de Projet 8293 also mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Christophe Hansen), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Félix Eischen), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel;*

*M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen (par Mme Francine Closener) et Mme Paulette Lenert;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

**12. Hommage à M. Christophe Hansen**

Mir kommen zum leschte Punkt vum eisein Ordre du jour. Haut ass nämlech, wéi Der alleguer wësst, de leschten Dag vum Mandat an der Chamber vum dräi Deputéierten. Eis Kollege François Bausch, Fernand Kartheiser a Christophe Hansen hu jo demissionéiert. Zwee verloossen eis, well si an d'EU-Parlament gewielt gi sinn, an een Deputéierten hält ganz mat der aktiver Politick op. Zäit also, fir e puer Gedanken a fir hinnen Äddi a Merci ze soen.

Ech fänken, wann Der erlaabt, mat deem Déngschtschjéngsten un. De Christophe Hansen kennt déi verschidde Säite vum der Europapolitick scho laang. En huet 2007 als Assistent vum der deemoleger Europadeputéierter Astrid Lulling ugefaangen an esou d'Parlament an d'EU-Politick kenne geléiert. A wann een de Christophe Hansen iwwert déi Zäit schwätzen héiert, da weess een, dass dat e schnellen, erliefnesräichen an all Facetten implizéierenden Apprentissage mat der Madamm Lulling war.

(Hilarité)

Duerno woussst hien, wéi et géing fonctionéieren.

2014 ass hie Chargé de mission vum Ëmweltministère bei der permanenter Representatioun vu Lëtzebuerg bei der EU ginn. No der Presidence vu Lëtzebuerg vum Conseil vum der Europäescher Unioun ass de Christophe Hansen Vertrieeder vum der Lëtzebuurger

Chambre de Commerce zu Bréissel ginn. Dat huet him d'Geleeënheet ginn, d'EU-Institutionen och vu bausse kennen ze léieren.

2014 ass hie mat an d'Europawale gaangen an am September 2018 an d'Europaparlament nogeréckelt, wéi d'Viviane Reding zrëck an d'Nationalpolitick komm ass. Domat ass de Christophe Hansen vum der zweeter Rei an déi éischt Rei gewiesselt. Bei den Europawalen 2019 ass en zrëckgewielt ginn a war Questeur am Europaparlament vu Januar 2022 bis Oktober 2023, bis et hien op Lëtzebuerg an déi national Politick duerno gezunn huet. No den nationale Wahlen am Oktober 2023 ass hie Member vum dëser Chamber ginn.

De Christophe Hansen war an de leschte Méint Vizepräsident vum der aussepolitichescher Kommissioun a Member vum der Souskommissioun fir europäesch Dossierien. Do huet ee gespiert, dass seng europäesch Expérience an Expertis ganz oft en anert Licht an internationalen Dossierien konnte bréngen, wa se hei an der nationaler Politick behandelt gi sinn.

Zwee Joer nom Ufank vum russeschen Invasionskrieg an der Ukrain huet de Christophe Hansen Enn Februar dëst Joer d'Chamber zu Kiew vertrueden. Hien huet do un der parlamentarescher Initiativ United for Ukraine deelgeholl, déi 26 Presidenten oder Vizepresidenten vum der aussepolitichescher Kommissiounen aus EU- an NATO-Länner op Kiew bruecht huet. Iwwert dës Rees hunn ech vill mam Christophe Hansen geschwat. Ech mengen, si war fir hie wichteg, well se ganz symbolesch war, fir Solidaritéit ze weisen, net nëmme an de Wiederer, mee och duerch physisch Presenz dohannen.

Als Norddeputéierten an duerch säin Elterenhaus ass hien Expert fir Landwirtschaft an duerch seng Formatioun och Expert an Ëmwelt-, Klima- an Energiefroen. Dofir ass et logesch gewiescht, dass hien zanter Oktober President vum der Ëmweltkommissioun a Member vum der Agrikultur- an och Héichschoul- a Sportskommissioun war.

De Christophe Hansen kennt vill Dossierien an hie kennt se gutt, och déi méi technesch Säit vum deenen Dossierien. Hie kennt déi national Politick an déi europäesch Politick an huet elo de Choix geholl, an déi europäesch Politick zrëckzegoen. Mir wënschen him all Guddes fir säi weidere Wee zu Bréissel an zu Stroossbuerg.

Merci, Christophe!

(Applaudissements)

Christophe, du muss Dech elo erëm un déi 30 Sekonnen zu Bréissel gewinnen!

(Hilarité)

**M. Christophe Hansen (CSV)** | Villmools merci, Här President. Ech sinn elo e bësse rout gi bei all deene Saachen, déi ech anscheinend scho gemaach hunn. Ech soen Iech awer, ech wëll Iech virun allem villmools Merci soe fir déi super Zesummenarbecht, déi mer iwwert déi lescht bal néng Méint elo haten.

An ech mengen, et huet mir immens Spaass gemaach, och de Fonctionnement vum der Chamber besser kennen ze léieren. Och wann et elo nëmme e ganz kuerzen Optritt war, hunn ech mer awer ganz vill gutt nei Kollegeinnen a Kollegen hei gemaach. An ech wëll Iech an deem Sënn och villmools Merci soe fir déi ganz gutt Zesummenarbecht.

An der Politick gesäit ee sech meeschtens nach eng Kéier zrëck. An ech bleiwe jo och als Europadeputéierte Member vum der aussepolitichescher Kommissioun a wäert Iech dann och regelméisseg hei besiche kommen. Dann hoffen ech, mir gesinn ons nach dacks erëm. Voilà!

Villmools merci.

(Applaudissements)

**M. Claude Wiseler, Président** | Villmools merci.

**13. Hommage à M. Fernand Kartheiser**

E weideren Deputéierten, deen an d'Europaparlament gewielt ginn ass, ass de Kollege Fernand Kartheiser. De Fernand Kartheiser war bal 15 Joer laang an der Chamber. 2008 ass hie Member vum der Alternativer Demokratescher Reformpartei ginn. Kuerz drop, 2009, ass hien eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn. Säi Mandat hunn d'Wieler him 2013, 2018 an 2023 verlängert.

D'Aussen- an Europapolitick spillt scho laang eng wichteg Roll fir de Fernand Kartheiser. De fréieren Diplomat huet sech vum Ufank un an der Chamber an der dofir zoustänneger Kommissioun engagéiert. Seng diplomatesch Erfahrung war och am Beräich vum der parlamentarescher Diplomatie ganz hëllefreich.

An dëser Legislatur hat de Fernand Kartheiser sech och direkt manifestéiert, fir an der Souskommissioun iwwert d'europäesch Dossierie matzeschaffen, déi am Februar dëst Joer gegrënnt ginn ass. Et läit him um Häerz, europäesch Dossierie séier, mee och gewësenhaft ze analyséieren. An der viregter Legislatur war de Fernand Kartheiser och Member an der Souskommissioun iwwert d'Zukunft vum Europa.

De Fernand Kartheiser huet sech och an den internationalen Gremien engagéiert. Ech nennen do zum Beispill déi parlamentaresch Assemblée vum Conseil de l'Europe oder der OSZE an d'COSAC. An där Konferenz huet hien d'Chamber zum Beispill d'lescht Joer am Oktober, kuerz no de Wahlen, zu Madrid vertrueden.

Nationalpolitisch war de Fernand Kartheiser jorelaang Member an der Kommissioun fir d'Famill, an där fir d'Educatioun an an der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Service de renseignement och eng Rei Joren. Och an de Beräicher Verfassung, Verdeedegung, Police an Arméi huet de fréieren Offizier aktiv matgeschafft. Op seng Demande hi waren ënner aneren och Interpellatiounen iwwert d'Defie vum eiser Police an iwwert d'Zukunft vum der europäescher Sécherheet.

De Fernand Kartheiser hat ni Angscht virun der Kontrovers. Hien huet seng Meinung gesot an ass seng Schinn gefuer, kloer an däitlech, an domat heiansdo – ech géing souguer soen: oft – fir zolidd Animatioun a Géigewand heibanne gesuergt, notamment och an der Ukrain-Fro, mee net nëmme an der Ukrain-Fro. Ob déi Kontroversen him eppes uitgemaach hunn oder ob e se gären hat, hunn ech nach net erausfonnt bis elo.

(Hilarité)

Vläicht war et och, Fernand, béides. Mee vläicht sees du eis dat spéider eng Kéier.

Hien huet och eng Partie Gesetzespropositionen eragereecht, vill Motiounen deposéiert a parlamentaresch Froe gestallt. Mir wäerte sécher seng Rhetorik a seng Reaktivitéit an Erënnerung halen.

Mam Fernand Kartheiser verléisst e ganz aktiven Deputéierten eis Chamber. Säi Fläiss, säi Wëssen a seng diplomatesch Karriär am Ausland wäerten him sécher hëllef, sech séier am EU-Parlament anzeliwen. Et ass fir d'éischte Kéier, dass e Member vum der ADR am Europaparlament vertrueden ass.

Vu dass déi Lëtzebuurger Europadeputéiert, wéi de Christophe Hansen et virdro scho gesot huet, och an all Sëtzung vum der aussepolitichescher Kommissioun invitéiert ginn, wäerte mir e sécher nach méi oft hei am Haus erëmgesinn.



kann ech Iech soen: Deemools huet déi Chamber ganz anescht ausgesi wéi haut. Den Deputéierten hat 1989 kee Büro, den Deputéierten hat kee Computer ...

*(Interruption par M. Fernand Etgen et hilarité)*

Jo, ben, enfin, haut, Här Etgen, ass et éischter net doduerjer bedéngt, datt d'Chamber Iech kee Büro wéilt zur Verfügung stellen, mee well keng Büros disponibel sinn um Marché. Dat ass eppes aneres.

Mee deemools, kann ech Iech soen, war et esou, datt effektiv den Deputéierte kee Büro hat, och kee Büro zegutt hat laut dem Chambersreglement. En hat kee Computer, en hat kee Fax – de Fax ass och e bèsse méi spéit duerno komm –, also eigentlech hat e just d'Recht, hei eranzekommen, seng Ried ze halen an a seng Kommissiounssätzungen ze goen. D'Dokumenten waren all op Pabeier gedréckt, Computere sinn et och nach net ginn. Also, et war net ganz einfach, esou ze schaffen, kënnt Der Iech virstellen.

Ech schwätze mol net vun de finanzielle Moyenen, déi deemools iwwergräifend... Also déi, déi eng Fraktioun haten, haten zwar méi Moyene wéi déi, déi fraktiounslos waren, d'Sensibilités politiques, wéi dat sech haut nennt, mee souguer déi haten och net vill Moyenen.

An da muss ech awer och eppes derbäi soen: Ech wëll och direkt profitéieren, fir dem ganze Personal vun der Chamber e ganz grouse Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi se leeschte fir d'est Parlament. Och d'Personal vun der Chamber, ech weess net, wéi vill et der waren, Här President, mee ech mengen, et war mol keen Dréttel vun deem, wat Der haut hutt.

Dat heescht, dat Parlament hat kee Stellwäert – dat ass eng Realitéit: kee Stellwäert! – an der Demokratie. An dat ass och de Grund, firwat mer fonnt hunn, et géing elo awer Zäit ginn, datt dat géing änneren, an du hu mer d'Trapen hei besat. A mir hunn am Endeffekt mat eiser Besetzung och Recht kritt, well et ass alles an Erfëllung gaangen, wat mer gefuerdert hunn, well relativ séier agesi ginn ass, datt mer am Fong eigentlech Recht hätten.

Ech soen dat net, fir datt elo jiddweree soll permanent d'Trape besetzen!

*(Hilarité)*

Et ass net dat, wat mäi Wonsch ass, wierklech net! Mee ech soen dat just, fir drop hinze weisen, datt et Momenter gëtt, wou ee vläicht och muss Verständnis hunn als Parlament, als Politick, als Gesellschaft fir Saachen, déi kënne stattfannen an der Gesellschaft, well sech oft awer vläicht eppes hannendru verstoppt, wou Leit vläicht net esou Onrecht hunn, wa se eppes maachen.

Wéi gesot, dat war jo och alles friddlech, wat hei ofgelaf ass, et war keng Virulenz an näischt am Spill, guer näischt, au contraire. Mee et ass awer fir do-rober hinze weisen, datt souguer an dësem Parlament agesi ginn ass, datt dat richteg war.

Bon, ech mengen, ech wëll Iech elo net all Geschichtercher am Detail erzielen iwwer déi 40 Joer oder 35 Joer hei am Parlament an och nach virdrun, dat géing ze wäit féieren, ech wëll Iech net ze vill strapazéieren.

Ech wëll vun hei aus just soen: D'Parlament an d'parlamentaresch Demokratie, dat ass dat Besch, wat mer kënne hunn, an do musse mer gutt drop oppassen! Bei allem, wat eis hei trennt, déi eenzel Fraktiounen, déi eenzel Parteien, d'Regierung mat der Chamber, ech mengen, et kann natierlech jiddweree emol heiansdo d'Nerve verléieren an e bèsse méi nervös ginn an och aggressiv ginn – aggressiv am Sënn, datt e vläicht e bèsse méi opgehëtzt schwätzt –, mee mir sollten net vergiessen, datt d'parlamentaresch Demokratie eng wichteg Roll ze spillen huet. An dat Bild, wat mir ofginn ënner eis, bei alle Meenungsverschiddenheeten, déi mer kënne hunn, an och haarden Auseranersetzungen, dat huet en immensen Impakt dorop, wat dobausse lass ass.

Mir liewen a komplizéierten Zäiten, mir liewen a schwierigen Zäiten, mir liewen an Zäiten, wou Gewalt an Auseranersetzungen net onbedéngt ëmmer méi esou produktiv stattfannen, wéi ech mer se perséinlech virstellen.

Also, sou gesot: Bei Auseranersetzunge kann den Inhalt haart sinn – an dat soll och esou sinn, dat soll kontrovers sinn –, mee et muss am Respekt sinn. An dat, wat d'est Parlament deementspriedend mécht, wéi et sech behëlt, wéi et mateneen ëmgeet, dat

spigelt sech direkt erëm op d'Gesellschaft dobaussen. Dat sollte mer ni vergiessen!

A mir mussen dat Parlament an déi parlamentaresch Demokratie héichhalen. Et ass dee beschte Modell, deen et gëtt! An et muss een och soen, et gëtt nach vill Plazen op der Welt, wou et se net gëtt, an do gesi mer jo och, wéi et do ass, an dat solle mer och dobäi bedenken.

Ech wëll awer och net ophalen, oui Iech ze soen, datt ech bei deem villen, deem Normalen, wat een an enger politescher Karriär erliefv vun Op an Of, vill Schicksalsschléi hu misse materliwene. Schonn de Wee, wéi ech an dat Parlament komm sinn, war eigentlech d'Resultat vun engem Schicksalsschlag, nämlech datt ech am Fong fir eng Fra nogéréckelt sinn, d'Thers Bodé deemools, wat gestuerwen ass, nodeems et gewielt ginn ass.

An och duerno hunn ech vill zimmlech schlëmm Situatione missen erliwene, déi mer richteg wéigedoene hunn an déckgedoene hunn. Ech wollt dat awer och eng Kéier hei soen. Dat ass net flott, wann een dat erliefv. An et kann een och net ëmmer esou driwwer schwätzen, wéi ee vläicht Loscht huet, well een dann a verschiddene Funktiounen ass.

Dat gesot, soen ech Iech, wéi gesot, all Merci. Ech wënschen Iech fir de Rescht vun der Legislaturperiod: Maacht alles Guddes, am Interêt vum Land, am Interêt vun der Allgemengheet! Merci.

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler, Président** | Ech soen Iech alleguer Merci fir déi léif Wierder. Et gëtt nach dobaussen e kuerze Patt fir de François Bausch, well mer d'Traditioun hunn, fir déi, déi mat der Politick ophalen, e Patt ze ginn. Mee ech si sécher, datt de François Bausch deen dobaussen och mat de Kolleege, déi haut ophalen, wäert deelen.

Voilà, domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewene.

*(La séance publique est levée à 19.15 heures.)*

## 38<sup>e</sup> séance

### Sommaire

- |   |              |  |              |
|---|--------------|--|--------------|
| <b>1. Ouverture de la séance publique</b><br>M. Claude Wiseler, Président   | <b>p. 61</b> | <b>6. Dépôt d'une motion par M. Max Hengel</b><br>Exposé : M. Max Hengel   | <b>p. 63</b> |
| <b>2. Vérification des pouvoirs et assermentation de trois nouveaux membres de la Chambre des Députés</b><br>M. Claude Wiseler, Président   Mme Djuna Bernard   M. Claude Wiseler, Président   M. Jean-Paul Schaaf   M. Claude Wiseler, Président   M. Dan Hardy   M. Claude Wiseler, Président<br>Discours de début de mandat : M. Dan Hardy | <b>p. 61</b> | <b>7. Ordre du jour</b><br>M. Claude Wiseler, Président  | <b>p. 64</b> |
| <b>3. Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés</b><br>M. Claude Wiseler, Président   | <b>p. 62</b> | <b>8. Question élargie n° 18 de M. Fred Keup relative à l'utilisation de la langue luxembourgeoise</b><br>M. Fred Keup (interventions de M. Marc Baum)   M. Eric Thill, Ministre de la Culture   M. Fred Keup   M. le Ministre Eric Thill  | <b>p. 64</b> |
| <b>4. Changements de composition de commissions parlementaires</b><br>M. Claude Wiseler, Président  | <b>p. 62</b> | <b>9. 8340 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA</b><br>Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer<br>Discussion générale : M. Maurice Bauer   M. André Bauler   M. Claude Haagen   M. Fred Keup   Mme Sam Tanson   M. Sven Clement   M. David Wagner<br>Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | <b>p. 65</b> |
| <b>5. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales</b><br>M. Claude Wiseler, Président   | <b>p. 63</b> |  |              |

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8340 et dispense du second vote constitutionnel

**10. Motion de Mme Joëlle Welfring relative au principe d'additionnalité par rapport à l'aide publique au développement** p. 67

Exposé : Mme Joëlle Welfring

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Gusty Graas | M. Laurent Zeimet | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Fernand Etgen) | M. Fred Keup | M. Sven Clement (interventions de M. Fernand Etgen et M. Gusty Graas) | M. David Wagner | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) (intervention de M. Sven Clement) | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion (adoptée)

**11. 8391 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration** p. 69

Rapport de la Commission des Affaires intérieures : M. Marc Lies

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8391 et dispense du second vote constitutionnel

**12. Question n° 17 de M. Dan Biancalana relative au contrôle externe des lieux privatifs de liberté** p. 70

M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

**13. 8199 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective** p. 71

Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Maurice Bauer

Discussion générale : M. Gusty Graas | Mme Liz Braz | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner | Mme Liz Braz

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8199 et dispense du second vote constitutionnel

**14. 8299A – Projet de loi portant création de postes d'attaché de justice et modification de :**

**1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;  
2° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;  
en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027** p. 74

Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | Mme Simone Beissel | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8299A et dispense du second vote constitutionnel

**15. Changements de composition de commissions parlementaires (suite)** p. 77

M. Claude Wiseler, Président

**16. Motion de M. Max Hengel relative à la prise en charge des lunettes par la CNS** p. 77

Discussion générale : Mme Francine Closener | M. Gilles Baum | M. Marc Baum | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fred Keup

Vote sur la motion (adoptée) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

**17. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État** p. 78

M. Claude Wiseler, Président (intervention de Mme Sam Tanson)

Vote sur les deux candidatures

**18. Discours de M. le Président** p. 78

M. Claude Wiseler, Président | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

## 2. Vérification des pouvoirs et assermentation de trois nouveaux membres de la Chambre des Députés

Mir huelen haut dräi nei Memberen an d'Chamber op a fänke mat der Vérification des pouvoirs an der Assermentatioun vun der Madamm Djuna Bernard un.

A sengem Bréif vum 2. Juli 2024 huet den Här François Bausch matgedeelt, datt hie vum 11. Juli deses Joers un op säin Deputéiertemandat wäert verzichten. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun déi gréng am Walbezirk Zentrum dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi de 24. Oktober 2023 an der Chamber uegholl ginn ass. Dës Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Djuna Bernard.

Et goufe weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ueget, soudatt dem Artikel 6 Paragraf 3 vum Chamberreglement no d'Chamber d'Gültgkeet vun de Pouvoiren vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Djuna Bernard virum 7. Juli 2024 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sëtzung, follgend Piëcen ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze bewisen, datt si Lëtzebuergerin ass an datt si 18 Joer huet; e Certificat de résidence, fir ze bewisen, datt si am Grand-Duché leeft; souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt si sech engagéiert, d'Incompatibilitéten, wat d'Fonctionen ueget, zurzäit ze behiewen.

Mat der Awëlligung vun der Madamm Djuna Bernard huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Djuna Bernard net duerch eng Verurteilung hiert Walrecht an hir Wielbarkeet verluer huet.

Et ergëtt sech also aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piëcen, datt, éischtens, d'Madamm Djuna Bernard d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, erfüllt, esou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn; an, zweetens, datt d'Madamm Djuna Bernard sech dozou engagéiert, d'Incompatibilitéten, wat d'Fonctionen ueget, zurzäit ze behiewen.

D'Pouvoiren vun der Madamm Djuna Bernard sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat elo esou decidéiert.

Da géing ech Iech bieden, d'Madamm Djuna Bernard, wannechgelift, erakommen ze loossen.

Madamm Bernard, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wortlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“ Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot entweder: „Je le jure“ oder „Ech schwieren et“.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Ech schwieren et.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. All meng Felicitationen!

**Une voix** | Très bien!

(Applaudissements)

**M. Claude Wiseler**, Président | A sengem Bréif vum 21. Juni 2024 huet den Här Christophe Hansen matgedeelt, datt hie vum 11. Juli deses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV am Walbezirk Norden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi de 24. Oktober 2023 vun der Chamber uegholl ginn ass. Dës Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Jean-Paul Schaaf.

Esou wéi bei der Madamm Bernard goufen et weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ueget, an den Här Jean-Paul Schaaf huet och déi virdrun erwäante Piëcë véier Deeg virun dëser Sëtzung ofginn.



An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Christophe Hansen; ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser, ausser fir de Volet „Kooperatioun“, an d'Madamm Alexandra Schoos iwwerhëlt de Volet „Kooperatioun“.

An der Commission des Sports ersetzt den Här Félix Eischen den Här Christophe Hansen.

An der Commission des Affaires intérieures ersetzt den Här Tom Weidig den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt d'Madamm Joëlle Welfring den Här François Bausch.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här François Bausch.

An der Commission du Travail ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här François Bausch.

An der Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Christophe Hansen.

An der Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ersetzt den Här Meris Sehovic den Här François Bausch.

An der Commission de la Défense ersetzt den Här Tom Weidig den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Laurent Zeimet; ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här Meris Sehovic fir all Volet, ausser et géif sech ëm e Projet handelen, dee mam Enseignement fondamental ze dinn huet.

An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation ersetzen den Här Jean-Paul Schaaf an d'Madamm Stéphanie Weydert den Här Laurent Zeimet an den Här Christophe Hansen; ersetzt d'Madamm Joëlle Welfring den Här François Bausch fir de Volet „Digitalisatioun“ an huet domat all d'Voleten.

An der Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ersetzt den Här Maurice Bauer den Här Christophe Hansen.

An der Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Maurice Bauer; ersetzt den Här Dan Hardy den Här Tom Weidig; ersetzt d'Madamm Djuna Bernard d'Madamm Joëlle Welfring fir de Volet „Famille“.

An der Commission des Institutions ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission des Médias et des Communications ersetzen d'Madamm Diane Adehm an d'Madamm Octavie Modert den Här Laurent Mosar an d'Madamm Stéphanie Weydert; ersetzt den Här Dan Hardy den Här Tom Weidig; ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här François Bausch.

An der Commission de la Justice ersetzt den Här Dan Hardy den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt d'Madamm Djuna Bernard d'Madamm Joëlle Welfring.

An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Djuna Bernard d'Madamm Sam Tanson.

An der Commission de Vérification des Pouvoirs ersetzt den Här Max Hengel den Här Christophe

Hansen; ersetzt den Här Dan Hardy den Här Fernand Kartheiser.

An an der Commission de l'Exécution budgétaire ersetzt den Här Jeff Boonen den Här Marc Spautz.

Gëtt et dozou nach aner Ännerungsvirschléi?

(*Interruptions et hilarité*)

Wann Der elo géingt evitéieren, datt ech dat Ganzt muss widderhuelen, da wär ech nawell relativ frou doriwwer.

Ech gesinn, datt dat also net de Fall ass. Da géinge mer dat esou unhuelen.

Ass d'Chamber also mat dësen Ännerungsvirschléi averstanen?

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou decidéiert an ech soen Iech dofir Merci.

## 5. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Da komme mer nach zu engem änleche Volet. Dat ass d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen, an do si folgend Ofännerunge matgedeelt ginn:

An der European Interparliamentary Space Conference, EISC, ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här François Bausch als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt d'Madamm Alexandra Schoos den Här Fernand Kartheiser als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, der OSCE, ersetzt d'Madamm Alexandra Schoos den Här Fernand Kartheiser als effektive Member.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée ersetzt den Här Max Hengel den Här Christophe Hansen als effektive Member an d'Madamm Octavie Modert ersetzt den Här Max Hengel als Membre suppléant.

An der Délégation auprès de la COSAC ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Christophe Hansen als effektive Member; ersetzt den Här Tom Weidig den Här Fernand Kartheiser als effektive Member an den Här Dan Hardy den Här Tom Weidig als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional ersetzt d'Madamm Françoise Kemp d'Madamm Nathalie Morgenthaler als effektive Member an den Här Jean-Paul Schaaf ersetzt d'Madamm Françoise Kemp als Membre suppléant.

A schliisslech an der Délégation auprès de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC ersetzt den Här Tom Weidig den Här Fernand Kartheiser als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(*Négation*)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber also mat dësen Ännerungsvirschléi averstanen?

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 6. Dépôt d'une motion par M. Max Hengel

An éier mer elo zum nächste Punkt, der Question élargie vum Här Keup, kommen, hunn ech nach eng Demande de parole vum Här Hengel, deen eng Motioun wëll deposéieren. Här Hengel, et ass un Tech.

**Exposé**

**M. Max Hengel** (CSV), auteur | Här President, Kollegeinnen a Kollegen, wéi Der alleguer wësst, war gëschter hei en éffentlechen Debat iwwer eng Petitioun zu enger besserer Prise en charge vun de Brëlleglieser an zu Brëller generell. An ech mengen, mir waren eis alleguer eens hei ... Haut huet erëm jiddereen direkt e Brëll un, fir ze weisen, datt e concernéiert ass.

(*Hilarité*)

Mir waren eis alleguer eens, datt do eppes misst a sollt geschéien. Mir wëssen awer och, datt dat net eleng eng Regierungsdecisioun ass, mee datt dat de Verwaltungsrout vun der CNS ass, deen do d'Decisioun hëlt.

An duerfir dës Motioun, déi och all d'Fraktiounen an all d'Sensibilitéite mat ënnerschriwwen hunn, woufir ech och e grouse Merci soen, fir dann d'Regierung ze invitéieren, datt de CA vun der CNS soll informéiert ginn iwwer den Debat vu gëschter, wat do beschwat ginn ass, datt de CA vun der CNS och soll encouragéiert ginn, eng Analys ze féieren iwwer eng besser Prise en charge, virun allem engersäits wat d'Glieser bei de Kanner ugeet, awer och wat bei de Kanner zum Beispill d'Prise en charge vun engem Sportsbrëll ugeet – well ech mengen, do sinn heiansdo nach ganz aner Besoinen an do muss och méi oft vläicht de Brëll gewiesselt ginn –, an awer och sämtlech Brëlleglieser bei allen Assuréeen. A schlussendlech soll dann och de CA vun der CNS encouragéiert ginn, eng besser Prise en charge hei ze erméigleche fir déi Punkten, an datt dann och d'Chamber duerno soll informéiert ginn, wéi dat da weidergeet. Dofir iwweerginn ech Iech dann dës Motioun.

**Motion**

*La Chambre des Députés,*

– considérant la pétition n° 2967 portant sur le remboursement total des lunettes par la Caisse nationale de santé (ci-après « CNS »);

– prenant note du débat public du 10 juillet 2024 sur la pétition précitée;

– rappelant qu'une grande majorité de la population au Luxembourg se voit obligée de porter des lunettes de vue ou des lentilles correctrices;

– rappelant que la prise en charge des lunettes de vue ou des lentilles correctrices est assurée par la CNS dont le Conseil d'administration décide du montant de la prise en charge des actes et services médicaux;

– considérant que la participation personnelle à porter par les assurés pour les lunettes de vue pour les enfants de moins de 14 ans risque de mettre en difficulté financièrement les ménages aux revenus modestes,

invite le Gouvernement

– à informer le Conseil d'administration de la CNS des discussions ayant eu lieu dans le contexte du débat public sur la pétition n° 2967 portant sur le remboursement total des lunettes;





mer wichtig –, wat sech och bei der Heure d'actualité am Januar zu genee deem selwechten Thema hei erausgeschickt huet. Vun alle Bänken hei am Sall, vun alle Bänken, vu jidderengem, goufe pertinent Virschléi gemaach en faveur vun der Entwécklung vun eiser Sprooch. Et ass en Thema, wou keng Partei – ech betounen: keng Partei! – de Monopol huet a bei deem sech jiddereen och abréngé soll.

D'Regierung steet zu hirem Wuert. Dat ënnersträichen ech ganz, ganz kloer. Wéi am Koalitionsaccord virgesinn, wäerte mir den Aktionsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch weider konsequent ëmsetzen. An do zielen ech ganz kloer op d'Ënnerstëtzung vun Iech allegueren. Statistesche Hoerspléckerei eleng bréngt awer ganz kloer eis Sprooch net weider.

Dofir Iech e grouse Merci fir d'Nolasschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Minister Merci. An dann huet den Här Keup nach d'Wuert fir eng Zousazfro.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, villmoos merci, Här President. Ech mengen net, dass mer hei eng Hoerspléckerei maache vun der Statistik. Ech mengen, hei ass ganz kloer zitéiert ginn, wat de Statec seet. An dat, wat ech hei gesot hunn, dat ass am Fong eppes aneres wéi dat, wouvun Dir geschwat hutt. An do soll een net Äppel mat Biere verwiesselen.

Dir schwätzt vun der Langue principale, Dir schwätzt vun den Aschreiwunge fir Lëtzebuergeschcoursen, Dir schwätzt vun de Jonken. Dat ass alles vläicht richteg. Hei geet et ëm déi absolut Zuele vu Leit, déi Lëtzebuergesch kënne schwätzen, an zwar net nëmmen op der Aarbecht, mee an hirem Alldag. Dat ass dat, wat de Statec gefrot huet. An déi Zuel geet an Zäit vun zéng Joer ëm 30.000 Spriecher erf. Dat ass de Constat vum Statec. Wëllt Der deem wierklech widder-sprechen? Oder sot Der, dat wier einfach Hoerspléckerei? Dat ass d'Fro.

An déi zweet Fro, déi konnt Der mer och net beäntwerten. Wou ass dann elo déi Plaz hei am Land, wou méi Lëtzebuergesch benotzt gëtt? Wann dat esou wier, kéint Der jo direkt zwou, dräi Plazen nennen, wou méi Lëtzebuergesch benotzt gëtt wéi viru fënnf Joer.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Här Minister.

*(Interruptions)*

**M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | Also, ech hale mech elo ganz kuerz. Ech stinn der Chamber gär Ried an Äntwert, dem éischte Pouvoir, mee ech widderhuele mech och net dräimol, bei allem Respekt.

Also, d'Lëtzebuerg Sprooch gëtt fir mech an alle Sparte vun eisem Land méi geschwat. Ech fänken hei an der Chamber un.

*(Interruptions)*

Ech fänken hei an der Chamber un.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift! Den Här Minister huet d'Wuert an hien eleng!

**M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | Als jonke Minister soen ech Iech och: Et gëtt eleng an de soziale Meedie vill méi Lëtzebuergesch geschwat.

*(Interruption par M. Fred Keup)*

An eiser Konschteen gëtt vill méi Lëtzebuergesch geschwat. Déi Donnéeën hunn ech Iech am Januar mat op de Wee ginn. Ech hunn Iech elo d'Zuele mat op de Wee ginn, déi de Statec eis mat op de Wee gëtt. Dir

interpretéiert déi Zuelen net esou, wéi ech dat maachen a wéi de Gros vun eis allegueren dat heibanne mécht.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift!

**M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | Dir gesitt et net esou. Ech hu mäint an deem Sënn gesot. Ech soen et nach eng Kéier: Mir hunn en Aktionsplang vu méi wéi enger Mesür, dee mer weider wäerten ëmsetzen. Do si mer amgaangen. Ech wäert do der Chamber och weiderhi Ried an Äntwert stoen. An do zielen ech op all Är Ënnerstëtzung. Ech stinn zu deenen Zuelen. Ech stinn zu deem, wat ech hei gesot hunn. An ech stinn och virun allem zu deem, wat de Kommissär iwwert d'Lëtzebuerg Sprooch gesot huet.

Well dat, wat Dir hei maacht, säit Wochen, säit Méint, säit Joren, dat fannen ech och net an der Rei géigeniwwer vun deenen engagéierte Leit, déi sech am ZLS iwwert déi lescht Jore vill Méi gemaach hunn, wou eng Kompetenz do ass, fir d'Lëtzebuerg Sprooch ze stäerken. D'Zuele weisen dat.

An domat hunn ech alles gesot. Merci.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Ganz gutt! Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen** (DP) | Richteg gutt!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Nee, nee, nee, d'Reglement gesäit vir, Här Keup, datt Der eng Zousazfro hutt. Déi hat Der, an den Här Minister huet Iech drop geäntwert.

## 9. 8340 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

An dofir komme mer elo zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8340 iwwert d'Afëierung vun engem Büro beim Enregistrement, dee sech vollkommen ëm d'Lutte géint de Blanchiment këmmert. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Bauer, den Här André Bauler, den Här Maurice Haagen, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission des Finances

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Villmoos merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir eng grouss Éier, Iech haut als Rapporteur de Projet de loi 8340 iwwert d'Modifikatioun vum Gesetz vum 10. August 2018 betreffend d'Organisation vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ze presentéieren, e Projet, deen nach vun der viregter Regierung den 3. November d'lescht Joer an der Chamber hannerluecht ginn ass.

Mat deemem Projet verstärke mer d'Méiglechkeete vun der Administratioun vum Enregistrement, Kontrollen am Beräich vum Antiblanchiment ze maachen. Mir droen deemno rezente Recommendationen vum Conseil de l'Europe an deene vum GAFI Rechnung, déi des zwou Institutionen no hire leschten Evaluatiounen iwwer Lëtzebuerg gemaach hunn. Si hunn eis no hirer Evaluatioun recommandéiert, mir

sollten eis Kontrollorganer méi effikass gestalten an och personell verstärke wéinst deenen aktuell limitéierte Ressourcen.

Mat deemem Projet de loi maache mir dat, andeems mir bannent der Enregistrementsverwaltung e spezifesch Büro grënnen, dee sech ausschliesslech mam Antiblanchiment, der Finanzéierung vum Terrorismus an dem Anhale vu finanzieller Sanctiounen beschäftegt. Virdu goufen dës Aufgabe vu Beamte wouergeholl, déi och nach aner Aufgaben haten. Dës Cumul vun Aufgaben an Tâchen héiert mat deemem Projet de loi op.

Mam Schafe vun deemem spezifesch Büro kann deesen och personell verstärkt ginn, fir sengen Aufgabe gerecht ze ginn. Mat deemem Projet de loi a mat der neier Struktur innerhalb vun der Enregistrementsverwaltung ginn d'Lutte antiblanchiment, d'Finanzéierung vum Terrorismus an d'Anhale vu finanzieller Sanctiounen besser kontrolléiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, nach op d'Avis vum Staatsrot, der Chambre de Commerce an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics anzegoen.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng Opposition formelle, mee huet e puer Virschléi gemaach, fir den Text méi kloer ze gestalten a sech beim Wording op aner existent Gesetzestexter ze alignéieren. D'Finanzkommissioun huet dës Rechnung gedroe mat Amendementer, déi vum Staatsrot a sengem Avis complémentaire guttgeheesch goufen.

D'Chambre de Commerce begréisst dës Projet a stellt a Fro, wat de budgetären Impakt vun der Schaffung vun deemem neie Büro wäert sinn. D'Chambre de Commerce ass awer och absolut d'accord mat den Amendements parlementaires, esou wéi se proposéiert goufen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass am Prinzip och d'accord mat deemem Projet de loi, weist sech awer besuergt, dass fir d'Schafe vun deemem neien Antiblanchimentsbüro wäerte Beamte vun Esch an d'Stad verluecht ginn, wat eng Schwächung vun de Büroen zu Esch géif bedeiten. Dës Punkt gouf an der Finanzkommissioun diskutéiert an et gouf eis verséichert, dass dës just eng punktuell Verschiebung ass aus Grënn vun der Effikasitéit vum Service antiblanchiment an et keng weider Bestriewunge gëtt, fir d'Aktivitéit vum Enregistrement an der Stad ze zentraliséieren.

Zum Schluss nach e puer Wuert zur Prozedur: Dës Projet de loi gouf, wéi gesot, den 3. November 2023 deposéiert. Den Avis vum der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics koum den 22. Dezember 2023. Den 19. Januar 2024 gouf de Rapporteur genannt a mir hunn de Projet eng éischte Kéier diskutéiert. D'Chambre de Commerce huet de 24. Januar hiren Avis ofginn an den Avis vum Staatsrot koum den 23. Abrëll. Mir hunn deesen Avis vum Staatsrot de 14. Mee an der Finanzkommissioun diskutéiert an eng Rei Amendementer ugeholl, déi de 25. Juni vum Staatsrot a sengem Avis complémentaire guttgeheesch goufen. De Rapport gouf den 28. Juni an der Finanzkommissioun presentéiert an ugeholl. Fir all weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmoos Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Domadder schléissen ech dann, wéi gesot, mä Rapport vun deemem Projet de loi of.

### Discussion générale

Erlaubt mer nach, e puer Wuert am Numm vu menger Fraktioun ze soen. Als CSV-Fraktioun begrësse mir dëse Projet de loi, well e beweist, dass mir de Kampf géint d'Wäisswäsche vu Gelder an d'Finanzéierung vum Terrorismus ganz eescht huelen. Mir ginn eiser Verwaltung déi noutwendeg Moyenen, fir derfir ze suergen, dass eis Finanzplaz an eis Wirtschaft am Allgemengen net derfir benotzt ginn, fir esou illegal Aktivitéiten duerchezéien.

Dëse Gesetzesprojet beweist och, dass mir d'Recomandatiounen an d'Virschléi, déi mir vum Conseil de l'Europe a vum GAFI kréien, ëmmer eescht huelen a se zäitno ëmsetzen. Mir hunn eise gudder Ruff oprechterhalen a mir probéiere weiderhin, déi Finanzplaz ze sinn, op déi eist Land an eis Partner sech verlosse kënnen.

Heimadder ginn ech, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech villmoos Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Villmoos merci, Här Bauer, fir Äre schréfftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, de leschten Zuele vum Europäesche Rot no géifen haut ronn 80 % vum de kriminellen Netzwierker, déi an der Europäescher Unioun aktiv sinn, legal Betribsstrukture mësbrauchten, fir hir illegal Aktivitéiten ze verschleiern.

Esou geschat – dat hu mer mol bei eiser Fraktioun nogekuckt – géifen dann all Joer tëschent 117 an 210 Milliarden Euro an der Europäescher Unioun wäissgewäsch ginn, wann een deenen Zuele ka gleewen. Si si jiddefalls beandrockend. An heibäi handelt et sech ëm e grenziwwerschreidende Problem, dee mer natierlech onbedéngt musse weider ugoen.

Wéi scho vum Rapporteur Maurice Bauer ugeschwat – ech wëll him och nach hei felicitéieren – gi vill Efforten op europäeschem Plang an natierlech och hei zu Lëtzebuerg gemaach, fir dem Blanchiment vu Gelder an och dem Finanzement vum Terrorismus entgéintzewierken. Heizou si jo scho mëttlerweile e puer Direktiven op de Wee bruecht an ëmgesat ginn. An elo geet et e Schratt méi wäit duerch eeben d'Mise en place vun der Anti-Money Laundering Authority, der sougenannter AMLA, déi ab dem nächste Joer 2025 hir Aktivitéit zu Frankfurt wäert lancéieren.

Här President, och wann de GAFI a sengem Rapport vun 2023 den Effort vu Lëtzebuerg am Beräich vun der Bekämpfung vun der Geldwäscherei an der Terrorismusfinanzéierung als positiv astuuff, esou ass et awer net vu Muttwel, fir d'Ustregungen op dësem Plang héichzhalen a se weider eropzeschrauwen, well dëst ass och ganz genee dat, wat am Koalitionsaccord festgehale ginn ass.

Mir begrëssen dëse Gesetzesprojet, dee virgesäit, dass an der Verwaltung vum Enregistrement, vun den Domänen a vun der TVA en neie Service geschafft gëtt, dee sech ausschliisslech mam Kampf géint de Blanchiment a géint d'Terrorismusfinanzéierung auseruesetzt an deen d'Surveillance vun der Applikatioun vun den internationale Sanktiounen iwwerhëlt.

An der Kommissioun ass och bemierkt ginn, dass et bedauernswäert wier, dass dëse Service an der Stad Lëtzebuerg lokalisiert géif ginn. D'Reorganisatioun vum Enregistrement géif derzou féieren, dass d'Antifraudesektioun vun Esch an déi vun der Stad integréiert géif. Hei muss een awer umierken, dass et sech an dësem Fall just ëm zwou Persounen handelt,

déi sech vun Esch an d'Stad deplacéiere mussen, wat jo awer keng riseg Distanz ass. Wann een dat mol vu Wolz oder vu Clierf aus kuckt, dann huet een et do mat méi groussen Distanzen ze dinn. Mir fannen also, dass dëst e vernünftege Choix ass, well heider eng besser Zesummenaarbecht gefërdert gëtt a well sech an der Stad Lëtzebuerg – fir méi genau ze sinn, zu Gaasperech – déi passend Raimlechkeeten ubidden.

D'Schafung vun dësem neie Service bréngt och mat sech, dass méi Kontrollere mussen agestellt ginn, dat heescht, et ginn nei Aarbechtsplaze geschaf, virausgesat, et fënn en déi richteg Mataarbechter. Dat ass haut och schon net ëmmer esou evident. Ech gesinn, den Här Finanzminister ass sech där Saach och bewosst, där Problematik zumindest, jo.

Méi Ressourcen a méi Mëttel, fir dass méi proaktiv ka geschafft ginn, fir dass also méi Kontrolle kënnen gemaach ginn a virun allem fir dass méi wirksam Kontrolle kënnen duerchgefouert ginn, dat ass dat, wat am Koalitionsaccord festgehale gouf a wat onbedéngt notwendeg ass, fir dem Wäisswäsche vun illegale Gelder entgéintzewierken. An dat, fir déi komplex national Dossiere wéi och déi grenziwwerschreidende Dossieren ze bearbechten a fir d'Zesummenaarbecht mat den europäesche Steierautoritéiten an der Steieradministratioun am Speziellen, dem Eurofisc, nach méi ze verdéiwen.

Wat fir den Enregistrement wouer ass, gëllt natierlech och fir d'Justiz. Doriwwer gëtt sech jo och dacks an där zoustänneger Kommissioun echangéiert, wou et effektiv och e groussen Nohuelbedarf u Personal opzehuele gëllt.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem klengen, awer séier wichtege Text a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Bauler villmoos Merci. An dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Claude Haagen. Här Haagen.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'LSAP begrësst och d'Spezialisatioun vum Contrôle vun der Lutte géint den Antiblanchiment an natierlech och de Finanzement vum Terrorismus an awer och d'Applikatioun vun deenen internationale Sanktiounen, déi sollen ugewannt ginn.

An domadder gi mir den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Haagen. Dann ass den nächste Riedner den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmoos merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot ginn, an ech ka mech mengen Virriedner hei, besonnesch och dem Här Bauler, uschlëssen. An duerfir stëmme mir als Fraktioun dat heiten natierlech mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. An dann ass et un der Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, entschëllegt, entschëllegt. Ech wollt mech elo net hei virdrécken, mee ech wollt och just esou séier wéi méiglech mäin Accord ginn zu deem wichtege Text.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat ass ganz gentil. An dann ass et um Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Wéi wichtege dësen Text ass, weist aleng déi Zuel, dass all Dag Drogendealer mussen iwwer 70 Milliounen Dollar wäschen, fir se erëm iergendwéi kënnen ze notzen. A wa mer dogéint luttéiere wëllen, da mussen mer eis déi néideg Instanzen dofir ginn. Dofir begrësse mer dëse Projet.

E klenge Bemoll ass natierlech déi zousätzlech Zentralisatioun an der Stad. Dass se an deem heite Fall Sënn mécht, krute mer erkläert, an ech sinn awer frou, dass am Rapport och nach eng Kéier ugemierkt gouf, dass dat awer keng strukturell Entscheedung ass, mee wirklech eng Eenzelfallentscheedung. An domadder kënnen mir dann och eisen Accord ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech och eisen Accord ginn, well mir begrëssen natierlech all Fortschritt a Richtung Bekämpfung vum Blanchiment.

Natierlech wäert dat Ganzt stoen oder fale mam Rekrutement vun Agenten, Fonctionnaires. Et gëtt vill Leit zu Lëtzebuerg, déi sech an der Matière u sech auskennen. Si hu vläicht net onbedéngt esou en einfachen Accès zur Fonctioun publique. Vläch muss ee sech dann do e puer Saachen iwwerleeën, fir de Rekrutement ze vereinfachen.

Nach just eng kuerz Remark: Ech fannen et awer trotzdem e bësse speziell, dass d'Chambre de Commerce mëttelméisseg iwwerzeegt war als eenzeg Chamber an och nach mat engem Argument kënn, dass dat awer mat Käschte verbonne wier, wann ee Leit rekrutéiert. Dat ass allerdéngs net wouer, well justement den deemolegen Direkter vun der Steierverwaltung eis souguer eng Kéier erkläert hat, dass dat duerno och fir Rentréeë wäert suergen. Dat heescht, déi Logik do geet net op. Dat gesot, stëmme mer dat mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.

An dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech soen och Merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet. Et ass op verschiddene Plazen ënnerstrach ginn: Dat ass vläicht e klenge Projet, mee deen ass awer extreem wichteg. En ass virun allem wichteg fir d'Reputatioun vu Lëtzebuerg als Banken- a Finanzzentrum.

Mir kënnen eis op dësem Punkt, wou mer och ganz vill vu bausse beneit ginn ëm de Succès vun eiser Finanzplaz, kee Reputatiounsschued erlaben. An dat, wat an dësem Gesetzesprojet eigentlech méi speziell ass, dat ass: Normalerweis mengt een, d'Wäisswäsche vu Suen, dat concernéiert d'Banken, dat concernéiert d'Assurancen oder aner Acteuren op der Finanzplaz. Mee wou hei spezifesch déi Leit oder déi Sektoren am Enregistrement zoustänneg ass, dat sinn déi aner Domänen, wou net esou oft driwwer geschwat gëtt, mee wou de Risiko vun der Geldwäsch awer ëmsou méi grouss ass, zum Beispill Immobilien, zum Beispill Autoshandel, zum Beispill Konschthandel, zum Beispill Casinoen oder Bijoutieren, fir nëmmen déi ze nennen. An duerfir ass déi Kontroll, déi hei vun der Enregistrementsverwaltung gemaach gëtt, ëmsou méi wichteg.

An der Press, gëschter, mengen ech, war en Artikel iwwer déi sougenannt „Gatekeepers“. Dat ass bal eppes wéi Dierwiechteren. Do krute mer eng ganz gutt Bewäertung, ënner anerem vun dem GAFI. An en marga vun de Spring Meetings, dat heescht vun de Fréijouersmeetings vun dem FMI, war dann och d'Generalversammlung vum GAFI zu Washington. An do sti mir schon als Lëtzebuerg ënner Beobachtung, mee de Fait, dass mer esou vill Efforten – an

dat ass ënner ënnerschiddleche Regierungen a besonnesch ënnert där leschter Regierung gemaach ginn; ech wëll hei och nach eng Kéier d'Aarbecht vun der fréierer Justizministesch, der Madamm Tanson, ënnersträichen – gemaach hunn, huet mat sech bruecht, dass mer an deenen Evaluatiounen, déi vum GAFI gemaach ginn, zwar kritesch gekuckt ginn, mee mir kréien dann awer och déi Unerkennung fir déi Aarbecht, déi mer seriö op dëser Plaz maachen. Dat wëll ech wierklech ënnersträichen. Déi kréie mer och unerkannt.

Ech kann net ausschléissen, dass dat eent oder anert schwaarzt Schof do ass, mee de Fait, dass d'CSSF oder aner Gremien inklusiv eis Juridictionen esou Fäll opdecken, dat beweist och, dass eise System fonctionéiert.

Et ass elo gesot ginn hei, eenzel Beruffschamberen hätte vläicht de Käschtepunkt do evoquéiert. Bon, ech bewäerten dat net. Ech muss dat neutral kucken. Jo, et ass richtig, et ginn 20 nei Poste geschafe bei dem Enregistrement an där spezieller Unitéit. Ech ka just soen, déi 20 nei Posten, déi geschaf ginn, déi sinn et derwäert an dat ass och de Präis, dee mer mussen a solle bezuele fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz, wou och déi Acteuren, déi vläicht d'Präisfro an d'Luucht setzen, vläicht am meeschten dervu profitéieren, dass mer eng Finanzplaz hunn, déi gutt fonctionéiert.

Dat gesot, merci fir déi breet Zoustëmmung.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Finanzminister Merci. An domat wär dann d'Diskussion ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8340. Den Text steet am Document parlementaire 8340<sup>7</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8340 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach schnell no, ob jiddwereen all seng Procuratione gebraucht huet. Dat ass elo geschitt. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, folglech keng Nee-Stëmm a keng Abstentiuon. Dësen Text ass also ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Maurice Bauer), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloeser (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## **10. Motion de Mme Joëlle Welfring relative au principe d'additionnalité par rapport à l'aide publique au développement**

(Motion déposée en séance publique n° 36 du 3 juillet 2024 – à consulter en page 10 de ce compte rendu)

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Motioun vun der Madamm Joëlle Welfring, déi si d'lescht Woch deposéiert hat, iwwert déi ëffentlech Entwécklungshëllef. Den Auteur huet 5 Minuten. Duerno hunn all d'Fraktiounen 5 Minuten zur Verfügung, d'Sensibilitäten 2 Minuten, d'Regierung 10 Minuten. Et ass un Iech, Madamm Welfring.

**Exposé**

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Gudder Mëtteg alleguerten. Ech hat dat hei elo schon d'lescht Woch eng Kéier virgestallt. Et geet ëm d'Additionalitéit vun de Moyene vun der Entwécklungszesummenaarbecht. D'Additionalitéit bezechent de Prinzipp, deen am Fong och scho säit Joren ugewannt gëtt, och hei zu Lëtzebuerg, awer net iwwerall op der Welt, dass am Fong déi Moyenen, déi zur Verfügung solle gestallt ginn an der Entwécklungszesummenaarbecht, net sollen zesummegeeschlo gi mat deene Budgetsmittelen, déi am Kampf géint d'Klimakris, also d'Klimafinzen, bereetgestallt ginn. An och déi fir den Accueil vu Leit, déi op der Flucht sinn, sollen net derbäigerechent ginn, well mer an all deenen do Beräicher genuch Moyene brauchen, grad an der Klimakris.

Mir wëssen, dass am Moment an Asie méi Leit un der Iwwerhëtzung stierwen, wéi dat an der Covidkris nach de Fall war. Dat heescht, do gëtt et eeschthaf Auswierkungen. Mir brauchen do eenzel Moyenen, déi, wéi gesot, net sollen zesummegeerechent ginn. Mir hunn eis och säit de 70er-Joren engagéiert, do iwwer 1 % vun eisem RNB dranzeginn an deen ... Also, am Moment steet dat jo och esou an eisem Regierungsprogramm, mee de Prinzipp vun der Additionalitéit steet net méi explizitt dran. An dat war a fréieren Zäite schon de Fall, bei de fréiere Regierungen. An dofir ass et eis och un Uleies, grad am Moment, wou d'Budgeten och diskutéiert ginn, dass mer dat doten eng Kéier zum Thema maachen.

Ech ginn dervun aus, dass mer hei eng breet Zoustëmmung fannen. Ech hunn och Tracen erëmfonnt vu fréieren Diskussiounen zu dësem Thema hei am Haus, wou, mengen ech, alleguerten d'Parteien dëser Meenung si missten. Mee et ass awer wichteg, dass mer dat heiten eng Kéier kloerstellen, grad eeben an dësen Zäiten. Dofir géing ech mech freeën iwwer eng breet Zoustëmmung.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring.

Hunn ech heizou Wuertmeldungen? Den Här Graas huet sech gemellt, den Här Zeimet. Ech fänken dann ... Ech huelen d'Reiefolleg, wéi mer se normalerweise hunn, well ech ginn dervun aus, dass hei jiddweree schwätzt. Den Här Zeimet fänkt also un, duerno den Här Graas, dann d'Madamm Lenert, dann

den Här Keup. Ech hunn d'Madamm Lenert hei stoen, mee wann ...

(Interruption)

Et ass d'Madamm Bofferding, ok. An dann an der Reiefolleg weider. Ok, also ugefaange mam Här Graas.

**Discussion générale et prise de position du Gouvernement**

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt emol der Madamm Welfring e Merci fir e Sujet, dee ganz wichteg ass. Effektiv, ech mengen, wann een d'Entwécklungspolitik vun dëser Regierung, vun deene leschte Regierungen hält, zum Land insgesamt, dann ass déi awer op engem ganz héijen Niveau. Mir wëssen, dass mer 1 % vum RNB ëmmer zur Verfügung stellen. Dat ass och gutt esou. Dat ass richtig esou. Dir hutt och an Ärer Motioun geschriwwen, dass ënnert där leschter Regierung d'Additionalitéit festgeschriwwen gi war. Dat war elo dës Kéier an dem Regierungsprogramm net esou festgehale ginn, wat jo awer net explizitt wëll heeschen, dass se domadder ofgeschaf gi wier.

Natierlech mussen mer eis doriwwer ënnerhalen. Wann een elo eis Entwécklungspolitik u sech hält, ass dat jo normalerweise 1 % vum RNB. Wa mer dann d'Additionalitéit géinge suppriméieren, dat géing dann heeschen, dass mer op zwee Facteuren am Fong geholl géingen ... Bei dem Accueil vun de Réfugiéen, mengen ech, mécht dat 0,25 % bis 0,30 % aus. Bei dem Klimaschutz mécht et dann 0,10 % bis 0,15 % aus. Wa mer déi zwee dann additionéieren, da komme mer op ronn 0,4 %. Wa mer dann déi 0,4 % vun deem 1 % ofzëien, da géingen eis nach just 0,6 % bliewen, fir am Fong geholl déi classesch Entwécklungshëllef.

Duerfir si mer der Meenung, dass mer doriwwer mussen diskutéieren. An ech kann Iech soen, dass op alle Fall d'Demokratesch Partei der Meenung ass, dass mer mussen d'Entwécklungshëllef op engem ganz héijen Niveau halen. Mir sinn och duerfir der Meenung, dass een déi Additionalitéit u sech net soll suppriméieren, dass een déi soll bäibehalen, dass een eeben och an Zukunft soll dat dann dee Moment trennen.

Mir mussen eis natierlech och bewusst sinn, wat dat heescht. Ech hu mer elo Chifferen hei gi gelooss. Wa mer d'Additionalitéit separat gesinn, dat mécht dann – an den Här Finanzminister ka mech do berichtege, mee déi Chiffere kommen aus sengem Ministère – awer gutt 210, 220 Milliounen aus. Dat mécht am Agrarsecteur esou vill aus wéi de ganze Budget vum Agrarsecteur. Also, mir mussen och wëssen, iwwer wat mer hei diskutéieren. An ech mengen, dat soll och emol eng Kéier hei ënnerstrach ginn, dass Lëtzebuerg jo awer praktesch nieft Norwegen dat Land ass, wat déi héchsten Entwécklungshëllef leescht, an dat soll och an Zukunft dann, wéi gesot, esou bliewen.

Duerfir si mer ofschléissend der Meenung als Demokratesch Partei ... Ech géing och da menge Kolleeginnen a Kolleegen hei empfeelen, Är Motioun ze stëmmen.

Ech wëll dann och nach e Wuert soen. Dir stellt Iech vläicht d'Fro, firwat dat den Här Xavier Bettel haut net hei ass. Dat huet awer och seng Ursach. Den Här Bettel ass, wéi gesot, beim Sommet zu Washington vun der NATO. Ech muss Iech awer soen, dass e sech d'lescht Deeg och ganz vill domat ausereegesat huet an datt en och zur Konklusioun komm ass, dass mer Iech hei solle Recht ginn an datt mer sollen déi Motioun an deem Sënn stëmmen, wat dann och,

géing ech mengen, e gutt Zeechen ass vis-à-vis vun der Éffentlechkeet dobaussen, wat d'Parlament u sech vun der Entwécklungshëllef awer wëllt wierklech ënnersträchen. Mir sinn eis jo do eens, mat Ausnam vun enger Partei, déi jo do e bësselchen eng aner Approche huet. Dat ass dann och deenen hir Meenung. Ënnert dem Stréch, wéi gesot, mir als DP wäerten Är Motioun da stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Graas. Dann ass d'Wuert fir den Här Zeimet.

**M. Laurent Zeimet** (CSV) | Merci, Här President. Ech ralliéiere mech de Wierder vum Här Graas a géif am Numm vun der CSV och eis Zoustëmmung zu dëser Motioun ginn. Mir engagéieren eis jo scho laang fir d'Kooperatiounspolittick an dofir, dass mer eisen internationalen Engagementer och gerecht ginn. An dofir, mengen ech, ass och kee Moment do, fir mat den Zifferen wëllen ze fuddelen oder se ze verstoppen, mee dass mer dat, wat mer zougesot hunn, och anhalen. An als räicht Land, mengen ech, hu mer genuch Verantwortung ze droen a kënnen och genuch matginn. An dofir sti mer derzou an droen dës Motioun mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Fir d'éischt och merci un d'Kolleginnen a Kollege vun deene Gréngen fir d'Erabrénge vun dëser Motioun hei. Ech muss soen, ech sinn elo berouegt no den Ausféierunge vum Här Graas, ...

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | ... well ee Moment huet et esou geklungen ... Ech war net sécher, ob Der dat dote mat géift droen.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Hat Dir dorunner gezweifelt?

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | O, Dir gitt engem heiansdo Grond fir ze zweifelen.

An ech sinn awer elo frou, dass d'Regierung awer nach fest hannert deem Prinzipp hei steet. Et ass e Prinzipp, wéi scho gesot ginn ass, dee joerzénge-laang an eiser Kooperatiounspolittick esou applizéiert ginn ass, an dofir ass et wichteg, dass mer weiderhin dorunner festhalen. An dofir ass och déi hei Motioun wichteg. Esou wéi och d'Madamm Welfring gesot huet, et steet net ganz kloer am Regierungsprogramm, an dofir ass et gutt, dass mer eis heizou verpflichten, dass mer nach eng Kéier ganz kloer hei en Zeeche setzen. An dofir wäerte mir dat hei och matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmoos merci, Här President. Also, fir et awer mol eng Kéier kloer ze soen: Och d'ADR steet zur Entwécklungshëllef, well et e ganz positive Wäert ass, wou et sech lount, dass mir eis och als Land dran engagéieren. Ech mengen awer och, dass d'Politick net dierf den Androck ginn, wéi wa mir als Lëtzebuerg eleng kéinten d'ganz Welt retten. An et muss een eeben och am Hannerkapp hunn – an dat ass dat, wat den Här Graas och e bësse gesot huet –, dass mer müssen awer oppassen, wéi mer d'Suen, déi mer erakréien duerch Steiergelder, ausginn.

Well ech mengen, mir hunn och alljoers am Moment Defizit an et si jo och Stëmmen, déi zum Beispill dervu schwätzen, fir den Tanktourismus erofzesetzen, fir den Tubak erofzesetzen, wou ganz vill Sue géife verluer goen. An iergendwéi muss ee jo awer do, wou

ee gär Suen ausgëtt, notamment hei ganz vill Sue bei der Entwécklungshëllef, déi jo awer och erakréien. Et kann ee jo net déi Suen einfach léine goen.

Mir stinn och als ADR hannert der Fuerderung vum Weltsommet vu Rio aus dem Joer 1992, wou gesot ginn ass, dass déi räich Länner sollen 0,7 % vun hirem nationale Bruttoakkomes fir déi éffentlech Entwécklungshëllef asetzen. Mir missten all déi aner Industrienatioune vläicht och emol dorun erënneren a ganz besonnesch eis Kollege Memberstaate vun der Europäescher Unioun, déi deelweis ganz wäit dovun ewechleien. Ech mengen, Frankräich, Italien, Spuenie leie bei 0,2 %, 0,3 %, 0,4 %, dat heescht wäit hannert deem 0,7 %.

An ech mengen, et ass awer och wichteg, dat ze widderhuelen, wourëms et hei geet am Fong. Am Moment wëlle mir jo nach ëmmer 1 % ausginn, also däitlech méi wéi déi 0,7 %, zu deene mer eis verflucht hunn. An den 1 % ass, wéi gesot, net ganz richtig. Wann ech dem Här Graas seng Rechnung richtig verstanen hunn, si mer am Fong, wann een dat anert matrechent, bei 1,4 %. A mir waren ëmmer der Meenung, dass een eigentlech sollt alles dat mat afléisse loossen an déi Rechnung no de Krittäre vum CAD, vum Comité d'aide au développement, vun der OECD. An da géif sech eeben dat erausstellen, wat den Här Graas grad gesot huet, dass mer nach däitlech driwver leien. Dat betrëfft eebe grad d'Gelder fir d'Flüchtlingen, déi mer ausginn, och a punkto Klima.

A fir e komplett Bild ze hunn a fir och kënnen ze vergläiche mat deenen anere Länner, déi dat jo och mat arechnen, wier et gutt, wa mir et géifen d'selwecht maache wéi si, da kéint een dat schéi propper analyséieren, da wier et transparent an et wier och gerecht. Well am Moment ass et jo net gerecht: Déi aner gi vill, vill manner wéi mir an en plus rechne se och nach aneschters wéi mir. Sou komme se duebel gutt weech par rapport zu eis.

Duerfir si mir hei net der Meenung, fir déi Motioun matzestëmmen. A mir halen eis dorun, wat mer ëmmer gesot hunn: Mir hätte gär, dass d'Rechnung komplett gemaach gëtt an dass mer eis kënnen dann objektiv mat eisen Nopere vergläichen. A mat 0,7 % oder mat 1 %, mengen ech, si mer ganz, ganz, ganz, ganz, ganz héich. Dat geet am Fong duer.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Deen nächsten ageschriwwene Riedner hei bei mir op der Lëscht ass den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Et wäert Iech elo net wonneren, dass ech diametral anerer Meenung si wéi mäi Virriedner. Mir sinn der Meenung, dass déi Motioun hei definitiv hir Meritten huet. Ech hat och, wéi de Gusty Graas ugefaangen huet mat schwätzen, kuerz d'Suerg, dass d'Majoritéitsparteien hei wéilten dergéint stëmmen. D'Kéier war dunn awer kritt um Schluss fir ze soen ...

**M. Fernand Etgen** (DP) | Dir hutt Iech schonn dacks geiert!

(Hilarité)

**M. Sven Clement** (Piraten) | O!

**M. Gusty Graas** (DP) | Dat war, fir d'Spannung ze hiewen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et war, fir d'Spannung ze hiewen. Dir hutt op alle Fall e schéine Spannungsbou hikritt, Här Graas.

Wat awer, mengen ech, wichteg ass – an dat ass, wat bësse kuerz kënt, well wann een esou eng Motioun schreift, mengen ech, stécht jo ëmmer en Zil

derhannert –, dat ass, dass mer wierklech déi Kontabilitéit dann och éierlech féieren. Deen eenzege Punkt, wou ech mengem Virriedner Recht géif ginn, dat ass, dass mer et méi missten an d'Fenster setzen, wéi vill mer wierklech ausginn, an dass mer net nëmme vun eise Zil vun 1 % schwätzen, mee dass mer an der Additionalitéit déi erhalen, awer gläichzäitig och kommunizéieren, wéi vill mer wierklech ginn. Well domadder si mer, mengen ech, Virrieder, weltwäit. An dat sollte mer dann och an d'Fenster stellen.

Et geet net nëmme duer, ze soen: „Mir hunn den 1 %, an domadder si mer schonn am Peloton.“ Nee, mir si souguer schonn an der Tête de la course. Mir sinn am Moment wierklech d'Ausräisser no vir, wa mer d'Additionalitéit arechnen. An dofir sollte mer dat dann och an d'Fenster setzen. An dat ass vläicht da mäi Wunsch un d'Regierung, fir dat an Zukunft méi offensiv ze kommunizéieren, ouni awer elo iergendwou spueren ze goen, wéi mäi Virriedner dat gemengt huet, wëllen hei ze verteidegen. Mir wäerten dat heiten op alle Fall matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Den Här Wagner an duerno huet den Här Minister nach d'Wuert gefrot. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, d'Madamm Welfring huet et ganz gutt presentéiert. Den Här Graas och, d'ailleurs. Et ass mir och esou gaange wéi der Madamm Bofferding, mee Är Presentatioun war ganz gutt a ganz komplett. An ech freeë mech och, dass et eng Quasiunanimitéit gëtt, fir ze soen, dass weiderhin Entwécklungshëllef, dat, wat richtig Entwécklungshëllef ass, och als Entwécklungshëllef berechent gëtt.

Ausser d'ADR natierlech. Déi verstinn einfach net, wat Entwécklungshëllef ass. Et muss een et einfach esou soen.

(Interruption)

Oder si hunn ... A si wëllen eng Näiddiskussioun entwéckelen. Wësst Der, iergendeng Kéier, vläicht, ech hoffen net, mee eis Lëtzebuurger kéint et och eng Kéier schlecht goen. An dann hoffen ech, dass an anere Länner op der Welt net nëmme ADRler a Keupen do sëtzen, ...

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien! Très bien!

(Interruption)

**M. David Wagner** (déi Lénk) | ... well soss geet et eis nach schlecht, also da kréie mer keng Hand, fir eis ze hëllefen. Mee d'Mënscheet besteet majoritairement net aus rietsen Egoisten, glécklecherweis.

An dann dierf een och net vergiessen, fir d'ADR e bëssen ze berouegen, dass mer do elo net ze vill Geld egal wéi ausginn: Eng vun den Haaptursaache vun der Ënnerentwécklung – dat muss een awer och soen – vu gewëssene Länner, dat ass Steuerflucht. Dat ass wierklech en Hindernis fir vill Länner. An dat huet och domadder ze dinn, dass et aner Länner gëtt an der ekonomesch entwéckelter Welt, déi Steuerevasioun favoriséieren. Ech nennen elo keng, et fält mer net direkt eent an, mee ech mengen, et gouf awer viru Jore schonn eng Etüd, déi awer gesot huet, dass dat, wat iwwert d'Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg erakënt ..., dass mer do u sech den Entwécklungs-länner méi huelle wéi dat, wat mer u sech ginn. Doriwwer misst ee sech awer och eng Kéier Gedanke maachen an et misst een och erëm eng Kéier vläicht eng seriö Etüd starten, fir ze kucken, wat déi ganz Implikatioune sinn. Ceci étant dit, wäerte mer selbstverständlech dës Motioun mat ënnerstetzen.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Här President.

**M. Claude Wiseler**, Président | Wéinst Fait personnel, oder?

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo.

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo, kuerz.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, merci, Här President. Jo, ech muss awer dorop reagéieren. Also, wann een natierlech ganz lénks steet, mat engem grousser lénksen Häerz wéi den Här Wagner, da kann ech mer virstellen, an deem Weltbild, do steet eng grouss Majoritéit warscheinlech do, wou hien et genannt huet: beim rietsen Egoismus.

Ech kann en awer berouegen, dass mir och net do stinn. An duerfir hunn ech jo hei gesot, dass mir och ganz zu der Entwécklungshëllef stinn. Mee d'Fro am Fong un Iech gestallt, mee mir kënnen dat duerno och nach eng Kéier kucken, da kënt Der dat beäntwerten, dat wär am Fong: Wou sollen déi Suen dann hierkommen? Well et kann ee jo net méi Suen ausginn, wéi een der erakritt. Mir maache schonn am Moment eng Milliard Euro Defizit d'Joer an da wëllt Dir eng Milliard ausgi fir d'Entwécklungshëllef. An iergendwa muss een awer och als Lénkse mat engem grousser lénksen Häerz sech d'Fro stellen: ...

*(Interruption par M. Fernand Etgen et hilarité)*

... Wou kommen d'Suen hier?

**M. Claude Wiseler**, Président | Voilà, merci, Här Keup. Dir hutt Äre Punkt gemaach.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir kéinte jo mol Iech besteieren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech mengen, mir féieren elo keng Diskussiounen. Dem Här Wagner seng Positioun ass ganz kloer. Dem Här Keup seng ass och ganz kloer. An elo huet de Finanzminister d'Wuert. An duerno kritt d'Auteure vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Gusty Graas huet drop higewisen, dass de Ressortminister – dat ass de Xavier Bettel – an Amerika ass an duerfir haut net kann zu dëser Motioun schwätzen. Mir hate gëschter e kuerze Kontakt, wou en och gesot huet, dass d'Regierung, och wa se net implizéiert ass, dës Motioun soll positiv begleeden.

Et ass effektiv mat Recht d'Fro opgeworf ginn: „Mee wat sinn da lo déi reell Chifferen, wat mer an deem ganze Kontext maachen?“ Ech schwätzen hei net vu Käschten, well dat wier dat falscht Wuert. Ech mengen, hei ass d'Fro: Wat ass de budgetären Impakt vun deenen eenzelne Moosnamen?

Et ass och esou, dass onofhängeg vun dëser Motioun och am Budget 2024, dee jo gestëmmt gouf an dësem héijen Haus, dem Prinzipp vun der Additionalitéit Rechnung gedroe gouf. Ech mengen, dat muss een och fairnesshallwer soen.

Ech mengen, den Här Clement an den Här Keup hu gesot, dass et richteg wier, dass d'Regierung eng Kéier soll soen, wat dann déi konkret Zuele sinn. Also, Stand haut a fir de Budget 2024, do hu mer bei der Entwécklungshëllef unni den Impakt, wat elo Refugiés ass, also Accueil vu Refugiés, an unni den Impakt vu Klima reng 577 Milliounen, déi dëst Joer am Budget virgesi sinn. Nach eng Kéier: Entwécklungshëllef unni Impakt Refugiéen an unni Impakt Klima, dat entsprécht engem budgetären Impakt vun 1,02 % vum gesamte Budget. An da kënt zousätzlech den Accueil vun de Refugiéen. Dat schléit zu Buch mat 190 Milliounen. An da kommen nach déi Moosnamen iwwert

déi heite Rubrick, wat de Klima ubelaangt. Dat sinn 59,5 Milliounen, soudass mer am Total, compte tenu vun dem Prinzipp vun der Additionalitéit, e gesamte budgetären Impakt vun 827 Milliounen Euro hunn. An do leie mer am Verglach zu dem Gesamtbudget bei engem Chiffer vun 1,46 %, wat 249,8 Milliounen – ech widderhuelen et nach eng Kéier: 249,8 Milliounen – méi Impakt ass, wéi wann een einfach géng beim Principe d'additionalitéit Ofstrécher maachen. Ech wëll dat eng Kéier kloer soen. Do sti mer als Lëtzebuerg, mengen ech, net esou schlecht do.

Et sinn eng Rei vun Ursaache gesot ginn, dass dat hei natierlech och e positiven Impakt net nëmmen en terme vu politescher Duerstellung vu Lëtzebuerg ass, mee och vun direkten an indirekten ekonomesche Retombéen. An ech wäert dermat ofschléissen, dass ech soen, dass ech Kontakter geschloss hunn – an ech hoffen, dass déi bis un d'Enn vum Joer wäerte kënnen ofgeschloss ginn –, dass mer bei der sougenannter Interamerikanescher Bank – dat ass d'Entwécklungsbank fir de latäinamerikanesche Kontinent – Member ginn ab dem Januar 2025. Dat wäert och e finanziellen Impakt op eise Budget hunn, mee domadder hätte mer séchergestallt, dass mer als souveräänt Land an alle multilaterale Banken, déi et op der Welt gëtt – niewent der asiatescher Developpementsbank, der Weltbank an anere multilaterale Banken –, op alle Kontinenten do vertrauede wieren, wat net nëmmen dem Image vu Lëtzebuerg géng guttduen, mee well mer och musse mat dem latäinamerikanesche Kontinent verstärkt Wirtschaftsbeziungen hunn, déi eis och zeguttkommen, net nëmmen der reeller Economie, mee och dem Finanzsecteur, well ganz vill Suen, déi a Latäinamerika sinn, ënner anerem bei eis op der Bourse, zum Beispill Obligatiounen, déi do geléscht sinn, oder Suen, déi a Fonge sinn, déi zu Lëtzebuerg vermaart ginn, dra sinn. An ech mengen, duerfir ass dat eng Win-win-Situatioun.

Dat war dat, wat ech am Numm vun der Regierung dozou ze soen hunn. An ech freeë mech dann och iwwert d'Ofstëmmung vun der Chamber. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Wuert fir d'Auteure vun der Motioun, d'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Just nach als klengen Zousaz un d'Adress vun de Kollege vu ganz riets, och zu der Definition, wat da gemengt ass mat „Entwécklungssummenaarbecht“: Do gëtt et eng offiziell Definition vun der OEDC, déi wierklech beseet, dass et drëm geet, d'Entwécklung vun der Wirtschaft an och vum Bien-être an den Entwécklungslänner spezifesch ze erzielen. An et kann ee wierklech beim beschte Wëllen net behaupten, dass, wann een de Leit, déi op der Flucht sinn, hei am Land hëllef, dat wierklech deem doten Zil entsprécht. Dat ass wierklech komplette Quatsch.

An nach eng Kéier just ofschléissend, dass een net ka géint Flüchtlinge sinn a géint d'Ursaache vun de Flüchtlingen. Dat heescht, wat mer hei maachen, ass eng Preventioun. An dofir fannen ech et ëmsou méi wichteg, dass mer hei derfir stëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

**Vote sur la motion**

A vu datt et e Vote électronique sollt sinn, maachen ech dann elo de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Maurice Bauer), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Ont voté non* : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

## 11. 8391 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8391 iwwert d'Saisoniersaarbechter aus Drëttlänner. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat“ ass. Dat heescht an anere Wierder: De Rapporteur huet 5 Minuten. Et si keng aner Riedezäiten virgesinn, ausser déi vun der Regierung, wa se wëllt, dann och nach 5 Minuten. An elo huet de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Marc Lies, d'Wuert. Här Lies.

**Rapport de la Commission des Affaires intérieures**

**M. Marc Lies** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzestext mat der Nummer 8391 geet et ëm eng Upassung vum Gesetz vum 29. August 2008 zur Libre circulation des personnes et l'immigration.

Dësen Text ass den 5. Juni 2024 vum zoustännege Minister vun den Affaires intérieures an der Chamber deposéiert ginn. Am Unhang waren en Exposé des motifs, e Commentaire des articles, en Texte coordonné, eng Fiche financière, eng Fiche d'évaluation d'impact, en Nohaltegekeetscheck an d'europäesch Direktiv Nummer 2014/36/UE vum 26. Februar 2014. De Projet de loi ass den 20. Juni an der Interieurskommissioun behandelt ginn a gouf de 25. Juni vum Staatsrot aviséiert. De 4. Juli hu mir den Avis vum Staatsrot an der Chamberskommissioun nach eemol analyséiert an ech si vun der Commissioun zum Rapporteur ernannt ginn. De Rapport ass och de selwechten Dag vun der Commissioun ugeholl ginn.

Ëm wat geet et an dëser Transposition genau? Am Abrëll 2023 huet d'Europäesch Commissioun eng Procédure d'infraction géint Lëtzebuerg ageleeet; dëst, well d'Commissioun fonnt huet, dass mir initialement zwou Dispositiounen net ganz richteg transposéiert

haten. Dofir maache mir elo zwou kleng Upassungen am Gesetz vum 29. August 2008.

Deen éischte Punkt ass follgenden: Am Kader vun enger Autorisatioun vun engem Saisonarbechter aus engem Drëttstaat kritt den Demandeur all Informatiounen schrëftlech, wat seng Rechter a Flichten a Bezuch op d'Areas, den Openthalt oder e méigleche Recours géint eng Decisioun laut der Direktiv vun 2014 sinn.

Den zweete Punkt ass follgenden: Wann d'Informatiounen oder déi jeeeweileg Dokumenter a Bezuch op d'Demande net vollstänneg sinn, freet den zustänneg Minister innerhalb vun enger Frist vun 30 Deeg ab dem Datum vum Areeche vun der Ufro no, fir déi feelend Dokumenter zäitno nogereecht ze kréien. Kéint den Demandeur dësere Demande vum Minister net no, ka seng Demande refuséiert ginn.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat wär et och scho gewiescht. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Lies, fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert, wa se d'Wuert wëllt.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi gudden Rapport.

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8391. Den Text steet am Document parlementaire 8391<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8391 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon. Domat ass dësere Projet de loi also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Taina Bofferding), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat och elo esou decidéiert.

## 12. Question n° 17 de M. Dan Biancalana relative au contrôle externe des lieux privatifs de liberté

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'erweidert Fro Numero 17 vum Här Dan Biancalana iwwert déi extern Kontroll vu Plazen, wou d'Fräiheet virenthale gëtt. Den Auteur huet wéi ëmmer 5 Minutten Zäit fir seng Fro a seng Zousazfro. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Den Här Biancalana huet d'Wuert. Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. De Contrôle externe des lieux privatifs de liberté vum Ombudsman geet am Kader vu senger Missiounen op d'Zoustänn an de betraffene Plazen hei zu Lëtzebuerg an, wou Fräiheitsentzuch stattfënnt.

Den onofhängege Rôle vum Contrôle externe ass ze iwwerpräiwen, ënner wéi enge Konditiounen de Fräiheitsentzuch ofleeft, wéi d'Prozeduren ugewannt ginn an ob keen onwürdegt an degradant Traitement stattfënnt. Den Artikel 13 vun eiser Verfassung schreift et kloer vir: „Nul ne peut être soumis à la torture ni à des [...] traitements inhumains et dégradants.“ Et ginn also Recommendationen ausgeschwat, Verbesserungsvorschläg formuléiert a Prozeduren, wéi gesot, iwwerpräift, fir dass d'Rechter vun de Betraffenen och beim Fräiheitsentzuch gewaart bleiwen.

Et geet also hei ëm eis Prisongen, Schraasseg, Giwenech, de CPU zu Suessem, ëm d'zou Psychiatriesunitéiten am CHNP respektiv an eise Spideeler, ëm d'Unisec, wou Mannerjäreger ënnerbruecht sinn, awer och Mannerjäreger zu Schraasseg am CPL, d'Arrestzellen op de Polizeikommissariater an de Centre de rétention, also e ganz breede Spektrum.

Ech baséiere mech also hei a menger Question élargie op de Rapport vum Contrôle externe vum Joer 2022, awer och op d'Visitt hei zu Lëtzebuerg vum Antifolterkomitee vum Conseil de l'Europe, déi am Joer 2023 war, an och op déi rezent Äntwert am Mäerz 2024 vun der Regierung op den 80-säitegen – also zimmlech voluminéis – Rapport vum Conseil de l'Europe.

Am Kader vun der Entrevue, déi ech hat mat der Ekip vum Contrôle externe, hunn ech och gesinn, wéi villfältig an och villsäiteg problematesch d'Situatiounen hei sinn. An ech wäert och sécherlech an deene fënnef Minutten net kënnen hei op alles agoen.

An der Psychiatrie gi wéinst dem Mangel un adäquate Strukturen a punkto Prise en charge fir d'Rehabilitatioun verschidde Methoden ugewannt, déi ee misst iwwerdenken oder wéinstens juristesche kloer festhalen. Ech schwätzen hei vun de Mesures de contention mécanique, also effektiv d'Feststréck vum den Erwuessenen, awer och vu Mannerjäreger, déi am Fong e kloer Kader brauchen.

Esou ass am Fong och erugedroe gi vum Contrôle externe, dass et Problemer ze gi schéngt, dass emol d'Personal ouni viregt Autorisatioun vum Dokter decidéiere kann, esou Mesüeren unzewinnen. Zum Beispill ass hei de Packing genannt ginn, also d'Apaken, notamment och vu Kanner, mat Dicher an och mat Festhalen um Buedem. Och do besteet also e kloer Klärungsbedarf am Strofvollzuch.

De Conseil de l'Europe an och de Contrôle externe weisen drop hin, dass zu Lëtzebuerg de Recours op

d'Détention préventive quasi systematesch ass a vill ze wéineg – vill ze wéineg! – op déi bestoend Alternativen, déi et gëtt, zeréckgegraff gëtt.

Dauerbrenner sinn a bleiwen elo säit quasi 30 Joer d'Mineuren, déi nach ëmmer zu Schraasseg placéiert ginn, d'Prise en charge, déi net adequat ass, an och nieft den Diskussiounen, dass Mineuren net op Schraasseg gehéieren, natierlech déi vill Virfall, déi och schon op der Unisec waren an déi eis och zougedroe goufen. Dowéinst, mengen ech, ass et och dréngend néideg, dass déi dräi Gesetzesprojete ronderëm Jugendschutz- an och Jugendstrofrecht gestëmmt ginn.

Zu Schraasseg ass d'Situatioun vun de Fraen och net evident. Éischtens ass nach kee komplette separate Block fir Frae virgesinn, obwuel dat néideg wier. Och de Contrôle externe stellt dat fest. Et gëtt awer och zweetens e Vide, wann et ëm d'Schwangerschaft geet vu weiblechen Detenuen. Et gëtt keng kloer definéiert Prozeduren, wéi en Accouchement soll virgeholl ginn. Wéi eng Agente si beim Transport derbäi? Wéi eng Agente sinn am Spidol selwer derbäi? Wéi gëtt den Transport organiséiert? An et muerkt een awer och, dass am Block selwer bei de Fraen d'Méiglechkeeten, fir enger Aarbecht kënnen nozegoen, Aktivitéite kënnen ze maachen, zimmlech limitéiert sinn.

Am der Enceinte vum CPL zu Schraasseg ass säit 2018 eng Unité de psychiatrie socio-judiciaire geplangt. D'Äntwert vun der Regierung op eng Fro vum Conseil de l'Europe ass, dass iwwerluecht gëtt, fir alternativ Léisungen ze fannen. A mir brauchen hei zu Lëtzebuerg dréngend esou eng Unitéit, well am Fong d'Leit, déi nom Artikel 71 an 71-1. vum Code pénal jo als onzourechnungsfäeg qualifizéiert an unerkannt goufen, effektiv esou ze laang an der klassischer Detentioun sinn, wat net eng adequat Struktur ass par rapport zu hirem Verhalen.

An zu gudder Lescht och nach d'Theema Kompetenzerweiterung: Säit 2021 freet de Contrôle externe, dass seng Kompetenze sollen erweidert ginn, fir och op aner Plaze kënnen ze goe wéi déi, déi ech elo genannt hunn, notamment och an Altersheemer respektiv awer och a Foyeren, wou Mineurë placéiert ginn, wou awer d'Fräiheet deemtsprechend och ageschränkt ass.

Dofir wollt ech an deem Kontext follgend Froen un d'Justizministesch stellen:

Wéi gesitt Dir de systematesche Recours op d'Détention préventive an effektiv och dass d'Alternativen esou wéineg genotzt ginn a méi kéinte genotzt ginn?

Wat fir eng weider oder besser Charge gesitt Der nach, wat d'Prise en charge vun de Mineuren ugeet, edukativ an och pedagogesch, wa se zu Schraasseg placéiert ginn? Ech mengen, mir sinn alleguerten heibannen eis eens, dass se net dohinner gehéieren, mee och do besteet Nachholbedarf.

Wéi gesäit et, wéi gesot, mat der Unité de psychiatrie aus? Wou soll de Standuert sinn, wann net am CPL? Wat ass do d'Konzept?

An effektiv, wéi eng Changementer kéinte bei der Situatioun vun de Fraen zu Schraasseg och stattfannen?

A wéi gesitt Dir als Justizministesch déi gefuerdert Kompetenzerweiterung vum Contrôle externe?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Biancalana. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Justizministesch. Madamm Minister.

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och merci dem Här Biancalana fir seng Froen, déi sech, wéi gesot, op de Rapport annuel 2022 vum Contrôle externe des lieux privés de liberté bezéien. Dir hutt an Är Ried elo nach eng Rei aner Punkten ugeschwat, notamment och de Rapport vum CPT. Ech wäert awer probéieren, och op déi anzegoen.

Ech wollt awer fir d'éischt och e puer Wieder eebe soen iwwert de Rapport 2022 an dat, wat do iwwert d'Prisonge steet, well effektiv dat dat ass, wat a meng Charge fält, well d'Unisec ass am Moment nach ënnert der Responsabilitéit vum MENJE a mat der Reform vum Jugendschutz-, Jugendstrofrecht wäert jo dann e Prison des mineurs geschafft ginn, deen deemtspriechend dann och ënner eis Kompetenz wäert falen.

Ech mengen, ech kann eng Kéier vläicht ganz kuerz soen, dass mer amgaange sinn, un deene Projeten ze schaffen, ganz intensiv. Et sinn der jo dräi a mir haten eng ganz Retsch Opposition-formellen. All Ministère schafft op senger Säit, mee mir sinn am Moment awer och a ganz enker Kooperatioun, fir ze kucken, wéi mer déi Texter ... Well déi grouss Fro, déi sech stellt, ass: Wéi gräifen déi Texter aneneen? An do schaffe mer ganz intensiv mam MENJE drun.

De Rapport 2022 huet haaptsächlech zwou Froen opgeworf, notamment och déi vun de Fouillen, dass déi missten an zwee Momenter gemaach ginn, dass eng Persoun ni ganz ausgedoen ass. Dat ass entre-temps gereegelt, och duerch d'Gesetz iwwert d'Fouillen am Code de procédure pénale. An dat ass am Joer 2023 geschitt.

Et war och déi Fro vum Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Régime-internen. Do ass et jo esou, dass mer 2018 déi grouss Prisonsreform haten an dass do och kloer deemools gesot ginn ass: „Mir kucken ze evaluéieren no zwee Joer, wéi dat an der Praxis leeft.“ Dee Moment sinn och Projets de loi ausgeschafft ginn, fir eeben deene klengen Adaptatioune Rechnung ze droen, déi misste gemaach ginn. A gläichzäiteg ass e Règlement grand-ducal op de Wee bruecht gi fir eeben d'Régime-internen.

Mir krute fir d'Gesetz den Avis vum Staatsrot am Mee, hunn dorobber ugefaange mat schaffen – also am Mee d'lescht Joer. An dunn ass awer och iergendwann eng Kéier den Avis vum Staatsrot komm iwwert de Projet de règlement grand-ducal, dee gesot huet, eng Rei vun deenen Dispositiounen, déi am Règlement grand-ducal stinn, missten an d'Gesetz, soudatt mer dat och elo gemaach hunn. Mir hunn et tout juste verpasst, fir nach virum Summer kënnen an d'Kommissioun ze kommen, mee mir wäerten dat kënnen an der nächster utiller Sitzung maache vum Parlament, fir dass mer dann deemtspriechend kënnen endlech de Régime interne och ee fir allemol iwwerhuelen.

Dir hat elo dräi, véier Froe méi konkret ugeschwat. Dat eent ass de Recours à la détention préventive. Effektiv ass et esou, dass mer zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Leit an der Détention préventive sëtzen hunn. Déi sëtzen, wéi Der wësst, all um Uerscherhaff. Dat ass awer u sech de Riichter an hir Entscheidung, ob se, wa se eng Demande de mise en liberté provisoire kréien, där Rechnung droen oder net. An dee Moment, wou se esou eng Demande kréien, appreciëiere se jo och de Risque de fuite. Bon, mir wëssen, dass eng ganz Rei Leit, déi an der Détention préventive sëtzen, och net onbedéngt e feste Wunnsätz hei hunn, soudatt ech dervun ausginn, dass dat och ee vun de Grënn ass, firwat se deemtspriechend dann och net erausgeloo ass ginn. Dat erkläert dann och,

firwat d'Zuelen esou héich sinn an der Détention préventive.

Wéi ech d'lescht Kéier och hei gesot hat, probéiere mer jo och ze kucken, ob de Bracelet électronique ... Well dee kann och schon am Moment gesprach ginn en matière de détention préventive, mee mir wëssen, dass dat relativ wéineg gemaach gëtt. A mir wëlle jo souwiesou eng Kéier och d'Technik do mol kucken, wéi mer do kënnen weiderfuere, fir déi zwee Typen vu Braceleten, déi et, wéi gesot, gëtt, Radiofrequenz a GPS ..., well mer jo notamment och en matière de violence domestique wëlle kucken, ob een dat kann uwenden. Deemtspriechend ass d'Iddi och ze kucken: Wéi kënnen mer deen do méi als Alternativ dann och benotzen?

Dir hat och d'Problematik vun de Mineuren ugeschwat. Ech mengen, Dir wësst, dass mer all net frou sinn, wa se am Endeffekt zu Schraasseg landen. Dat soll jo och schnellstméiglech en Enn fannen. A spéitstens mat der Reform dann, wéi gesot, vum Jugendschutz-, Jugendstrofrecht kann dat jo net méi virkommen. Da komme se an de Prision fir Mineuren, wou mer awer och schon amgaange sinn, drun ze schaffen, a wou mer och konkret sou lues a lues wäerte weiderkommen, an der Hoffnung, dass mer dann och kënnen d'nächst Joer, wann dat eent bis gestëmmt ass, mam Finanzement bei Iech kommen.

Wéi gesot, fir awer kuerz ze soen: Wann d'Mineuren dann tatsächlech am Prision sinn – wat mer jo net wëllen –, muss een awer soen, dass ze direkt, wa se ukommen, am Fong geholl ... Well wa se an de Prision kommen, gëtt awer mam CSEE zesumme-geschafft. Déi ginn direkt informéiert. Déi schécken direkt och en Educateur sur place. A si ginn och, wéi gesot, vum Service psychologique et socio-éducatif direkt en charge geholl, wéi eigentlech all Detenu, deen erakënt an de CPL. Et gëtt direkt en Entretien gemaach an da gëtt och gekuckt, fir do e gewëssene Suivi ze assuréieren. An an deem Sënn ass och eng Konventioun mam CSEE, mam Centre socio-éducatif, eeben en place, fir dann och Aktivitéiten awer ze offréieren fir déi Mineuren, déi dann do sinn – wat leider nun emol heiansdo virkënt. À l'heure actuelle, Stand haut, ass awer gottseidank keen do vun deenen 300 Leit, déi, Stand haut, am CPL sinn. Sou vill zu de Mineuren.

Dir hat och d'Fraen ugeschwat. Bei de Fraen, effektiv, vu dass mer amgaange sinn, éier e ganz neie Projet da gemaach gëtt, de CPL awer lues a lues frëschzemaachen, ass notamment och de Sportsall fir d'Frae frëschzemaachen. Ech war virum zwou Wochen do an ech muss ganz éierlech soen, dass gesäit ganz flott aus. Si hunn hinnen och d'Kiche frëschgemaach, déi och e bëssen anescht ass wéi déi vun de Männer, well eeben och aner Demandé vun de Fraen do waren an d'Fraen och ganz gutt op déi oppassen, soudatt se do och eng ganz schéi Kiche kruten.

Si hunn eis och déi Zelle gewisen. Effektiv, et kënt mol vir, dass Fraen e Kand kréien am Prision. An déi hu se dann an awer wierklech weesentlech méi groussen Zellen, wou se d'Fraen da logéieren. Bon, effektiv, si si separat, mee et ass ..., jo, separat an och net d'Fraen en tant que tel, mee doduerjer, dass mer elo den Uerscherhaff ophunn, sinn aner Méiglechkeeten am CPL. Wéi gesot, d'Zelle waren ëmmer duebel besat, wat se elo net méi sinn, soudatt een elo awer weesentlech méi Plaz och huet.

D'UPS-J hutt Der och richtig ugeschwat. Do ass et och esou, dass mer intensiv op deem Projet schafften. D'Iddi ass och, dass à terme dann och um Site vu Schraasseg ze maachen, mee dat dauert awer nach e bëssen, soudatt mer och am Moment e bësse kucken,

ob mer nach provisoersch Léisunge fannen, well mer eis duerchaus bewosst sinn, dass mer do mussen en anere Kader schafen. Mee do schaffe mer intensiivst drun, zesumme mat der Santéministesch. Voilà!

An der Extensioun vum Contrôle externe steet vu menger Säit aus näischt am Wee.

Ech hoffen, ech hunn elo all Är Froe beäntwert.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister. Ech gesinn, dass keng Zousazfro méi do ass.

### 13. 8199 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Da kënnen mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an dat ass de Projet de loi 8199, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'gewielte Beruffskammeren. D'Riedezäit ass de Basismodell. De Rapporteur huet also 10 Minuten, all Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minuten, d'Regierung 10 Minuten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Maurice Bauer fir d'CSV-Fraktioun no sengem Rapport, den Här Gusty Graas, d'Madamm Liz Braz, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An dann huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer, d'Wuert. Här Bauer.

#### Report de la Commission de la Fonction publique

**M. Maurice Bauer** (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, Iech haut de Projet de loi 8199 iwwert d'Modifikatioun vum Gesetz vum 4. Abrëll 1924 iwwert d'Schaffung vun de gewielte Beruffskammeren ze presentéieren, e Projet, deen nach vun der viregter Regierung den 18. Abrëll 2023 an der Chamber hannerluecht ginn ass.

De virleiende Gesetzesprojet ziilt dorop of, verschidde Bestëmmunge vum modifizéierte Gesetz vum 4. Abrëll 1924, déi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics betreffen, ze änneren. De fréiere Minister vun der Fonction publique huet d'Staatsbeamtechamber 2020 gefrot, fir Reflexiounen unzestellen iwwer eng Reform an eng Vereinfachung vum uewe genanntene Gesetz souwéi vum ofgeännerte groussherzogleche Règlement vum 17. Januar 1984 iwwert d'Reglementéierung vun der Walprozedur fir d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics auszeschaffen. De proposéierten Text gouf also no Consultatioun vun der Staatsbeamtechamber ausgeschafft.

D'Zil vum virleiende Gesetzesprojet ass et, d'Ziel vun de Kategorië respektiv Gruppen an de Mandaten unzepassen, fir eng gerecht Representatioun vun all de Gruppen, déi dëser Chamber ugehéieren, sécherzestellen, d'Missioun vun dëser Chamber ze prezisieren an hir Walprozedur ze moderniséieren. Weiderhi geet et drëm, verschidde vereeltze Bestëmmungen, besonnesch déi, déi op déi al Bezechnunge vun de Karriären a Fonctiounen, déi virum den 2015er Reformen am öffentlechen Déngscht benotzt goufen, ze aktualiséieren.

D'Missioun vun der Fonction publique ginn iwwert d'Joren ëmmer méi an d'Luucht. Als Beispill kann een hei d'Autoritéit de contrôle du secteur financier huelen, déi ugefaangen huet mat engem eenzege Posten an haut huet d'CSSF iwwer 1.000 Mataarbechter. Och goufen eng ganz Retsch nei Servicer geschafen, zum Beispill de CGDIS, d'Administration des transports

publics, den HCPN, den Institut de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Bei der Kreatioun vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gouf sech deemools zum Ziel gesat sécherzestellen, dass all Kategorië vum ëffentleche Personal, och déi klengste Minoritéiten, do representéiert solle sinn. D'Krittäre vun Diversitéit a Gerechtegkeet hate Prioritéit iwwert déi einfach numeresch Representatioun. Trotz der Entwécklung vum ëffentlechen Déngscht zënterhier bleiwen dës Krittäre relevant, obwuel Upassungen néideg sinn, fir déi nei Karriären ze integréieren an der ëmmer méi grousser Proportion vum den ëffentlechen Employéë Rechnung ze droen.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

De virleiende Gesetzesprojet proposéiert dofir, d'Representativitéit ze moderniséieren an déi rezent Entwécklung vum ëffentlechen Déngscht ze berücksichtegen, während d'Villfältgkeet vun de Servicere an d'Diversitéit vun den Aufgaben unerkannt ginn. Et geet drëms, eng grouss Mixitéit an Expertisen bannent der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ze garantéieren, wärenddeem d'Zuel vun de Mandater pro Entitéit bäibehale gëtt, fir esou eng equilibréiert Representatioun vun de verschiddenen Administratiounen a staatlechen Etablissementer ze garantéieren.

Et gëtt proposéiert, d'Zuel vun de Mandater pro Administratioun bannent all Walgrupp op zwee ze limitéieren, fir eng Iwwerrepresentatioun vun de groussen Administratiounen ze verhënneren. Fir d'Staatsemployéë geet d'Zuel vun de Mandater vun zwee op véier erop an d'Staatsbeamten am Enseignement ginn an e separate Grupp ageglidert. D'Zuel vun de Memberen an der Chamber geet vun aktuell 27 op 29 an d'Luucht. Au vu vun der Ëmstrukturéierung vun de Karriären an der Entwécklung vun de Personalbestänn am ëffentlechen Déngscht passt de virleiende Gesetzesprojet och d'Zuel vun de Kategorië vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics un, op déi hir Walberechtgter verdeelt sinn.

De virleiende Gesetzesprojet proposéiert schlussendlech, d'Walprozedur ze reforméieren, andeems méi flexibel Fristen agefouert ginn, wat eng besser Organisatioun vun de Walen erlaabt. An der Vergaangeneheet ass et heiansdo zu Schwierigkeete komm wéinst deene fixen Datumen. Weiderhi ginn d'Missioune vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an de Beräicher Statistik, Etüden an Informatioun preziséiert.

Et gouf festgehalen, fir hei an dësem Gesetzesprojet just punktuell Verännerunge virzehuelen, well et wichteg ass, dass dës Ännerungen nach virun der Sommervakanz gestëmmt kënnen ginn an a Kraaft trieden, éier d'Virbereedungsarbechte fir déi nächst Walen, déi d'nächst Joer am Fréijoer 2025 ustinn, ufänken. D'Arbechte fir eng méi grondleeënd, ëmfaassend Ännerung vum Gesetz vum 4. Abrëll 1924 iwwert d'Schafung vun de gewielte Berufskummeren hunn och ugefaangen a sollen an den nächste Joren zu engem méi eenheetleche System fir all d'Berufskummere féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann elo zu den eenzelnen Avisen. De 5. Mee 2023 huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an hirem Avis d'Zesummenaarbecht mat dem Minister fir d'Fonction publique bei der Ausaarbechtung vun dësem Gesetzesprojet begréisst, wärenddeem se bedauert, dass wichteg Ännerungen, déi zum Beispill hiert organesch Gesetz an hir Fonctionne betreffen, ofgeleent goufen. D'Chamber huet

d'Majoritéit vun de virgesinnen Dispositiounen vum virleiende Gesetzesprojet awer akzeptéiert a sett sech fir eng méi grondleeënd, ëmfaassend Ännerung vum Gesetz vun 1924 iwwert d'Schafung vun de gewielte Berufskummeren an.

Dëst mécht och de Staatsrot. De Staatsrot huet de 6. Februar 2024 a sengem Avis betount, dass en déi méi grondleeënd, ëmfaassend Ännerunge vun dësem Gesetz vun 1924 iwwert d'Schafung vun de gewielte Berufskummere virzéie géif, fir eng Kohärenz tëscht den eenzelne Berufskummeren ze reegelen, anstatt punktuell Ännerunge wéi beim virleiende Gesetzesprojet ze maachen. Doniewent huet de Staatsrot op d'Noutwendegkeet opmierksam gemaach, dass gewësse Bestëmmungen an d'Gesetz musse kommen an net a groussherzoglech Reglementer kënnen ageschriwwen sinn.

De 7. Mee 2024 huet d'Commission de la Fonction publique eng Serie vu parlamentareschen Amendementer ugeholl, déi och de Remarque vum Staatsrot Rechnung gedroen hunn.

An hirem Avis complémentaire vum 24. Mee 2024 geet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics op déi parlamentaresch Amendementer an a si erkläert sech mat de virgeschloenen Dispositiounen averstanen, ënnert der Viraussetzung vu gewëssene Remarken.

A sengem Avis complémentaire vum 18. Juni 2024 geet de Staatsrot och op déi parlamentaresch Amendementer an, déi de virleiende Gesetzesprojet um Niveau vun der Zesummesetzung vun der Chamber an der Moderniséierung vun hirem Walprozess veränneren.

An hirem Sëtzung vum 24. Juni dëst Joer huet d'Commission de la Fonction publique de complémentaires Avis vum Staatsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics analyséiert.

Den 2. Juli 2024 huet d'Kommissioun vun der Fonction publique de virleiende Rapport ugeholl.

Ech wëll op dëser Plaz de Membere vun der Fonction publiques-Kommissioun och e grouss Merci soen, well mer bei dësem Gesetzesprojet hu misse séier maachen, fir dass den Text nach kéint haut an de Plenum kommen an nach kéint virun der Vakanz gestëmmt ginn, fir et esou ze erlaben, déi nächst Walen a bessere Konditiounen ze preparéieren. Fir weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet an ech kënnegen heimadder och den Accord vu menge Kolleegen aus der Fraktioun vun der CSV un. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools dem Här Rapporteur Maurice Bauer.

An da wier et direkt um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, oppen Diskussiounen a fräi Meinungsäusserung, dat ass u sech de Kär vun engem Rechtsstaat an och vun enger Demokratie. An duerfir muss een dat begrëssen, dass mir d'Chance hunn, an esou engem Land ze liewen, wou de legislative Prozess jo och ganz kloer Richtlinnen ënnerläit. Besonnesch mir jo hei, déi derfir zoustänneg sinn, fir Gesetzter ze maachen, kënnen natierlech awer ëmmer erëm zefridde sinn, dass mer eng ganz Rei Avisen erakriegen. An ech wëll dat och emol eng Kéier hei ënnersträichen, dass

dat fir de legislative Prozess immens gewënnbréngend ass. An och de Merci net nëmmen de Chambres professionnelles, mee doriwwer eraus all deenen Organisatiounen, déi sech ëmmer d'Méi ginn, fir gutt Avisen zu deenen eenzele Gesetzesprojeten auszeschaffen.

Ech mengen, dass d'Wichtigkeet vun de Berufskummeren nach eng Kéier soll hei ënnerstrach ginn. Dat ass eng ganz normal Saach. Si ginn och gréisstendeels ëmmer ganz héich qualitativ Avisen eraus, wuel wëssend, dass natierlech een Avis iwwer allem steet, dass ass dee vun Staatsrot – dat wësse mer alleguer –, deen en Droit de veto huet vun dräi Méint natierlech. Mee doriwwer eraus muss een awer och hei ënnersträichen, dass déi Avisen net einfach esou kënnen aus dem Aarm gerëselt ginn an dass mer duerfir Berufskummere brauchen, déi gutt opgestallt sinn an déi virun allem och gutt enca-dréiert sinn. Mir mussen deenen och manchmal déi néideg Zäit loosssen. Ech weess, do kënt heiansdo eng gewëssen Onzefriddenheet op, well déi Avisen net an deem Delai erakommen, wéi ee sech dat virstellt. Ech wëll awer hei op zwee Arrëten hiweisen, déi interessant sinn, eebe mat d'Delaien ubelaangt. Déi si vum Tribunal administratif vum 12. Oktober 2016 a vum 24. Januar 2017.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Haut, wéi gesot, befaasse mer eis mat enger Ëmännerung vum Gesetz iwwert d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Et muss een hei ënnersträichen, dass déi den 12. Februar 1964 duerch d'Gesetz kreéiert gi war. Et ass eng vun deene leschten, déi geschafe ginn ass. Déi éischt Wale waren 1965. Entre-temps waren dann eng ganz Rei Walen. Ech wëll zum Beispill och op zwee Presidenten hiweisen, déi d'Fonction publiques-Kummer do während Joerzénge gepräagt hunn: engersäits de Félix Haas, dee war vun 1970 bis 1990 President, an dann och de Jos Daleiden, vun 1990 bis 2000. An de Wale vu Mäerz 2020 waren zum Beispill 53.352 Ressortissant- en ageschriwwen. Och dat beweist jo u sech awer d'Wichtigkeet vun där Kummer.

Hei hu mer eng Rei Ännerunge virgeholl, op déi ech elo net méi brauch am Detail anzegoen, de Maurice Bauer huet dat tiptopp hei gemaach, mee virun allem, wéi gesot, d'Flexibilitéit: En vue vun deenen nächste Walen hu mer jo elo virgesinn, dass se kënnen souwuel am Februar wéi am Mäerz oder am Abrëll stattfannen. Déi Flexibilitéit kënnen mir als Demokratesch Partei och nëmme begrëssen. Ech wëll iwwregens hei drun erënneren: Mir hunn och de 4. Juli 2018 hei eng Ëmännerung vun der Landwirtschaftskummer gemaach, och nëmmen, wéi gesot, fir den Datum vun de Walen ze verréckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech huet d'Fonction publique immens evoluéiert an deene leschte Joerzénge. Ech verweisen och hei op d'Gesetz vun 2015, wou jo eng Rei nei Karriäre geschafe goufen. Et ass evident, dass dat och muss säin Nidderschlag fannen an der Struktur vun der Kummer hei. Eng Fro just dertëscht elo: Mir si jo och um Niveau vun der Fonction publique scho méi laang amgaangen, un dem sougenannten Harmoniséierungsgesetz vun den ënneschte Karriären ze schaffen, ze diskutéieren. Dat ass nach ëmmer net esou richtig virukomm. Et kritt ee jo ëmmer erëm vill Ufroen vubausen, wéini dass dat dann endlech sprochräif ass. D'Fro ass eebe just: Huet dat och eng Inzidenz, wann dat Gesetz bis gestëmmt ass, op d'Zesummesetzung vun der Kummer?

Da muss een och drop hiweisen, dass mer jo nach ëmmer déi Differenz, an zu Recht, zwëschent





M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 14. 8299A – Projet de loi portant création de postes d'attaché de justice et modification de :

1<sup>o</sup> la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2<sup>o</sup> la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;

en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027

Den nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 8299A iwwer e Rekrutementsprogramm vu Magistraten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an déi selwecht wéi déi beim Projet virdrun. Ageschriwwen hu sech schonn: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Simone Beissel, d'Madamm Liz Braz, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, Madamm Justizministesch, de Projet, dee mer de Mëtten hei diskutéieren an dann och hoffentlech wäerte mat enger grousser Majoritéit stëmmen, ass ganz kuerz, wat d'Rapporte betrëfft, ass awer vum enger extreemer Wichtigkeet, ganz besonnesch fir de gudden Fonctionnement vum eiser Magistratur.

Et geet nämlech hei drëms, e mëjärege Rekrutierungsplang an der Magistratur en place ze setzen an esou géint de Mangel u Magistraten an eiser Justiz virzegoen. Mir haten ufangs e grouse Projet de loi virleien, dat war den 8299, wou awer d'Regierung dunn decidéiert huet, och opgrond vum enger Rei vun Avisen, dee Projet an zwee ze splécken, nämlech den 8299A, an dat ass och deen, iwwert dee mer elo de Mëtten haut schwätzen, wou et elo drëm geet, en Dräijoresplang am Rekrutement vu Magistraten ëmzesetzen, an dann den 8299B, e Projet de loi, deen zu engem spéideren Zäitpunkt nach eng Kéier wäert kommen, deen a sech d'Schaf vum engem sougenannte Pool de réserve u Magistrate virgesäit.

Et sief bemierkt, datt insgesamt, genau wéi am initiale Projet de loi virgesinn, 194 Plaze fir Magistraten nei solle geschaf ginn, an dëst eebe just an enger aner Opdeelung, wéi dat ufangs virgesi war. Esou couvréiert elo dëse Projet de loi eng Period vum dräi Joer an net méi vu sechs Joer. A bannent deenen dräi Joer gi fir d'Année judiciaire 2024/2025 – dat ass jo

och schonn dat Joer, wat elo leeft – 32 nei Poste geschaaft, fir 2025/2026 31 nei Poste an da schlussendlech fir d'Joren 2026/2027 nach eng Kéier 31 nei Poste.

Déi genee Verdeelung vum dëse Poste gesäit follgendermoossen aus: D'Cour d'appel kritt 10 Poste, de Parquet général 7 Poste, den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg 32 Poste, de Parquet vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg 22 Poste, den Tribunal d'arrondissement vum Dikrech 11 Poste, de Parquet vum Tribunal d'arrondissement vum Dikrech 5 Poste, d'Cellule de renseignement financier 6 Poste an da schlussendlech d'Justice de paix vum Dikrech 1 Poste.

Zu der Prozedur: De Projet de loi 8299 gouf den 23. August 2023 vum der Justizministesch deposéiert. Den Avis vum Groupement des magistrats luxembourgeois ass de 26. Oktober 2023 erakomm, den Avis vum Conseil national de la justice den 20. Dezember 2023, den Avis vum de Chef-de-corps vum den Autorité-de-justicen den 10. Januar 2024, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis den 31. Januar vum dësem Joer eragin a schlussendlech de Staatsrot säin Avis den 12. März 2024.

Nodeems de Projet der Justizkommissioun den 2. Mee 2024 presentéiert gouf, sinn ech zum Rapporteur ernannt ginn a mir hunn déi eenzel Avisen examinéiert. Doropshi gouf eng Serie vum Amendementen uegeholl an de Projet de loi ass, wéi ech dat scho virdrun gesot hunn, gespléckt ginn an zwee Projeten, den 8299A an den 8299B.

Den 10. Mee 2024 huet de Conseil national de la justice en zweeten Avis consultatif zum Projet eragin. De 4. Juni 2024 hunn nach eng Kéier d'Chefs de corps des autorités judiciaires och hiren zweeten Avis eragin. An an deem Kontext haten iwwregens och d'Membere vum der Justizkommissioun en Échange de vues mat den Autorité-judiciaires de leschte 27. Juni 2024. De Staatsrot huet dunn den 28. Juni 2024 säin Avis complémentaire eragin. An de Projet de loi 8299A, iwwert dee mer haut schwätzen, ass de 4. Juli vum der Justizkommissioun uegeholl ginn.

Ganz kuerz nach zu deenen eenzelnen Avisen, wat d'Opdeelung vum de verschiddene Poste ueget: Do muss nach dëse Punkt ugemierkt ginn, datt zu deem Zäitpunkt, wou de Gros vun den Avisen erakomm ass, de Projet nach net an zwee Deeler gespléckt war. Do fir huet de Groupement des magistrats luxembourgeois och elo d'Initiativ vum der Regierung begréisst, fir e Rekrutementsplang an der Magistratur iwwer e puer Joer virzugesinn.

De Conseil national de la justice huet ufangs fonnt, datt et e bëssen ze vill ambitiéis wär, wat an der Rekrutementsvisioun virgesi wier an datt et schwéier wier, och konkret Previsiounen iwwer eng Period vu sechs Joer ze maachen. A sengem zweeten Avis huet dee Conseil dann ze bedenke ginn, datt een net vergiessen dierft, dat néidegt administratiivt Personal zousätzlech zu de viséierte Magistraten ze rekrutéieren.

D'Chefs de corps des autorités judiciaires sinn natierlech an éischer Linn frou, datt d'Regierung déi besteeënd Penurie u Magistraten erkennt an eppes dogéint ennerhëlt. An hirem zweeten Avis si si dann och nach eng Kéier op d'Problematik vum Plazmangel an der Justiz gaangen, deen elo riskéiert, nach verstärkt ze ginn. Hir Remarken zur Verdeelung vum de Poste, genee wéi déi vum Conseil national de la justice, sinn en compte geholl gi bei de parlamentareschen Amendementen vum 2. Mee 2024.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics weist sech och mat der Approche vum Projet de loi

d'accord, gëtt awer ze bedenken, dass d'Situatioun vum den Analystes financiers bei der CRF misst verbessert ginn, well déi am Moment defavorabel par rapport zu aneren Agent-publicke wier. Zënter dem Gesetz vum 23. Dezember 2022 zu de Référéndaires de justice kéinten d'Analysten financiers och als Fonctionnaires agestellt ginn.

Zum Avis vum Staatsrot bleift dann nach ze soen, datt hie sech ugangs gewonnert huet, wou d'Zuel vun 194 Magistrate géif hierkommen, well keng konkret Statistiken oder Recherchen, déi dës Zuele géife beleeën, beim Projet de loi derbäi waren.

De Staatsrot huet dann och zwou Opposition-formellen artikuléiert, fir d'éischt vis-à-vis vum initialen Artikel 6 iwwert d'Affektatioun an d'Desaffektatioun vum de Magistraten a Sekretäre vum Parquet an och vum Artikel 11 zu der Zesummesetzung vum de Cabinet-d'instructione vum den Tribunaux d'arrondissement an hiren Departementer. Dës Opposition-formellë konnten alleguer mat den Amendements parlementaires vum 2. Mee behewe ginn.

An zum Schluss huet de Staatsrot dann nach drop higewisen, datt eng Partie Dispositiounen, déi hei viséiert sinn, och mam Projet de loi 7994 solle geännert ginn an domadder ugepasst ginn.

Voilà, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, dat zu mengem Rapport, wou ech frou wär, wann dëse Projet de loi géif eng ganz gross Ennerstëtzung fannen.

### Discussion générale

Dann nach ganz kuerz meng aner Kap als mandatierte Spriecher vum der CSV-Fraktioun. Do wëlle mir natierlech och nach eng Kéier hei dee Projet begréissen. Dat ass en extreem wichtige Projet, well mir wëssen, wiwiv Magistrate feelen. An dat ass an engem Rechtsstaat net gutt, wann d'Affären net kënnen an engem rasonablen Tempo ofgewéckelt ginn, well et u Magistrate feelt. Duerfir ass dat heite sécherlech e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung.

Erlaabt mir awer och nach, just ganz kuerz eng Kéier drop opmierksam ze maachen, wéi frou datt meng Fraktioun doriwuer ass, datt souwuel de Parquet économique wéi och d'CRF wäerte massiv verstärkt ginn. Mir waren alleguerte bei där Entrevue mat den Autorité-judiciaires derbäi, wou mir, an ech och, schockéiert waren iwwert déi Dossieren, déi do net kënnen behandelt ginn. Dat sollen der méi wéi 400 sinn. Dat ass net gutt!

An duerfir, mengen ech, musse mer mat deenen Efforten, déi elo hei an dësem Projet de loi gemaach ginn, och virufueren, well et ass och wichtig, fir eng gesond Finanzplaz mat enger gudder Reputatioun ze hunn, an do mussen och Poursuite gemaach ginn, mussen och Jugemente kommen. An et kann net sinn, datt d'Finanz- an d'Wirtschaftskriminalitéit net grad esou bekämpft gëtt wéi all aner Zorte vu Kriminalitéit.

Dëse Projet mécht e wichtige Schrëtt an dës Richtung. An duerfir bréngen ech natierlech och den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci, datt Der esou laang Gedold hat, mir nozelauschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Mosar, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An als éischer ageschriwwene Riedner hu mer dann d'Simone Beissel hei um Programm. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech freeë mech richtig, dass mer dëse Projet haut hei an der Chamber wäerten zur Ofstëmmung kréien, well et ass extreem wichtig, dass mer sou schnell wéi méiglech déi éischt





fir am Sënn vum Justiciable kënnen ze schaffen a méi schnell virunzokommen. E grouse Merci!

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deemem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8299A kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8299A<sup>5</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8299A et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmme, keng Abstentiuoun a keng Nee-Stëmm. A vu datt mäin Apparat hei net fonctionéiert huet, sinn et 60 Jo-Stëmme zu deemem Sujet. D'Gesetz ass also mat 60 Jo-Stëmme uegohll.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Charel Weiler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### **15. Changements de composition de commissions parlementaires (suite)**

Éier mer elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour kommen, sinn nach zwee klenger Punkte virun. Dat Éischt, dat ass, datt nach zwee Changementer an de Commission-parlementairen uegekënneg gi sinn, déi derduerchgaange ware bei där grousser Ukënnung, déi ech am Ufank gemaach hat.

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région gëtt proposéiert, datt den Här Emile Eicher de Volet „Europe“ vun der Madamm Diane Adehm iwwerhëlt an deemno volle Member gëtt.

An der Commission de la Culture ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Félix Eischen.

Ass d'Chamber och mat diesen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### **16. Motion de M. Max Hengel relative à la prise en charge des lunettes par la CNS**

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 63 de ce compte rendu)

An da géinge mer nach zur Motioune komme vum Här Max Hengel, déi haut am Ufank vun der Sëtzung deposéiert ginn ass an och vum Här Max Hengel erkläert gouf, ausser den Här Hengel wéilt nach eng Kéier d'Wuert huelen.

(Négation)

Da gi mer eis zefridde mat deenen Erklärungen. An da froen ech, ob nach aner Wuertmeldungen zu deser Motioune do sinn. D'Madamm Closener freet d'Wuert.

#### **Discussion générale**

**Mme Francine Closener (LSAP)** | Jo, villmoos merci, Här President. Ech si ganz frou, dass mer esou séier dat hei fäerdegbruecht hunn no deem Débat publique mat där jonker Petitionäerin, déi vill Courage hat, fir eleng heihinner ze komme mat 19 Joer, fir eng Petioune hei ze presentéieren, déi esou vill Succès och hat an déi och direkt dann dat hei als Resultat hat, déi Motioune, opgrond vun der Ouverture, déi d'Gesondheitsministesch gemaach huet, fir eebe bei der CNS sech derfir staarkzemaachen, dass de Remboursement fir d'Brëller an d'Luucht geet. Dat fanne mer exzellent gutt an duerfir hu mer déi Motioune selbstverständlech matverfaast a matgedroen.

Merci.

**Une voix** | Gutt, Madamm Presidentin!

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Closener. Dann huet den Här Baum nach d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Baum (DP)** | Merci fir d'Wuert, Här President. Och merci dem President vun der Santéskommissioun, dee ganz, ganz séier a ganz reaktiv geschaff huet no där Petiounekommissioun, déi mer gëschter haten. Mir ware gëschter an der Mëttesstoun zesummen, mir konnten als Demokratesch Partei do ganz llicht Ännerunge mat erabréngen. An ech géif natierlech menge Kolleegen och proposéieren, des Motioune matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Baum. An dann huet deen aneren Här Baum d'Wuert.

**M. Marc Baum (déi Lénk)** | Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dat hei natierlech och. Ech wéilt just op een Element opmierksam maachen an der Diskussioun, well dat warscheinlech ëmmer erëm opkomme wäert, an dat ass d'Fro: Jo, mee wéi finanzéiere mer dat, wa mer wëlle Prestatioune verbessern? An dat ass relativ einfach, wéi mer dat géife finanzéieren. Mir hunn eng Question parlementaire gestallt: „Wat géif et bedeuten, wa mer den Deckel vun aktuell fënefmol de Mindestloun einfach géifen ophiewen?“ Fir d'Krankekeess géifen doduerch net nei Prestatioune entstoen, just méi Recetten. Déi méi Recetten, déi wieren an Héicht pro Joer vun 250 Milliounen Euro. Ech mengen, datt dat e Wee ass, fir besser Prestatioune kënnen ze finanzéieren an deem heite Beräich, an dat hei ass eng Motioune, déi an déi Richtung geet. Duerfir ënnerstëtze mer dat och.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Baum. Madamm Bernard.

**Mme Djuna Bernard (déi gréng)** | Jo, merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn den Debat gëschter iwwer Livestream novollzéie kënnen an ech si

frou, dass mer do e schnellen Accord fonnt hunn. Och merci der Ministesch fir des Propos. A mir ënnerstëtzen dat voll a ganz.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Bernard. Här Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Merci, Här President. Hei ass jo elo e ganz positivi Beispill fir d'Petioune. Ech hunn elo e bëssen zeréckgeduecht, et ass eigentlech, fir net ze soe bal ni, mee ganz selten, dass eng Petioune esou schnell konnt zumindest elo mol zu engem Etappesuccès féieren. A mir sollten eis dat och als Beispill fir d'Zukunft huelen, well wann d'Leit sech d'Méi maachen – an ech weess, dass d'Majoritéit et jo elo nach eng Kéier wäert méi schwéier maachen, vu 4.500 op 5.500 –, wa scho Petioune erakommen, dass mer higin an déi och seriö huelen.

An dofir wäerte mir se och haut matstëmmen, well dat doten ass wierklech e richtige Message, wéi e sollt sinn. D'Leit hu sech d'Méi gemaach. Si hunn den Dossier wierklech ganz respektvoll hei presentéiert. Et war e ganz seriöt Gespréich, an dat doten ass direkt erauskomm. D'Majoritéit huet sech direkt bereeterkläert, fir mat all de Parteien zesummen eng Motioune auszuschaffen. Besser kann et jo net lafen. Kommt, mir huelen dat als Beispill fir déi nächst Petioune, déi kommen, dass mer de Leit och do e Succès ginn!

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Goergen. Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Merci, Här President. Ech kann natlos do uknappen, wou den Här Goergen opgehale huet. Ech mengen, dass hei eng nei Phas, eng nei Etapp an der Aarbecht vun der Petiounekommissioun ageleet ginn ass. D'Petiounekommissioun huet sech fréier mol d'Saach e bëssen einfach gemaach an de Ball weiderginn un d'Regierung. Och wa se kloer der Meinung war, dass eppes berechtigt war, ass de Ball un d'Regierung gaang. Mir hunn emol gekuckt, gewaart, wat d'Regierung géif derzou soen.

Hei bezitt d'Petiounekommissioun ganz kloer Positionen zu engem reelle Problem a gëtt der Regierung en Optrag. Deen Optrag, wann een deen ausdäitscht, ka jo nëmme heeschen, dass d'Regierung hirem Vertrieeder an deem tripartittgefëierten Organ vun der CNS de kloeren Optrag gëtt, net nëmme ze beobachten an ze kucken a matzediskutéieren, mee ganz kloer ze soen, was Sache ist, a se opzefuerderen, an deem Dräiervbund ze soen: „Mir sinn der Meinung, am Numm vun der Regierung, dass mer dat do esou gär hätten.“ An da spillt jo ganz kloer déi Tripartitt, deen Tripartitts-Geescht, wou d'Regierung ee Vott huet a wou d'Salariatsvertrieeder ee Vott hunn an d'Patronatsvertrieeder ee Vott hunn. Am Zweifelsfall kënt et dann zu enger Koalitioun mat deem engen oder aneren, an ech sinn iwwerzeugt, dass d'Assurésvertrieeder alleguer der Meinung sinn, wann d'Regierung seet: „Mir hätten dat dote gär“, dass se dat selwecht maachen.

An dat wäert eis da weisen, wéi eescht eise Message hei geholl gëtt, a wäert eis encouragéieren, an anere Beräicher och nach aktiv ze ginn. Ech soen een: de Remboursement, de bessere Remboursement vun den Implantater, de Remboursement zum Beispill – a mir haten do virun nach net esou laanger Zäit eng Petiounekommissioun – vun de Psychologen an, an, an. Ech fannen, hei ass e wichtige Schritt gemaach ginn, an déi Petiounekommissioun hei huet Faarf bekannt, huet Réckgrat gewisen an esou soll eng Petiounekommissioun och weiderschaffen.



de Chambres professionnelles an eise Partner Ombudsman, OKaju, CET.

Merci och dem Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, a sengen Adjointen, dem Isabelle Barra an dem Benoît Reiter. Merci alle Mataarbechter vun der Chamber, de Fraktiounen a Sensibilitäten, déi alleguer am Hannergrond fir eis a fir eis Institutioun geschaff hunn an och schaffen an eis ënnerstëtzen, fir datt mer eis Aarbecht och gutt a korrekt kënnen maachen.

Merci och dem Sêcherheetspersonal heibannen, wat gutt op eis oppasst. Merci och der Press, déi derzou bäidréit, fir d'Aarbechte vun der Chamber no baussen ze vermëttelen an eis Politiker och emol méi kritesch ze analyséieren. Heiansdo, mengen ech, brauche mer dat och.

Léif Kollegeginnen a Kollegen, mir sinn elo um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. Déi nächst effentlech Sëtzung ass den zweeten Dënschen am

Oktober, den 8. Oktober, an dat mat enger ganz spezieller Sëtzung, well de Grand-Duc héritier do säin Eed an der Chamber ofleet als Lieutenant-représentant.

Bis dohinner ginn natierlech d'Aarbechten an de Kommissiounen, an der Verwaltung, an de Fraktiounen weider. An ech wënschen Iech e puer gerosam Deeg an datt Der mat vill Energie, vill Elan a guddem Mutt erëmkommt.

Villmools merci fir alles.

*(Applaudissements)*

An domat ass dann d'Sëtzung ...

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Här President, wann Der erlaabt, ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Selbstverständlech.

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | ... da géif ech awer och nach ganz kuerz am Numm vun der Regierung och allen Deputéierten eng ganz

gerosam Vakanz wënschen. Et war effektiv e Joer, wou vill Leit sech hu missen un nei Aart a Weisen ze schaffen gewinnen. An an deem Sënn sinn ech och frou, datt mer konnten iwwer all déi Aart a Weisen, wéi mer schaffen a wéi mer kënnen besser zesummeschaffen, diskutéieren. An ech mengen, datt mer am Oktober mat vollem Elan an dann och mat méi Plagë fir eis Kommissiounssëtzunge kënnen hoffentlech exzellent zesumme schaffen. An ech freeë mech op alle Fall dorop.

Ech wënschen Iech bis dohinner eng ganz schéi Vakanz an ech freeë mech, Iech erëmzegesinn am Oktober.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci der Ministesch. Merci der Regierung.

*(Applaudissements)*

An domat ass dann d'Sëtzung vun haut ofgeschloss.

*(La séance publique est levée à 16.49 heures.)*

## Questions au Gouvernement

### Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Régime d'aides financières « Klimabonus Mobilité »	0605	François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring	80	Mendicité aux carrefours	0715	Fernand Kartheiser	85
Contrôle de l'interdiction de circulation pour poids lourds sur la « Mierscher Strooss » à Bissen	0697	André Bauler, Corinne Cahen	80	Maison des sports	0716	Joëlle Welfring	86
Aides suite aux inondations au sud du Brésil	0698	Sven Clement	81	Uniformisation des véhicules du service Adapto	0717	Marc Goergen, Ben Polidori	86
Recours auprès du Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS)	0701	Sven Clement	81	Transport de bagages et d'animaux dans le cadre du service Adapto	0718	Marc Goergen, Ben Polidori	86
Recyclage des déchets plastiques	0702	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	81	Système de navigation utilisé par le service Adapto	0719	Marc Goergen, Ben Polidori	87
Mammographie pour personnes à mobilité réduite	0703	Sven Clement, Ben Polidori	81	Ceinture de sécurité dans les transports publics	0720	Sven Clement, Marc Goergen	87
Projet « Impuls »	0704	Liz Braz	82	Hotspot de squatteurs à Ettelbruck	0721	André Bauler, Gusty Graas	87
« High Performance Training & Recovery Center »	0705	Liz Braz	82	Prix équitables pour les agriculteurs	0722	Joëlle Welfring	88
Critères d'admission au DAP Éducation	0706	Meris Sehovic	82	Réforme des finances communales	0723	Dan Biancalana	89
Donneurs de sang homosexuels	0707	Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert	83	Téléconsultations	0724	François Bausch	89
Maison du Luxembourg à Paris lors des Jeux olympiques	0708	Liz Braz	83	Mise en œuvre de mesures d'aide pour enfants à besoins spécifiques de l'école fondamentale au niveau local et régional	0725	David Wagner	90
Statistiques concernant la correspondance	0709	André Bauler, Carole Hartmann	84	Digitalisation à l'école	0726	Marc Goergen, Ben Polidori	91
Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures	0710	Corinne Cahen, Guy Arendt	84	Réforme du Code pénal	0727	Sven Clement	92
Subsides extraordinaires pour fédérations sportives	0711	Corinne Cahen, Mandy Minella	84	Subside « Qualité+ »	0728	Liz Braz	93
Société nationale des habitations à bon marché	0712	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	84	Musée national du sport	0729	Liz Braz	93
Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel	0713	François Bausch	84	Eurovision Song Contest	0730	Sven Clement	93
Aides suite aux inondations au sud du Brésil	0714	Fernand Kartheiser	85	Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures	0731	Meris Sehovic	94
				Accords entre l'UEBL et les pays tiers	0732	Diane Adehm	94
				Subsides communaux pour les installations photovoltaïques	0733	Marc Goergen, Ben Polidori	94
				Loi « foreign agents »	0734	Sven Clement	94
				Plate-forme « SIGINOVA »	0735	Marc Lies	95

Caisse nationale d'assurance pension	0736	François Bausch	95	Émission des certificats de revenu via « myguichet.lu »	0742	André Bauler, Patrick Goldschmidt	97
Portail d'information pour les demandeurs de protection internationale	0737	Meris Sehovic, Joëlle Welfring	95	Logements inoccupés	0743	Alexandra Schoos	98
Musée d'architecture au Luxembourg	0738	Alexandra Schoos	96	Abolition de la formation « Technicien en génie civil »	0744	Francine Closener	98
Mesures de sécurité prises dans le cadre d'un transport de prisonniers	0739	Dan Biancalana, Taina Bofferding	96	Bachelor en sciences infirmières spécialisées	0745	Claire Delcourt	98
Diagnostic d'autisme chez l'enfant	0740	Sven Clement, Ben Polidori	97	Diagnostic d'autisme chez l'enfant	0750	Stéphanie Weydert	97
Reconnaissance des enfants issus d'une procréation médicalement assistée ou d'une gestation pour autrui pratiquées à l'étranger	0741	Mars Di Bartolomeo	97	Travail à la « Schueberfouer »	1120	Corinne Cahen, Barbara Agostino	98

**Régime d'aides financières « Klimabonus Mobilité »** | Question 0605 (15/04/2024) de **M. François Bausch** | **M. Meris Sehovic** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En janvier 2024, le régime d'aides financières « Klimabonus Mobilité » pour la promotion des véhicules routiers à zéro émission de CO<sub>2</sub> a été prolongé de trois mois et à conditions inchangées jusqu'à juin 2024. Le système de subvention concerne à la fois les véhicules 100 % électriques et à pile combustible à hydrogène, ainsi que la mobilité active à travers des subsides pour les vélos et cycles à pédalage assisté.

Dans son accord de coalition, le Gouvernement s'est engagé à maintenir les subventions existantes et à revoir, à travers une analyse approfondie, les critères d'attribution et les montants. Parallèlement, le Gouvernement a annoncé de vouloir étudier l'opportunité de réviser le système de taxation s'appliquant à la première immatriculation des véhicules sur base des régimes existants dans d'autres États membres, en vue d'une mise en œuvre éventuelle à partir de 2025, et d'étudier l'introduction d'un leasing social pour les voitures électriques, mesures proposées par l'ancien Gouvernement.

Depuis son introduction en 2019, le régime a permis d'attribuer environ 17.500 subsides pour les véhicules électriques et plug-in hybrides, et près de 68.700 subsides pour les vélos et vélos électriques. Concernant les nouvelles immatriculations, la part des voitures électriques était pour la première fois supérieure à celle des voitures diesel et hybrides au diesel en 2023. Compte tenu de l'expiration imminente des aides actuelles d'ici juin et de l'importance cruciale de maintenir la dynamique de ventes sur le marché de véhicules électriques, le maintien de subsides substantiels est vital pour stimuler l'économie. Un manque de transparence sur les aides et une communication peu claire en amont concernant leur durée, les critères d'attribution et leur prolongation pourraient entraîner un ralentissement de la transition vers la mobilité à zéro émission.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Quels sont les résultats de l'analyse approfondie du programme « Klimabonus Mobilité » ? Quels indicateurs et critères ont été utilisés pour conduire cette analyse ?
- 2) Quels acteurs ont été inclus dans le processus de développement du nouveau système ?
- 3) Quand le Gouvernement envisage-t-il de dévoiler le nouveau programme de subventions afin d'assurer

une certitude de planification et de stimuler la demande de véhicules électriques ?

4) Comment le nouveau régime sera-t-il communiqué aux citoyen.ne.s et aux différents acteurs du secteur ?

5) Quels sont les résultats de l'étude concernant une révision éventuelle du système de taxation s'appliquant à la première immatriculation des véhicules ?

6) Pouvez-vous fournir des détails sur l'état actuel du processus de développement d'un programme de leasing social au Luxembourg et spécifier le calendrier prévu ?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) La promotion de l'électromobilité étant un élément clé du PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) pour la période 2021-2030, le Gouvernement a jugé opportun de poursuivre les incitations financières dans ce domaine. Après une période de transition de trois mois, les montants des subventions et les seuils de consommation d'énergie électrique pris en compte seront légèrement adaptés. Le nouveau régime continuera à offrir un large soutien à l'électromobilité, tout en ciblant davantage les voitures plus compactes. Le caractère social du nouveau régime sera encore renforcé par l'introduction d'une prime pour les voitures électriques d'occasion.

Aussi, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024, la durée de détention minimale est portée à 36 mois, dans le souci de prévenir l'exportation prématurée de véhicules ayant bénéficié de subventions au Luxembourg. Une telle prolongation de la période minimale de détention contribuera à stimuler l'émergence d'un marché de l'occasion pour des voitures 100 % électriques.

ad 2) Les analyses à la base de la poursuite des aides financières pour les véhicules 100 % électriques d'application au-delà d'octobre 2024 ont été menées en concertation avec les acteurs du secteur de l'automobile.

ad 3) Je me permets de renvoyer aux communications récentes du Gouvernement, dont notamment le discours sur l'état de la nation de Monsieur le Premier ministre et le communiqué de presse renseignant sur la poursuite et la réforme partielle des régimes d'aides financières « Klimabonus Wunnen » et « Klimabonus Mobilité ».

(Hyperliens à consulter sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 4) Je me permets de renvoyer aux communications récentes du Gouvernement, dont notamment le discours sur l'état de la nation de Monsieur le Premier ministre et le communiqué de presse renseignant

sur la poursuite et la réforme partielle des régimes d'aides financières « Klimabonus Wunnen » et « Klimabonus Mobilité ».

(Hyperliens à consulter sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 5) L'étude concernant une révision éventuelle du système de taxation s'appliquant à la première immatriculation des véhicules n'a pas encore été menée.

ad 6) Une étude pour identifier le potentiel, les modalités et les opportunités de l'introduction d'un régime de leasing social automobile sera lancée au second semestre 2024.

**Contrôle de l'interdiction de circulation pour poids lourds sur la « Mierscher Strooss » à Bissen** | Question 0697 (07/05/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

E Camion ass den 2. Mee d'Mierscher Strooss zu Biissen erofgefuert a konnt aus ongekläerte Grënn net méi bremsen. En ass dunn duerch e Parking ënnen am Duerf duerchgefuert a widdert eng Mauer gerannt. Op deem Parking stoung just niewendrun e Schoulbus voller Kanner aus dem Cycle 3. De Camion war net méi wéi e Meeter laanscht de Bus mat voller Vitesse gefuert. Niewent dem Bus steet och d'Maison relais, wou de Precoce an de Cycle 1 ënnerbruecht sinn. De Camion hätt och an dëst Gebai knuppe kënnen. Wéi duerch ee Wonner waren um Parking dee Moment keng Kanner oder Elteren.

D'Strooss, duerch déi dëse Camion gefuert ass, ass säit 20 Joer fir Camionen gespaart, well et sech ëm eng Steigung vun iwwer 10 Prozent op där Plaz handelt. Trotzdem fuere vill Camionen awer déi Streck a Richtung vun engem Industriebetrieb, entweeder well se d'Panneauen net gesinn hunn oder well se den Ëmwee net wëllen huelen.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi dacks huet d'Police an de leschten dräi Joer Kontrollen op dëser Plaz gemaach a wéi vill Camionen goufe protokolléiert?

2. Huet d'Police wëlles, fir no dësem rezente Virfall an de kommende Woche verstärkt Kontrollen duerchzuführen?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police mécht ettlech Vitesskontrollen an der Gemeng Biissen, notamment an der Route de Mersch. Geziilt Camionkontrollen si keng gemaach ginn.

D'Police mécht och sporadesch Verkéierskontrollen viru Schoulen, och zu Bissen.





D'Datebanke vun der Police erméiglechen et net, Zuelen iwwert déi erwäante Kontrollen ze liwweren.

ad 2. Jo, d'Regionaldirektioun wäert an de kommen- de Woche verstärkt an der Route de Mersch kontrol- léiere loossen. Hei wäert dann och de Fokus op de Camionsverkéier geluecht ginn.

D'Policekontrolle si just ee vun de méigleche Moyer- en, fir op d'Verkéierssicherheit anzewierken. D'Police steet a reegelméissem Kontakt mat de Gemengen, esouwéi mat weideren Autoritéiten aus dem Verkéiersberäich, fir iwwer zousätzlech Sécherheetsmesur- en ze diskutéieren.

**Aides suite aux inondations au sud du Brésil | Question 0698 (07/05/2024) de M. Sven Clement (Piraten)**

Stark Reefäll am brasilianesche Bundesstaat Rio Grande do Sul hunn an an de leschten Deeg zu extreemen Iwwerschwemmunge gefouert. Méi wéi 88.000 Mënschen hunn hir Haiser a Wunnenge misse verloossen. D'Hauptstad Porto Alegre war temporär komplett iwwerschwemmt a vill Persounen gi vermësst oder hunn d'Iwwerschwemmung net iwwerlieft.

An de leschte Méint gouf Brasilien ëmmer nees vun extreeme Wiederevenementer wéi Staarkreen oder Hëtztwelle getraff, wat mat vill Leed fir d'Bevëlkerung verbonnen ass. Och e puer dausend Lëtzebuurger:innen liewen am Rio Grande do Sul a si concernéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premier- minister an dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

- 1. Plangt eis Regierung, dem Bundesstaat Rio Grande do Sul a sengen Awunner:innen mat konkreeten Hëllefsmoosnamen zur Säit ze stoen?
- 2. Falls jo: Wéi eng Hëllefsmoosname si geplangt bzw. goufe schonns ausgefouert?

**Réponse (05/06/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

ad 1. Jo.

ad 2. Als Äntwert op d'Iwwerschwemmungen am brasilianesche Bundesstat Rio Grande do Sul huet déi International Federatioun vum Roude Kräiz a Rouden Hallefmond (IFRK) den 11. Mee 2024 en Noutfall- appell lancéiert an Héicht vun op d'mannst 8 Milliounen CHF (ëmgeréicht ëm déi 8,12 Milliounen Euro) (d'Gesamtfinanzéierungsfuerderunge vum Appell sinn nach amgaangen, vun der IFRK bestëmmt ze ginn). Op Basis vun den humanitäre Bedierfnisser, déi duerch d'Iwwerschwemmungen entstanen sinn, huet Lëtzebuerg entscheet, den Appell mat enger finanzieller Contributioun vun 200.000 Euro ze ënnerstëtzen.

Doriwwer eraus ënnerstëtzt Lëtzebuerg all Joer eng Partie humanitär Fongen, fir eng efficace a lokaliséiert humanitär Hëllef op Katastrophen ze erméiglechen, dorënner och den Noutfallfong fir Katastrophenhëllef („Disaster Response Emergency Fund“) vun der IFRK, dee schonn 1 Millioun Euro allouéiert huet fir eng schnell Hëllef op d'Iwwerschwemmungen zu Rio Grande do Sul.

**Recours auprès du Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) | Question 0701 (08/05/2024) de M. Sven Clement (Piraten)**

De Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) ass eng éischt Instanz, déi fir Ugeleeënheeten a Sträitfäll a Saache Sozialversicherung tëschen Versécherter

a Versécherer zoustänneg ass. An der Fro 6056 hunn ech schonn éischt Donnéeën zu de Recourse bei dem CASS gestallt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversicherung dës Froe stellen:

- 1. An der Äntwert op d'Fro N° 6056 huet de Minister erkläert: „An de Joren 2019 bis 2021 goufen am Ganze 5.501 nei Recourse beim CASS eragereecht, dovun 2.056 am Joer 2019, 1.716 am Joer 2020 an 1.729 d'lescht Joer.“ Wéi vill Recourse waren et fir d'Joren 2022 an 2023?
- 2. 2022 lounge den Delai fir de Recours bei der CASS bei 3 bis 6 Méint. Wéi laang dauert et am Moment vun der Demande de recours bis zur Decisioun?
- 3. Wéi vill Leit sinn am Service vum CASS säit 2020 agefallt ginn? Wéi vill hunn de Service an dem selwechten Zäitraum verlooss?

**Réponse (31/05/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1. Am Joer 2022 goufen 1.522 Recourse beim CASS eragereecht. Fir d'Joer 2023 sinn et der 1.900.

ad 2. Tëschen dem Dag wou de Recours deposéiert gëtt, der éischter Fixatioun vun de Plaidoirien, der Prise en délibéré an dem definitiven Urteel, läit den Delai an der Moyenne bei 2 bis 4 Méint. Heizou sief bemierkt, dass dësen Delai vu verschiddene Facteuren ofhängeg ass, ënnert anerem vun der Unzuel an der Komplexitéit vun den eenzelnen Dossieren, dem Verhale vun den 2 Parteien (Unzuel vu Refixatiounen), oder nach der Unuerdnung vun eventuelle medezineschen Experten.

ad 3. Zënter 2020 goufe 14 Persounen beim CASS agefallt, dovun 2 Riichter, 2 Médecins-conseils, 5 Greffiers a 5 Employéen. Zënter dem selwechte Joer hunn 8 Persounen de CASS verlooss, dovun 1 Médecin-conseil, 4 Greffiers an 3 Employéen an dëst aus verschiddene Grënn (Pensioun, Demissioun, Administratiounswissel, ...).

**Recyclage des déchets plastiques | Question 0702 (08/05/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Claire Delcourt (LSAP)**

Selon les chiffres de l'association européenne des producteurs de plastique « Plastics Europe », le plastique est de mieux en mieux recyclé en Europe.

Ces chiffres ont été publiés en amont des négociations sous l'égide des Nations Unies à Ottawa visant à trouver un accord sur un traité mondial sur la lutte contre la pollution plastique.

Alors que selon les statistiques publiées, on peut noter des progrès notables vers une économie du plastique plus circulaire, on note des différences notables entre les différents pays.

Alors que la Belgique y figure avec un taux de recyclage avantageux, notre pays et la France y figurent avec un taux moins favorable.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement s'il peut confirmer ces chiffres et dans la négative, quels sont les chiffres les plus récents dont il dispose.

2) Monsieur le Ministre entend-il, le cas échéant, transmettre ces chiffres aux auteurs de l'étude prémentionnée qui a trouvé un large écho dans la presse internationale ?

3) Comment et où les déchets plastiques provenant du Luxembourg sont-ils recyclés ?

**Réponse (10/06/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

ad 1) La publication « Plastics – the Facts 2022 » d'octobre 2022, disponible sur le site Internet de Plastics Europe, présente des statistiques sur les taux de recyclage des emballages en plastique dans les différents États membres de l'Union européenne. Les statistiques officielles du Luxembourg sont annuellement soumises par l'Administration de l'environnement à Eurostat le 30 juin et ce pour l'année qui s'est achevée deux ans avant l'année en cours. Ainsi, les statistiques les plus récentes disponibles sont celles de l'année 2021, et celles pour l'année 2022 seront soumises le 30 juin 2024.

En 2021, le Luxembourg a atteint un taux de recyclage de 39,5 % pour les déchets d'emballages en plastique.

ad 2) Les données sont publiquement accessibles sur les sites d'Eurostat et du Statec, permettant ainsi à toute partie intéressée de les consulter librement. Il est renvoyé pour le surplus à la première réponse.

ad 3) En règle générale, les déchets d'emballages plastiques sont triés au Luxembourg pour ensuite être exportés à l'étranger afin d'y être recyclés.

L'Administration de l'environnement est informée de toutes les installations de traitement des déchets qui recyclent les déchets plastiques provenant des emballages collectés au Luxembourg dans les sacs bleus, sous la responsabilité de l'association Valorlux ASBL. Valorlux fonctionne sur base d'un agrément avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, qui stipule que Valorlux doit soumettre chaque année un rapport répertoriant ces installations. Ce rapport indique les quantités de déchets collectés qui ont été recyclés ou éventuellement soumis à une valorisation énergétique. Un résumé de ce rapport énumérant les destinataires est publié sur le site de Valorlux (factsheet 2022).

L'Administration de l'environnement est également informée des installations de traitement des déchets d'emballages en plastique qui ne relèvent pas de la responsabilité de Valorlux. Les installations de tri des déchets ainsi que les collecteurs de déchets soumettent des rapports annuels à l'administration, indiquant la première installation en dehors du Luxembourg qui accepte ces déchets d'emballages non ménagers.

À partir de l'année 2025, une nouvelle filière de responsabilité élargie des producteurs sera mise en place pour les déchets d'emballage non ménagers. Ceci permettra de disposer également d'informations plus détaillées sur ce type de déchets.

**Mammographie pour personnes à mobilité réduite | Question 0703 (08/05/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)**

Broschtkriibs ass eng vun deenen heefegste Kriibszorte bei Fraen an all Joer stierwen Dausende Frae weltwäit un dëser Krankheet. Dowéinst ass grad d'Präventioun hei enorm wichteg an zur Präventioun gehéiert dann och d'Mammografie.

Eis gouf zougedroen, dass Persounen am Rollstull, déi net kënnen stoen, gesot krunen, et wier net méiglech, eng Mammografie maachen ze loossen. Frae misste fir eng Mammografie stoe kënnen, wat fir eng Persoun am Rollstull a ville Fäll opgrond vun hirer kierperlecher Aschränkung guer net

méiglech ass. An der Broschür zum Programm vun der Mammografie vun der Santé steet ze liesen: „Bei Mobilitätsproblemen kann die Mammographie auch im Sitzen durchgeführt werden.“

An deem Zusammenhang wëlte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass eng Persoun net muss fir eng Mammografie kënnen stoen an datt se och am Sëtze ka gemaach ginn?
2. Sinn dem Ministère Fäll bekannt, wou Persounen mat engem Handicap falsch Informatiounen zur Mammografie am Sëtze kruten a wat gedenkt d'Ministesch ze ënnerhuelen, fir dass esou Virfäll an Zukunft net méi virkommen?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez**,  
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Eng Mammographie muss net zwéngend am Stoe gemaach ginn. Et ass och méiglech, dës Ennersicherung am Sëtzen duerchzuführen, also och am Rollstuhl. All d'Apparater, déi zu Lëtzebuerg installéiert sinn, erlaben dëst. Et ass och esou an de Brochüre beschriwwen, déi souwuel um Site [www.sante.lu](http://www.sante.lu) wéi och bei den Dokteren disponibel sinn.

Den ATM-Radiologie an de Radiolog assistéieren de Patient, fir eng beschtméiglech Qualitéit vum Examen ze errechen.

ad 2. Am Kader vum organiséierten Depistage gëtt d'Qualitéit vun de Mammographien och vun den Expert-Radiologen vum „Koordinationszentrum fir Kriibisdepistage“ vun der Gesondheitsdirektioun evaluéiert. Am Fall vun engem Examen mat onausreichender Qualitéit, dat heescht z. B. wann d'ganz Broschür net op de Biller siichtbar ass, gëtt e personaliséierte Brëf un den Dokter vum Patient geschéckt, fir op d'Wichtigkeet vum klinischen Examen oder souguer aner komplementär Examen, wéi en Ultraschall, hinzuweisen.

Dem Koordinationszentrum ass kee Fall bekannt, wou e Patient mat ageschränkter Mobilitéit falsch Informatiounen krut, a kann all praktesch Froen vum Public (Dokteren, Patienten, Gesondheetspersonal asw.) per Telefon, E-Mail oder Brëf beäntweren.

**Projet « Impuls »** | Question **0704** (08/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

De Projet „Impuls“, dee laut Rapport d'activité 2023 vum Sportministère „une collaboration étroite entre le Ministère des Sports et le Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL)“ ass, fënnt an ëmmer méi Gemengen Uklang a wiisst séier.

– Ech géif gären de Sportminister froen, wéi hien d'Zukunft vun dësem Projet gesäit.

– Bleift dës Projet eng Kollaboratioun tëscht dem Ministère an dem COSL oder soll dës Projet ganz vum Ministère iwwerholl ginn?

– Falls de Ministère Changementer an der Ëmsetzung, der Gerance an/oder dem Objectif vun dësem Projet consideréiert, wéi eng Wäerten dat sinn a wat sinn d'Grënn dofir?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo**,  
Ministre des Sports

„Impuls“ ass e wichtege Projet, fir Gemengesportentwécklungsprogrammer ze fërderen. D'Servicer vum Sportministère a vum INAPS sinn do mam COSL an enger enker Zesummenaarbecht. De Projet kënn am Februar 2025 op en Enn a wäert da vun all de Partner evaluéiert ginn. Doraus wäerte sech dann déi nächst Schrëtt erginn.

**« High Performance Training & Recovery Center »** |  
Question **0705** (08/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Den High Performance Training & Recovery Center (HPTRC) an der Coque soll hëllefen, den Elittesport ze fërderen, andeems en de beschtméigliche Kader fir den Training schafft – dat souwuel um Niveau vun der Infrastruktur an dem Equipment, wéi och, wat d'Personalmyonen ugeet.

An dësem Kader wëilt ech gären vum Här Sportminister wëssen:

1. Wéi vill Athleeten hunn Zougang zum HPTRC?
2. Wéi vill Leit, ausser den eligibelen Athleeten, hu soss nach Zougang zum HPTRC?
3. Dierfe sämtlech Athleeten, déi fir déi Olympesch Spiller qualifizéiert sinn, dësen Zentrum aktuell benotzen?
4. Wéi vill Athleeten hunn déi lescht zwee Joer an der Moyenne den HPTRC pro Dag besicht?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo**,  
Ministre des Sports

ad 1. Den High Performance Training & Recovery Center (HPTRC) an der Coque besteet aus verschiddenen Deeler. Zum Haaptdeel, den Trainingszenter fir d'Préparation physique, hu folgend Athleeten e permanenten Zougang:

– Elittesportler, déi eligibel sinn, fir vum Luxembourg Institute for High Performance (LIHPS) betreit ze ginn. Dat sinn 126 Athleeten aus de verschiddene Kaderen an Ennerstützungsname vum Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) a vum Luxembourg Paralympic Committee (LPC) souwéi och aus der Section de sports d'élite de l'armée (SSEA).

Zousätzlech kënnen folgend Athleeten Zougang zum HPTRC kréien:

- Trainingsgruppen aus de Seniorsnationalkaderen vun de Kollektivsportarten;
- Sportler aus de Seniorsnationalkaderen vun de Kollektivsportarten, déi am Kader vun engem Projet betreit ginn, zum Beispill fir de sougenannte „return to sport“ no Verletzungen oder fir sportsspezifesch Tester;
- Perspektivathleeten aus de Federatiounskaderen, am Kader vun engem validéierte Projet;
- Trainingspartner vun den eligibelen Athleeten.

Wat den nei fäerdeg gestallte „Recovery Center“ ugeet, huet Stand haut en Testgrupp vun 21 Elittesportler Zougang. Wann dës Testphas eriwwe ass an dat néidegt Personal vum LIHPS en place ass, kréien déi nammlecht Elittesportler Zougang zum Recovery Center, wéi déi, déi e permanenten Accès zum Trainingszenter fir d'Préparation physique hunn.

ad 2. Dat si virun allem d'Personen, déi eng Roll an der deeglecher Begleedung vun den Athleete spillen. Dozou gehéiere Federatiounstrainer, Persounen vun der technischer Direktioun vum COSL, Matarbechter vum LIHPS an extern Experte vum LIHPS. Dëst si ronn 60 Leit.

Ausserdeem kënnen international Trainingsgruppen am Kader vum Stagé punktuell Zougang zum HPTRC kréien, wann se verschidde Viraussetzungen erfüllen.

ad 3. Jo.

ad 4. Well fir déi uewe beschriwwen Gruppen ënnerschiddlech Zougangsméiglechkeeten zum HPTRC existéieren, besteet keng zentral Statistik. Allerdéngs hunn am Joer 2023 48 Elittesportler mam LIHPS ee reegelméissege „strength & conditioning“ Training am HPTRC absolvéiert an hunn 42 Elittesportler am

HPTRC hire Verletzungspräventionstraining oder „return to sport“ am HPTRC duerchgefouert.

An deenen Zuele si weeder d'Trainingsgruppen aus de Seniorsnationalkaderen vun de Kollektivsportarten, nach déi Sportler integréiert, déi hiren Training eleng mat engem Trainer oder engem Trainingspartner absolvéieren.

**Crîtères d'admission au DAP Éducation** | Question **0706** (08/05/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Den DAP (Diplôme d'aptitude professionnelle) Éducation ass eng nei Ausbildung, déi virun zwee Joer agefouert gouf, an déi hëllef soll, d'Penurie u qualifiziertem Personal an dësem wichtege Secteur ze bekämpfen. D'Aschreiwungszuele weisen, dass dës Offer op e groussen Zousproch bei de Jonke stéisst.

Eisen Informatiounen no gouf et d'lescht Woch eng Reunioun mat den Directricen an Direkteren aus de Lycéeën, wou si informéiert goufen, dass d'Zougangskrittäre fir den DAP Éducation (DP1ED) drastesch verännert ginn. Sou soll et an Zukunft just nach eng Klass pro Gebai ginn an d'Schüler\*inne missten am Virfeld e Stage am edukative Beräich gemaach hu mat positiver Bewäertung. Doriwwer eraus missten d'Schüler\*inne bis d'Päischtvakanz eng Lettre de motivation mat der Bewäertung vum Stage un de respektive Lycée schécken, fir no der Päischtvakanz eng Äntwert ze kréien. Fir déi aktuell ronn 500 Plaze fir den DAP Éducation ze erhalen, misste ganzer 25 Lycéeën eng Klass mat 20 Schüler\*innen ubidden. Eisen Informatiounen no wäerten awer just 12 Lycéeën en offéieren.

Déi uewe genannte Changementer goufen, wann se sech da confirméieren, just e puer Schoulwoche virun der Sommervakanz annonciéiert. Si wieren eng grouss Verännerung souwuel fir d'Schüler\*innen, wéi fir d'Léierpersonal an d'Elteren. Dobäi ass d'Orientéierungsarbecht mat de Schüler\*innen awer e Prozess, deem d'Enseignanten dat ganz Joer iwwer maachen. Donieft ass och nach ze bemierken, dass well den DAP Éducation réischt virun zwee Joer agefouert gouf, et aktuell nach keng Absolvent\*inne gëtt, unhand vun deenen een d'Formatioun kéint evaluéieren.

An dësem Kontext erlaben ech mer, folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Kann de Minister déi genannte Changementer effektiv bestätegen, a kann hie confirméieren, dass se schon en vue vun der nächster Rentrée wäerten a Kraaft trieden?

2. Wa jo, wéi a wéini plangt de Minister, deene verschiddene Membere vun der Schoulcommunitéit dës Ännerungen ze erklären, virun allem wann dat a kuerzer Zäit muss geschéien?

3. Wat sinn d'Grënn fir dës Ännerungen, a wat sinn d'Grënn dofir, dass se sou kuerzfristeg virum Enn vum Schouljoer agefouert goufen?

4. Wéi vill Lycéeën wäerten den DAP Éducation d'nächst Schouljoer ubidden, a wéi vill Plaze wäert et ginn? Wäerten déi uewen ernimmte Changementer net viraussichtlech zu enger Reduktioun vun den Aschreiwungszuele féieren? Wa jo, steet dat net am Géigesaz zu de rezenten Aussoe vum Här Minister an der Press, dass d'Schülerzuelen an dësem Beräich solle konstant bleiwen?

5. Wat plangt de Minister fir déi Jonke zu maachen, déi dës nei Konditiounen an der kuerzer Zäit bis zum Enn vum Schouljoer net méi erfëlle kënnen?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Zougangskrittären, fir op eng Klass DP1ED ze kommen, goufe kengesfalls geännert. Dës sinn definiert iwwer de Règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire général et de l'enseignement secondaire classique, an all Persoun, déi Accès op en DAP Kategorie A huet, d'äer d'Formation zum Agent sociopédagogique starten, wann si ee Lycée fénn, deen se hält. Well an de leschte Joren den Undrang op dës Formation grous war an sech ëmmer méi Persounen gemellt hu wéi Plazen do waren, huet all Lycée déi Schüler ausgewielt, déi am beschten zum Profil vum Gebai gepasst hunn. Dëst ännert sech net par rapport zu den zwee leschte Joren.

Zwou Adaptatiounen goufen awer virgeholl:

a. D'Schüler, déi wëllen een DAP ED maachen, hunn sech dëst Joer musse bis de 24. Mee bei engem vun den 11 Lycéeën mellen an do hiren Dossier de candidature erareeche (Lettre de motivation, Avis d'orientation provisoire, Zensuren, an eventuell Referenzen a Stagen). Et ass kengesfalls esou, wéi an der Fro formuliert, datt d'Schüler hu missen eng positiv Bewäertung vun engem Stage ofginn, fir eligibel ze sinn. Et steet als Eventualitéit um Communiqué mat drop, fir seng Méiglechkeeten ze verbesseren, fir eng Plaz ze kréien.

Dës méi fréi Prozedur gouf agefouert, fir datt méi Zäit bleift, fir deene Schüler, déi net ugeholl ginn, eng Ënnerstützung an hirem Lycée virun der grousser Vakanz kënnen ze assuréieren bei der Sich no enger anerer Formation, déi si interesséiert. Et huet sech nämlech erweisen iwwer déi lescht zwee Joer, datt eng Hëllef bei der Neiorientierung am August dacks schwierig ass.

b. Fir ze evitéieren, datt Jonker eng Ausbildung maachen a risquéieren, duerno keng Aarbechtsplaz ze fannen, ass de Secteur vun den nonformale Bildungsstrukture gefrot ginn an den zoustännege Comité de pilotage gouf consultéiert. De Feedback war deen, datt d'Zuel vun de Schüler soll erofgesat ginn an un de Besoin ugepasst ginn, och fir genuch Stageplazen ze garantéieren. Doropshi gouf decidéiert, d'Kohorte liicht unzepasse fir sécherzegoen, datt kee Jonker an eng Sakgaass geschéckt gétt, wou nom Diplom keng Aarbechtsplaz méi fräi ass. D'Upassung, déi dëst Joer virgeholl gouf, ass awer eng progressiv: Wann et richteg ass, datt am Schouljoer 2022/2023, 507 Jonker an d'Formation initiale zougelooss goufen, sou koumen der d'lescht Joer just nach 385 derbäi. Do dernieft haten och 83 Apprentis adultes eng Léierplaz fonnt an hunn hir Léier ugefaangen. Fir 2024/2025 wäerte ronn 300 Jonker kënnen an d'Formation starten; d'Zuel vun den Apprentis adultes ass net am Viraus ze bestëmmen, well si fir d'éischt ee Patron musse fannen, fir e Léiervertrag ofzeschléissen.

Deemo stëmmt et, datt lues a lues, an Ofstëmmung mam Secteur, d'Zuele vu Persounen, déi dës Formation kënnen maachen, un de Besoin ugepasst ginn.

Déi Jonk déi keng Plaz fannen, wäerten, dank der neier Prozedur, an de Lycéeën vun der Cellule d'orientation bei der Sich no enger anerer Formation ënnerstëtzt ginn. D'Berufsausbildung bitt vill Méiglechkeete fir déi Jonk a manner Jonk, an an deene meeschte Secteuren ginn dringend Leit gesicht.

Ee Secteur, dee ganz besonnesch an den nächste Jore wäert expandéieren a wou d'Aarbecht an d'Ausbildung och méi pedagogesch ausgeriicht ass, ass dee vun der Inclusioun. Beim Agent d'inclusion, deen aktuell op 43 Schüler begrenzt ass, wäerten

dëst Joer Plaze fir ronn 200 Schüler an de Lycéeën disponibel sinn. Dës Formation mixte (dat heescht ënner Léiervertrag ab dem zweete Joer) ass staark un déi vun Agent sociopédagogique ugeleent an huet vill Debouchéen (Haiser fir d'Betreiung vu Mënsche mat spezifesch Bedierfnesser, Foyeren, Centres de compétence, ESEB asw.)

Ënnert dem Stréch kann een deemno soen, datt am soziopédagogeschen Beräich um Niveau DAP d'Zuele vun de Plazen an de Lycéeën net erfro ginn, mee jee no Besoin op zwou Formationen verdeelt sinn.

.....

**Donneurs de sang homosexuels** | Question 0707 (08/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Actuellement, selon les critères d'éligibilité au don du sang, les hommes ayant eu des relations sexuelles avec d'autres hommes durant les douze derniers mois sont exclus du don du sang et redirigés vers le don de plasma. Ce qui exclut de fait du don du sang les hommes homosexuels, même s'ils sont dans une relation stable avec un partenaire unique. C'est pourquoi une modification du règlement ministériel modifié du 14 février 2006 déterminant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins a été préparée sous le Gouvernement précédent. Cette modification prévoit notamment l'introduction dans le règlement précité du principe suivant : « Nul ne peut être exclu du don de sang en raison de son orientation sexuelle. »

La raison historique pour cette différence faite entre les relations hétérosexuelles et homosexuelles, en terme de don de sang, est liée au risque de contamination du sang. En effet, les rapports du comité de surveillance du sida montrent que le risque de contracter le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) est, comparé à la population de base, supérieure auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, par rapport aux personnes ayant des rapports hétérosexuels. Or, il semble évident que le risque en matière de contamination n'est pas plus élevé au sein d'un couple homosexuel stable qu'au sein d'un couple hétérosexuel stable dans lesquels les personnes n'ont de relations sexuelles qu'avec leur unique partenaire.

La Croix-Rouge luxembourgeoise, chargée de la collecte du sang et du plasma, est pour sa part confrontée à la question de sa responsabilité civile qui est engagée en cas de contamination d'un patient receveur. Face au risque de devoir déboursier des indemnités élevées, des négociations ont été entamées entre le Ministère d'État et la Croix-Rouge. L'objectif étant d'aboutir à une convention en matière d'indemnisation en cas d'effet non désirable pour un receveur. Concrètement, il s'agit pour l'État de prendre en charge la somme qui dépasserait le plafond de l'assurance légale de la Croix-Rouge. Un tel accord permettrait, en parallèle, de procéder à la modification du règlement ministériel modifié du 14 février 2006 dont il est question ci-dessus et de lever dès lors la discrimination envers les donateurs de sang homosexuels.

Par conséquent, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Où en est la procédure pour la modification du règlement ministériel modifié du 14 février 2006 déterminant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins ? Quelle est la position du Gouvernement en la matière ?

– Où en sont les négociations entre le Ministère d'État et la Croix-Rouge concernant la responsabilité civile de la Croix-Rouge en cas d'effet non désirable pour une personne receveuse de sang ?

– Quand la discrimination concernant les donateurs de sang homosexuels pourra-t-elle être levée ?

**Réponse** (06/06/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

L'accord de coalition souligne que « l'accès au don de sang doit reposer sur le principe de l'évaluation individuelle des risques, quelle que soit l'orientation sexuelle du donneur ». Ainsi, le Gouvernement mettra fin à toute discrimination. À cette fin, les adaptations réglementaires sont actuellement en cours de finalisation.

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et le Ministère d'État, en concertation avec la Croix-Rouge, sont actuellement en train de préparer un projet de convention visant à régler la prise en charge par l'État de la responsabilité civile de la Croix-Rouge en cas d'effets indésirables pour une personne recevant du sang.

.....

**Maison du Luxembourg à Paris lors des Jeux olympiques** | Question 0708 (08/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

De 26. Juli 2024 ginn zu Paräis déi Olympesch Spiller un. An dësem Kader wäert och eng „Maison du Luxembourg“ am Stade Jean Bouin während 17 Deeg hir Diere fir de Public opmaachen, ënnert der Kondition, dass een am Virfeld een Ticket fir 150 € pro Persoun a pro Dag kaaft huet fir dës „VIP Expérience“.

An dësem Kader wéilt ech gäre vum Här Sportminister wëssen:

– Op wéi vill Euro chiffriert sech de globale Projet vun der Maison du Luxembourg?

– Wéi vill Leit gi sech an der Maison du Luxembourg am Dag erwaart?

– Kënne Famill a Frënn vun den Athleeten an eventuell och d'Mataarbechter vum Sportsministère an dem COSL vun dëse Gebailechkeete profitéieren, ouni en Ticket ze kafen oder fir e moderéierte Präis?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

– Op wéi vill Euro chiffriert sech de globale Projet vun der Maison du Luxembourg?

De Budgetartikel fir d'Maison du Luxembourg gesäit insgesamt 1.200.000 EUR vir. Iwwert säin ordinäre Budget, couvréiert de Sportsministère donieft nach aner ufalend Depensé fir insgesamt 130.000 EUR, déi am Zesummenhang mat der Kommunikatioun, Trajeten, Iwwernuechtungen an Equipementer fir Ausstellungen stinn.

– Wéi vill Leit gi sech an der Maison du Luxembourg am Dag erwaart?

Mir erwaarden eis eng ganz gutt besichte Maison du Luxembourg, déi nieft der Delegatioun vum Team Lëtzebuerg, d'Frënn an d'Famill vum Lëtzebuurger Sport esouwéi och d'Supporter an deene 17 Deeg vun den Olympeschen Spiller zu Paräis accueilliéiert.

– Dierfe sämtlech Athleeten, déi fir déi Olympesch Spiller qualifizéiert sinn, dësen Zentrum aktuell benotzen?

Jo.

– Kënne Famill a Frënn vun den Athleeten an eventuell och d'Mataarbechter vum Sportsministère an

dem COSL vun dese Gebailechkeete profitéieren, ouni en Ticket ze kafen oder fir e moderéierte Präis?

D'COSL Delegatioun mat hiren Athleeten an Trainere kënnen mat enger permanenter Akkreditatioun vun dese Gebailechkeete profitéieren.

**Statistiques concernant la correspondance** | Question **0709** (08/05/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Am éischte Quartal vun deem Joer ass de Bréifverkéier bei der däitscher Post ëm 6,6 % zrëckgaang. D'Verschécke vu Päck ass dogéint ëm 4,4 % geklomm. Dës Entwécklung erkläert sech haaptsächlech duerch de Prozess vun der Digitaliséierung.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir d'Ekonomie, Mëttelstand, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech de Bréifverkéier hei am Land zanter 2020 entwéckelt?

2. Huet den Här Minister och Informatiounen iwwer d'Entwécklung vun der Unzuel u Päck?

3. Wéi vill verschidde Firme sinn hei zu Lëtzebuerg am Bréif- a Päckgeschäft aktiv? Wat sinn hir respektiv Maartundeeler?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Den ILR (Institut luxembourgeois de régulation) publizéiert fir all Joer e Rapport mat Statistiken iwwer de Marché vun de Postdénchslechteschtungen, deen um Internetsite vum ILR kann ofgeruff ginn.

Den aktuellste Rapport<sup>1</sup> ass dee fir d'Joer 2022. Aus deem Rapport geet ervir, datt den Émsaz vum Bréifverkéier iwwer déi lescht Jore réckleefeg ass an dee vu Colis-Service klëmmt. Dat selwecht géllt fir de Volume vum Bréifverkéier an de Colis-Service.

Den ILR lëscht a sengem Rapport och déi 38 Prestataire op, déi 2022 am Beräich vun de Postdénchslechteschtungen zu Lëtzebuerg aktiv waren a stellt fest, datt déi 4 gréisst Prestataire 2022 86,8 % vum Émsaz vun de Postdénchslechteschtungen duergestallt hunn.

**Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures** | Question **0710** (08/05/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **M. Guy Arendt** (DP)

Un spot audiovisuel diffusé par un membre du Gouvernement via les réseaux sociaux du Ministère des Affaires intérieures témoigne du quotidien du Ministère des Affaires intérieures, avec une mise en scène, pour le moins extensive, de sa limousine allemande. Alors que le ministre est libre de produire et de publier ce genre de contenu sur ses comptes privés, il n'en reste pas moins que ce choix de communication est discutable si usage est fait de ressources étatiques, puisque aucun message politique lié à la politique gouvernementale ne ressort de cette vidéo.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Monsieur le Premier ministre n'est-il pas d'avis que les membres du Gouvernement devraient communiquer plutôt d'un sujet politique au lieu de leur personne en utilisant les ressources ministérielles ?

– Monsieur le Premier ministre peut-il nous expliquer le message que le Gouvernement entend véhiculer par le spot audiovisuel en question ?

– Monsieur le Premier ministre n'est-il pas d'avis qu'il s'agit d'une confusion des genres et que ledit spot relève plutôt d'une publicité à prendre en charge par un parti politique ?

– Monsieur le Premier ministre peut-il, le cas échéant, confirmer que chaque membre du Gouvernement dispose d'un budget réservé à la promotion personnelle ?<sup>2</sup>

**Réponse** (28/05/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Il est d'usage que les femmes et hommes politiques, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, communiquent à travers des vidéos sur les réseaux sociaux afin d'illustrer aux citoyens en toute transparence le travail journalier exercé dans le cadre de leurs fonctions.

Par ailleurs, il y a lieu de noter qu'aucune ligne budgétaire du Ministère des Affaires intérieures, ni d'un autre ministère, ne fut engagée pour la réalisation du film en question.

**Subsides extraordinaires pour fédérations sportives** | Question **0711** (10/05/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Mandy Minella** (DP)

Et ass eis zougedroe ginn, dass fir d'Rugbyfédératioun d'Sécherheetskonzep vum Stade de Luxembourg ee grouse finanziellen Opwand bedeit.

De Sportsministère accordéiert aussergewéinlech Subsiden u Sportsverbänn, fir z. B. Käschen ze decken, déi bei der Benotzung vu Stadien ufalen.

An deem Kader wollt mir dem Här Sportsminister follgend Froe stellen:

1. Fir wéi eng genee Käsche kënnen aussergewéinlech Subside vun de Sportsverbänn ugefrot ginn?

2. Wéi vill aussergewéinlech Subside goufen an de leschten 10 Joer un d'Sportsverbänn ausbezuelte a wéi héich waren des Subsiden?

3. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis ee Subsid ausbezuelte gëtt?

4. Gëtt et Iwwerleeungen, d'Héicht vun de Subsiden unzepassen oder nei Eligibilitéitskrittäre festzeleeën, fir Sportsverbänn mat enger méi klenger Supporterzuel – an domadder manner Recetten duerch de Verkaf vun Ticketen – zousätzlech finanziell ze entlaaschten?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. De genannte Subsid kënnen d'Sportsfédératiounen an d'Sportsveräiner ufroe fir d'Participatioun un, oder d'Organisatioun vun, engem internationale Championnat oder enger Competitioun mat internationalem Charakter. Do kënnen follgend Käsche rembourséiert ginn: Reeskäschen, Hotelskäschen, Umeldungskäschen, Fraise fir medezinescht Personal, medezinescht Material, Indemnitéite fir d'Nationaltrainer\*innen, fir just des ze nennen.

ad 2. Zënter 2015 sinn 2.200 Demandé fir en extraordinäre Subsid positiv beäntwert ginn. De Gesamtvolumen vun deem Subsid beleeft sech op ronn 4,5 Milliounen Euro.

ad 3. An der Moyenne ginn d'Subside 6 Wochen no der Rezeptioun vum Dossier ausbezuelte.

ad 4. Um Sportsministère si mir eis der finanzieller Belaaschtung, déi op eng Fédératioun respektiv e Veräin duerkennt, wann een international Evenementer organiséiert oder dorun deelhält, bewosst. An deem Sënn hu mir d'Méiglechkeet, iwwer Subsiden an am Kader vun de budgetäre Moyenen déi Fédératiounen a Veräiner ze ënnerstëtzen, déi des brauchen.

**Société nationale des habitations à bon marché** | Question **0712** (10/05/2024) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den SNHBM steet aktuell an der Kritik, well relativ vill Wunnunitéiten net verkaf ginn. Sou sinn d'Zuele vun 2022 op 2023 vun 187 op 38 gefall.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Logementsminister gär des Froe stellen:

1. A wéi vill vun eisen 100 Gemengen am Land ass den SNHBM aktuell aktiv?

2. Kann den Här Logementsminister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Projekte vum SNHBM opgeschlëselt no Gemeng aktuell an der Prozedur sinn, wéi vill der am Bau sinn a wéi vill der fäerdeg gestallt sinn?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, zanter wéini déi eenzel Projeten sech opgeschlëselt no Gemeng, an der Prozedur befallen?

4. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi opgeschlëselt no Gemeng regruppéiert, wéi vill Unitéite vun deene jeeweileg fäerdeg gestallte Projekte verkaf goufen an allkéiers preziséieren, säit wéini des Vente leeft?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'SNHBM ass a ronn 30 Gemengen aktiv.

ad 2. Mir verweisen Iech op d'Dokument am Anhang.

ad 3. Mir verweisen Iech op d'Dokument am Anhang.

ad 4. D'SNHBM verkeeft all hir Projeten an der VEFA, an huet aktuell 114 Unitéiten, déi net verkaaft sinn, keng vun desén Unitéiten ass fäerdeg gestallt.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel** | Question **0713** (10/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

L'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) est un établissement public dont la mission consiste à assurer la régulation des médias audiovisuels et des plateformes de partage de vidéos dans l'intérêt de la protection du public. L'ALIA s'est également vu doter de compétences particulières à l'égard des représentations cinématographiques, des sondages d'opinion politique, de la législation sur les lanceurs d'alerte, ainsi que du développement de l'éducation aux médias. Alors qu'elle est placée sous la tutelle du Ministre ayant les médias dans ses attributions, elle exerce ses missions en toute indépendance et jouit de l'autonomie financière et administrative.

Selon la loi organique de l'ALIA, son directeur est nommé par le Grand-Duc, sur proposition du Gouvernement en conseil, pour une durée de 5 ans. Il est à noter que les compétences du conseil d'administration dans le processus de sélection se limitent à l'émission d'un avis sur les candidat.e.s.

<sup>1</sup> <https://assets.ilr.lu/postal/Documents/ILRLU-844659154-171.pdf>

<sup>2</sup> cf. question parlementaire de l'honorable Député Laurent Zeimet en date du 6 juillet 2016

Le mandat de l'actuel directeur de l'ALIA vient à échéance le 15 septembre 2024. Alors que la loi prévoit que le mandat est renouvelable, le poste a récemment fait l'objet d'un appel à candidatures via le portail govjobs.lu. Selon l'annonce, les candidat.e.s doivent pouvoir se prévaloir d'au moins dix ans d'expérience « dans le domaine », non autrement défini. Pour les candidat.e.s voulant obtenir de plus amples renseignements sur le poste, la personne de contact indiquée dans l'annonce était le responsable du département Ressources humaines auprès du Service médias et communication (SMC) du Ministère de l'État. De même, l'adresse de courriel à laquelle les candidat.e.s étaient invité.e.s à soumettre leur candidature appartient elle aussi, non pas à l'ALIA, mais au SMC.

De manière générale, il est à noter que l'indépendance des autorités de régulation des médias est déjà prévue par les textes européens en vigueur et que le « European Media Freedom Act » renforcera encore cette indépendance.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre déléguée aux Médias et à la Connectivité :

1) Madame la Ministre a-t-elle consulté le conseil d'administration, respectivement le directeur sortant de l'ALIA avant de procéder à l'appel à candidatures ?

2) Combien de candidatures ont été recueillies ? Combien ont pu être retenues au vu des conditions d'admission ?

3) Comment la procédure de sélection se déroulera-t-elle ? Y a-t-il un comité de sélection ? Le conseil d'administration de l'ALIA pourra-t-il organiser des entrevues avec un ou plusieurs candidat.e.s afin de pouvoir émettre un avis fondé ?

Selon nos informations, les deux appels à candidatures antérieurs, en 2014 et en 2019, ont fait l'objet d'une publication dans la presse par les soins de l'ALIA elle-même et l'implication du SMC dans le processus de sélection n'était pas mise en avant.

4) En 2014 et en 2019 respectivement, l'ALIA et son conseil d'administration étaient-ils impliqués activement dans le processus de sélection du directeur, au-delà d'un simple avis sur les dossiers de candidature ?

5) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que, en vue de souligner l'indépendance de l'ALIA, les compétences du conseil d'administration en ce qui concerne la sélection du directeur respectivement de la directrice pourraient utilement être renforcées dans le cadre de la réforme prévue de la loi sur les médias électroniques ?

6) De manière générale, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'un renforcement de l'indépendance de l'ALIA devra faire partie de ladite réforme, notamment au vu des textes européens entrés en vigueur au cours de la dernière décennie ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes qui s'imposent ?

**Réponse (30/05/2024) de Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Procéder à un appel public à candidatures à l'expiration d'un mandat, avant de procéder à un renouvellement – ou non – d'un mandat aussi important que celui de la direction de l'ALIA répond à un souci de transparence dans le processus de nomination. De plus, dans le cas d'espèce, s'ajoute le fait que s'il est vrai que le mandat est renouvelable, le directeur actuellement en fonction atteindra la limite d'âge fixée par la loi pour les fonctionnaires dès 2025.

Pour ce qui est de l'élaboration du profil et de l'annonce de poste, celle-ci s'est faite en étroite concertation avec le conseil d'administration de l'ALIA, le projet lui ayant été transmis pour observations et commentaires.

Dans ce contexte, je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Député sur le communiqué du 17 mai 2024 du conseil d'administration de l'ALIA, où ce dernier souligne qu'il a été « impliqué activement dans le processus dès l'origine en apportant à sa satisfaction sa contribution à la définition du profil de poste ».<sup>3</sup>

ad 2) Étant donné que le processus de recrutement est toujours en cours, il semble inapproprié de divulguer à ce stade le nombre de candidatures.

ad 3) Un comité de sélection a en effet été mis en place pour analyser les candidatures et organiser les entrevues. Le comité est composé de cinq membres : deux représentants de l'État (à savoir du Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique du Ministère d'État et du Ministère de la Fonction publique), ainsi que de trois représentants d'organismes indépendants, à savoir du Conseil de presse, de l'Institut luxembourgeois de régulation et de l'Autorité de la concurrence.

Conformément aux dispositions de la loi, le conseil d'administration de l'ALIA sera entendu en son avis.

ad 4) Les processus de sélection précédents ont été organisés par le conseil d'administration de l'ALIA.

ad 5) Comme déjà annoncé, la réforme de la loi modifiée sur les médias électroniques est une priorité du Gouvernement. L'adaptation de la gouvernance de l'ALIA fait partie intégrante de cette réforme.

ad 6) Je tiens à souligner que l'ALIA remplit d'ores et déjà l'intégralité des critères d'indépendance prévus par les législations européennes.

.....  
**Aides suite aux inondations au sud du Brésil | Question 0714 (10/05/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)**

De brasilianesche Bundesstaat Rio Grande do Sul erlieft zurzeit déi schlëmmst Héichwaasserkatastroph an der Geschicht vun dësem südamerikanesche Land. Bis elo sinn dobäi op d'mannst honnert Mënschen ëm d'Liewe komm. De Gouverneur vum Bundesstaat schwätzt vun enger „Krichsseen“.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Minister fir Kooperatioun:

1. Huet déi brasilianesch Regierung déi Lëtzebuurger Regierung offiziell ëm Ënnerstëtzung an dëser dramatescher Situatioun gebieden?

2. Wann nee: Huet d'Lëtzebuurger Regierung Kontakt mat der brasilianescher Regierung opgeholl, fir hir bei der Bewältigung vun dëser Katastroph ze hëllefen?

3. Wa jo: Ass d'Lëtzebuurger Regierung bereet, der brasilianescher Regierung bzw. der Regierung vum Bundesstaat Rio Grande do Sul humanitär Hëllef ze leeschten an se finanziell, technesch an och op medezinneschem Plang ze ënnerstëtzen (z. B. Noutfallversuergung, medezinnesch Ausrüstung, Opruff zur Spendenaktioun, Liewensmëttel, Katastrophemanagement, Preventioun vun Infektiounskrankheeten a Seuchen asw.)?

4. Denkt d'Lëtzebuurger Regierung drun, fir no dëser Ëmweltkatastroph der brasilianescher Regierung beim Erëmopbau vun de betroffenen Dierfer a Stied ze hëllefen? Wa jo: A wéi enger Héicht?

<sup>3</sup> <https://alia.public.lu/article/designation-du-directeur-de-l-alia/>

**Réponse (05/06/2024) de M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. Nee.

ad 2. Ech hu Kontakt opgeholl mam Gouverneur vun der betraffener Regioun Rio Grande do Sul, fir ons Hëllef unzëbidde.

ad 3. Als Äntwert op d'Iwwerschwemmungen am brasilianesche Bundesstaat Rio Grande do Sul huet déi International Federatioun vum Roude Kräiz a Rouden Hallefmound (IFRK) den 11. Mee 2024 en Noutfallappell lancéiert an Héicht vun op d'mannst 8 Milliounen CHF (ëmgerechent ëm déi 8,12 Milliounen Euro) (d'Gesamtfinanzéierungsuferderunge vum Appell sinn nach amgaangen, vun der IFRK bestëmmt ze ginn).

Op Basis vun den humanitäre Bedierfnisser, déi duerch d'Iwwerschwemmungen entstane sinn, an als Äntwert op deen Appell, huet Lëtzebuerg entscheet, den Opruff mat enger finanzieller Contributioun vun 200.000 Euro ze ënnerstëtzen. D'IFRK ass e laangjäreg Partner vun der Lëtzebuurger humanitärer Hëllef, an een, deen déi lokal Aktioun an domat lokal Acteuren, wéi virun allem dat brasilianescht Rout Kräiz, ënnerstëtzt.

D'Nouthëllefoperatioun vun der IFRK konzentréiert sech aktuell op d'Bedierfnesser vun de Leit, déi hir Haiser komplett verluer hunn, mat besonnescher Opmierksamkeit op déi verdrängte Bevëlkerung, déi an temporären Zelter wunnt. D'Prioritéit gëllt de Familljen, déi nach keng Hëllef kritt hunn, besonnesch den elengerzéienden Eltere mat Kanner ënner fënnef Joer, eelere Leit a Leit mat enger Behënnerung. An enger zweeter Phas vun der Noutfallsaktioun gëllt eng besonnesch Opmierksamkeit den Naturvëlkergruppen a ländleche Gebidder.

D'Äntwertstrategie vun der IFRK konzentréiert sech drop, eng direkt Nouthëllef fir déi betraffe Bevëlkerung ze liwweren an d'Gesondheets- an d'Ëmweltauswirkunge vun den Iwwerschwemmungen ze reduzéieren, duerch Interventiounen an de Beräicher vun Noutënnerkonft, Suen, Waasser a Sanitäranlagen, Hygiène, Gesondheetsfërderung a psychosozial Ënnerstëtzung. An deem Kontext ënnerstëtzt d'IFRK dat brasilianescht Rout Kräiz a senger Äntwert op d'Iwwerschwemmungen.

Doriwwer eraus ënnerstëtzt Lëtzebuerg all Joer eng Partie humanitär Fongen, fir eng efficace a lokaliséiert humanitär Hëllef op Katastrophen ze erméiglechen, dorënner och den Noutfallfong fir Katastrophenhëllef („Disaster Response Emergency Fund“) vun der IFRK, dee schonn 1 Millioun Euro allouéiert huet fir eng schnell Reaktioun op d'Iwwerschwemmungen zu Rio Grande do Sul.

ad 4. D'Hëllef, déi am Moment via déi verschidden Appellen international gefrot ginn ass, ass eng humanitär Ënnerstëtzung, déi Lëtzebuerg, wéi och bei aneren Naturkatastrophen, opbréngt.

Wat eng méiglech weider méi laangfristeg Hëllef ugeet, muss dat op der Basis vun der Evolutioun vun der Situatioun, der Demande no internationaler Hëllef, de Besoinen op der Plaz an deem, wat Lëtzebuerg kann offréieren, analyséiert ginn.

.....  
**Mendicité aux carrefours | Question 0715 (10/05/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)**

An der Stad ginn Automobilisten op der Kräizung vun der Stäreplaz an och op verschiddene Plazen op der Kräizung Bouillon systematesch vun Heescherte bedrängt. Dës profitéiere vun der Phas vun der Rouder

Luucht, fir iwwert d'Strooss ze lafen an d'Chaufferen, déi sech deem net entzée kënnen, ëm Suen ze froen. Béd Kräizunge si staark befuer a verlaange vun de Leit vull Konzentratioun, déi duerch sou Aktiounen massiv gestéiert gëtt an domat och e Sécherheetsrisiko duerstellen. Och op anere Plazen am Land schwätzen Autoschaufferen ëmmer rëm vun änlechen Tëscheffäll.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Banneminister gär dës Froe stellen:

1. Ass dem Här Minister dës Problematik bekannt?
2. Wéi dacks kouw et an de leschten 12 Méint op deene genannte Kräizungen an änleche Plazen am Land zu Policekontrollen, fir dës Praxis ze ënnerbannen?
3. Wéi vill Leit goufen dobäi protokolléiert a wéi eng Sanktioun goufen ausgeschat?
4. Gesäit den Här Minister an Zukunft nach verstärkt Kontrolle vir, fir dës Sécherheetsrisiko endlech an de Griff ze kréien?
5. Kann den Här Minister evaluéieren, wéi wäit legislativ Upassungen der Police kéinten hëllefen, hei méi effikass duerchezgräifen, zum Beispill duerch zousätzlech Heeschverbueter an de Gemengereglementer oder dem allgemenge Strofrecht?

**Réponse** (11/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Minister ass informéiert iwwer déi Problematik. D'Police weess och Bescheid.

ad 2. Am Zäitraum vum 21. Mee 2023 bis den 20. Mee 2024 goufen insgesamt 71 Kontrollen am Kader vun de genannte Virfäll op deenen zwou Plazen duerchgefouert:

- 59-mol zu Hollerech, dëst an der Ëmgéigend vum Salzhaaf an der Kierch,
- 12-mol op der Place de l'Étoile.

Fir net nëmme repressiv, mee och präventiv op esou Situatiounen ze reagéieren assuréiert d'Police weiderhin eng verstärkte Präsenz.

ad 3. Wa Leit iwwert d'Strooss lafen an dobäi de Verkéier gefäerden, spillen d'Dispositiounen vum Code de la route an et ginn Avertissements taxés ausgestellt. D'Police kann net matdeelen, wéi oft an de leschten 12 Méint esou Avertissements taxés ausgestellt gi sinn, well dës Detailler net an hiren Datebanken erfaasst ginn.

ad 4. a 5. Dës Evaluatioun ass amgaangen.

**Maison des sports** | Question **0716** (10/05/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La Maison des sports au Luxembourg est un lieu essentiel pour la promotion du sport et du bien-être. Son objectif est de fournir un espace centralisé pour les activités sportives, la formation et l'administration des fédérations.

Située à Strassen, elle accueille actuellement le Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) ainsi que 37 fédérations sportives. Dans une interview récente dans la presse écrite, Monsieur le Ministre a annoncé que la Maison des sports est vouée à déménager dans un nouveau bâtiment.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- 1) Quels sont les bâtiments existants qui entrent en ligne de compte pour accueillir la Maison des sports ?
- 2) Est-ce que ces bâtiments sont la propriété de l'État luxembourgeois ? Dans la négative, à combien

revendrait le prix d'achat ou de location pour les différents bâtiments envisagés ?

3) Endéans quel délai les nouvelles localités pourraient-elles être prêtes à accueillir la Maison des sports ?

4) Si aucun bâtiment existant n'est disponible ou adapté pour accueillir la Maison des sports, quel sera l'emplacement de la nouvelle construction, son coût ainsi que le temps de réalisation ?

5) Est-ce que des services ou fédérations supplémentaires pourront être accueillis dans les nouvelles localités ? Dans l'affirmative, lesquels ?

**Réponse** (05/06/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

Dans son discours lors de l'Assemblée générale du Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL), le président du COSL a effectivement évoqué de potentiels nouveaux locaux pour la Maison des sports. Dans ce contexte, le COSL est actuellement en train de collecter les informations relatives aux besoins en espaces de bureau et d'archivage, ainsi qu'en salles de réunion, de ses fédérations affiliées.

Dès que ces résultats seront disponibles, le Ministère des Sports, en collaboration avec le Ministère des Finances, évaluera si le bâtiment existant, un bâtiment appartenant à l'État, ou éventuellement un autre bâtiment disponible sur le marché, pourra répondre à ces exigences.

**Uniformisation des véhicules du service Adapto** | Question **0717** (10/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De 6. Mee gouf et eng Entrevue tëscht dem Ministère des Transports an Info-Handicap. An der Entrevue goung et virun allem ëm Problemer ronderëm de Service vum Adapto, deen an de leschte Joren ëmmer nees wéinst enger Rei vun Dysfonctionnementen massiv an der Kritik stoung. Vun Info-Handicap gouf e Sondage ënnert senge Membere gemaach, fir Informatiounen iwwert verschidden Aspekter vum Adapto ze sammeln. Dobäi kouw och eraus, dass 16,24 % vun den Notzer scho mol eng Kéier mam Problem konfrontéiert gi sinn, dass de falsche Modell vu Gefier de Service sollt iwwerhuelen, also dass zum Beispill de Rollstull net an d'Gefier eragepasst huet. E Problem kann zum Beispill sinn, dass fir d'Aluede vun der Persoun am Rollstull en elektresche Lift gebraucht gëtt, deen awer net am Gefier verbaut ass.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

- Plangt de Ministère, dass an Zukunft all d'Gefierer, déi am Service vum Adapto dierfe genotzt ginn, mussen nom Prinzip vum Design for all genort ginn, fir dass se fir all betraffe Persoun an all Typ vu Rollstull notzbar sinn?

**Réponse** (11/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Adapto ass als Mobilitéitsoffer geschaf ginn fir Leit, déi opgrond vun hirer kierperlecher oder mentaler Behënnerung den ëffentlechen Transport net kënnen huelen. Déi spezifesch Besoine vun de Beneficiairë variéieren staark. Ee gudd Véierel vun de Beneficiairë (27 %) sinn op ee Rollstull ugewisen.

Ugepasst un déi spezifesch Besoine vun der Persoun gëtt et verschidde Modeller vu Rollstill. Aktuell notzen 1.861 Beneficiairen e manuelle Rollstull, 378 en normalen elektresche Rollstull a 75 méi schwéier elektresche Rollstill („chaise roulante lourde“).

Ënnerschiddlech Modeller vu Rollstill stellen ënnerschiddlech Ufuerderungen un d'Gefier, wat se transportéiere soll. Geet fir déi manner schwéier Rollstill eng Ramp duer, esou ass fir déi schwéier Modeller eng Ausstattung mat enger Hebebühn respektiv engem Lift noutwenneg. Dobäi kommen déi ënnerschiddlech Sécherungssystemer, fir déi verschidde Modeller vu Rollstill am Gefier fir den Trajet ze fixéieren.

Dee Moment, wou de Beneficiaire seng Reservatioun fir den Adapto mécht, ass duerch säin ausgefëllten Adapto-Formular bekannt, ob dës Persoun ee Rollstull benotzt, a wa jo, wéi ee Modell. En fonction dovu wielt de System dat passend Gefier aus, dat fir den entspreche Rollstull equipéiert ass. Aktuell sinn insgesamt 998 Minibusser fir den Adapto am Asaz. Dovu sinn der 616, déi mindestens ee Rollstull transportéiere kënnen, wouvun 130 déi sougenannte „chaise roulante lourde“ transportéiere kënnen.

2023 huet den Adapto insgesamt 173.436 Faarte gelescht, dovun 58.397, wou e Beneficiaire mat engem Rollstull gereest ass. Incidenten, déi wéinst engem falsche Gefier era gemellt ginn, sinn haaptsächlech op feelend Donnéeën am System zeréckzeféieren oder op d'Donnéeën vun de Gefierer am System, déi net méi aktuell sinn. Oft ass et esou, dass Beneficiairen am Laf vun de Joren e Rollstull bäikréien an dës Informatioun net direkt un de Service weiderginn. Sou kann et da virkommen, dass een net adaptéiert Gefier de Beneficiaire siche kënn. Ausserdeem kann et och duerch divers Grënn wéi zum Beispill e Gefier en panne oder e mënschleche Feeler beim Planning, kuerzfristeg zu Ännerunge vun de Gefierer kommen, déi eventuell net genau adaptéiert sinn op dem Beneficiaire seng Besoinen. All Incident gëtt vum zoustännege Service bei der ATP genau analyséiert, an de Suivi gëtt gemaach, fir dass den Incident sech net widerhéit.

D'Zil vum Adapto ass a bleift, dass jiddwer Beneficiaire, dee säin Trajet rechtzäiteg bucht, dësen Trajet och wéi gewünscht ka maachen. Dofir ass et awer net zwéngend néideg, 100 % vun den Adapto Minibusse mat Lifter oder Hebebühn fir dee schwéierste Modell vu Rollstull ze equipéieren, an dëst ass an den aktuelle Kontrakter mat de Prestataireen och net virgesinn. Allerdéngs gëtt d'Ziel vun de Minibussen, déi fir den Transport vun deene verschidde Modeller vu Rollstill equipéiert sinn, der Demande stänneg ugepasst.

**Transport de bagages et d'animaux dans le cadre du service Adapto** | Question **0718** (10/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Eis gouf vu betraffene Persounen zougedroen, dass si op engem Trajet am Adapto keng Wallissen oder hiert Hausdéier dierfte mathuelen. Dëst wier fir Trajete am Kader vum Adapto net virgesinn an deementsprechend missten d'Leit da fir esou Trajete op normal Taxien zrëckgräifen. Dat géif bedeuten, dass Betraffener net mam Adapto kéinten op de Flughafen gefouert ginn a missten dofir ee regulären Taxi huelen. Vill regulär Taxisentreprisë géifen op Ufro vu Betraffenen awer soen, dass si net genuch Plaz hätten, fir ee Rollstull an eng Wallis matzehuelen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesche bestätegen, dass am Kader vun engem Trajet mam Adapto keng Hausdéieren oder Wallissen dierfe matgeholl ginn? Wa jo, wat sinn d'Grënn hevir?



2. Wa jo, ass geplangt, dëst ze änneren an et esou ze erméiglechen, dass och bei Trajete mam Adapto dierfen Hausdéieren oder Wallisse matgeholl ginn?

3. Wéi vill accessibel Taxie gëtt et hei am Land, déi grouss genuch sinn, fir souwuel ee Rollstull wéi och Wallisse mathuelen ze kënnen?

**Réponse** (05/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Laut hirer parlamentarescher Fro wieren déi honorabel Deputéiert vu betraffene Persounen ugeschwat ginn, datt op engem Trajet am Adapto keng Wallissen oder Hausdéieren erlaabt wieren.

Den zoustännege Service an der Verwaltung fir öffentlechen Transport hat zum Theema Wallissen am Adapto eng rezent Ufro, fir kënnen op engem Trajet fir eng Vakanz Wallisse matzehuelen. Opgrond vun der kuerzfristeger Ufro an de feelenden Detailer konnt dësen Trajet awer net mat de Wallissen assuriéiert ginn.

Déi konkret Froe vun den éierewäerten Deputéiert kënnen follgendermoosse beäntwert ginn.

ad 1. Op all Trajet mam Adapto ass et prinzipiell erlaabt, Hausdéieren a Wallisse matzehuelen. Et ass awer wichteg, déi Informatioun am Virus den Organisateure vum Service matzedeele. Ech erënneren drun, datt den Adapto e Sammeltransport ass, mat deem och nach aner Clientë kënnen matfueren. Besonnesch wann et sech ëm méi voluminéis Wallissen handelt, muss kënnen séchergestallt ginn, datt och en adaptéiert Gefier agesat gëtt, wou genuch Plaz dran ass.

Ech verweisen op d'„conditions générales d'accès et d'utilisation du service Adapto“, déi mam Formular vun der Demande online ze fanne sinn, déi mam Areeche vun der Demande akzeptéiert gi sinn, an déi nach eemol zesumme mat der Adapto-Kaart verschéckt ginn. An dëse steet follgendes: „Les bénéficiaires sont autorisés à transporter un sac dont la taille ne dépasse pas celle d'un bagage à main standard.“

<https://www.mobiliteit.lu/wp-content/uploads/2023/08/Conditions-dutilisation-Version20230109.pdf>  
<https://guichet.public.lu/fr/citoyens/transport/transports-commun/cartes-acces-priorite/cartemobilite-reduite-adapto.html>

ad 2. D'Fro ass duerch den 1. Punkt scho beäntwert. Eppes anescht ass de Moment net geplangt.

ad 3. Beim Service Adapto handelt et sech net ëm en Taxi Service, mee ëm eng Form vun Transport op Ufro fir Leit mat enger kierperlecher oder mentaler Behënnerung. Dëse gëtt als Alternativ zum öffentlechen Transport zur Verfügung gestallt. Aktuell gëtt et 616 aktiv Gefierer, déi mindestens ee Rollstull transportéiere kënnen, an ongeféier 130, déi eng sougenannte „Chaise roulante lourde“ transportéiere kënnen. Allerdéngs ass et net méiglech, fir an all Gefier och zousätzlech gréissert Gepäck kënnen matzehuelen. Dëst ass ofhängeg vum Typ vum Gefier an de verschidene Amenagementen a Positiounen vun de Sëtzer.

Dat aktuell Gesetz iwwert d'Taxie gesäit keng Obligatioun fir Taxisbetriber vir, eng Beförderung vun Client mam Rollstull maachen ze mussen. Aus deem Grund entzitt sech dem Ministère senger Kenntnis, wéi vill Taxien entsprechend equipéiert sinn.

**Système de navigation utilisé par le service Adapto** | Question **0719** (10/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De 6. Mee gouf et eng Entrevue tëscht dem Ministère des Transports an Info-Handicap. An der Entrevue

goung et virun allem ëm Problemer ronderëm de Service vum Adapto, deen an de leschte Joren ëmmer nees wéinst enger Rei vun Dysfonctionnementen massiv an der Kritik stoung. Vun Info-Handicap gouf e Sondage ënner sengen Membere gemaach, fir Informatiounen iwwert verschidene Aspekter vum Adapto ze sammelen.

Ee vun de grouse Problemer ass, dass d'Adresse vum Navigatiounssystem net erkannt ginn. Dës Erfahrung hu 40,61 % vun den 197 Persounen, déi un dëser Ëmfro deelgeholl hunn, scho misse maachen.

An deem Zesammenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Kann d'Ministesch erklären, wéi et méiglech ass, dass et zu sou ville Fäll komme konnt, wou den Navigatiounssystem d'Adress net kannt huet?

**Réponse** (06/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert beruffen sech op d'Resultat vun enger Ëmfro, wou 40,61 % vun den 197 Persounen, déi un dëser Ëmfro deelgeholl hunn, schonn emol e Problem mat enger Adress am Navigatiounssystem haten.

Déi konkret Fro no der Erklärung, „wéi et méiglech ass, dass et zu sou ville Fäll komme konnt, wou den Navigatiounssystem d'Adress net kannt huet?“ kann ech esou beäntwerten:

Den Navigatiounssystem baséiert op den Donnéeën vu Google Maps, déi reegelméisseg aktualiséiert an optiméiert ginn. Op d'Zouverlässigkeit vun deenen Donnéeën huet d'Verwaltung fir den öffentlechen Transport (ATP) just limitéierten Afloss.

Bei enger Reservatioun vun enger Faart kann een, wann een d'Adress op eng aner Manéier wëll uginn, de Pin präzis op déi gewünschte Plaz op der Kaart setzen. Esou gëtt d'Chauffeuse oder de Chauffeur op déi richteg Plaz geleet. Beim Reservéieren iwwer Telefon am Callcenter gëtt dëst och gréisstendeels applizéiert, fir all méiglech Konfusiounen ze verhënneren.

Zousätzlech besteet bei all Reservatioun d'Méiglechkeet, eng Notiz oder Umierkung fir d'Chauffeuse oder de Chauffeur ze hannerloosse mat eventuell präzisen Informatiounen zur Adress. Wann d'Chauffeuse oder de Chauffeur um Wee ass, fir déi nächst Persoun sichen ze fieren, kritt si oder hien dës Informatiounen ugewisen a kann se berécksiichtegen.

Iwwregens huet d'ATP an der Period tëschent Juli 2023 an Dezember 2023 61 schréfflech Reklamatiounen zum Adapto traitéiert, dovunner hunn der 3 d'Adress betraff, dëst op ronn 90.000 Faarten.

**Ceinture de sécurité dans les transports publics** | Question **0720** (10/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg gëllt am Stroosseverkéier eng Gurtpflicht. Wie mam Auto ënnerwee ass, muss sech ustrécken. Och a Linnen- a Reesbusse gëtt et eng Obligatioun, fir sech unzeestrecken op Sätzplazen, déi mat engem Gurt equipéiert sinn. Am Fall vun engem Accident kann de Gurt verhënneren, dass e:ng Passagéier:in sech oder anerer schwéier verletzt, an dofir ass en ee wichteg Sécherheeselement.

Trotzdeem ass zu Lëtzebuerg nach net all Bus mat Sécherheetsgurten equipéiert.

An deem Zesammenhang wéilte mir der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Ass der Regierung bekannt, wéi vill Busser, déi fir den öffentlechen Transport agesat ginn, net mat Sécherheetsgurten equipéiert sinn (an absolutten Zuelen an a Prozent)?

2. Ass der Regierung bekannt, wéi vill Busser, déi spezifesch fir den Transport scolaire agesat ginn, net mat Sécherheetsgurten equipéiert sinn (an absolutten Zuelen an a Prozent)?

3. Gëtt drop opgepasst, dass Busser, déi mat Sécherheetsgurten equipéiert sinn, prioritär fir de Schoultransport agesat ginn?

**Réponse** (05/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'RGTR-Flott, déi de regionalen an nationale Reseau ofdeckt, ass quasi komplett mat Sécherheetsgurten equipéiert.

Vun den 1.251 Busser, déi aktuell an der RGTR-Flott ugemellt sinn, sinn et just 9 Busser, déi ouni Sécherheetsgurten equipéiert sinn (0,72 %). Bei dëse Busser handelt et sech ëm eeler Modeller.

Bei der AVL a beim TICE, déi den urbane Raum mat hirer Flott ofdecken, ass d'Situatioun déi follgend:

- TICE: Vun 140 Busser ass kee mat Sécherheetsgurten equipéiert
- AVL: 48 Busser hu keng Sécherheetsgurten (36 % vun der AVL Flott)

Bei der AVL sief bemierkt, dass duerch déi zukünfteg Erneuerung vun der Flott, 100 % vun de Busse fir Ufank 2026 mat Sécherheetsgurten equipéiert wäerte sinn.

ad 2. Am Schoultransport ass et esou, dass engersäits Bussen agesat ginn, déi spezifesch fir den Transport scolaire fieren, anerersäits awer och Busser, déi am regulären öffentlechen Transport fieren.

Wat de regionalen an nationale Reseau ubelaangt, si vun den 235 Busser, déi spezifesch fir den Transport scolaire agesat ginn, 100 % mat Sécherheetsgurten equipéiert.

Fir den AVL-Reseau gëtt et keng Busser, déi spezifesch fir den Transport scolaire agesat ginn.

Um Reseau vum TICE komme 47 Busser pro Dag ouni Sécherheetsgurte fir de Schoultransport, d. h. fir den Enseignement secondaire, an den Asaz.

ad 3. Prinzipiell gëtt besonnesch Wäert drop geluecht, dass Busser, déi mat Sécherheetsgurten equipéiert sinn, prioritär fir de Schoultransport agesat ginn.

**Hotspot de squatteurs à Ettelbruck** | Question **0721** (13/05/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

An der Press stoung rezent een Artikel iwwer e sougenannte Squatter-Hotspot ze liesen, deen sech zu Ettelbréck an de leschte Méint forméiert huet, wou ënner anerem och Droge géife konsuméiert ginn. Duerch Exkrementen an Dreck steigt de Risiko vun Infektiounen op dësem Hotspot. Kee Wonner, datt d'Awunner an d'Gemeng sech Suerge maachen an net sou richtig wëssen, wéi dës Situatioun entschäerft ka ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Ass d'Inspection sanitaire schonn ageschalt ginn, fir de betraffenen Terrain zu Ettelbréck ze besichen an eventuell Moosnamen ze ergräifen, wann déi öffentlech Gesondheet a Fro gestallt wier?

2. Wa jo, iwwer wat fir Instrumenter verfüügt d'Inspektioun, fir sou Situatiounen ze deblockéieren?

3. Wéi dacks an op wat fir enge Plazen ass d'Inspektioun an de leschte Jore geruff ginn, fir änlech Hotspotten opzeléisen?

4. Stëmmt et, datt de Phänomeen vum Drogekonsum an de Garer Quartieren zu Esch-Uelzecht an zu Ettelbréck zanter Januar 2024 zougeholl huet?

**Réponse** (13/06/2024) de **Mme Martine Deprez**,  
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Inspection sanitaire huet bis elo keng Kenntnis vun esou Plazen an ass an deem Sënn och nach ni ageschalt ginn.

ad 2. n/a

ad 3. D'Inspection sanitaire ass, wéi an der Äntwert op d'Fro 1 präziséiert, nach ni ageschalt ginn.

ad 4. Den Observatioun vum der Fondatioun Jugendan Drogenhëllef (JDH) no, déi säit Joerzénge zu Esch an Ettelbréck Hëllefsoffere fir drogenofhängeg Mënschen ubitt, kann ee folgend Constaten zeréckbehalen:

Säit ufangs des Joers enregistréiert den niddereschwellige Service Contact Nord vun der JDH zu Ettelbréck méi Passagen. Dëst ass awer virun allem doduerch bedéngt, dass d'Éffnungszäite vum Service verlängert goufen.

De Public vum Service Contact Nord war éischter op seng „Stammclienté“ limitéiert. Rezent gräifen awer och onbekannte Clienté respektiv Clienten, déi aus der Stad kommen a virun do op spezialiséiert Services zeréckgegraff hunn, op de Service Contact Nord zréck.

Dëst ass op de Kontext vun der progressiver Dezentraliséierung vun de Services zeréckzeféieren, déi ee méi diversifizéierte regionalen Accès vun den nationalen Hëllefsoffere fir drogenofhängeg Mënsche méiglech mécht.

Et schéngt dann och esou ze sinn, dass déi Persounen, déi sech op der Ettelbrécker Gare ophalen, generell an enger prekärer Situatioun sinn, mee net onbedéngt e problematesche Konsum vun illegalen Drogen opweisen. D'Clienté sinn dann och meeschtens staark alkoholiséiert, wann si de Service Contact Nord besichen.

Op Basis vun dësen Observatiounen ass et schwéier ze soen, ob de Phänomeen vum Drogekonsum zougeholl huet oder sech éischter verännert huet.

Am superviséierten Drogekonsumraum zu Esch sinn d'Zuele vum Konsum liicht zeréckgaangen, d'Zuele vum Sprëtzenaustausch dogéint awer net. Dës Tendenz kann een esou interpretéieren, dass de Konsum op aneren an/oder private Plaze stattfënnt. Laut der Fondatioun Jugend- an Drogenhëllef ass den Drogekonsum am éffentleche Raum awer éischter rar zu Esch.

**Prix équitables pour les agriculteurs** | Question  
**0722** (13/05/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Lors des récentes manifestations par des acteur.trice.s du domaine agricole au niveau européen, les manifestant.e.s ont revendiqué que leur position dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire soit renforcée et qu'il.elle.s reçoivent des prix équitables pour leurs produits, dénonçant que parfois les prix obtenus ne couvrent même plus leurs coûts de production.

Afin de trouver des solutions à cette problématique, les ministres de l'agriculture de l'UE ont notamment discuté le réexamen de la directive sur les pratiques commerciales déloyales, et le commissaire européen du ressort a annoncé la création d'un observatoire européen des prix et des marges afin d'accroître la transparence dans ce domaine.

D'autres initiatives ont été prises par certains États membres ou par des acteur.trice.s de la chaîne alimentaire au fil des dernières années et mois dans l'objectif d'améliorer la position des exploitations agricoles dans la chaîne alimentaire : filières équitables nationales, des prix planchers, l'encouragement de la formation de coopératives agricoles, l'encouragement du raccourcissement des chaînes d'approvisionnement (p. ex. vente directe), ou encore la mise en place de coopérations avec la distribution afin de sensibiliser les consommateur.trice.s sur la part touchée par l'agriculteur.trice sur des produits spécifiques.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelle est l'ampleur du problème de la vente de produits agricoles à des prix proches ou inférieurs au coût de production au Luxembourg ? Quels produits ou secteurs agricoles sont les plus touchés par cette situation ?

2) Quelles mesures au niveau européen Madame la Ministre considère-t-elle prioritaires afin d'accroître la transparence des prix et de renforcer la position des agriculteur.trice.s dans la chaîne alimentaire ?

3) Quelle est la stratégie de Madame la Ministre pour endiguer la problématique au niveau national ? Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre et quels moyens financiers et personnels compte-t-elle investir dans ce contexte ?

4) Est-ce que Madame la Ministre trouverait intéressante e. a. l'idée d'une initiative conjointe avec les grandes enseignes de distribution, tant au Luxembourg qu'en Europe, visant à encourager les consommateur.trice.s à choisir des produits régionaux en affichant clairement la part des prix revenant aux producteur.trice.s ?

**Réponse** (13/06/2024) de **Mme Martine Hansen**,  
Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Tout en sachant que les marges réalisables au niveau de la vente de produits agricoles primaires sont également relativement faibles au Luxembourg, la situation décrite par l'honorable Députée n'est pas constatée dans la même envergure que dans d'autres régions de l'Europe, sachant que les producteurs luxembourgeois profitent du niveau de vie global assez élevé dans notre pays et d'une grande proximité auprès des consommateurs, permettant ainsi de mieux valoriser leurs productions.

ad 2) Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (MAAV) soutient le renforcement de la position de l'agriculteur dans la chaîne alimentaire. La situation de marché actuelle est telle que les prix sont favorables, mais les coûts des intrants (énergies, fertilisants, aliments concentrés) sont encore à des niveaux très élevés.

Dans ce contexte, il faut rappeler que les aides directes de la PAC sont payées aux exploitations agricoles, afin de compenser le déficit de revenu des agriculteurs.

Le MAAV soutient la création d'un observatoire européen des prix et des marges au sein de la chaîne alimentaire au niveau UE. Le marché agricole

luxembourgeois est dépendant des pays voisins ainsi que des autres pays de l'UE, c'est pourquoi une analyse au niveau UE est la meilleure démarche. L'observatoire se réunira pour la première fois le 17 juillet prochain ; une deuxième réunion est prévue en octobre de cette année. Il faudra attendre les résultats de ce groupe d'experts qui réunira des experts des États membres et de la filière agricole. Toutefois, il faudra également s'assurer que les spécificités régionales et nationales soient prises en compte. Il faudra également veiller à ce que les résultats n'entraînent pas de charges administratives supplémentaires.

En ce qui concerne la directive sur les pratiques commerciales déloyales (PCD), un premier rapport de mise en œuvre de la Commission européenne publié le 23 avril 2024<sup>4</sup> a constaté que l'infraction la plus souvent reportée (30 %) a été le paiement tardif de l'acheteur au fournisseur pour les produits périssables (30 jours) et des produits non périssables (60 jours). Même si les plaintes préservent l'anonymat du plaignant, le rapport relève qu'une principale cause pour ne pas avoir porté plainte est le facteur de la peur par rapport à l'acheteur (30 %). À noter qu'au Grand-Duché de Luxembourg aucune plainte n'a été reportée à ce stade selon le Conseil de la concurrence qui est l'autorité compétente pour la mise en œuvre de la directive au Luxembourg.

Le rapport a également montré que la prise de conscience de cette directive est trop faible dans la chaîne alimentaire. Un autre problème identifié dans le rapport est l'application transfrontière de la directive. Même si la directive prévoit une assistance mutuelle dans le cadre d'enquêtes transfrontières, cette base juridique ne semble pas être suffisante sur le terrain, surtout dans le cas où les acheteurs sont situés dans un EM différent de celui du fournisseur. Ceci concerne un problème de langue mais aussi la différence de choix de types d'autorités compétentes. C'est pourquoi la Commission européenne a annoncé qu'elle proposera une réglementation sur l'exécution transfrontalière au 3<sup>e</sup> trimestre 2024. En outre, la Commission européenne voudrait réaliser une enquête plus approfondie sur l'incidence des alliances d'achat sur les acteurs tels que les agriculteurs.

La Commission européenne a effectué quatre sondages annuels depuis la mise en application de la directive auprès des acteurs de la filière alimentaire.<sup>5</sup> Une évaluation de la directive doit être réalisée par la Commission européenne jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2025.

Le MAAV soutient toute mesure pour renforcer la directive PCD afin de réduire l'existence d'asymétrie du pouvoir de négociation entre fournisseur et acheteur et de supprimer les pratiques commerciales déloyales.

ad 3) Le MAAV soutient la production primaire nationale sur plusieurs niveaux législatifs et en offrant des formations aux restaurations collectives pour propager les denrées alimentaires locales et les aliments de saison et biologiques. L'approche choisie est de faire connaître aux consommateurs d'aujourd'hui et de demain le potentiel et le besoin de respect d'une alimentation locale. Dans ce contexte, un volet important est de sensibiliser les citoyens au sujet du gaspillage alimentaire. Selon l'article 29 de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, les entreprises reçoivent, sur demande, une aide pour les investissements de modernisation, d'innovation ou de développement dans la transformation et commercialisation

<sup>4</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52024DC0176>

<sup>5</sup> <https://datam.jrc.ec.europa.eu/datam/topic/UTP/>



de produits agricoles. Le taux de l'aide est de 25 pour cent du coût éligible de l'investissement. En vue de renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne de valorisation, une majoration de 5 points de pourcentage est accordée aux coopératives d'agriculteurs et aux entreprises pratiquant une politique de prix équitables envers les producteurs de produits agricoles primaires.

ad 4) Le Gouvernement favorise la mise en place de marchés équitables. Une initiative d'approvisionnement telle que Supply4Future permet de mettre en relation les producteurs avec la restauration grâce à un système d'achat en cascade (bio national, conventionnel national, ...) les produits de qualité luxembourgeois sont favorisés. Pour chaque appel d'achat, les producteurs ont la possibilité de faire une mise d'offre où ils peuvent indiquer les prix qui permettront une rentabilité de leur travail.

.....

**Réforme des finances communales** | Question **0723** (13/05/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En réponse à ma question élargie sur le sujet de la réforme annoncée des finances communales, posée lors de la séance publique du 2 mai, Monsieur le Ministre a répondu qu'il envisage des réformes à court et à moyen terme. Une des réformes annoncées à court terme était une adaptation du critère de la population ajustée du Fonds de dotation globale des communes. Ainsi, la commune de Mondorf profiterait d'une majoration du critère de la population ajustée de 5 % et les communes d'Ettelbruck, d'Erpeldange et de Diekirch, reconnues comme nouveau noyau « Nordstad », profiteraient d'une majoration de 25 %. Ceci dans l'esprit de respecter et d'exécuter le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) 2023.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau comparatif qui reprend la dotation totale pour 2022 par commune, telle que versée aux communes, et telle qu'elle aurait été versée si la réforme annoncée avait déjà été en place ?

– Monsieur le Ministre prévoit-il un nouveau mécanisme de compensation afin de ne pas priver d'autres communes de moyens financiers ?

– Dans l'affirmative, quel sera le montant nécessaire pour cette compensation ?

– Aussi dans l'affirmative, Monsieur le Ministre prévoit-il également d'adapter cette majoration selon les différents types de CDA ?

**Réponse** (12/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert de l'adaptation du critère de la population ajustée du Fonds de dotation globale des communes (FDGC) et de son impact sur les communes. Lors de cette adaptation, les populations des villes de Diekirch et d'Ettelbruck seraient augmentées à raison de 10 %, celles des communes d'Erpeldange-sur-Sûre et de Mondorf-les-Bains à raison de 5 %.

Le Programme directeur d'aménagement du territoire 2023 (PDAT), adopté par le Gouvernement précédent, définit les centres de développement et d'attraction (CDA). Les endroits définis ne sont plus des communes, mais des localités. Or, les règles de répartition du Fonds de dotation global des communes (FDGC) tiennent compte des communes et non

des localités visées par le PDAT. Contrairement à mon prédécesseur, je tiens à respecter les dispositions du PDAT. Ainsi j'ai décidé d'allouer ensemble 25 % aux villes de Diekirch et d'Ettelbruck et à la commune d'Erpeldange-sur-Sûre suite à des discussions avec les responsables des communes concernées.

Je mène aussi des discussions avec le Ministre des Finances pour prévoir une compensation partielle à hauteur d'un tiers de l'impact de cette adaptation afin de limiter l'impact sur la part des autres communes dans le FDGC.

Ainsi il y a lieu de modifier l'article 3, paragraphe 2, point 2, lettre a) de la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes qui prendrait la teneur suivante :

« a) 82 pour cent entre les communes d'après la population ajustée, l'ajustement étant défini en fonction de critères d'aménagement du territoire et de densité et effectué avec la somme des pourcentages définis comme suit :

i) Quant aux critères d'aménagement du territoire, la population de la ville de Luxembourg est augmentée à raison de 45 pour cent, celle de la ville d'Esch-sur-Alzette à raison de 25 pour cent, celles des villes de Diekirch et d'Ettelbruck à raison de 10 pour cent et celles des villes de Differdange, de Dudelange, d'Echternach, de Grevenmacher, de Remich, de Vianden et de Wiltz, de même que celle des communes de Clervaux, d'Erpeldange-sur-Sûre, de Junglinster, de Mersch, de Mondorf-les-Bains, de Redange-sur-Attert et de Steinfort à raison de 5 pour cent. »

J'entends effectuer cette modification par la loi sur le budget de l'État 2025.

Un tableau annexé à la présente reproduit la dotation totale pour 2022 par commune, telle que versée aux communes, et telle qu'elle aurait été versée si la réforme annoncée avait déjà été en place pour l'année 2022.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

.....

**Téléconsultations** | Question **0724** (13/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Les téléconsultations chez les médecins ont été instaurées au Luxembourg en avril 2020, en réponse à la pandémie de Covid-19 et aux mesures de distanciation sociale mises en place pour limiter la propagation du virus.

La téléconsultation est actuellement régie par une ordonnance ministérielle du 18/12/2023 concernant les mesures sanitaires applicables aux soins de santé ambulatoires. Cette ordonnance est en vigueur depuis le 01/01/2024 et le restera jusqu'au 30/06/2024 inclus.

Lors de l'heure de questions du 2 mai, Madame la Ministre a déclaré ne pas pouvoir prolonger l'ordonnance en question, et qu'une solution plus permanente via projet de loi ne serait pas prête fin juin. Ainsi les téléconsultations seront dépourvues de base légale à partir du 1<sup>er</sup> juillet, ce qui ne restera probablement pas sans incidence sur l'affluence aux cabinets médicaux.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Endéans quel délai le projet de loi relatif aux téléconsultations pourrait-il être finalisé ?

2) Combien de téléconsultations sont remboursées par mois depuis leur introduction en 2020 ? Quel pourcentage des consultations se fait via téléconsultation ?

3) Au vu des inconvénients aussi bien pour les patient.e.s que pour les médecins, et sachant que la plateforme eSanté a mis en place une plateforme dédiée aux téléconsultations, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une solution devrait être proposée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2024 ?

**Réponse** (24/06/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les pourparlers sont en cours et un échéancier détaillé ne peut pas encore être établi.

ad 2) Quant au pourcentage de consultations effectuées via téléconsultation, il y a lieu de préciser que seules les nomenclatures des médecins et médecins-dentistes permettent d'établir une comparaison effective entre les consultations se faisant en présentiel (normales, majorées ou spéciales) et les téléconsultations.

Les tableaux repris ci-dessous illustrent le nombre total de téléconsultations remboursées, ainsi que le pourcentage que ces téléconsultations représentent parmi les consultations majorées, les consultations normales et les consultations spéciales prestées par les médecins et les médecins-dentistes entre mars 2020 et mai 2024.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Concernant les professions de soins de santé – sages-femmes, orthophonistes, diététiciens et psychothérapeutes – la structure de leurs nomenclatures ainsi que la nature hybride (en présentiel ou via téléconsultation) de certains actes desdites nomenclatures ne permettent pas de procéder à une telle comparaison. Dès lors, il s'avère impossible de fournir un pourcentage de consultations effectuées via téléconsultation pour les professions de soins de santé précitées.

Les tableaux ci-dessous se limitent dès lors à produire les nombres de téléconsultations confirmées qui ont trait à la profession des soins de santé des sages-femmes.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

En dernier lieu, il y a lieu de préciser que ces statistiques ne sont pas définitives, étant donné que les assurés peuvent introduire leur demande de remboursement auprès de la CNS endéans deux ans. Ainsi, les chiffres produits pour les années 2022, 2023 et 2024, et surtout ceux relatifs aux derniers six mois, pourraient être corrigés vers la hausse, une fois toutes les demandes de remboursement reçues et traitées par la CNS.

ad 3) Comme évoqué sous 1), les premiers pourparlers destinés à analyser le besoin de la mise en place de moyens de consultation à distance est en phase d'élaboration. Jusqu'au 30 juin, l'acte « téléconsultation » mis en place dans le cadre de la pandémie Covid-19 est toujours applicable.

Par ailleurs, l'outil mis en place par l'agence eSanté ne concernait qu'un nombre restreint de téléconsultations, la grande majorité a été effectuée par d'autres moyens de télécommunications.

Ci-après le détail pour 2023 et 2024 des téléconsultations effectuées par ladite plateforme :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Mise en œuvre de mesures d'aide pour enfants à besoins spécifiques de l'école fondamentale au niveau local et régional** | Question 0725 (14/05/2024) de **M. David Wagner** (déli Lénk)

D'après un certain nombre de témoignages qui me sont parvenus, il semblerait que, lorsqu'il existe des soupçons de difficultés cognitives ou psychologiques chez un élève du fondamental, il arriverait régulièrement qu'un.e instituteur.ice se tourne immédiatement vers une ESEB au niveau régional pour obtenir un diagnostic au lieu de tenter d'abord des aménagements et des mesures d'aide en classe, ce pourquoi il ou elle est néanmoins compétent.e.

Il arriverait également qu'une ESEB retransmette immédiatement un dossier vers un centre de compétence au niveau national alors qu'elle pourrait déjà mettre des aménagements en place, et ce d'autant plus qu'une ESEB comporte déjà une équipe pluridisciplinaire compétente en la matière.

Cela allège sans doute la charge de travail au niveau local et régional, du moins dans l'immédiat, mais risque d'accroître d'autant plus celui des centres de compétence. Et il existe surtout un risque que les difficultés de l'élève s'aggravent de façon artificielle, étant donné les délais actuels (de dix à douze mois) pour l'établissement d'un diagnostic dans un centre de compétence. Cette manière de procéder n'est sans doute pas optimale : parfois des mesures assez simples ou de bon sens telles qu'augmenter la police des textes que l'élève a à lire peuvent déjà représenter un soulagement significatif en classe. Attendre un diagnostic officiel avant de mettre en œuvre des mesures d'aide est donc hautement problématique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

1) Monsieur le Ministre pourrait-il résumer quelles sont ses consignes officielles pour les instituteurs et institutrices d'une part et pour les ESEB de l'autre, ainsi que leurs responsabilités en la matière, s'agissant de l'attitude et des actions à mettre en œuvre en cas de constat de difficultés chez l'élève ?

2) Quelles sont ses consignes pour les directions des écoles fondamentales en la matière ? Compte-t-il étudier le problème évoqué dans cette question parlementaire de plus près ?

3) Monsieur le Ministre pourrait-il également détailler quel est, au niveau national, le niveau obligatoire de formation et de compétence attendu de tous les instituteurs et institutrices du pays en matière de gestion des enfants à besoins spécifiques, ainsi que la manière dont ces compétences sont vérifiées ?

4) Y a-t-il déjà eu des cas où un instituteur a reçu un blâme officiel de la part de son administration pour sa gestion des difficultés d'un élève à besoins spécifiques ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il fournir des données qui détaillent la fréquence de tels cas et les raisons de ces blâmes ?

5) Enfin, par ESEB régionale, sur le nombre de dossiers à traiter arrivés chaque mois en 2022 et en 2023, combien ont été immédiatement retransmis à un centre de compétence sans que des mesures d'aide n'aient d'abord été mises en œuvre ?

6) Finalement, n'existe-t-il pas un écart entre la procédure officielle (telle que décrite dans le document que j'ai joint en annexe) et la pratique sur le terrain, et si oui, Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à une réforme de cette procédure ?

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En introduisant un nouveau dispositif pour la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques en 2017 et 2018, le Luxembourg a mis en œuvre une réforme fondamentale de l'inclusion scolaire au Luxembourg. Avec la mise en place du dispositif à trois niveaux, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a investi des ressources considérables dans la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Il s'agissait de créer une offre cohérente qui couvre tout le pays de manière à garantir à l'ensemble des élèves concernés un accès équitable à des prestations de qualité axées sur leurs besoins individuels.

L'encadrement d'enfants à besoins éducatifs spécifiques s'organise aujourd'hui à plusieurs niveaux :

Au niveau local, les équipes pédagogiques mettent en œuvre les activités qui visent à créer un cadre stimulant les apprentissages de tous les élèves. Dans ce contexte, l'évaluation formative influence les actions pédagogiques que le personnel enseignant met en œuvre et le choix des moyens didactiques appropriés.<sup>6</sup> En se basant sur l'évaluation formative de l'élève, les équipes pédagogiques décident les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique suivants pour favoriser la réussite scolaire de tous les élèves :

1. des dispositifs de différenciation des parcours de formation à l'intérieur de la classe pour aider les élèves qui éprouvent des difficultés et pour stimuler les élèves qui manifestent des aptitudes particulières ;
2. des mesures de décloisonnement consistant à permettre à des élèves de différentes classes d'être regroupés temporairement selon leurs besoins, leurs intérêts ou leur niveau de compétence ;
3. la possibilité offerte à un élève de suivre des enseignements dans un autre cycle ;
4. des mesures d'accompagnement décidées en fin de cycle pour être mises en œuvre au cycle suivant selon les besoins de l'élève.<sup>7</sup>

L'instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS) soutient les équipes pédagogiques dans la prise en charge des élèves présentant des difficultés d'apprentissage ou ayant des besoins socio-émotionnels. Outre l'assistance en classe des élèves concernés, l'I-EBS assure le lien avec les acteurs régionaux et, le cas échéant, nationaux.

À partir de la rentrée 2024-25, 50 assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (A-EBS) contribueront à la prise en charge des élèves à besoins spécifiques en assistant ces derniers dans la réalisation des gestes de la vie quotidienne et en favorisant leur participation aux activités prévues dans tous les lieux de la vie scolaire.<sup>8</sup> Le recrutement des A-EBS s'étalera sur trois années pour aboutir à un total de 150 agents.

Au niveau régional, une commission d'inclusion (CI) fonctionne au sein de chacune des 15 directions de région de l'enseignement fondamental. Elle définit soit à la demande des parents, soit à la demande du personnel enseignant, pour autant que les parents aient marqué leur accord, des mesures à entamer pour l'élève, qui sont reprises dans un plan de prise en charge individualisé.

Le plan de prise en charge individualisé peut consister en :

1. l'adaptation de l'enseignement en classe, assuré par le titulaire de classe en collaboration avec l'équipe pédagogique ;
2. des aménagements raisonnables dans le cadre de l'enseignement en classe, des tâches imposées à l'élève pendant les cours et en dehors des cours, ainsi que lors des épreuves d'évaluation, ayant pour objectif de faire valoir à l'élève les compétences acquises ;
3. la fréquentation d'un atelier de développement et d'apprentissage ;
4. l'assistance en classe, par des membres de l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) rattachée, pour la période d'intervention, à l'équipe pédagogique ;
5. la fréquentation temporaire pour l'apprentissage de certaines matières, dans une classe autre que la classe d'attache.<sup>9</sup>

La CI veille à la mise en œuvre du plan de prise en charge individualisé et évalue annuellement ce dernier pour y intégrer les adaptations jugées nécessaires à assurer le progrès scolaire de l'élève. La CI désigne une personne de référence pour chaque élève. Cette personne est l'interlocuteur de l'élève et de ses parents.<sup>10</sup> Si la CI estime que l'élève requiert une prise en charge spécialisée, elle peut s'adresser à la Commission nationale d'inclusion (CNI) avec l'accord des parents. Les parents peuvent aussi choisir de s'adresser directement à la CNI.<sup>11</sup>

En situation de crise, une première intervention peut être assurée par l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) qui effectue un diagnostic suite auquel elle décide soit de conseiller le titulaire de classe et l'équipe pédagogique, l'I-EBS et l'école, ainsi que les parents concernés dans la mise en œuvre de la prise en charge qui peut être proposée par la CI, soit d'assurer elle-même une prise en charge de l'élève à besoins éducatifs spécifiques, telle qu'arrêtée par la CI.

Au niveau national, la CNI est saisie de toute demande en vue d'une intervention spécialisée ambulatoire, d'une scolarisation spécialisée, d'une mesure de rééducation et de thérapie ou d'ateliers d'apprentissage spécifiques par un centre de compétences en psychopédagogie spécialisée. Le dossier de cette demande comprend entre autres un relevé chronologique des mesures mises en place antérieurement.

La CNI vérifie le bien-fondé des demandes et décide si un centre de compétences en psychopédagogie spécialisée est à charger de l'établissement d'un diagnostic spécialisé. Le diagnostic spécialisé réalisé sous la responsabilité des centres de compétences concernés renseigne sur les besoins spécifiques éventuels de l'enfant ou du jeune et comporte un descriptif des mesures dont la mise en œuvre est recommandée. Ce diagnostic spécialisé est à remettre à la CNI dans un délai de trois mois à partir du moment où le centre a été chargé de l'établissement du diagnostic spécialisé. Après la réalisation du diagnostic spécialisé, la CNI vérifie la conformité de la constitution du dossier, se prononce sur la suite à réserver à la demande et propose les mesures à entamer. Ces mesures ne peuvent pas être mises en œuvre sans l'accord des parents ou de l'élève majeur.

<sup>6</sup> Art. 3 du règlement grand-ducal modifié du 6 juillet 2009 déterminant les modalités d'évaluation des élèves ainsi que le contenu du dossier d'évaluation

<sup>7</sup> Article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

<sup>8</sup> Article 27bis de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

<sup>9</sup> Article 29bis de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

<sup>10</sup> Article 31 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

<sup>11</sup> Article 29 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

ad 2) Les directions régionales soutiennent le concept d'inclusion et mettent en œuvre les mesures prévues dans les dispositions légales pour permettre aux élèves concernés de poursuivre leur scolarité dans leur classe ordinaire dans les meilleures conditions possibles.

Le dispositif de prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques a fait l'objet en 2022 d'une évaluation<sup>12</sup> afin de continuer à développer davantage l'inclusion scolaire au Luxembourg. Cette évaluation comprenait une enquête auprès des différents acteurs impliqués dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques, y compris les directeurs de région adjoints qui président les commissions d'inclusion, le personnel de l'ESEB et les enseignants. Bien que l'évaluation ait confirmé en grande partie le bien-fondé de la politique existante en matière d'inclusion scolaire, elle a mis en exergue différents points qui demandaient une attention particulière dans le cadre d'une amélioration continue du dispositif et de ses composantes.

Les dispositions modificatives apportées à la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental par le biais de la loi du 30 juin 2023 tiennent entre autres compte de l'évaluation réalisée en 2022 :

- Les délais et durées des procédures en place ont été relevés par divers acteurs, dont les enseignants, comme trop chronophages résultant dans une hésitation des enseignants à initier des demandes d'aide et une préférence de gérer la situation eux-mêmes en classe. À la suite de la modification des dispositions légales, les délais obligatoires de mise en place de mesures et, plus spécifiquement, de la phase de diagnostic, ont été réduits (quatre semaines pour la commission d'inclusion respectivement trois mois pour les centres de compétences)<sup>13</sup>.

De plus, il est désormais clairement précisé qu'une mission principale des ESEB de l'enseignement fondamental constitue l'établissement d'un premier diagnostic des besoins de l'élève sur demande de la CI. En ce sens et en vue d'une flexibilisation du processus de diagnostic et d'une augmentation de la réactivité face à une demande de prise en charge d'un élève, il est évident que le diagnostic établi par les ESEB devra figurer parmi les pièces composant le dossier que la CI soumet à la CNI. Ainsi, la modification de la loi adapte l'orientation du diagnostic aux exigences actuelles, en trouvant un équilibre entre l'assurance de la qualité et la rapidité de l'intervention.

- L'évaluation avait constaté des freins et des obstacles à l'inclusion rencontrée sur le terrain. La création du poste A-EBS constitue une réponse à ces défis. Il s'agit d'une nouvelle fonction au sein des établissements de l'enseignement fondamental. Les A-EBS assisteront les I-EBS et aideront les EBS au niveau des soins d'hygiène afin de faciliter la participation des EBS à la vie scolaire.<sup>14</sup>

- Les résultats de l'enquête ont révélé qu'il existait toujours un besoin d'information en rapport avec les principes de l'éducation inclusive et du dispositif de prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques. C'est dans ce contexte qu'a été créé le Service national de l'éducation inclusive (SNEI) qui a pour but

de promouvoir l'éducation inclusive et de développer la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

ad 3) Dans le cadre de la formation théorique du Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) proposé par l'Université du Luxembourg, les futurs enseignants doivent suivre une série de cours dans le domaine de l'accompagnement des élèves à besoins spécifiques, dont entre autres :

- Sprachentwicklung und Sprachentwicklungsstörungen/Numerische Kompetenzen: Entwicklung und Störungen ;
- La différenciation au service des apprentissages ;
- Sprachentwicklung und Sprach-/Mathematik-entwicklungsstörungen ;
- Inklusive Pädagogik und Didaktik.

La formation initiale théorique du BScE prévoit la réalisation obligatoire d'un stage dans l'un des trois domaines ci-dessous pendant la période de spécialisation :

- écoles internationales ;
- prise en charge des élèves à besoins spécifiques ;
- voie de préparation de l'enseignement secondaire technique.

Dans l'intention de donner au personnel enseignant la possibilité de se préparer aux défis de leur environnement scolaire, les dispositions légales relatives aux tâches des enseignants prévoient la réalisation obligatoire de 48 heures de formation continue sur une période de référence de trois années.<sup>15</sup> L'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) propose une panoplie de formations visant à outiller les enseignants pour optimiser la prise en charge des élèves présentant des difficultés d'apprentissage ou ayant des besoins socio-émotionnels.

À partir de la rentrée 2024-2025, l'Université du Luxembourg, en collaboration avec le MENJE, lance trois nouvelles formations de niveau master, afin de permettre aux détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur de se spécialiser dans un domaine précis et d'apporter de nouvelles compétences à l'école. Les masters apportent des compétences pour répondre à plusieurs défis éducatifs, dont notamment la gestion compétente de populations d'élèves de plus en plus hétérogènes, la prise en compte adéquate des besoins spécifiques et la lutte contre les inégalités dans l'éducation. Dans ce contexte, le Master en sciences de l'éducation « Éducation inclusive et accessibilité pédagogique » dote les enseignants généralistes accomplis de principes et de pratiques d'intervention en classe dans divers scénarios de besoins éducatifs spécifiques.

ad 4) Aucun instituteur n'a reçu un blâme officiel de la part d'un directeur de région. Les directeurs de région confirment prendre les mesures nécessaires pour soutenir les équipes pédagogiques dans l'encadrement des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Ainsi, ils formulent, en cas de besoin, des recommandations visant à optimiser la prise en charge de ces derniers.

ad 5) Conformément aux dispositions légales en la matière et vu les efforts entrepris par les directions de région pour transposer l'approche inclusive dans le contexte scolaire, la commission d'inclusion ne redirige pas immédiatement un dossier à un Centre de compétences, mais elle procède à l'établissement d'un dossier personnel sur base duquel elle décide les mesures à mettre en place.

ad 6) Tel que précisé sous ad 2), les dispositions légales en la matière ont récemment été revues dans l'intention de tenir compte des observations et des pratiques des acteurs en charge de la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

## Digitalisation à l'école | Question 0726 (14/05/2024) de M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

An der Chamberssitzung vum 28. Februar 2024 gouf eng Question élargie zur Digitalisatioun an de Schoule gestallt. An der Äntwert ass de Minister op d'Course vum Coding am Fondamental an op d'Digital Sciences am Enseignement supérieur agaangen. A senger Äntwert huet de Minister erkläert, dass d'Zil vum Coding am Enseignement fondamental wier, fir de Kanner een algorithmescht Denken ze vermëttelen an hinnen domat ze weisen, wéi si ee grouse Problem léise kënnen, andeems si Schrëtt fir Schrëtt virginn a mat méi klenge Problemer usetze respektiv op méi klengen Ebenen ufänken. Dëse Cours misst dann och net onbedéngt mat der Hëllef vun engem digitalen Outil gehale ginn an d'Léierpersonal hätt vum Ministère eng Rei Informatiounen a Material kritt.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi gesinn d'Formatioune vum Léierpersonal am Enseignement fondamental fir de Coding konkret aus? Wéi eng Inhalter gi vermëttelt?

2. Wéi gesinn d'Formatioune vum Léierpersonal am Enseignement supérieur fir de Cours vun den Digital Sciences konkret aus? Wéi eng Inhalter gi vermëttelt?

3. Gëtt bei der Formatioun vum Léierpersonal op digital Outilen zrëckgegraff? Wa jo, kann heibäi awer och nach ëmmer op analogt Material zrëckgegraff ginn, wëssend, dass de Cours herno an de Schoulen och ouni digital Outilen dierf ofgehal ginn?

**Réponse (25/06/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

Datt de Beräich vun der Digitaliséierung an der Schoul och eng ganz wichteg Plaz an der Formationsoffer fir d'Léierpersonal huet, weise schonn eleng d'Zuele vun Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) fir d'Schouljoer 2023/24. Ugebuede goufen:

- 189 Sessiounen am nationale Programm Technologies de l'information et de la communication;
- 168 schoulintern Sessiounen am Beräich Technologies de l'information et de la communication;
- 32 Sessioune goufen duerch d'Instituteurs spécialisés en compétences numériques (I-CN) an de Grondschoulen assuréiert;
- 62 Sessiounen am Deelberäich Coding et pensée computationnelle.

ad 1. D'Formatioune zum Thema Coding fir d'Léierpersonal aus de Grondschoule setzt sech, nieft deem Deel, deem d'Uni.lu an der Grondausbildung zum Bachelor en sciences de l'éducation resp. zum Bachelor en formation pédagogique ubitt, virun allem aus zwee Voleten zesammen:

a) Formatioune um IFEN

Am nationale Formatiounsprogramm vum IFEN goufen a ginn am Schouljoer 2023/24 am Ganzen 189 Sessiounen aus dem Beräich Technologies de l'information et de la communication uegebueden, déi sech awer net ausschliisslech u Léierpersounen aus de Grondschoulen adresséieren.

<sup>12</sup> Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (2022). Le dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques au Grand-Duché de Luxembourg, Rapport d'évaluation 2022

<sup>13</sup> Article 27ter de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et art. 28 de la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire

<sup>14</sup> Article 27bis de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

<sup>15</sup> Art. 4 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental







bréngen. Lëtzebuerg bereit, dass d'georgescht Autoritéiten den Avis vun der Kommissioun vu Venedeg vum 21. Mee 2024 net berücksichtegt hunn, dee kloer ervirgestrach huet, dass dëst Gesetz net den internationale Mënscherechtsstandard entsprécht, an deem net kompatibel mat EU-Normen a -Wärter ass.

Lëtzebuerg huet Georgien dobäi ënnerstëtzt, den EU-Kandidatstatus ze kréien a bedauert dofir zudéifst, dass d'georgescht Parlament an d'Regierung op e Wee schéngen ze goen, deen d'Beméiung vum Land a vu ville Georgier fir hir europäesch an euro-atlantesch Integratioun a Gefor bréngen. De Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel Xavier Bettel hat schonn d'Geleeënheet, d'Lëtzebuurger Bedenke mëndlech mat sengem georgeschen Homolog ze deelen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin déi europäesch Zukunft vun de Georgier a rifft déi georgescht Autoritéiten dozou op, hiert Bekenntnis a konstitutionell Obligatioun fir d'EU-Integratioun ze erneieren, d'Opportunitéit vum uewen ernimmte Gesetz ze reconsidéieren an déi néideg Reformen op hirem Wee an d'EU virunzedeiwen.

.....  
**Plate-forme « SIGINOVA » | Question 0735**  
(15/05/2024) de **M. Marc Lies** (CSV)

De „Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI)“ ënnerstëtzt d'Gemengen iwwert hir Plattform SIGINOVA an der digitaler Ëmsetzung vun de verschiddeenen administrative Prozesser am Pacte Logement 2.0, dee säit dem Joer 2021 a Kraaft ass.

Duerch dës Plattform soll den Austausch vun Informatiounen an d'Kollaboratioun tëscht de verschiddeenen Acteuren, déi um Logementsprozess bedeelegt sinn (Gemengen, Ministère du Logement etc.), vereinfacht an optimiséiert ginn.

Laut mengen Informatiounen ginn et awer Problemer beim Remboursement vu Rechnungen u Gemengen, well de SIGI déi néideg Informatiounen iwwert hir Plattform SIGINOVA net un de Logementsministère iwwermëttelt kritt.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Wunnungsbauminister stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioun bestätegen?
2. Wat si Grënn, déi den Austausch vun Informatiounen tëscht dem SIGI an dem Logementsministère aktuell net erlaben?
3. Wéini ginn dës Problemer behewen?

**Réponse** (17/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De Pacte Logement ass a verschidde Phasen opgedeelt an de Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire huet an Zesummenaarbecht mam SIGI a senger Plattform SIGINOVA de Gemengen zu de verschidde Phasen déi néideg informatesch Outilen zur Verfügung gestallt an huet d'Logementsberoder dorobber forméiert.

Sou kann een de Pacte Logement a folgend Phasen opdeelen:

- Erstellung vun dem PAL an der Phas vun der Convention initiale
- de Calcul vun den Dotatiounen
- d'Erstellung vun de verschidde Phasen an d'Validatioun dovunner vum Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

- d'Erstellung vum Bilan annuel
- d'Ufro vun de Participations financières an d'Ausbezielung dovunner vum Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Är Fro bezitt sech op de leschte Punkt vun der Ufro vun de Participations financières. Et ass net sou, dass et Problemer beim Remboursement vu Rechnungen gëtt, well de SIGI déi néideg Informatiounen iwwert hir Plattform SIGINOVA net un de Logementsministère iwwermëttelt kritt, mee dës Fonctionnalitéit gouf de Gemenge resp. de Logementsberoder nach net zur Verfügung gestallt, well d'Testphas nach net ganz ofgeschloss ass.

ad 2. Verschidde Upassungen vum Pacte Logement, z. B. d'Upassung vun der Dotatioun fir abordabel Wunnengen, déi an der Locatioun sinn, an d'Upassung vun de maximale Montante vun de Conseillers Logement. Des Weideren huet d'Erstellung vun der Fonctionnalitéit fir d'Ausfülle vum Bilan annuel um SIGINOVA méi Zäit an Usproch geholl wéi geduecht, dowéinst krut d'Entwécklung vun der Ufro vun de Participations financières an d'Ausbezielung dovunner e bësse Retard.

De SIGI befënnst sech um Schluss vun der Testphas vun dëser Fonctionnalitéit. De SIGI wëll den Oflaf dovunner sou gestalten, dass de SIGINOVA-Programm un de besteende GESCOM (informatesch System fir d'Gestioun vun der Comptabilitéit vun de Gemengen) verbonnen ass a keng Saisie vu Rechnungsmontanten néideg ass fir d'Ufro vun de Gemengen oder d'Beaarbechtung vum Ministère, soulaang d'Montante vun de Rechnungen net mussen ugepasst ginn.

ad 3. Wéi virdru beschriwwen handelt et sech net ëm Problemer, mee dës Fonctionnalitéit gouf de Gemengen nach net zur Verfügung gestallt. Et ass am Moment geplangt, déi ugefrote Funktionalitéiten um Enn vun der éischter Hallschent vum Joer ze liwweren.

.....  
**Caisse nationale d'assurance pension | Question 0736**  
(15/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

À partir de l'âge de 55 ans, les assuré.e.s peuvent demander une estimation de leur pension à la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP). En 2022, 14.100 demandes d'estimation ont été introduites, de même que près de 21.000 demandes de pension. Ces chiffres illustrent l'importance du service d'estimation de pension proposé par la CNAP pour les citoyen.ne.s.

Concernant ce service de la CNAP, un jugement du tribunal d'arrondissement de Luxembourg vient de donner raison à une plaignante qui avait pris sa retraite pour ensuite se rendre compte que le montant qui lui était alloué mensuellement était substantiellement inférieur au montant renseigné par la CNAP. Une partie de la compensation demandée par la plaignante pour préjudice matériel et moral lui a été accordée par le tribunal.

Selon la plaignante, la jurisprudence a établi que les personnes peuvent s'attendre à recevoir des informations correctes de la part des administrations publiques. Les juges quant à eux ont retenu que la CNAP a non seulement communiqué une information incorrecte, mais elle a également omis d'informer le bénéficiaire du montant modifié lorsque celle-ci a demandé des éclaircissements à ce sujet. Le tribunal a donc conclu qu'il y avait un « fonctionnement défectueux » de la part de la CNAP.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quelles mesures Madame la Ministre prendra-t-elle pour garantir que des informations correctes sur les pensions soient fournies et pour remédier à tout manque de communication ?
- 2) Est-ce que les services compétents ont connaissance de cas similaires et quel suivi leur a-t-il été réservé ?

**Réponse** (21/06/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

Tous les services de la CNAP émettent des informations en accord avec les législations en vigueur et offrent aux assurés un service d'estimation d'un montant de pension à partir de l'âge de 55 ans en se basant sur les informations contenues dans la carrière d'assurance et d'éventuels suppléments d'information à fournir par l'assuré. Une telle estimation ne constitue donc pas une garantie de réalisation.

La CNAP effectue donc de telles simulations en rassemblant le maximum d'éléments de calcul réels, mais elle ne peut pas se substituer au rôle d'un conseiller financier pour guider l'assuré dans une planification qui lui permettrait d'optimiser sa situation financière au-delà de l'âge de la retraite.

La problématique à la base de l'affaire jugée par le tribunal d'arrondissement est l'écartement de périodes luxembourgeoises dites « baby-year » par l'existence de périodes obligatoires étrangères. Cet écartement peut avoir un impact considérable sur le montant de la pension luxembourgeoise.

Voilà pourquoi la CNAP a introduit dans ses programmes informatiques des avertissements au niveau de l'établissement d'une estimation de pension si l'existence de certaines périodes au sein d'une carrière d'assurance risque de donner lieu à une interprétation équivoque au niveau du calcul ou d'une estimation de pension. Si l'erreur humaine ne peut évidemment pas être exclue de manière absolue, l'amélioration continue des contrôles et procédures internes à la CNAP permet néanmoins d'affirmer que de telles erreurs ne devraient pas se répéter dans le futur.

Les services compétents de la CNAP n'ont actuellement pas connaissance de cas similaires.

.....  
**Portail d'information pour les demandeurs de protection internationale | Question 0737**  
(15/05/2024) de **M. Meris Sehovic** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

L'Office national de l'accueil (ONA) a mis en place le portail [www.info-dpi.lu](http://www.info-dpi.lu), une offre d'information en 13 langues à l'intention des demandeur.e.s de protection internationale (DPI) et aux futur.e.s demandeur.e.s de protection internationale sur la procédure de protection internationale, l'accueil, le retour volontaire, ainsi que les publications, adresses et liens utiles.

L'utilisateur.trice peut obtenir des informations sur le site en sélectionnant son cas individuel :

- Je veux introduire une 1<sup>re</sup> demande au Luxembourg
- J'ai déjà introduit une demande dans un autre pays
- Ma demande n'est pas recevable au Luxembourg
- Je suis mineur.e non accompagné.e

Le portail fournit par ailleurs des informations sur des projets et offres utiles pour les DPI dans une palette de domaines (aides et support, vie culturelle,

sports, services pour parents et enfants, services pour femmes, LGBTQ+, etc.). Or, il paraît que plusieurs des informations disponibles sur le site ne soient plus d'actualité.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- 1) Quand et comment les DPI sont-ils informés de l'existence du précité portail ?
- 2) Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques sur les informations sollicitées sur le portail ? Dans l'affirmative, quelles langues et quelles offres sont les plus sollicitées ?
- 3) De quelle manière et par quels moyens le portail est-il promu ? Le portail est-il aussi promu auprès des associations et des structures sociales encadrant des DPI ?
- 4) Est-ce que les informations ayant trait aux projets des associations et de l'État disponibles sur le portail sont régulièrement mises à jour, et, dans l'affirmative, avec quelle fréquence ?

**Réponse** (21/06/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) L'objectif du portail est de présenter aux demandeurs de protection internationale (DPI), groupe cible du portail, toutes les informations autour de la protection internationale au Luxembourg. Le portail a comme vocation de leur offrir une source d'informations, notamment sur la procédure d'instruction d'une demande de protection internationale et sur tous les aspects ayant trait à l'accueil des DPI.

Les DPI sont informés de l'existence du portail selon les modalités suivantes :

- Par les assistants sociaux/encadrants sociaux :
  - Les assistants sociaux/encadrants sociaux informent directement les DPI dès leur arrivée de l'existence du portail DPI et leur expliquent quelles informations ils peuvent y trouver.
- Bornes « Internet » :
  - Des bornes « Internet » ont été installées dans les guichets de l'Office national de l'accueil (ONA) ainsi qu'au Centre de primo-accueil. Ces bornes sont spécifiquement destinées aux DPI pour qu'ils puissent accéder facilement au portail.
- Affiches avec code QR :
  - Des affiches ont été placées dans les structures d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (SHTDPI). Ces affiches contiennent des codes QR que les DPI peuvent scanner pour obtenir directement les informations sur le portail.

ad 2) En avril 2024, le portail DPI a enregistré un total de 1.402 pages vues, dont 483 visites uniques. Cependant, il n'est pas possible d'accéder aux statistiques des pages individuelles et des langues consultées sur le site.

De plus, il est important de noter que les données statistiques ne permettent pas de distinguer les visiteurs DPI des autres visiteurs.

ad 3) Lors de son lancement en février 2023, le portail DPI a été promu de la manière suivante :

- Conférence de presse : Le portail DPI a été présenté lors d'une conférence de presse en février 2023. À cette occasion, des flyers contenant un code QR du site web ont également été distribués à la presse.
- Bornes « Internet » : Des bornes « Internet » ont été installées dans les guichets de l'ONA ainsi qu'au Centre de primo-accueil, ciblant spécifiquement les DPI.

– Information des partenaires externes : Les partenaires externes (administrations, ministères, communes, encadrants sociaux et associations sociaux) ont été informés de la mise en ligne du portail DPI par courrier/courriel officiel.

ad 4) Le portail DPI est mis à jour semestriellement. La dernière mise à jour a débuté au mois de juin 2024.

.....  
**Musée d'architecture au Luxembourg | Question 0738** (15/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Grënnunge vun eegestännegen Architekturmuséeën sinn an deene meeschte Länner eng Kompetenz vun Staat. Wann een an d'Geschicht kuckt, goufe schonn a fréier Neizäit architektonesche Dokumenter gesammelt, mee déi meescht Grënnunge vu staatlechen Architekturmuséeën datéieren aus der Zäit nom Zweete Weltkrich bzw., méi rezent, nom Kale Krich (Beispiller: 1949 Helsinki, 1962 Stockholm, 1969 Kopenhagen, Bréissel a Paräis, 1993 Rotterdam). Obscho mir a Gestalt vum „Luxembourg Center for Architecture“ (LUCA) en Archiv hunn, dat Dokumenter, Zeechnungen, Pläng an aner Materialien am Zesammenhang mat der Architekturgeschichte vu Lëtzebuerg hunn, ersetz dës privat Fondatioun ouni Gewënnzweck kee staatlechen Architekturmusée, deen architekturbezu wierker systematesch sammeln, archivéieren a stockéieren géif.

An der Conclusioun vun hirem „avis joint“ vum 15. Abrëll 2024, deen d'VLA an d'ALBAD am Kader vun der „Consultation publique relative à la loi modifiée du 17 août 2018 relative à l'archivage“ op hirem Site publizéiert hunn, bréngen dës béid Associatiounen e Mëssstand zum Ausdrock, deen zwar just indirekt hire Berufsstand, mat Sécherheet awer eise Patrimoine, konkreet: eisen architektonesche Patrimoine betrëfft: „Nous notons en outre qu'il n'existe pas de place de stockage et de conservation pour les maquettes d'architectes. Il ne s'agit évidemment pas de documents d'archives au sens propre du terme, mais d'objets dont la préservation devrait trouver une solution globale.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Ginn et an der Regierung Iwwerleeungen, fir zu Lëtzebuerg eng Institutioun ze schafen, déi sech dem systematesche Stockéieren a Konservéieren vun Architekturmaquette consacréiert an dofir déi néideg Raimlechkeeten zu Verfügung gestallt kritt?
2. Wann nee, ginn et Iwwerleeungen, fir dës Aufgab engem besteende staatlechen oder private Musée unzevertrauen?
3. Wéi steet d'Regierung grondsätzlech zur Grënnung vun engem nationalen Architekturmusée?

**Réponse** (17/06/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

Mat der Recommandatioun N° 37 „Créer un Centre national de l'architecture“, huet de Kultursecteur sech am Kulturentwécklungsplang 2018–2028 fir d'Schafe vun engem nationalen Architekturzentrum ausgeschwat.

D'Regierung ass sech der Wichtigkeet vun der Dokumentatioun an der Opwärtung vun der Lëtzebuurger Architektur bewusst a steet dofir der Iddi vun engem nationalen Architekturzentrum prinzipiell positiv géintwuer.

An deem Sënn gouf d'Dotatioun vum Luca – Luxembourg Center for Architecture, deen zanter 2005 mam Kulturministère konventionéiert ass, fir d'Joer 2024 vun 163.000 EUR op 360.000 EUR gehéicht. Dëst

erlaubt dem Luca, fir d'Lëtzebuurger Architektur a Baukultur méi ze promovéieren an ze valoriséieren.

Doriwwer eraus ass de Kulturministère oppen, fir Gesprächer mam Luca ze féieren an ze iwwerpräieren, ob de Luca an Zukunft de Missiounen vun engem nationalen Architekturzentrum kéint nokommen.

Schonn elo konservéiert de Luca Dausende Pläng an Dosende Maquettes, där hir Dokumentatioun an Opwärtung zu den aktuelle Prioritéiten vun der Fondatioun gehéieren.

Och op staatlecher Säit gi vun der Verwaltung fir öffentlech Bauten d'Maquetten, Zeechnungen, Pläng a Fotoe vun den öffentleche Baute konservéiert an opgeschafft. D'Digitalisatioun vun den historesche Pläng vun de Gebaier, déi de Staat gebaut huet, ass amgaangen a beleef sech elo schonn op méi ewéi 20.000 Dateien. Reegelméisseg huet d'Verwaltung fir öffentlech Bauten an der Vergaangenheet hir Pläng an Dokumenter beim Nationalarchiv agereecht, déi se an hiren Inventaire opgeholl huet. Op Basis vum Archivgesetz vum 17. August 2018 ginn d'Dossieren a Pläng weiderhin no de Krittere vum Tableau de tri op eng kontrolléiert a systematesch Aart a Weis un d'Nationalarchiv verséiert.

D'Nationalarchiv këmmert sech weiderhin ëm den Archivage vu Pläng am Kader vun engem Contrat de dépôt mam Lëtzebuurger Architektur Musée (LAM).

.....  
**Mesures de sécurité prises dans le cadre d'un transport de prisonniers | Question 0739** (15/05/2024) de **M. Dan Biancalana | Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Ce mardi 14 mai, un convoi pénitentiaire a été attaqué par des hommes cagoulés au péage d'Incarville en France. Lors de cette attaque, au moins deux agents pénitentiaires ont été tués, d'autres gravement blessés, et le détenu, en route à la prison du Havre, a pu s'enfuir ensemble avec quelques autres assaillants. Ainsi, le Plan Épervier a été déclenché, mobilisant 200 gendarmes dans l'Eure pour permettre de localiser facilement les personnes recherchées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) De manière générale, quelles sont les mesures de sécurité prises dans le cadre d'un transport de prisonniers ? Quel est le type de dispositif de sécurité en place ?
- 2) Combien d'agents policiers sont mis à disposition dans le cadre d'un transport de prisonnier ? Quel est le nombre maximal ? Ce nombre est-il défini en fonction de la dangerosité de la personne prévenue respectivement de la personne condamnée à déférer devant le tribunal ?
- 3) Les agents en question disposent-ils de formations spécifiques ? Dans l'affirmative, lesquelles ?
- 4) Le Luxembourg dispose-t-il d'un plan similaire au « Plan Épervier » prévoyant une mobilisation massive d'agents pour localiser des personnes en fuite ?

**Réponse** (14/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La Police assure, en vertu de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire l'extraction des personnes détenues aux centres pénitentiaires de Luxembourg et d'Uerschterhaff, ainsi que les transfèrements entre ces centres pénitentiaires.

Cette mission est prise en charge par l'Unité de garde et d'appui opérationnel de la Police grand-ducale (UGAO).



En principe, tous les transferts de détenus sont effectués à bord d'un fourgon cellulaire spécialement équipé. Durant le transfert les prisonniers portent des menottes.

ad 2) Le nombre de policiers doit toujours dépasser le nombre de prisonniers à transférer.

Pour le transport des détenus classés « détenus particulièrement signalés », des dispositifs spéciaux sont mis en place. Le transfert est préparé avec la plus grande discrétion quant au mode de transport et à l'itinéraire choisi. Pour le détenu classé, l'équipe en charge est adaptée, et des moyens de contrainte supplémentaires sont utilisés. De plus, le dispositif est renforcé en cas de besoin par des maîtres-chiens et le support aérien.

Il y a lieu de préciser que les différentes catégories de détenus classés sont fixées en fonction de l'appréciation de la menace basée sur plusieurs critères, dont la dangerosité de la personne à transférer.

ad 3) Tous les membres du cadre policier concernés ont suivi dans le cadre de leur stage en tant que fonctionnaires-stagiaires une formation de base à l'École de police impliquant un volet théorique portant notamment sur le transport de détenus et un volet pratique.

À côté de la formation de base, chaque policier est obligé de participer annuellement à des séances de formation continue qui prévoient entre autres des cours de recyclage pour l'utilisation des bâtons de défense, des séances de tir et des cours en matière de self-défense y compris le menottage.

Au sein de l'UGAO, les policiers chargés des transferts de prisonniers ont dû suivre une formation supplémentaire en interne d'une semaine, afin de se familiariser avec les lieux concernés, dont par exemple les hôpitaux, et les spécificités du transport de détenus. De même, pour les transferts de détenus classés, des formations et des exercices particuliers sont régulièrement organisés.

ad 4) Lors d'une évasion de détenus d'un centre pénitentiaire, le concept d'alerte de police s'applique. Le plan d'alerte inscrit dans les prescriptions de service est déclenché par le Centre d'intervention national (CIN) et a pour but de réagir rapidement et de façon coordonnée à un fait criminel grave ou à une évasion de prison. Selon les circonstances, différents dispositifs mobiles et statiques peuvent être mis en place afin de localiser et d'appréhender les personnes recherchées.

On peut par ailleurs noter que le projet de loi n° 8381 portant modification du Code de procédure pénale déposé récemment par Madame la Ministre de la Justice vise à introduire dans le Code de procédure pénale un nouveau chapitre portant sur la recherche active de fugitifs.

.....

### Diagnostic d'autisme chez l'enfant | Question 0740 (16/05/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Zu Lëtzebuerg gëtt et zwou Institutiounen, déi Autismus-Diagnose maachen, eng dovunner ass d'FAL. Dës sot rezent RTL géintiwuer, dass een am Moment bei enger Waardelëscht vu 4 Joer géif leien. D'Fondation Autisme Luxembourg krut laut eegenen Aussoen d'lescht Joer 398 Demandë vu Persounen am Kader vun enger Diagnos. Dovunner hätten der awer just 123 kënnen traitéiert ginn, also net emol en Drëttel vun den Demanden. De Grond fir dës laang Waardezäit wier e grouse Mangel u Ressourcen bei enger ëmmer méi grousser Demande am Land. Si wieren an deem Kontext dann och an enkem Kontakt mam Educatiounsministère. Grad bei klenge Kanner a Jonken

ass eng séier a fréi Diagnos awer wichtig, fir hinnen doduerch fir d'Zukunft déi beschte Perspektiven ze erméiglechen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Gesondheet a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Firwat goufen hei net fréizäiteg méi Ressourcen zur Verfügung gestallt, wëssend, dass d'Demande zënter Joren eropgaang ass, fir esou laang Waardezäiten ze vermeiden?

2. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir méiglechst séier d'Diagnostic-Kapazitéiten ze erhéijen?

### Diagnostic d'autisme chez l'enfant | Question 0750 (16/05/2024) de Mme Stéphanie Weydert (CSV)

D'après des informations relayées par la presse, le délai d'attente pour établir un diagnostic d'autisme par la Fondation autisme Luxembourg (FAL) s'élève à quatre ans. En 2023, alors que 398 personnes ont contacté la FAL pour l'établissement du diagnostic, seuls 123 cas ont pu être traités. Cet état de fait, qui met de nombreuses familles dans une situation difficile, reflète un manque criant de ressources alors que la demande ne cesse d'augmenter.

Cette difficulté pour obtenir un diagnostic d'autisme en temps utile peut avoir des conséquences néfastes pour les enfants qui doivent bénéficier d'une offre scolaire adaptée à leurs besoins. Il y aurait par ailleurs une liste d'attente conséquente pour pouvoir intégrer une école adaptée aux besoins des enfants et bénéficier du soutien et de l'accompagnement du Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Quels sont actuellement les temps d'attente pour pouvoir établir un diagnostic d'autisme ? Comment est-ce que ce temps d'attente peut être réduit ?

– Parmi les cas traités en 2023, combien de cas d'autisme ont été diagnostiqués ? Comment le nombre d'enfants présentant un trouble du spectre de l'autisme a évolué dans les dernières dix années ?

– Est-ce que des enfants attendent actuellement leur intégration dans une école adaptée à leurs besoins ? Dans l'affirmative, combien d'enfants sont concernés par cette situation ? Comment allez-vous remédier à cette situation afin de leur permettre de bénéficier plus rapidement des aménagements dont ils ont besoin ?

– Quelles sont les pistes pour améliorer les soins, la scolarité et l'encadrement de manière générale des enfants atteints d'autisme ?

.....

### Réponse (25/06/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Wat d'Soine betrëfft, gouf am Mee 2023 eng Recommandatioun vum Conseil scientifique du domaine de la santé mam Titel „Trouble du spectre de l'autisme – dépistage et signes précoces pour les professionnels de première ligne“ publiéiert, déi um Site vum Conseil scientifique zougängelech ass.

Si ass d'Resultat vun der Zesummenaarbecht tëschent den Haaptacteuren, wat d'Prise en charge zu Lëtzebuerg betrëfft (Pedopsychiater, Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA), Fondation autisme Luxembourg, Autisme ASBL Luxembourg, Centre hospitalier de

Luxembourg an SRP-HP (Service de rééducation précoce Hëllef fir de Puppelchen).

Dës Recommandatioun definéiert déi grouss Linnen an d'Outils fir den Dépistage an d'Prise en charge. Op dëst Dokument ass och zeréckgegraff ginn am Kader vun de Verbesserungsvirschléi am Plan national santé mentale.

.....

### Reconnaissance des enfants issus d'une procréation médicalement assistée ou d'une gestation pour autrui pratiquées à l'étranger | Question 0741 (16/05/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

L'actuel Gouvernement a annoncé que les enfants issus d'une PMA (procréation médicalement assistée) ou d'une gestation pour autrui (GPA) pratiquées à l'étranger seront reconnus au Luxembourg.

Selon le même accord gouvernemental, la reconnaissance de ces enfants sera possible pour les deux partenaires du couple.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale endéans quels délais et selon quelles modalités cette reconnaissance sera assurée.

### Réponse (12/06/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

L'accord de coalition 2023-2028 énonce la volonté du Gouvernement de permettre la reconnaissance au Luxembourg de la filiation d'enfants issus d'une procréation médicalement assistée ou d'une gestation pour autrui pratiquée à l'étranger.

Le projet de loi n° 6568A a pour objet de réformer le droit de filiation en ce sens. Le Conseil d'État a formulé à l'occasion de son avis un certain nombre d'oppositions formelles à l'égard du projet de loi. Les conseillers d'État ont notamment estimé que le projet traitait de manière insuffisante les questions bioéthiques majeures.

Des travaux sont actuellement en cours afin de tenir compte des observations du Conseil d'État. À ce stade des travaux, il n'est pas possible de fournir des informations précises concernant les futurs délais et modalités de reconnaissance des enfants issus de procréations médicalement assistées et de gestations pour autrui réalisées à l'étranger.

.....

### Émission des certificats de revenu via « myguichet.lu » | Question 0742 (16/05/2024) de M. André Bauler | M. Patrick Goldschmidt (DP)

La plateforme « myguichet.lu » offre une panoplie de services aux citoyens, dont par exemple la possibilité d'obtenir divers certificats tels que le certificat de résidence, le certificat de nationalité ou encore un extrait récent du casier judiciaire. Or, il se trouve que l'Administration des contributions directes n'émet pas de certificat de revenu par le truchement de « myguichet.lu », donc par voie digitale, si bien qu'il faut demander ce document particulier directement au bureau d'imposition correspondant. Pareil certificat est requis par exemple en cas de demande d'une aide financière de l'État pour études supérieures.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pour quelle(s) raison(s) l'Administration des contributions directes n'émet-elle pas encore de certificat de revenu via « myguichet.lu » ?

2) Est-il prévu de mettre en ligne le certificat en question dès que possible ? Quelles seraient les conditions requises au préalable ?

**Réponse** (14/06/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Actuellement, l'Administration des contributions directes (ACD) délivre, à la demande des contribuables, des certificats de revenu sur support papier, destinés à être présentés à certaines institutions étatiques ou communales. Ces certificats sont en principe émis par les bureaux d'imposition en charge du contribuable.

En juillet 2022, l'ACD et le Centre des technologies et de l'information de l'État (CTIE) ont signé une convention de collaboration visant à s'engager conjointement dans une feuille de route de projets informatiques permettant à l'ACD de se transformer en acteur moderne capable de faire face aux très nombreux défis tant nationaux qu'internationaux qui l'attendent. Parmi les projets inscrits dans cette feuille de route très ambitieuse figure le lancement en 2025 d'un projet de gestion électronique des demandes de certificats via myguichet.lu selon une « approche administration vers le contribuable client ».

À la suite de l'annonce du Gouvernement, dans son programme 2023-2028, de l'élaboration d'un cadre légal pour imposer le principe du « once only » de manière transversale dans le secteur public, des réflexions sont actuellement menées au sein de l'ACD, portant sur une éventuelle réorientation de sa pratique d'émission de certificats vers une « approche administration vers administration ».

**Logements inoccupés** | Question **0743** (16/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Zu Lëtzebuerg gëtt et ee Leerstand vun Haiser a Wunnengen, déi dem Staat gehéieren.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Logementsminister gär dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung schonn en Inventaire vun alle guerten dëse Gebaier, déi dem Staat gehéieren, gemaach, déi fir Logementzwecker kéinte genotzt ginn?

2. Am Fall wou nach keen esou en Inventaire gemaach ginn ass, froen ech Iech, fir eng Oplëschtung vun dësen eidele Gebaier am Land ze kréien, déi sech fir Wunnzwecker kéinten eegnen.

**Réponse** (18/06/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Aus dem Inventaire vun de Wunngebaier, déi dem Staat gehéieren an déi vum Service Domaine de l'État vum Finanzministère, vum der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA esouéi vun der Administration des bâtiments publics geréiert gëtt, geet ervir, dass an de Gebaier, déi nach ëmmer kënnen zu Wunnzwecker benotzt ginn, bal all Wunnenge vergi sinn. Dësen Inventaire ass net public, fir dass sech do net ongewollt Bewunner néierloossen.

Eidel stinn aktuell 7 Haiser zu Esch-Uelzecht an 2 Haiser an der Stad Lëtzebuerg, wou awer Studie fir Wunnprojete vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend lafen. Um Findel stinn och nach eng Partie Haiser eidel, wou eng ganz Cité sech no an no libéréiert.

Des Weidere ginn et ronn 30 Wunnengen, déi fir d'Realisatioun vu gréissere Wunnprojeten eidel stinn, wou d'Prozedure lafen. Esou sollen zum Beispill Wunnprojeten zu Colmer-Bierg an zu Beetebuerg vum Fonds du logement réaliséiert ginn.

**Abolition de la formation « Technicien en génie civil »** | Question **0744** (16/05/2024) de **Mme Francine Closerer** (LSAP)

An enger Réunion de service am Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM) soll rezent proposéiert gi sinn, fir d'Berufsausbildung „Technicien en génie civil“ vum der Rentrée 2024/2025 un ofzeschaffen an eréischt fir d'Rentrée 2027/2028 eng nei Technikerausbildung am Regime vum Enseignement secondaire général anzeféieren. Den LJBM ass bekanntlech deen eenzege Lycée am Land, deen dës Formatioun ubitt.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

– Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Berufsausbildung „Technicien en génie civil“ vum der Rentrée 2024/2025 am LJBM ofgeschaaft gëtt an eréischt fir d'Rentrée 2027/2028 eng nei Technikerausbildung agefouert soll ginn? Wa jo, firwat gëtt eng Formatioun ofgeschaaft, ier eng Alternativ agefouert gëtt?

– Awéiwäit kann d'Direktioun vun engem Lycée autonom decidéieren, fir eng Formatioun ofzeschaffen? Ass et üblech, datt sou Decisiounen an enger Réunion de service geholl ginn?

– Sollt d'Formatioun tatsächlech vu September un net méi ugebuede ginn, wéi eng Alternativen hunn déi Schülerinnen a Schüler, déi sech elo fir déi Sektouren entscheede wollten? Wat ass virgesi fir déijéineg, déi nach mat der Formatioun amgaange sinn an e Joer redoubléiere mussen?

**Réponse** (25/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Direktioun vum Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM) hat de 25. Abrëll eng Entrevue mat den Enseignanten aus dem Baufach, fir iwwert d'Zukunft vun der Formatioun vum Technicien en génie civil (DT GC) ze schwätzen. Bei där Geleeënheet huet d'Direktioun d'Propos gemaach, eng Ufro fir d'Ausschaffe vun engem neier Sektouren Construction um Niveau vum Enseignement secondaire général (ESG) ze stellen an dofir déi aktuell Formatioun vum Techniker auslafen ze loossen.

An engem Schreiwes vum 7. Mee huet d'Direktioun vum LJBM eng Entrevue mat de Responsabele vun de Servicer vum Enseignement secondaire an der Berufsausbildung gefrot, fir iwwert d'Offre scolaire vun LJBM am Beräich vum Baufach ze schwätzen.

Och wann dës Entrevue nach net stattfonnt huet, ass et awer kloer, datt d'Formatioun vum Techniker am Génie civil och weiderhi wäert am LJBM ugebuede ginn. Nieft der Tatsaach, datt et ondenkbar ass, esou spéit am Schouljoer eng Formatioun fir dat kommend Schouljoer zouzemaachen, ass et och net ee Lycée, deen aleng iwwert d'Weiderbestoe vun engem Formatioun decidéiert. Esou Decisioune gi vum Educatiousministère am Partenariat an an Ofstëmmung tëscht dem Service vun der Berufsausbildung an de Berufskummere geholl.

Deemno wäerten och fir d'Rentrée 2024/2025 Schüler hir Formatioun zum Techniker am Génie civil am LJBM ufänken.

**Bachelor en sciences infirmières spécialisées** | Question **0745** (16/05/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Säit leschem Joer kann een de „Bachelor en sciences infirmières spécialisées“ hei zu Lëtzebuerg absolvéieren. Hei kann een sech a verschidde Beräicher spezialiséieren, ewéi z. B. als Infirmier pédiatrique,

Assistant technique médical de chirurgie, Infirmier responsable en soins généraux an Infirmier psychiatrique.

Dozou wollt ech dem Educatiousminister an der Gesundheitsministesch folgend Froe stellen:

– Wéi vill Studente sinn insgesamt fir de „Bachelor en sciences infirmières spécialisées“ d'Joer 2023/2024 ageschriwwen?

– Waren och Demanden dobäi, déi hu misse refuséiert ginn? Wa jo, wéi vill an aus wéi engem Grund?

– Wéi ass d'Unzuel vun de Studenten an deenen eenzelne Spezialisatiounen opgedeelt?

– Wéi vill Proffen/Vacatairé si fir de Bachelor en sciences infirmières spécialisées virgesinn?

– Wéi gesäit den zukünftege Recrutementsplang fir Proffen aus?

**Réponse** (13/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierter hir Froe mat dëse Prezisiounen.

An de Bachelorprogrammer en sciences infirmières spécialisées vun der Universiteit Lëtzebuerg sinn insgesamt 41 Studente fir d'Joer 2023/2024 ageschriwwen, dovunner 7 am Bachelor ATM de chirurgie, 12 am Bachelor Infirmier en anesthésie et réanimation, 12 am Bachelor Infirmier en pédiatrie an 10 am Bachelor Infirmier psychiatrique.

D'Hauptgrënn, fir Kandidaturen ze refuséieren, sinn d'Qualitéit vun den Admissiounsdossieren an d'Tatsaach, dass eng Rei Kandidaten d'Sproochekrittären net erfëllen. Den Informatiounen vun der Universiteit Lëtzebuerg no, sinn all Dossier vu Kandidaten, déi d'Conditions d'admission erfëllt hunn, ugeholl ginn, och wann domat de Quota vun disponibele Plaze fir dee jeeeweilige Programm depasséiert gouf.

Den Ament sinn 2 ordinär Professeren an 2 Maîtres-assistants spezifesch fir d'Sciences infirmières agestellt. Dozou komme 4 Gaaschtprofesseren, 11 detachéiert Enseignanté vum LTPS, 47 Vacatairen, 17 Conferencieren a 17 Intervenanten aus dem CHL. Doniewent sinn natierlech och aner Professere vun der Universiteit Lëtzebuerg aus liéierte Gebidder (Biologie, Medezinn, Psychologie), esouwéi Doktoranden a Postdoktoranden am Enseignement bedeelegt.

Viru kuerzer Zäit gouf eng Professur „Sage-femme“ rekrutiert. Ausserdeem huet de Conseil de gouvernance vun der Universiteit a senger Reunion vum 7. Juni 2024 d'Schafe vun zwou neien Infirmiers-Proffez-plazen decidéiert.

**Travail à la « Schueberfouer »** | Question urgente **1120** (21/08/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Dans une note publiée par l'ITM concernant le travail à la Schueberfouer, on peut lire qu'« Il est interdit d'employer des jeunes de moins de 18 ans à des travaux les exposant à des risques spécifiques pour leur sécurité, leur santé, leur développement physique, psychique, mental, spirituel, moral ou social ou de nature à compromettre leur éducation ou leur formation professionnelle, résultant d'un manque d'expérience, de l'absence de la conscience des risques existants ou virtuels, ou du développement non encore achevé des jeunes. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre pourrait-il clarifier les risques spécifiques pour le développement physique, mental,

**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



---

**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

---

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

moral ou social des jeunes travaillant notamment dans les activités citées au point 42 de l'annexe 3 du Code du travail ?

2) La note publiée par l'ITM mentionne également que ce travail pourrait présenter un risque pour le développement spirituel des jeunes. Pourrait-on obtenir des précisions de la part du ministre sur la signification de ce terme et sur l'identité du garant de ce développement spirituel ?

3) Le ministre partage-t-il l'idée que le travail durant les vacances peut aider les jeunes à développer des compétences essentielles à la vie, telles que la ponctualité, l'assiduité, l'engagement et la persévérance, tout en leur offrant un aperçu du monde du travail qui les attend après leurs études ?

4) Le ministre considère-t-il que le travail de vacances constitue une première expérience précieuse avec le monde professionnel, susceptible de se révéler bénéfique pour les jeunes lors de leurs futures recherches d'emploi ?

5) Ne serait-il pas opportun de revoir les dispositions légales permettant aux jeunes de 16 à 18 ans de travailler notamment dans le commerce ambulant sur la voie publique ?

**Réponse (28/08/2024) de M. Georges Mischo,**  
Ministre du Travail

ad 1) Les jeunes de moins de 18 ans sont encore en pleine croissance et développement dans tous les aspects de leur vie, en raison de plusieurs facteurs liés à leur développement physique, mental, moral ou social, ce qui les rend particulièrement vulnérables dans le monde du travail.

Ces jeunes en pleine croissance n'ont pas encore atteint leur pleine force physique, leur endurance ou leur coordination. Cela les rend plus susceptibles aux blessures, en particulier dans des environnements de travail exigeants physiquement ou dangereux.

Aussi, leur capacité à évaluer les risques et à prendre des décisions éclairées est encore en développement

et cela peut les conduire à sous-estimer les dangers. Loin d'avoir développé l'esprit de sécurité, ils se laissent au contraire facilement tenter par l'attrait du risque.

Finalement les jeunes, encore en développement, sont plus vulnérables à des situations de stress dont les effets peuvent être l'anxiété, la dépression ou l'épuisement.

Face à tous ces éléments il y a lieu de souligner que certains environnements de travail, dont notamment le commerce ambulant sur la voie publique, tel que visé par le point 42 de l'annexe 3 du Code du travail, sont plus susceptibles d'accentuer les conséquences négatives décrites ci-dessus et c'est donc pour cette raison que la loi y interdit le travail des jeunes.

ad 2) En effet, en 2023 déjà, l'ITM a publié une brochure sur les obligations légales applicables à la Schueberfouer. Ce document a été élaboré ensemble avec la Fédération des forains et la Ville de Luxembourg.

Le terme spirituel y mentionné fait référence à tout ce qui concerne l'esprit, les valeurs et la morale.

Même pour un emploi temporaire, l'environnement de travail peut influencer la perception des valeurs spirituelles d'un jeune et, dans certains environnements de travail, les jeunes peuvent en effet être plus exposés à des comportements ou à un entourage qui ne sont pas appropriés pour leur âge. Dans le cas de la Schueberfouer il peut par exemple s'agir du comportement non respectueux des clients, de la conduite inappropriée de certains visiteurs, ou encore des conditions de travail particulièrement difficiles.

Le garant du développement spirituel des jeunes pendant un travail durant les vacances n'est pas une seule entité, mais chacun à son rôle à jouer : la famille, la communauté, le jeune lui-même, les employeurs et le système éducatif. Chacun de ces acteurs peut contribuer à assurer que le travail, même temporaire, n'entrave pas mais soutient le développement spirituel du jeune.

ad 3) Le ministre partage à 100 % l'idée que le travail durant les vacances peut aider les jeunes à développer des compétences essentielles à la vie, telles que la ponctualité, l'assiduité, l'engagement et la persévérance, tout en leur offrant un aperçu du monde du travail qui les attend après leurs études, sous condition que ce travail ne les expose pas à des risques spécifiques, pour leur sécurité, leur santé, leur développement physique, psychique, mental, spirituel, moral ou social et ne soit pas de nature à compromettre leur éducation ou leur formation professionnelle.

C'est justement pour garantir cela et afin de donner effet à la Convention internationale du travail concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels, ratifiée en 1958 par le Grand-Duché de Luxembourg, que l'interdiction de l'emploi des jeunes dans le commerce ambulant sur la voie publique ou dans les établissements et lieux publics, l'emploi permanent des étalages extérieurs et l'emploi dans les professions ambulantes a été introduite par la loi du 28 octobre 1969 concernant la protection des enfants et des jeunes travailleurs.

ad 4) Le ministre considère évidemment que le travail de vacances constitue une première expérience précieuse avec le monde professionnel, susceptible de se révéler bénéfique pour les jeunes lors de leurs futures recherches d'emploi.

ad 5) Le ministre ne s'oppose pas à discuter de certains points de détail concernant le travail des jeunes de 16 à 18 ans, si tel est la demande des parties concernées.

Cependant il tient d'ores et déjà à faire considérer que les dispositions légales actuelles résultent de la transposition d'une directive européenne et sont conformes aux conventions internationales ratifiées par le Luxembourg. Il va dès lors sans dire que toute modification éventuelle devra impérativement respecter les dispositions de ces normes supranationales.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un [abocro@chd.lu](mailto:abocro@chd.lu), andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*       fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*       vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) |   

**PERIODIQUE**



Envois non distribuables à retourner à:  
**L-3290 BETTEMBOURG**

**PORT PAYÉ**  
**PS/799**